POR-091-08

Recherche sur la confidentialité et l'utilisation des données géospatiales

Novembre 2009
Préparé pour : Ressources naturelles Canada

Renseignements supplémentaires : por@nrcan.gc.ca

This report is also available in English upon request

Numéro du contrat : 23483-090361/001/CY
Attribution du contrat : 10 mars 2009
Fin des travaux : 9 octobre 2009

Préparé par :
Phase 5 Consulting Group Inc.

Canada

Table des matières

SOMMAIRE **1**

EXECUTIVE SUMMARY **6**

1.0 CONTEXTE ET OBJECTIFS **10**

1.1 CONTEXTE 10
1.2 OBJECTIFS DE LA RECHERCHE 11
1.3 APPROCHE ET MÉTHODES 12

2.0 PROFIL DES RÉPONDANTS **19**

3.0 CE QUI INFLUE SUR LE NIVEAU D'AISE À L'ÉGARD DU PARTAGE DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS LIÉS AU LIEU GÉOGRAPHIQUE **33**

3.1 APERÇU DE LA SECTION 33
3.2 COMPROMIS ENTRE LA CONFIDENTIALITÉ ET LES AVANTAGES OBTENUS 33
3.3 NIVEAU D'AISE À L'ÉGARD DE DIVERS SCÉNARIOS 45
3.4 CONFIANCE ENVERS LES ORGANISMES ET NIVEAU D'AISE À L'ÉGARD DU PARTAGE DE RENSEIGNEMENTS ENTRE ORGANISMES 50
3.5 IMPACT D'UNE EXPÉRIENCE D'ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE 57
3.6 OPINIONS CONCERNANT L'ADRESSE, LE CODE POSTAL ET LE QUARTIER 59

4.0 *REPÉRAGE DE PERSONNES EN TEMPS RÉEL* **65**

4.1 UTILISATION DE DISPOSITIFS DE REPÉRAGE ET OPINIONS À CET ÉGARD 65
4.2 UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE D'IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE (IRF) ET PRÉOCCUPATIONS CONNEXES 78
4.3 IMPORTANCE D'UNE RÉGLEMENTATION PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA 83

5.0 OPINIONS CONCERNANT LES OUTILS DE CARTOGRAPHIE EN LIGNE **88**

5.1 CONNAISSANCE ET UTILISATION DES OUTILS DE CARTOGRAPHIE EN LIGNE 88
5.2 NIVEAU D'AISE À L'ÉGARD DU FAIT QUE LA RÉSIDENCE SOIT IDENTIFIÉE SUR INTERNET 91
5.3 NIVEAU D'AISE À L'ÉGARD D'IMAGES DE SOI PRISES DANS DES LIEUX PUBLICS 102
5.4 IMPORTANCE D'UNE RÉGLEMENTATION PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA 104

6.0 CONCLUSIONS **115**

ANNEXE A : REMARQUES TECHNIQUES **120**

ANNEXE B : QUESTIONNAIRES **138**

Sommaire

Contexte : Les progrès de la technologie numérique font en sorte que les données géospatiales sont de plus en plus fréquentes, grâce à l'utilisation des systèmes de positionnement global (GPS), des systèmes d'information géographique (SIG) et de la télédétection. La croissance exponentielle des vingt dernières années dans le secteur de la géomatique ne donne aucun signe de ralentissement dans un proche avenir et exige des moyens plus efficaces pour le partage des données géospatiales. Depuis 1999, le gouvernement fédéral a investi dans une initiative de partenariat à l'échelle nationale en vue d'améliorer la capacité collective de partager et d'utiliser l'information géospatiale sur Internet. Cette initiative, connue sous le nom de GéoConnexions, est dirigée par Ressources naturelles Canada.

Pour aider les personnes chargées de réaliser les objectifs du programme GéoConnexions, nous avons procédé à une évaluation des besoins en 2006. Un des principaux objectifs visait à identifier les obstacles ou les défis susceptibles de nuire au partage des données géospatiales. L'étude a démontré que la vie privée représente un obstacle majeur.

En 2009, Phase 5 a été embauchée pour mener une étude sur les préoccupations des Canadiens relativement à la vie privée et à l'utilisation des données géospatiales. L'étude avait pour but de mettre en relief les préoccupations et les questions qui requièrent du leadership de la part du gouvernement du Canada.

Objectifs : La recherche comportait plusieurs objectifs :

1. *Mieux comprendre le contexte actuel*
    - Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils conscients des utilisations actuelles et potentielles des données géospatiales?
    - Quelle est la terminologie qui est utilisée et comprise par les Canadiens?
    - Quelles sont les opinions des Canadiens sur l'environnement actuel?

2. *Déterminer les attentes en matière de vie privée en rapport avec l'utilisation des données géospatiales*
    - Quelles sont les lignes directrices qui sont en place ou qui devraient être mises en place pour protéger la vie privée d'une personne?

3. *Mieux comprendre les compromis que les Canadiens sont disposés à faire pour recevoir des services*

Approche : L'approche pour les travaux comportait trois étapes.

Étape 1 : Phase 5 a mené une séance de travail d'une demi-journée avec les représentants de RNCan et les membres des groupes consultatifs.

Étape 2 : Phase 5 a réalisé vingt-neuf (29) entrevues qualitatives avec des Canadiens.

Étape 3 : Un sondage de vingt minutes a été mené en ligne avec 2 200 Canadiens représentatifs de la population. Aucune marge d'erreur n'est disponible pour le sondage en ligne puisque les répondants ont été sélectionnés parmi les personnes qui avaient accepté de participer en devenant membre d'un groupe-témoin de consommateurs. Pour garantir le caractère représentatif de ce groupe à l'échelle nationale, les données ont été pondérées pour refléter les statistiques nationales par région, âge, sexe et milieu urbain / rural. Un sondage téléphonique a été réalisé auprès de 550 Canadiens pour valider

les résultats du sondage en ligne. La marge d'erreur du sondage téléphonique est de ±4 %, 19 fois sur 20.

Les résultats de l'étude serviront à renforcer les politiques, les lignes directrices et les procédures du gouvernement du Canada en vue de protéger la vie privée des Canadiens. Les dépenses totales du projet se sont élevées à 98 898 $, TPS en sus.

Principales conclusions

Préoccupations concernant la protection des renseignements personnels

- ***De façon générale, les répondants sont très préoccupés par la protection de leurs renseignements personnels.*** La protection des renseignements personnels est une question délicate puisque plus de la moitié des répondants ont dit être « très préoccupés » par la protection de leurs renseignements en général et plus de 80 % se sont dits « préoccupés » ou « très préoccupés ».

- ***Plus de la moitié des répondants ont été victimes d'atteinte à la vie privée.*** Toutefois, cela n'a eu qu'un faible impact sur le niveau de préoccupation général qui variaient de 80 % à 85 % pour tous les répondants, peu importe qu'ils aient été victimes ou non d'atteinte à la vie privée.

Aise à partager des renseignements personnels liés à l'emplacement

- ***Le contrôle des renseignements qui sont partagés et le contexte (en particulier le but principal) sont les facteurs clés qui influencent le niveau d'aise à partager des renseignements personnels liés à l'emplacement.*** Les répondants sont plus à l'aise s'ils ont un plus grand contrôle sur les renseignements et si ceux-ci sont partagés pour le bien collectif (p. ex., une sécurité publique accrue ou de meilleurs soins de santé). L'utilisation particulière, la proximité (c.-à-d. la proximité avec la personne, comme l'emplacement en temps réel comparativement à la province ou la région) et les personnes qui ont accès à ces renseignements ont une importance secondaire.

- ***Réciproquement, lorsque les renseignements sont liés à un emplacement en temps réel ou servent à des fins de commercialisation sélective, lorsqu'il n'y a aucun contrôle ou très peu, lorsque les renseignements sont partagés avec le secteur privé ou le grand public, et pour des raisons associées à l'activité économique, tous ces facteurs sont susceptibles de diminuer le niveau d'aise avec le partage de ces renseignements.*** Toutes les combinaisons de ces paramètres provoqueraient sans aucun doute un niveau de malaise élevé.

- ***L'étude révèle également que les répondants sont relativement prudents en ce qui a trait au partage de leurs renseignements personnels liés à l'emplacement.*** Même dans les situations où les paramètres sont plus susceptibles de les mettre à l'aise, seulement quatre répondants sur dix sont disposés à partager leurs renseignements personnels liés à l'emplacement ou sont à l'aise de le faire. Dans certains cas, ce nombre peut chuter en-deçà de 1 %. Toutefois, même dans les situations qui suscitent le plus de malaise, un changement de contexte, d'objectif général ou de niveau de contrôle peut augmenter de façon significative le niveau d'aise.

- ***Le niveau de confiance des répondants envers les différentes organisations pour qu'elles protègent leurs renseignements personnels est de modéré à faible.*** Quelque 58 % font confiance aux institutions médicales pour protéger leurs renseignements personnels, comparativement à 46 % pour les ministères fédéraux et provinciaux. Les entreprises du secteur privé et les sites de réseautage social inspirent une confiance moindre (15 % et 6 % respectivement).

- ***Environ quatre répondants sur dix sont à l'aise à l'idée que leurs renseignements soient partagés entre les ministères fédéraux et entre les ministères fédéraux et provinciaux.*** Trois répondants sur dix sont neutres et trois sur dix ne sont pas à l'aise.

- ***Divers facteurs font en sorte que les répondants font confiance aux organisations pour protéger leurs renseignements personnels. L'existence de mesures de sécurité technologique efficace et des peines sévères pour l'utilisation abusive des renseignements sont les deux facteurs les plus importants.*** Toutefois, la vaste majorité des répondants (plus de 90 %) considèrent également l'existence d'une politique de confidentialité qui régit l'accès aux renseignements et leur partage à l'intérieur de l'organisation et avec les organisations externes, les mécanismes de contrôle et la divulgation des atteintes antérieures à la vie privée comme des facteurs très importants.

- ***Les répondants considèrent leur adresse, et non leur code postal, comme un renseignement personnel.*** La majorité des Canadiens considèrent que leur adresse est un renseignement personnel, même si leur nom n'y est pas associé (57 %) et bien que la plupart d'entre eux acceptent de partager leur adresse avec des organisations auxquelles ils ont confiance (63 %), ils ne le sont généralement pas autant à partager leur adresse même si leur nom n'y est pas associé. Cependant, trois répondants sur dix considèrent leur code postal comme un renseignement personnel.

Dispositifs de localisation

- ***Près des deux tiers des répondants n'utilisent aucun dispositif de localisation.*** Ceux qui le font utilisent surtout des GPS portatifs ou intégrés au véhicule et des téléphones cellulaires avec GPS intégré.

- ***De nombreux répondants (la moitié) ne voient aucun avantage à utiliser la technologie de localisation ou sont incertains des avantages qu'elle procure.*** Ceux qui l'utilisent sont généralement d'avis qu'elle les aide à mieux se protéger et à protéger les enfants, qu'elle facilite les services d'urgence et qu'elle les aide à trouver une destination ou à conduire un véhicule.

- ***Les Canadiens sont en faveur de l'utilisation de la technologie de localisation lorsque les avantages sont importants, notamment pour améliorer les services d'urgence, améliorer la sécurité des adultes et des enfants et améliorer l'efficacité du maintien de la loi.*** Lorsque nous leur avons demandé dans quelle mesure ils étaient d'accord avec l'utilisation de la technologie de localisation pour diverses raisons, la majorité des répondants se sont dit d'accord à ce qu'on utilise la technologie de localisation pour faciliter les services d'urgence (89 %), mieux faire respecter la loi (78 %) et améliorer la sécurité des enfants (72 %). D'autre part, les répondants se sont dit en désaccord avec l'utilisation de la technologie de localisation pour accroître la productivité au travail (25 %).

- ***Deux tiers des répondants ont réfléchi aux questions de protection de la vie privée en rapport avec les technologies de localisation.*** De ce nombre, plus de 80 % étaient préoccupés par les images de leur emplacement en temps réel qui peuvent être affichées sur Internet sans leur consentement, la vente des renseignements relatifs à leurs déplacements à des tierces parties et les pirates informatiques qui ont accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré. Parmi les autres préoccupations mentionnées, nous avons noté l'entrave à la vie privée, la dictature ou le contrôle excessif de la part du gouvernement et le potentiel de victimisation.

- ***Les répondants sont peu familiers avec la technologie d'identification par radiofréquence, laquelle utilise les ondes radio pour lire l'information qui apparaît sur des pièces d'identité personnelle, comme les cartes de crédit et les passeports.*** Deux tiers des répondants affirment n'utiliser aucun dispositif d'identification par radiofréquence ou ne sont pas familiers avec la technologie. Environ 15 % des répondants semblent être très familiers.

- ***La majorité des répondants (68 %) estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer la collecte et le partage des renseignements liés aux déplacements en temps réel.*** La majorité des répondants croient qu'il est important d'imposer des restrictions quant aux parties avec qui les renseignements peuvent être partagés (77 %).

Outils de cartographie en ligne

- ***La majorité des répondants* (82 %) *ont utilisé des outils traditionnels de cartographie en ligne.*** Ceux qui ne les ont jamais utilisés en avaient cependant entendu parler. Ils étaient moins nombreux, bien que majoritaires (68 %), à avoir utilisé les images satellitaires avec les outils de cartographie en ligne. Ceux qui ne les ont pas utilisés en avaient eux aussi entendu parler. Moins de la moitié des répondants ont utilisé les images de la rue.

- ***Une faible majorité de répondants sont à l'aise avec le fait que leur résidence soit identifiée sur Internet comme un point sur une carte (60 %) ou une image prise d'un satellite ou une photo aérienne (53 %). Ce nombre chute considérablement lorsqu'il s'agit d'identifier leur résidence comme une image de la rue (27 %), en particulier si des personnes sont visibles sur l'image (15 %).***

- ***Les répondants ne sont pas à l'aise avec les images d'eux-mêmes prises dans un lieu public et affichées sur Internet sans leur consentement, même si des mesures ont été prises pour dissimuler leur identité.*** Même si toute l'image est floue, moins de la moitié des répondants (43 %) ont indiqué qu'ils seraient à l'aise avec des images d'eux-mêmes prises dans un lieu public et affichées sur Internet sans leur consentement. Très peu d'entre eux (10 %) sont à l'aise avec ces images affichées sans leur consentement si aucune mesure n'a été prise pour protéger leur identité.

- ***Les répondants estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer les images de résidences privées qui apparaissent sur les outils de cartographie en ligne.*** La vaste majorité d'entre eux (74 %) croient qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer les images de résidences privées qui apparaissent sur les outils de cartographie en ligne. Ils réclament particulièrement la réglementation des images de résidences privées où les personnes sont bien visibles, des lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée, des restrictions quant au niveau de détails des images et une réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leur résidence privée.

- ***Les répondants qui souhaitent que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées sur Internet affirment que c'est principalement pour protéger la vie privée et empêcher les gens d'être victimes d'actes criminels et croient que les personnes devraient pouvoir elles-mêmes contrôler ces renseignements.***

- ***Les opinions des Canadiens à savoir si on devrait permettre d'afficher des images de résidences privées prises au niveau de la rue sur des outils comme Street-View™ de Google™ au Canada sont partagées.*** Un peu plus du quart des répondants (28 %) croient que cela devrait être permis, comparativement à 36 % qui n'ont aucune opinion à ce sujet et 36 % qui estiment que cela devrait être interdit. Il convient de souligner que le moment où le sondage a été

réalisé ne reflète l'impact du lancement du service Street View de Google au Canada puisque la vaste majorité des travaux a été effectuée avant l'introduction de ce service dans douze villes canadiennes.

Executive Summary

Background: With the advance of digital technology, geospatial data is becoming more common through the use of global positioning systems (GPS), geographic information systems (GIS), and remote sensing. The exponential growth in the geomatics field during the last 20 years is not expected to slow in the near future and has led to growing requirements for a better means of sharing geospatial data. Since 1999, the federal government has invested in a national partnership initiative to improve the collective ability to share and use geospatial information through the Internet. This initiative, known as GeoConnections, a national partnership program, is led by Natural Resources Canada.

In order to assist those tasked with achieving the objectives set out for the GeoConnections program a user needs assessment was undertaken in 2006. One of the key outputs of this work was to identify the barriers or challenges that might deter the sharing of geospatial data. In this work, privacy was identified as a key barrier.

In 2009 Phase 5 was engaged to conduct research that would explore the privacy concerns of Canadians as they related to geospatial data in order to highlight concerns and issues requiring leadership from the Government of Canada.

Objectives: The specific research objectives included:

1. *Develop a better understanding of the current context* e.g.
    - To what extent are Canadians aware of current and potential uses of geospatial data?
    - What terminology do Canadians use and understand?
    - What are Canadians opinions about the current environment?

2. *Identify expectations of privacy related to the use of geospatial data* e.g.
    - What guidelines are / should be in place to protect an individual's privacy?

3. *Develop a better understanding of trade-offs Canadians are willing to make in order to receive services*

Approach: The approach to the work included three stages.

Stage 1: Phase 5 conducted a half-day working session with NRCan and advisory committee members.

Stage 2: Phase 5 conducted 29 qualitative interviews with Canadians.

Stage 3: A 20-minute nationally representative online survey was administered to 2,200 Canadians. No margin of error can be provided for the online survey as respondents for the online survey were selected from among those who have volunteered to participate in online surveys by registering for a consumer panel. To help ensure respondents reflected Canadians at a national level, data was weighted to reflect national statistics by region, age, gender, and urban / rural. A telephone survey of 550 Canadians was also conducted to validate the online survey results. The margin of error for the telephone survey is ±4%, 19 times out of 20.

The results of this research will be used to strengthen the Government of Canada's policies, guidelines and procedures to protect the privacy of Canadians. The total expenditure was $98,898.00 plus GST.

Key Conclusions

Concern with privacy of personal information

- ***Generally speaking, respondents are very concerned about the privacy of their personal information.*** Privacy of personal information is a sensitive issue with more than half of all respondents indicating that they are 'very concerned' about the privacy of their personal information in general and over 80% stating they are 'concerned' or 'very concerned'.

- ***Over half of the respondents had experienced a violation of personal information or privacy.*** However, this had little impact on overall level of concern as it ranged from 80% to 85% for all respondents, whether they had experience a violation or not.

Comfort with Sharing Location-Linked Personal Information

- ***Control over the information being shared and the context (primarily the overall purpose) are the key drivers of comfort when faced with sharing location-linked personal information.*** Respondents are going to feel most comfortable if they have a high degree of control and the reason for sharing is related to a public good (e.g. enhanced public safety, improved health care services). The specific use, proximity (i.e. closeness to the individual such as real time location versus province or region) and who has access are of secondary importance.

- ***Conversely, situations where information is being linked to one's real time location, being used for targeted marketing, where there is no or little control, being shared with the private sector or general public and for reasons related to economic activity are most likely to undermine level of comfort with sharing.*** Any combination of these parameters would likely lead to high levels of discomfort.

- ***The research also indicates that respondents are fairly careful with respect to sharing their location-based information.*** Even in situations where the parameters are most likely to illicit comfort only 4 in 10 respondents indicate they would be willing to share their location-based personal information or feel comfortable doing so. This can fall to under 1% in some situations. However, even in the most uncomfortable scenarios if the context / overall purpose or level of control is changed there can be a meaningful increase in level of comfort.

- ***Respondents' level of trust in different types of organizations to keep their personal information secure is moderate to low.*** Fifty-eight percent trust medical institutions to keep their personal information secure, followed by 46% who trust federal and provincial departments. The least trusted were small private sector businesses (15%) and social networking sites (6%).

- ***Approximately 4 in 10 are comfortable with information being shared between federal departments and between federal and provincial departments.*** A further 3 in 10 were neutral, with 3 in 10 stating they are uncomfortable.

- ***A variety of factors contribute to respondents' confidence that their information will be kept secure. Support for 'evidence of strong technological safeguards' and 'strict penalties for misuse' were rated as the most important.*** However, a strong majority (over 90%) of respondents also viewed the existence of privacy policies governing how information is shared and accessed within an organization and with external organizations and clear oversight and disclosure of past privacy breaches as very important.

- ***Respondents consider their address, but not their postal code, to be personal information.*** The majority of Canadians consider their address to be private information even when it is not

associated with their name (57%) and while most are comfortable sharing their address with organizations they trust (63%), they are generally not more comfortable sharing their address even if it is not linked with their name. However, only 3 in 10 consider their postal code to be private information.

Location-Tracking Devices

- ***Almost 2/3 of respondents are not currently using any devices with location-tracking technology.*** Among those who are, portable or built-in vehicle GPS units and cellular phones with built-in GPS are the most commonly used devices.

- ***Many respondents (half) do not perceive any benefits to location-tracking technology or are not sure what benefits location-tracking technology provides.*** Those who did site benefits were most likely to mention to improve child / personal safety, aid emergency services and to help find a destination / navigate a vehicle.

- ***Canadians support the use of location-tracking technology when there is a compelling benefit to doing so, such as to improve emergency services, improve child and personal safety, and improve law enforcement.*** When asked directly about the extent to which respondents support using location-tracking technology for various uses, respondents show high levels of support for using location-tracking technology to facilitate emergency services (89%), improve law enforcement (78%), and improve child safety (72%). In contrast, respondents tended to be unsupportive of using location-tracking technology to improve workplace productivity (25%).

- ***Two thirds of respondents have given some thought to privacy issues related to location-tracking technologies.*** Of these over 80% were concerned about images of their real-time location being posted to the Internet without their permission, sale of information concerning their movements to third parties, and hackers accessing information stored by the GPS enabled mobile phone provider. Unprompted concerns include invasion of an individual's privacy, big brother / excessive government control and the potential for victimization.

- ***Respondents' familiarity with Radio Frequency Identification (RFID) technology, a technology using radio waves to read information from personal identification such as credit cards and passports, is low***. Two thirds of respondents stated they are not currently using any RFID-enabled devices nor are they familiar with the technology. About 15% seemed to be solidly familiar.

- ***The majority (68%) of respondents think it is important for the Government of Canada to regulate the collection and sharing of information concerning individuals' real-time movements.*** When specifics were explored a majority of respondents think it is important to have restrictions as to who information may be shared with (77%).

Online Mapping Tools

- ***The majority of respondents* (82%) had *used traditional online mapping tools.*** Those who had not, had generally heard of them. Fewer respondents, although still a majority (68%), had used satellite-views in online mapping tools, and again those who had not had typically heard of them. Less than half of respondents had used street-views.

- ***A modest majority of respondents are comfortable with their residence being identified on the Internet as a point on a map (60%) or a satellite aerial image (53%), but this drops considerably when it is identified as a street-view image (27%), particularly if there are individuals visible in the image (15%).***

- ***Respondents are not comfortable with images of themselves taken in public being posted to the Internet without their permission regardless of whether steps are taken to hide their identity.*** Even if their entire image is blurred out, less than half of respondents (43%) indicated that they would be comfortable with images of themselves taken in public places being posted to the Internet without their permission. Very few respondents (10%) were comfortable with such images being posted without their permission if no steps were taken to protect their identity.

- ***Respondents think it is important for the Government of Canada to regulate images of private residences appearing on Internet mapping tools.*** A strong majority of respondents (74%) think that it is important for the Government of Canada to regulate images of private residences appearing on Internet mapping tools. They feel most strongly about regulations to guide the posting of images of private residences with individuals' plainly visible, guidelines that require certain details be blurred to preserve privacy, restrictions as to the level of detail shown, and regulations about the degree of control individuals have over images of their private residence.

- ***Respondents who want the Government of Canada to regulate images of private residences on the Internet stated it is primarily to protect individuals' privacy, protect individuals from being targeted for crime and feeling that individuals should have control over this information themselves.***

- ***Canadians views on whether street-view images of private residences such as those on Google™ Street-View™ should be allowed in Canada are divided****.* Just over one-quarter (28%) agreed that it should be allowed, while 36% were neutral on the subject, and 36% felt that it should not be allowed. It should be noted, however, that the timing of the fieldwork for this study does not reflect the impact of Google's street-view service going live in Canada as the vast majority of the fieldwork was conducted just prior the service being launched in 12 Canadian cities.

1.0 Contexte et objectifs

1.1 Contexte

Les données géospatiales jouent un rôle de plus en plus essentiel dans la vie des Canadiens et elles ont une grande portée. Les environnementalistes utilisent l'atlas des fonds marins pour repérer les espèces en danger, les équipes d'intervention d'urgence ont recours à l'information sur les infrastructures essentielles pour planifier leurs interventions, les professionnels de la santé utilisent les données géospatiales pour surveiller et expliquer la progression de maladies, les compagnies pétrolières s'en servent pour évaluer les impacts environnementaux avant de procéder à l'exploitation, etc. Les données géospatiales constituent, sans conteste, un élément essentiel de nombreux processus décisionnels et d'élaboration des politiques et touchent de plus en plus la vie des Canadiens. En plus des usages traditionnels (prévisions météorologiques, cartes routières), l'accessibilité rapide à l'information numérique permet aux Canadiens d'utiliser les données géospatiales pour leurs activités quotidiennes, que ce soit le mordu de plein air qui utilise un GPS pour s'orienter ou des amis qui veulent connaître leurs déplacements par l'intermédiaire de services de réseautage social utilisant la technologie GPS (p. ex. Google Latitude).

Les progrès de la technologie numérique font en sorte que les données géospatiales sont de plus en plus fréquentes, grâce à l'utilisation des systèmes de positionnement global (GPS), des systèmes d'information géographique (SIG) et de la télédétection. La croissance exponentielle des 20 dernières années dans le secteur de la géomatique ne donne aucun signe de ralentissement dans un proche avenir et exige des moyens plus efficaces pour le partage des données géospatiales. Depuis 1999, le gouvernement fédéral a investi 120 millions de dollars dans une initiative de partenariat à l'échelle nationale en vue d'améliorer la capacité collective de partager et d'utiliser l'information géospatiale sur Internet. Cette initiative, connue sous le nom de GéoConnexions, est dirigée par RNCan et vise à créer une infrastructure canadienne de données géospatiales. Actuellement, le programme GéoConnexions compte quatre domaines d'activité prioritaires : la santé publique, la sécurité publique, l'environnement et le développement durable et les enjeux autochtones.

Afin d'aider les personnes affectées à la réalisation des objectifs du programme GéoConnexions, une évaluation des besoins des utilisateurs a été effectuée en 2006. Un des principaux extrants de cette activité était de cerner les obstacles ou les problèmes pouvant empêcher le partage de données géospatiales. Il n'est pas surprenant que la vie privée figurait parmi les principaux obstacles. Afin de régler ce problème, on a mis sur pied deux groupes consultatifs sur la vie privée et les données géospatiales (c.-à-d. le Groupe consultatif sur la confidentialité des données géospatiales du gouvernement fédéral et le Groupe consultatif sur la confidentialité des données géospatiales) puisque le partage de données géospatiales et la confidentialité constituent un problème très complexe et dynamique qui dépend grandement du contexte dans lequel l'information est partagée.

En 2009, il a été demandé à Phase 5 de mener une recherche approfondie sur ce sujet afin de mieux le comprendre. L'objectif fondamental de la recherche était d'éclairer le gouvernement du Canada sur les préoccupations des Canadiens quant à la protection de leurs renseignements personnels et des données géospatiales afin de cerner les préoccupations et les problèmes nécessitant un leadership et une décision de la part du gouvernement du Canada. Les deux objectifs clés de l'enquête consistaient à mieux comprendre les attentes des Canadiens à l'égard de la protection des renseignements personnels et de l'utilisation des données géospatiales et la mesure dans laquelle, et dans quelles circonstances, les Canadiens sont prêts à renoncer à leur vie privée pour les services rendus.

1.2 Objectifs de la recherche

Les objectifs de la recherche sont présentés ci-dessous.

1. ***Mieux comprendre le contexte actuel.*** Exemples :
    - Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils conscients des utilisations actuelles et potentielles des données géospatiales par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux?
    - Quelle est la terminologie qui est utilisée et comprise par les Canadiens?
    - Quels sont les opinions des Canadiens sur l'environnement actuel?
        - Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils au courant de l'utilisation et du partage de données géospatiales et des questions connexes relatives à la protection des renseignements personnels?
        - S'ils sont au courant, qu'en pensent-ils? Selon eux, quels sont les avantages du partage de données géospatiales? Dans quelle mesure les préoccupations relatives à la protection des renseignements personnels (actuelles ou futures) sont-elles en rapport avec l'utilisation des données géospatiales?

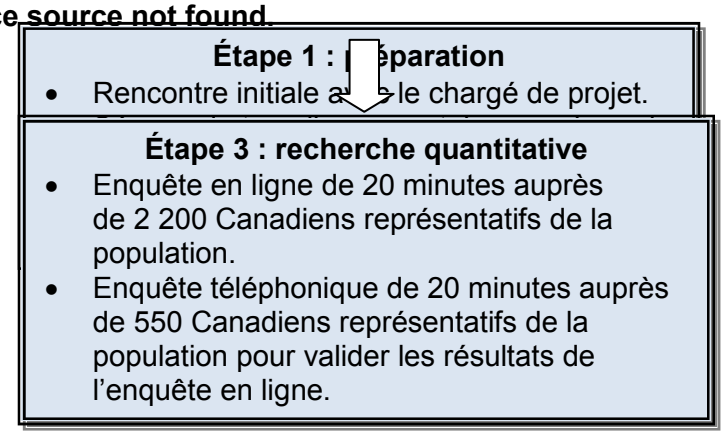
2. ***Déterminer les <u>attentes</u> en matière de protection des renseignements personnels par rapport à l'utilisation des données géospatiales.*** Exemple :
    - Quelles sont les lignes directrices ou les limites qui sont en place ou qui devraient l'être pour protéger les renseignements personnels en rapport avec l'utilisation et le partage de données géospatiales?

3. ***Mieux comprendre les compromis que les Canadiens sont prêts à faire pour recevoir des services.*** Exemples :
    - Dans quelle mesure et dans quelles circonstances les Canadiens sont-ils prêts à renoncer à leur vie privée pour recevoir des services plus complets?
    - Quels sont les principaux attributs ou paramètres qui permettent de déterminer leur volonté à cet égard?
    - Comment divers niveaux de ces attributs ou paramètres influent-ils sur la volonté de partager des renseignements personnels? Par exemple, une personne qui a accepté de donner des renseignements personnels à un organisme gouvernemental, mais pas à un organisme à but lucratif ou sans but lucratif. Il est également possible qu'une personne accepte de donner des renseignements personnels sur sa santé dans une situation d'urgence (p. ex. propagation d'une maladie infectieuse potentiellement mortelle), mais pas à des fins de surveillance à long terme ou d'élaboration de politiques.

1.3 Approche et méthodes

L'***approche globale*** pour les travaux comportait les trois étapes suivantes :

Error! Reference source not found.



Étape 1 : en février 2009, Phase 5 a mené une séance de travail d'une demi-journée avec les représentants des groupes consultatifs. La séance visait à déterminer les objectifs d'enquête pour la recherche et à préparer des scénarios en vue de savoir quels compromis les Canadiens sont prêts à faire en ce qui concerne la diminution de la protection des renseignements personnels en raison du partage des données géospatiales pour recevoir des services. Le groupe de travail a cerné des attributs préliminaires à explorer, les niveaux de ces attributs et des sujets potentiels de scénario pour les domaines à l'étude, c'est-à-dire la santé publique, la sécurité publique ainsi que l'environnement et le développement durable. Les discussions menées dans le cadre de la séance de travail ont permis d'éclairer la deuxième étape de la recherche, soit les entrevues qualitatives avec des Canadiens.

Étape 2 : au printemps 2009, Phase 5 a réalisé 29 entrevues qualitatives avec des Canadiens : 24 en anglais et 5 en français. De plus, puisque GéoConnexions met l'accent sur les enjeux autochtones, cinq Autochtones ont été interrogés, dont deux résidant dans des réserves. Les participants ont été choisis de façon à assurer un large éventail de points de vue différents. Des quotas ont été établis pour l'âge, la langue, le sexe, l'origine ethnique, le lieu de résidence (milieu urbain ou rural), la région, la profession, la connaissance des outils géospatiaux (p. ex. GPS, dispositifs de localisation en ligne), la mesure dans laquelle le participant avait réfléchi à l'utilisation des données liées au lieu géographique pour améliorer les services gouvernementaux et le niveau d'aise à l'égard du partage des renseignements personnels.

Ces entrevues ont servi à mieux comprendre les sujets suivants :

- le niveau de préoccupation des Canadiens à l'égard de la protection de leurs renseignements personnels et ce qu'ils estiment être une utilisation légitime de cette information;
- les raisons de leur préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels;
- leur connaissance des données géospatiales et de leur utilisation;
- les attributs qui influent sur leur niveau d'aise à l'égard du partage secondaire de leurs données géospatiales et les niveaux de ces attributs;
- le niveau d'aise avec le fait que leur résidence soit identifiée sur Internet;
- la mesure dans laquelle ils estiment que le gouvernement du Canada devrait réglementer l'utilisation des données géospatiales.

Les entrevues ont également permis de préciser le libellé à utiliser dans le cadre de la recherche quantitative et de déterminer la meilleure façon de présenter un sujet complexe aux Canadiens dans le contexte d'une enquête de courte durée. Au début, notre hypothèse était que la présentation de scénarios réalistes serait une façon efficace d'explorer les compromis que les Canadiens sont prêts à faire quant à la diminution de la protection des renseignements personnels pour les services acquis, et les résultats de la recherche appuient notre hypothèse. À cette fin, l'étape qualitative a également été utilisée pour mettre à l'essai l'ébauche des scénarios pouvant servir à la recherche quantitative[1].

Étape 3 : l'objectif fondamental de cette étape des travaux était d'aborder chacun des objectifs de recherche énoncés ci-dessus de façon à mesurer et à quantifier l'opinion et l'attitude des Canadiens. Tel que mentionné précédemment, les deux objectifs clés de l'enquête consistaient à mieux comprendre les attentes des Canadiens à l'égard de la protection des renseignements personnels et de l'utilisation des données géospatiales et la mesure dans laquelle, et dans quelles circonstances, les Canadiens sont prêts à renoncer à leur vie privée pour les services rendus.

L'approche de l'*étape 3 : recherche quantitative* est expliquée plus en détail ci-dessous.

Conception du questionnaire

Phase 5 s'est fondée sur les résultats de la recherche qualitative et des consultations avec le chargé de projet et les membres des groupes consultatifs et a pris en considération les objectifs de recherche établis dans la demande de propositions pour élaborer l'ébauche du questionnaire.

Un des principaux objectifs de la recherche était de comprendre les facteurs qui influent sur le niveau d'aise des Canadiens à l'égard du partage de renseignements personnels liés au lieu géographique, l'interaction entre ces facteurs dans diverses situations et les compromis que les gens sont prêts à faire. Compte tenu de la complexité de ce sujet et des scénarios eux-mêmes, il a été déterminé qu'il serait impossible d'accomplir cela de façon adéquate par l'intermédiaire d'une enquête téléphonique. Par conséquent, on a décidé d'utiliser une enquête en ligne comme principal outil, malgré les limites associées à l'utilisation d'un échantillon non probabiliste. Cependant, afin d'atténuer les préoccupations liées à un échantillon non probabiliste, il a également été décidé d'utiliser une enquête téléphonique similaire pour valider les résultats de l'enquête en ligne.

L'enquête en ligne permettait l'utilisation d'une technique appelée **analyse conjointe fondée sur les choix**. L'analyse conjointe constituait la façon la plus efficace d'obtenir de l'information concernant les compromis que les Canadiens sont prêts à faire et l'importance relative qu'ils accordent à divers facteurs concernant le partage de leurs données géospatiales. Une analyse conjointe fondée sur les choix permet aussi une compréhension plus exacte, réaliste et précise de l'importance de divers facteurs associés au niveau d'aise des Canadiens par rapport au partage de leurs renseignements personnels liés au lieu géographique dans diverses situations.

Une analyse conjointe ne peut être menée dans le cadre d'une enquête téléphonique, particulièrement dans le cas présent, car les répondants doivent évaluer une série de scénarios narratifs assez complexes. La méthode en ligne nous permet d'utiliser cette technique et d'assurer une meilleure qualité des données quant aux questions sur les compromis que dans le cadre d'une enquête téléphonique. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, nous avons également effectué une enquête téléphonique similaire incluant les questions qui pouvaient être posées avec cette méthode. L'enquête téléphonique a servi à valider la représentativité des résultats de l'enquête en ligne.

En plus des questions de l'analyse conjointe, les questionnaires en ligne et téléphonique d'une durée de 20 minutes portaient sur les sujets suivants :

[1] Le rapport qualitatif provisoire sur la confidentialité et l'utilisation des données géospatiales est un document distinct.

- les données démographiques et les renseignements contextuels;
- les commentaires supplémentaires sur les renseignements personnels liés au lieu géographique (p. ex. mesure dans laquelle la protection des renseignements personnels constitue une préoccupation, niveau d'aise à l'égard du partage intergouvernemental d'information, niveau de confiance envers divers organismes, facteurs influant sur la confiance envers un organisme);
- les opinions à propos de l'information sur les déplacements en temps réel d'une personne (p. ex. mesure dans laquelle les Canadiens ont réfléchi à cela, préoccupations quant à la protection des renseignements personnels, avantages perçus);
- le niveau d'aise avec le fait que leur résidence puisse être mise en image (p. ex. niveau d'aise à l'égard des images prises d'un satellite ou de la rue qui sont affichées en ligne, préoccupations à l'égard de la protection des renseignements personnels, niveaux acceptables de détails et fréquence des mises à jour); et
- les lignes directrices et la réglementation (p. ex. importance des lignes directrices et types pour le partage de l'information et la prise d'images de résidences).

Avant d'être parachevée, l'ébauche des questionnaires a été passée en revue par GéoConnexions, Communications stratégiques et ministérielles de RNCan et les groupes consultatifs, et les modifications nécessaires y ont été apportées. Les questionnaires ont ensuite été traduits en français, et les traductions ont été révisées par GéoConnexions. Le questionnaire en ligne a ensuite été programmé à l'aide d'un logiciel d'interviews en ligne assistées par ordinateur (ILAO), et le questionnaire téléphonique, à l'aide d'un logiciel d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur (ITAO).

Une fois la programmation terminée, l'enquête a été mise à l'essai pour s'assurer que les questions étaient comprises facilement et dans leur ensemble et évaluer la durée et le processus de l'enquête. Des exemplaires des questionnaires figurent à l'annexe B.

Public cible et échantillonnage

Le public visé par l'enquête était les Canadiens âgés de plus de 18 ans. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon national de Canadiens représentatifs de la population. De plus, compte tenu de la priorité de GéoConnexions visant les enjeux autochtones, nous avons veillé à inclure un échantillon suffisant de membres des Premières nations du Canada.

Afin de fournir au chargé de projet et aux intervenants des résultats valides et représentatifs respectant un budget fixe, l'approche d'échantillonnage ciblait de façon efficace les régions du Canada. L'approche présentait un plan d'échantillonnage stratifié disproportionnel par région et un suréchantillon de Canadiens autochtones. Au total, 2 200 répondants ont effectué l'enquête en ligne, et 550, l'enquête téléphonique (voir la figure 1.1 ci-dessous). En plus des quotas d'échantillonnage par région, le plan d'échantillonnage garantissait que l'échantillon final représentait bien les Canadiens, par sexe et âge.

Figure 1.1 – Distribution régionale des répondants

	Enquête en ligne	Enquête téléphonique similaire	
	n	N	Marge d'erreur
Ouest (C.-B. et Alberta)	400	100	±10 %
Prairies et Territoires (Saskatchewan, Manitoba et Territoires)	400	100	±10 %

Ontario	400	100	±10 %
Québec	400	100	±10 %
Est (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve)	400	100	±10 %
Suréchantillon de Canadiens d'origine autochtone (échelle nationale)	200	50	±14 %
Total	**2 200**	**550**	**±4 %**

Méthode pour l'enquête en ligne

L'échantillon a été sélectionné à partir d'un panel en ligne établi par Research Now/OpenVenue, contenant plus de 400 000 sujets de partout au Canada, dont le profil détaillé contient des données démographiques et d'autres variables. Research Now est largement reconnue comme chef de file en matière de panels de recherche en ligne et recrute continuellement des sujets par l'intermédiaire d'un large éventail de sources en ligne pour s'assurer qu'ils représentent bien le public canadien.

Le fournisseur de panels a envoyé une invitation par courriel aux répondants appropriés. L'invitation était dans la langue officielle choisie par le sujet et expliquait l'objectif de la recherche et la nature de l'enquête. Les répondants ont pu procéder à l'enquête dans la langue officielle de leur choix.

Le questionnaire était précédé d'une section de vérification pour s'assurer que le profil des participants correspondait au public visé (c.-à-d. plus de 18 ans et résident canadien).

Méthode pour l'enquête téléphonique

L'échantillon pour l'enquête téléphonique similaire a été acheté d'ASDE, qui utilise un système amélioré d'appel aléatoire. Nous avons vérifié l'échantillon pour repérer les numéros de téléphone en double afin qu'aucun répondant ne participe deux fois à l'enquête. Le questionnaire était précédé d'une section de vérification pour s'assurer que le profil des participants correspondait au public visé (c.-à-d. plus de 18 ans et résident canadien). Nous avons aussi inclus une question de vérification afin qu'aucun participant répondant à l'enquête en ligne ne fasse également l'enquête téléphonique similaire, et vice versa.

Une équipe d'interviewers d'Elemental DCI ont suivi une formation sur le projet et ont mené les entrevues d'enquête. Toutes les entrevues ont été menées dans la langue officielle sélectionnée par les répondants, soit le français ou l'anglais. La majorité des appels ont eu lieu durant la soirée afin qu'il n'y ait pas de surreprésentation des personnes au foyer, des retraités, etc.

Aucune marge d'erreur n'est fournie pour l'enquête en ligne puisque les répondants s'étaient portés volontaires pour participer aux enquêtes en ligne en s'inscrivant au panel de consommateurs de Research Now/Open Venue. Malgré plusieurs mesures prises pour s'assurer que les répondants représentent bien l'ensemble des Canadiens, les résultats de ces enquêtes ne peuvent pas être considérés, sur le plan statistique, comme représentatifs du public cible, car l'échantillon est constitué de personnes qui ont initialement choisi de participer [au panel]. Mentionnons au lecteur que les données ont été pondérées pour refléter la composition démographique du public canadien à l'aide des données les plus récentes de Statistique Canada. Plus particulièrement, les données finales des enquêtes téléphonique et en ligne ont été pondérées proportionnellement à l'échelle nationale, selon la région, l'âge, le sexe et le milieu urbain ou rural.

Mise à l'essai

Les enquêtes téléphonique et en ligne ont été mises à l'essai auprès d'un échantillon canadien, dans les deux langues officielles. L'objectif de l'essai était d'évaluer la connaissance des répondants, de confirmer l'efficacité du message d'introduction et de s'assurer que tous les systèmes fonctionnaient correctement. Conformément aux exigences des recherches sur l'opinion publique, nous avons mené un total de 30 essais (15 essais dans chaque langue et 15 essais par version d'enquête). Pour l'enquête en ligne, le fournisseur du panel a communiqué initialement avec les répondants pour savoir s'ils accepteraient de participer à l'essai et à quel moment ils seraient disponibles. Ceux qui ont accepté d'y participer ont ensuite reçu un courriel d'un membre de l'équipe de projet de Phase 5 pour confirmer la date et l'heure de l'essai. Dans le cadre de l'essai, un membre de l'équipe de projet de Phase 5 communiquait par téléphone avec le participant pendant que ce dernier devait répondre aux questions de l'enquête en ligne et lui faire part des imprécisions ou des problèmes éprouvés. Pour ce qui est de l'essai de l'enquête téléphonique, un membre de l'équipe de projet de Phase 5 devait écouter 15 entrevues menées par téléphone par les interviewers d'Elemental DCI. Après les essais, les enquêtes en ligne et téléphonique ont été passées en revue, et les versions finales ont été présentées aux fins d'approbation au chargé de projet avant le lancement officiel.

Collecte de données

Le prélancement de l'enquête en ligne a eu lieu le 11 septembre 2009 et, puisque aucun problème n'a été signalé, le lancement complet a eu lieu le 14 septembre 2009. Les travaux de l'enquête en ligne ont pris fin le 21 septembre. Les travaux de l'enquête téléphonique ont débuté le 11 septembre 2009 et pris fin le 9 octobre 2009. Pour certains attributs de la recherche, il est utile de mentionner que la grande majorité des travaux ont pris fin avant le 6 octobre 2009, date à laquelle Google a lancé l'application StreetView au Canada. Il est possible que cet événement ait augmenté le degré de connaissance et changé l'opinion des gens à propos des images prises au niveau de la rue. Les travaux de l'enquête téléphonique ont pris plus de temps, car il fallait assurer le respect des quotas relatifs aux Autochtones et à l'âge.

Analyse et rapport

Comme on l'a déjà mentionné, les données finales des enquêtes téléphonique et en ligne ont été pondérées proportionnellement à l'échelle nationale, selon la région, l'âge, le sexe et le milieu urbain ou rural pour s'assurer que l'ensemble des résultats sont représentatifs de la population visée.

Les données des enquêtes en ligne et téléphoniques ont été comparées afin de cerner les écarts entre les deux. Toutes les différences importantes sont abordées dans le présent rapport, à la section appropriée. Une comparaison complète de toutes les questions posées à la fois dans les enquêtes en ligne et téléphonique et une note expliquant en détail les principales différences figurent à l'annexe A.

L'Ensemble des programmes statistiques relatifs aux sciences sociales (SPSS) a été utilisé pour analyser les données. Les résultats d'intérêt liés aux variables clés de l'analyse sont énoncés dans le rapport dans les sections pertinentes. Les conclusions liées aux variables clés de l'analyse figurant dans le tableau ci-dessous se trouvent à l'annexe C d'un document distinct.

Variables clés de l'analyse	Catégories de l'analyse
Âge	• De 18 à 24 ans • De 25 à 34 ans • De 35 à 44 ans • De 45 à 54 ans • De 55 à 64 ans • 65 ans et plus
Région	• Ouest (C.-B. et Alberta)

Variables clés de l'analyse	Catégories de l'analyse
	• Prairies et Nord (Saskatchewan, Manitoba, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) • Ontario • Québec • Maritimes
Origine ethnique	• Britannique • Française • Européenne • Autochtone • Autre
Lieu de naissance	• Canada • Autre
Sexe	• Homme • Femme
Propriétaire ou locataire	• Propriétaire • Locataire • Ni l'un ni l'autre (p. ex. vit avec ses parents)
Principale activité	• Occupe un emploi • Sans emploi, à la recherche d'un emploi • Aux études • Au foyer, prend soin des membres de la famille • À la retraite • Invalidité de longue durée
Type d'employeur (s'il y a lieu)	• Établissement scolaire ou d'enseignement supérieur • Gouvernement • Organisme sans but lucratif • Entreprise privée à but lucratif • Travailleur autonome
Composition du ménage	• Personne vivant seule • Plusieurs personnes (p. ex. colocataires) • Couple (marié ou en union de fait) avec enfants • Couple (marié ou en union de fait) sans enfant • Parent seul avec enfants • Adulte vivant avec ses parents ou d'autres membres de sa famille ou s'occupant d'eux
Type d'habitation	• Maison unifamiliale • Maison jumelée, en rangée, de ville ou transformée (en appartements) • Appartement ou condominium
Parent ou tuteur d'enfants	• Moins de 10 ans • De 11 à 18 ans • Plus de 18 ans • Parent ou tuteur d'aucun enfant
Lieu de résidence	• Région rurale ou éloignée (y compris les réserves) • Municipalité (moins de 5 000 habitants) • Centre urbain (de 5 000 à 100 000 habitants) • Centre urbain (plus de 100 000 habitants)

Variables clés de l'analyse	Catégories de l'analyse
Préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels en général	• Peu préoccupé • Préoccupé • Très préoccupé
Expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse des renseignements personnels	• Aucune expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels • Expérience d'une violation ou d'une divulgation frauduleuse sans préjudice clair et permanent (p. ex. NIP de compte bancaire compromis, mais aucun vol de fonds) • Expérience d'une violation ou d'une divulgation frauduleuse avec préjudices clairs et permanents (p. ex fonds volés d'un compte bancaire, fait d'être traqué)
Revenu annuel du ménage	• Moins de 30 000 $ • De 30 000 $ à 49 999 $ • De 50 000 $ à 79 999 $ • 80 000 $ et plus
Niveau de scolarité	• Études secondaires • Études collégiales ou universitaires • Études supérieures

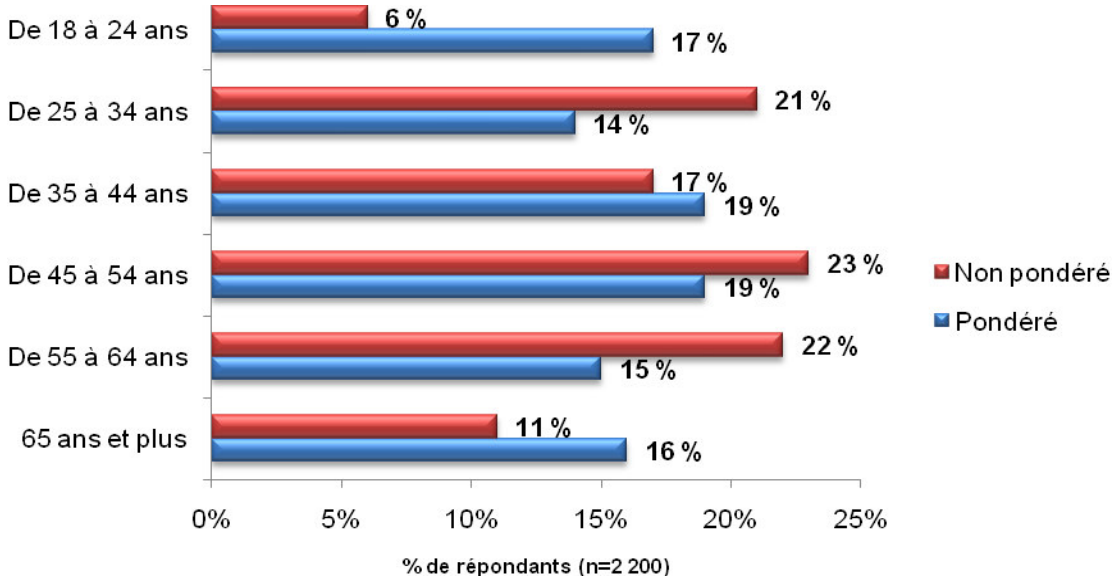
2.0 Profil des répondants

La présente section montre le profil des répondants de l'enquête en ligne, selon les variables démographiques. Les différences notables entre l'enquête téléphonique et l'enquête en ligne sont mentionnées. Veuillez consulter l'annexe A pour une comparaison détaillée des enquêtes téléphonique et en ligne et l'annexe D pour une comparaison détaillée des variables de profils par variable clé de l'analyse.

Âge

La figure 2.1 montre la distribution des répondants par âge, avec ou sans pondération. La pondération reflète les données sur la population les plus récentes de Statistique Canada. Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

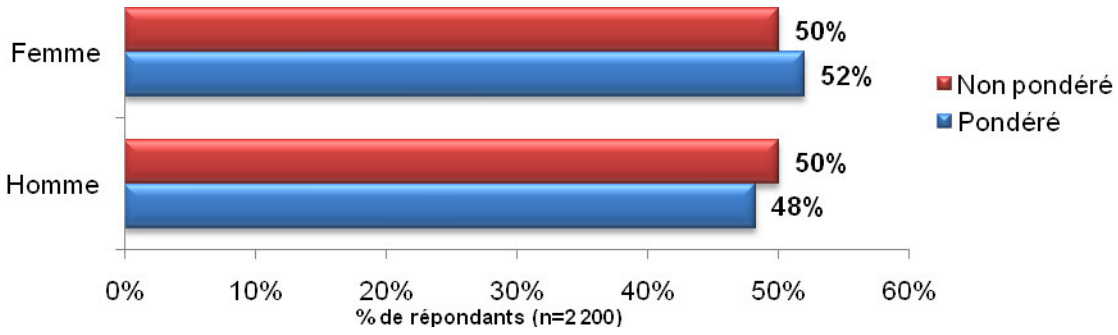
Figure 2.1 – Âge



Sexe

La figure 2.2 montre la distribution des répondants par sexe, avec ou sans pondération. La pondération reflète les données sur la population les plus récentes de Statistique Canada. Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

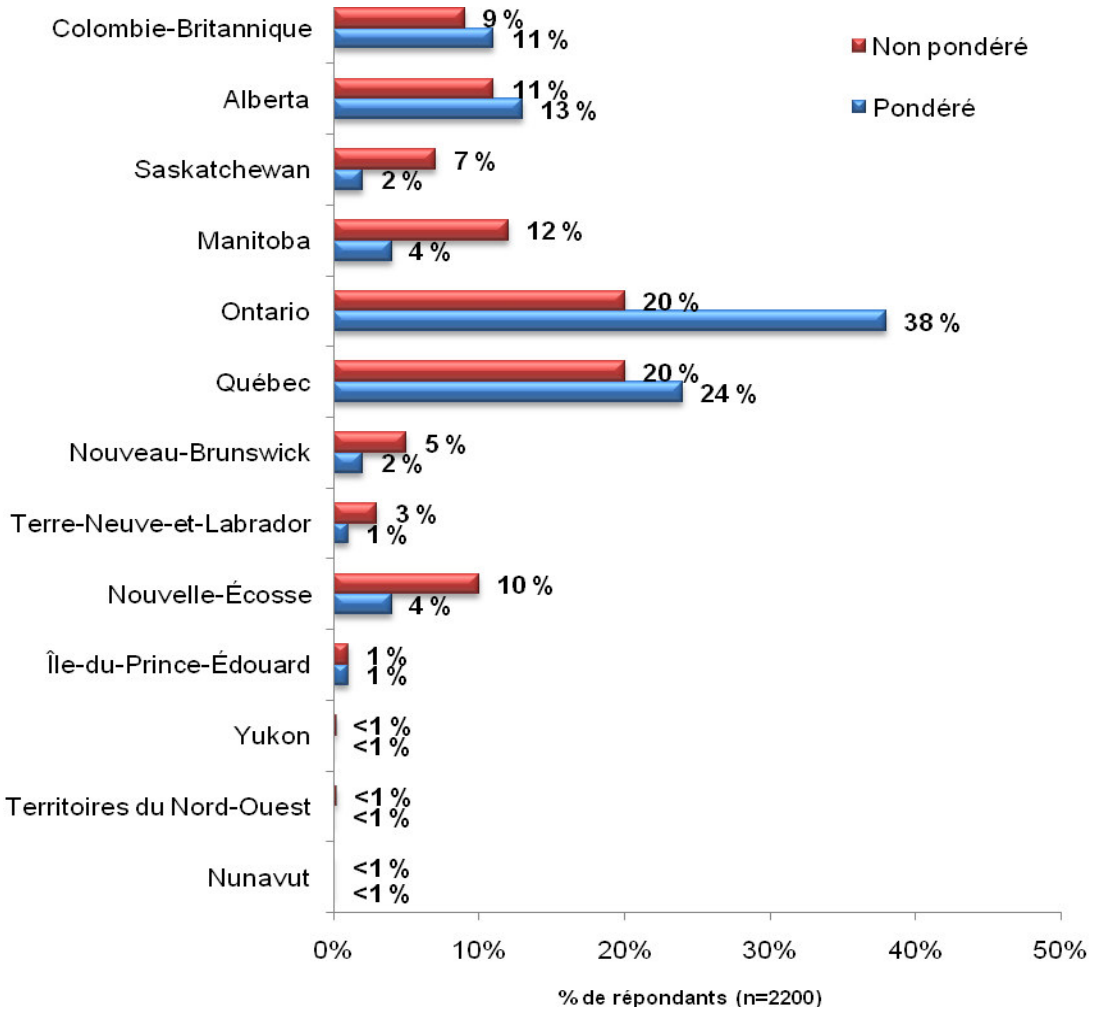
Figure 2.2 - Sexe



Province de résidence

La figure 2.3 montre la distribution des répondants par province de résidence, avec et sans pondération. La pondération reflète les données sur la population les plus récentes de Statistique Canada. Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

Figure 2.3 – Province de résidence

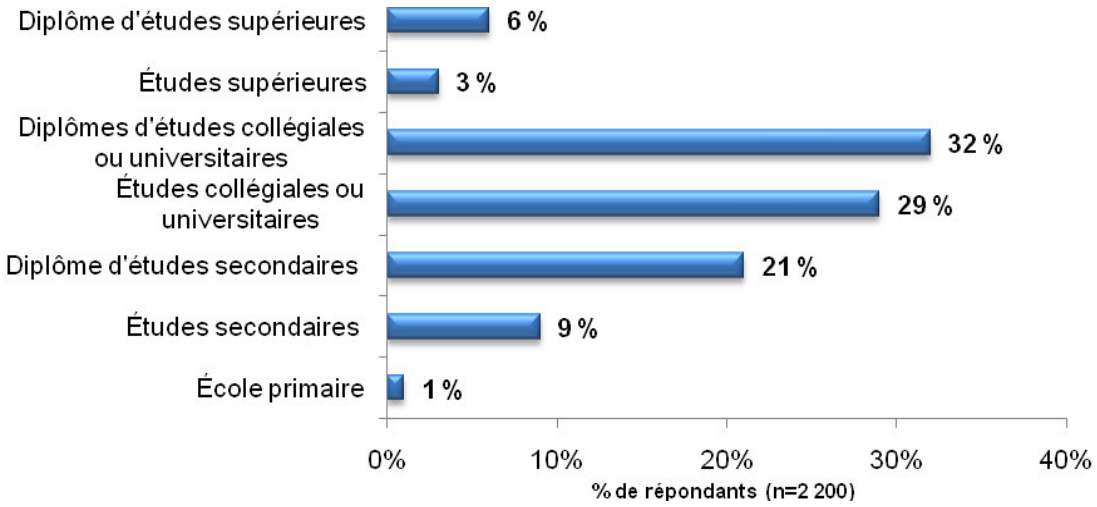


Niveau de scolarité

La majorité des répondants avaient obtenu un diplôme supérieur au diplôme d'études secondaires. Seulement 10 % ont indiqué avoir terminé leurs études à l'école primaire ou secondaire, et 41 % détenaient un diplôme universitaire ou collégial.

Les répondants à l'enquête en ligne étaient plus nombreux que les répondants à l'enquête téléphonique à indiquer qu'ils ont fait des études collégiales ou universitaires (29 % par rapport à 17 %).

Figure 2.4 – Niveau de scolarité officiel

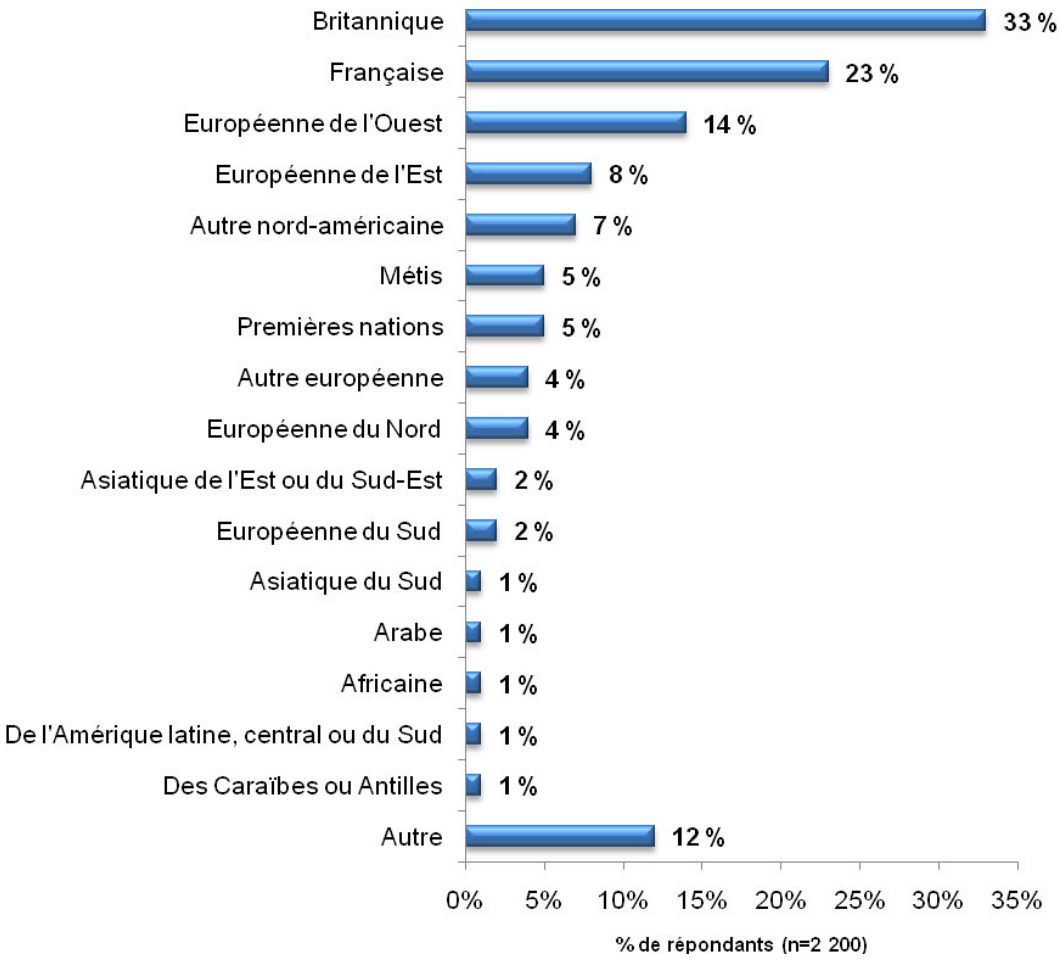


Origine ethnique

Le tiers des répondants (33 %) ont indiqué être d'origine britannique. Près du quart des répondants (23 %) étaient d'origine française. Les répondants d'origines européennes diverses comptaient pour 32 % de l'échantillon, et 10 % étaient d'origine autochtone.

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

Figure 2.5 – Origine ethnique
(Question à choix multiples)

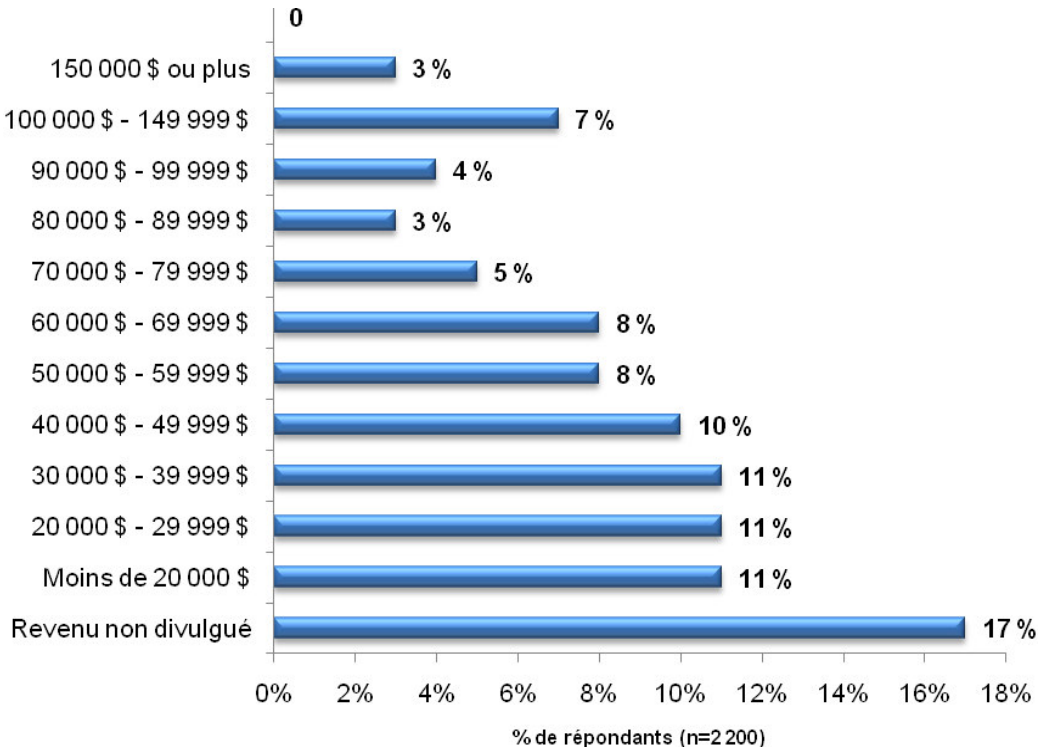


Revenu du ménage

Un peu moins de un cinquième (17 %) des répondants ont indiqué un revenu de ménage annuel de plus de 80 000 $, tandis que 21 % des répondants ont un revenu de ménage entre 50 000 $ et 80 000 $, et 43 %, de moins de 50 000 $. Près de un cinquième (17 %) d'entre eux ont préféré ne pas divulguer le revenu annuel de leur ménage.

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

Figure 2.6 – Revenu du ménage

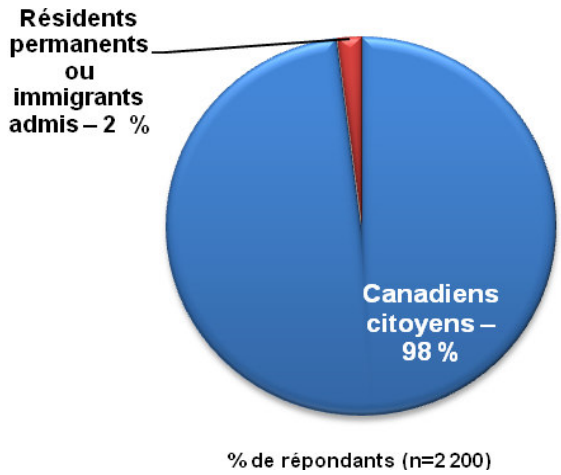


Citoyenneté

La situation des répondants a été vérifiée pour s'assurer qu'ils sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents ou immigrants admis : 98 % étaient des citoyens canadiens et 2 %, des résidents permanents ou des immigrants admis.

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

Figure 2.7 – Citoyenneté

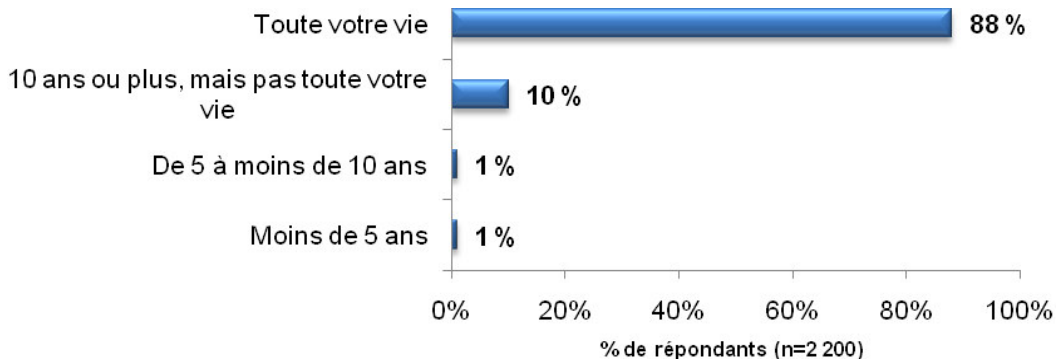


Temps passé au Canada

Une grande majorité des répondants (88 %) ont indiqué avoir toujours vécu au Canada. Cela n'est pas surprenant puisque les répondants devaient être des citoyens canadiens ou des immigrants admis. Parmi les 12 % de répondants qui ne sont pas nés au Canada, la plupart avaient vécu ici pendant plus de 10 ans.

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

Figure 2.8 – Temps passé au Canada

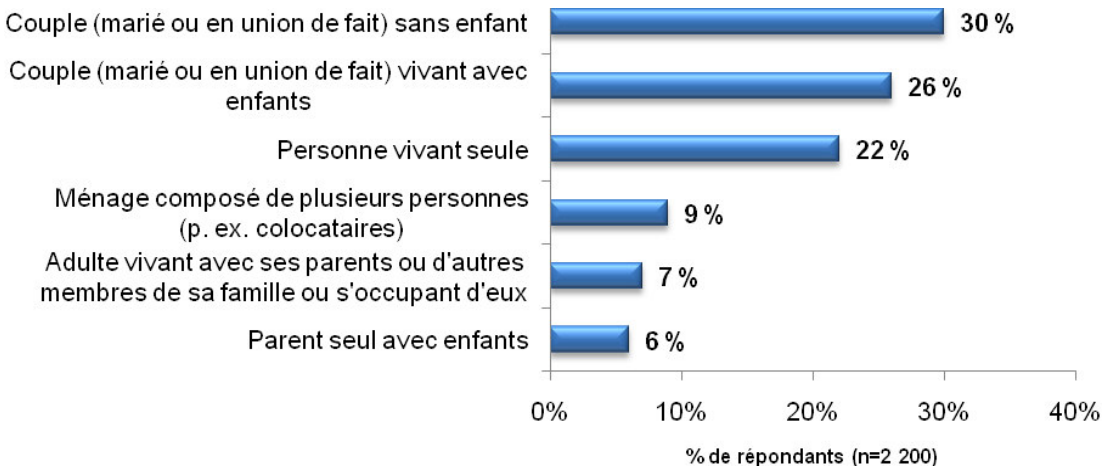


Composition du ménage

La plupart des répondants ont indiqué vivre en couple sans enfant (30 %) ou avec des enfants (26 %). Un peu plus de un cinquième (22 %) d'entre eux ont indiqué vivre seuls.

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

Figure 2.9 – Composition du ménage

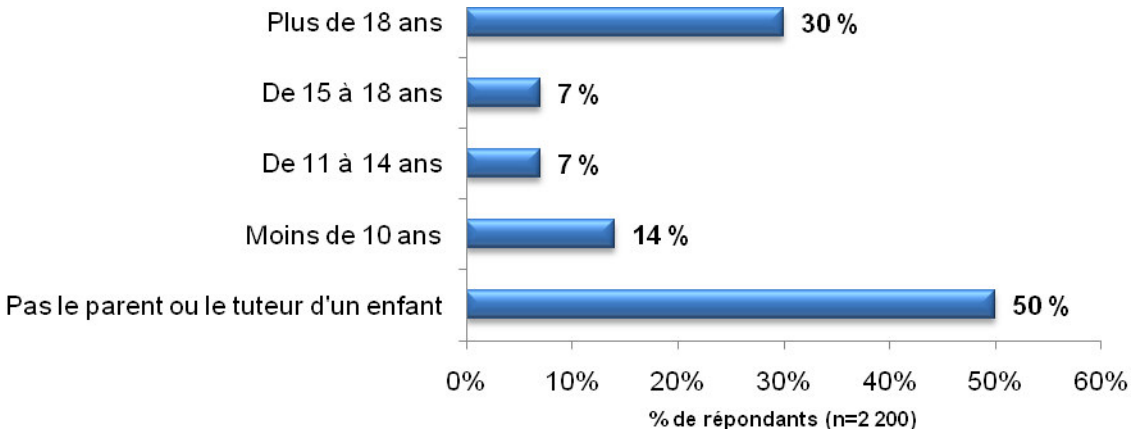


Parent ou tuteur et âge des enfants

La moitié des répondants ont indiqué ne pas être le parent ni le tuteur d'enfants. Un peu moins du tiers (30 %) d'entre eux ont affirmé être le parent ou le tuteur d'enfants âgés de plus de 18 ans. Les autres sont les parents ou les tuteurs d'enfants âgés de moins de 18 ans.

En proportion, moins de répondants à l'enquête en ligne étaient le parent ou le tuteur d'enfants que les répondants à l'enquête téléphonique (50 % par rapport à 35 %).

Figure 2.10 – Parent ou tuteur et âge des enfants
(Question à choix multiples)



Activité principale

Le travail constitue l'activité principale la plus courante (47 %) et est suivi de la retraite (22 %), des études (10 %) et de la recherche d'emploi (9 %).

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

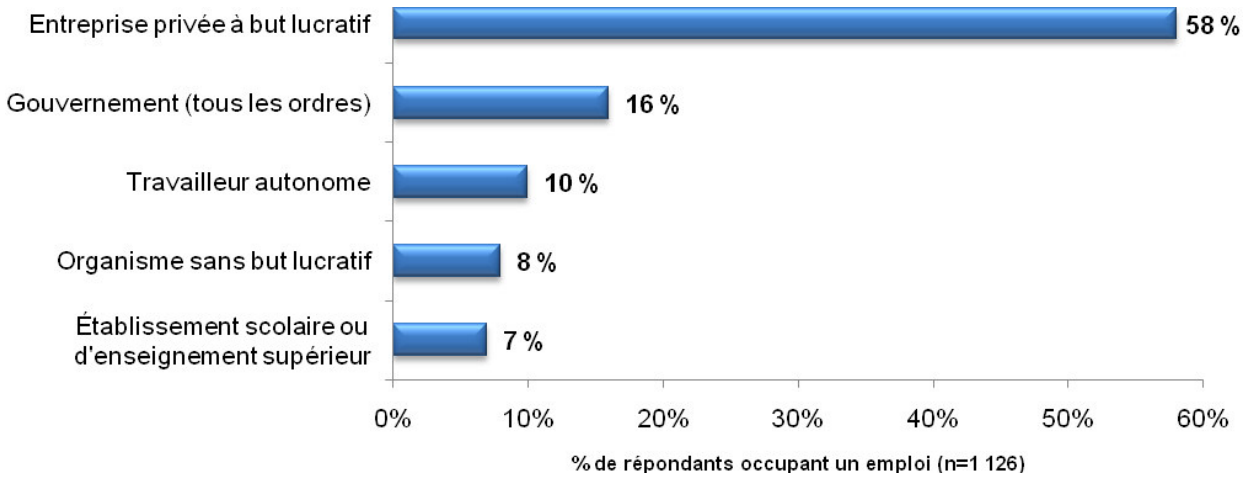
Figure 2.11 – Activité principale

Type d'employeur

Parmi les répondants dont la principale activité était le travail, la majorité travaillait pour une entreprise privée à but lucratif (58 %), suivie par le gouvernement (16 %), le travail autonome (10 %), les organismes sans but lucratif (8%) et les établissements scolaires ou d'enseignement supérieur (7 %).

La proportion de répondants à l'enquête en ligne travaillant pour une entreprise privée (à but lucratif) était plus élevée que celle des répondants à l'enquête téléphonique (58 % par rapport à 46 %).

Figure 2.12 – Type d'employeur

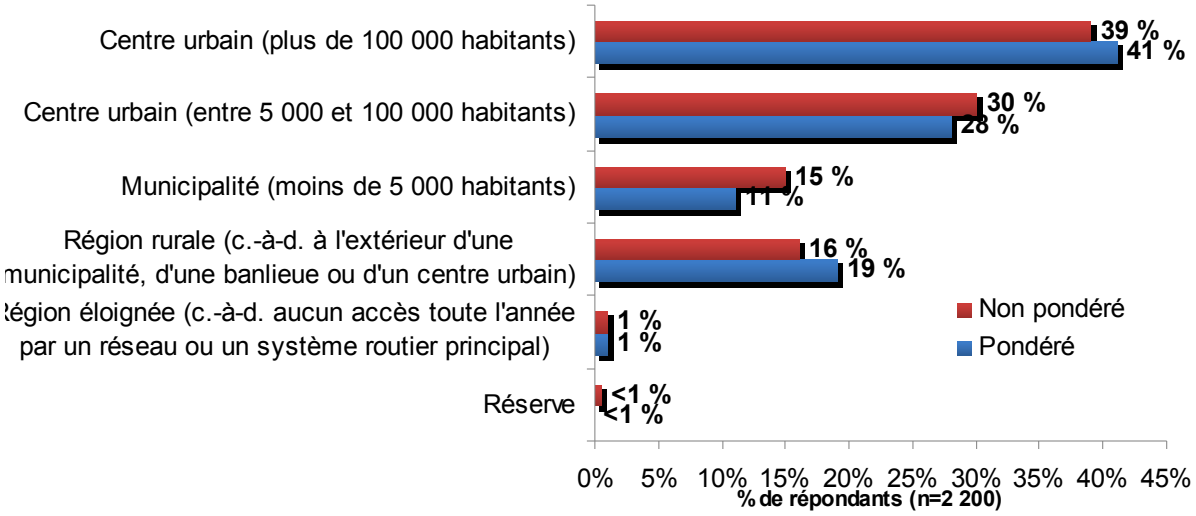


Lieu de résidence

La pondération a également été effectuée par lieu de résidence, d'après les données de Statistique Canada. Comme on peut le voir à la figure 2.13, la proportion de répondants résidant dans chaque type de lieu n'est pas vraiment différent après la pondération des données, ce qui indique que la distribution des répondants selon cette variable démographique correspond à la situation de la population canadienne.

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

Figure 2.13 – Lieu de résidence

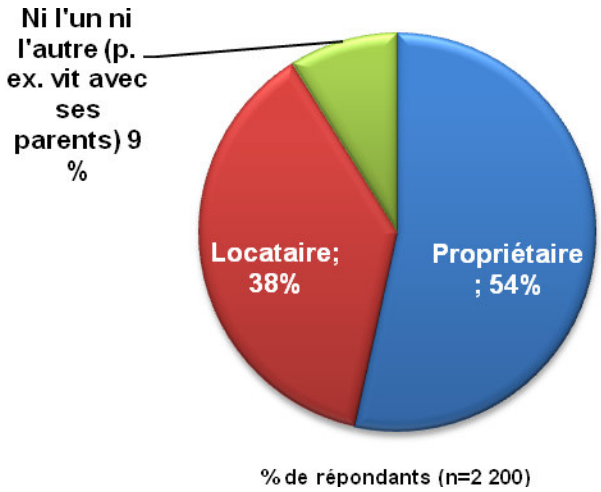


Propriétaire ou locataire

La majorité des répondants était des propriétaires (54 %). Un peu moins des deux cinquièmes (38 %) ont indiqué qu'ils louaient leur résidence, et 9 %, qu'ils n'étaient ni propriétaires ni locataires (p. ex. ils vivent dans la maison de leurs parents).

Les répondants à l'enquête en ligne étaient moins nombreux que les répondants à l'enquête téléphonique à être propriétaires de leur résidence (54 % par rapport à 67 %) et plus nombreux à être locataires (38 % par rapport à 28 %).

Figure 2.14 – Propriétaire ou locataire

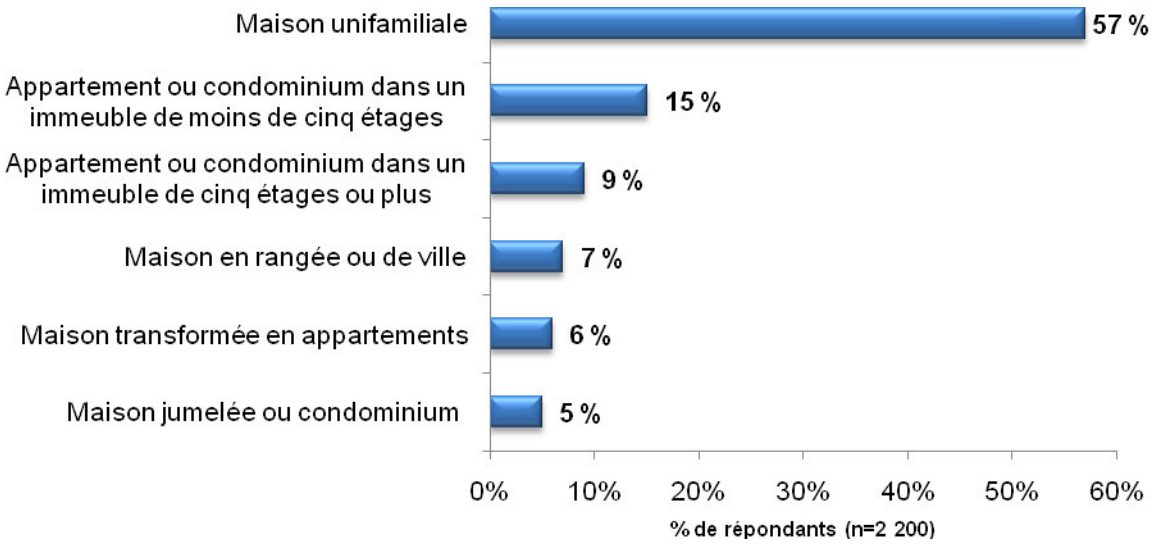


Type d'habitation

La majorité des répondants ont indiqué qu'ils résident dans une maison unifamiliale (57 %). Près du quart (24 %) d'entre eux résident dans un appartement ou un condominium, et 18 %, dans une maison en rangée ou de ville, une maison transformée en appartements ou une maison jumelée.

Il n'y a aucune différence significative entre les données pondérées de l'enquête en ligne et celles de l'enquête téléphonique.

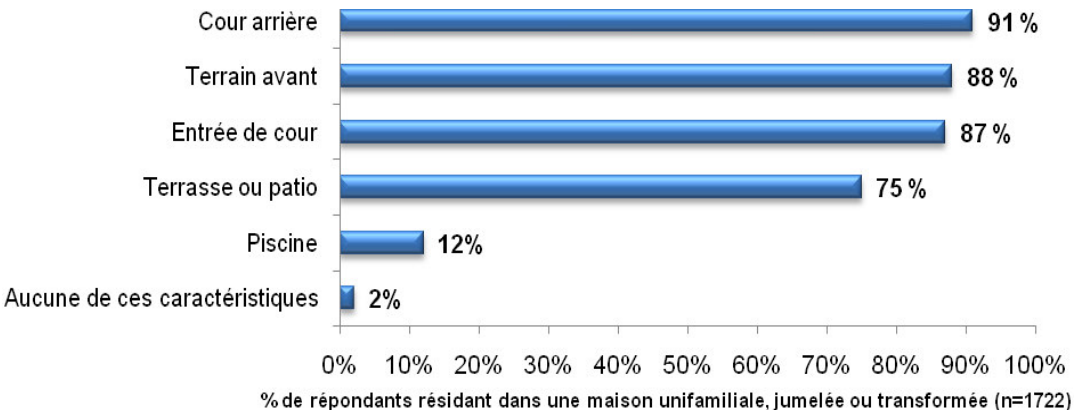
Figure 2.15 – Type d'habitation



Caractéristiques de la maison

Parmi les répondants résidant dans une maison (c.-à-d. pas dans un immeuble d'appartements ou de condominiums), la grande majorité a affirmé avoir une cour arrière (91 %), un terrain avant (88 %) et une entrée de cour (87 %). Les trois quarts ont une terrasse ou un patio (75 %), mais ils sont relativement peu (12 %) à avoir une piscine.

Figure 2.16 – Caractéristiques de la maison
(Question à choix multiples)

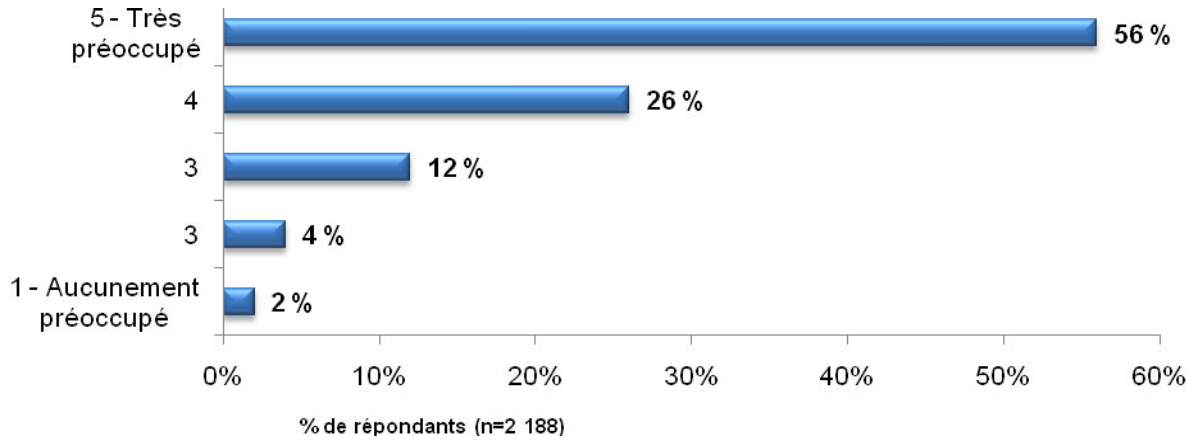


Niveau de préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels en général

Il a été demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils se préoccupent de la protection de leurs renseignements personnels en général. Plus de la moitié (56 %) ont indiqué qu'ils sont très préoccupés (5 sur 5) par la protection de leurs renseignements personnels en général, et 26 %, qu'ils sont préoccupés (4 sur 5). Moins de un cinquième (18 %) des répondants ont exprimé un niveau de préoccupation relativement faible (3 sur 5 ou moins) et seulement 2 % ne sont aucunement préoccupés (1 sur 5).

La proportion de répondants à l'enquête en ligne à être très préoccupés (5 sur 5) par la protection de leurs renseignements personnels en général était plus élevée que celle des répondants à l'enquête téléphonique (56 % par rapport à 33 %), et ils étaient moins nombreux à exprimer un faible niveau de préoccupation (18 % par rapport à 33 %).

Figure 2.17 – Niveau de préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels en général



Question 8 : Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par la protection de vos renseignements personnels?

Voici les différences notables concernant le niveau de préoccupation à propos de la protection des renseignements personnels en général :

- *Âge :* le niveau de préoccupation semble augmenter avec l'âge. Les répondants âgés de 35 ans et plus étaient plus nombreux à être très préoccupés que les autres (57 à 66 % par rapport à 38 à 46 %). Les répondants de moins de 35 ans sont plutôt préoccupés (31 à 34 % par rapport à 19 à 26 %) ou peu préoccupés (23 à 28 % par rapport à 13 à 18 %).
- *Revenu du ménage :* les répondants dont le revenu annuel du ménage était de 30 000 $ à 79 999 $ étaient plus nombreux à être très préoccupés que les répondants dont le revenu annuel du ménage était moins ou plus élevé (56 à 61 % par rapport à 49 et 50 %).
- *Parents :* les parents ou les tuteurs d'enfants âgés de 11 ans ou plus étaient plus nombreux que ceux ayant de plus jeunes enfants ou n'ayant aucun enfant à être très préoccupés (65 et 66 % par rapport à 49 à 53 %).
- *Origine ethnique :* les répondants d'origine autochtone, française et autres étaient plus nombreux à être très préoccupés que les répondants d'origine britannique ou européenne (de 55 à 63 % par rapport à 48 à 50 %).
- *Sexe :* les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à être très préoccupées (60 % par rapport à 51 %).

3.0 Ce qui influe sur le niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements personnels liés au lieu géographique

3.1 Aperçu de la section

Comme on l'a mentionné au chapitre 1, un des objectifs clés de la phase quantitative de la recherche était de mieux comprendre les compromis que les Canadiens sont prêts à faire à l'égard de la confidentialité de leurs renseignements personnels liés au lieu géographique en vue d'obtenir des services plus complets. Afin d'explorer cette question, nous devions d'abord nous assurer d'utiliser des termes qui seraient bien compris par les répondants et interprétés de façon uniforme. Nous devions aussi déterminer les attributs et les paramètres qui seraient les plus susceptibles de rendre une personne à l'aise de partager des renseignements personnels liés au lieu géographique et l'encourageraient à le faire. Ainsi, nous serions en mesure d'examiner les interactions entre ces attributs dans diverses situations et les compromis que les Canadiens sont prêts à faire. Avant de passer à la phase quantitative des travaux, une recherche qualitative a été effectuée pour déterminer la terminologie appropriée, les attributs et les paramètres augmentant le niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements et encourageant les personnes à le faire et les scénarios permettant de connaître ces compromis. Ces éléments constituent un fondement solide pour l'élaboration des questions des enquêtes en ligne et téléphonique.

Le présent chapitre énonce d'abord les résultats de certaines parties de la recherche qualitative sur la terminologie adéquate, les attributs et paramètres clés et les scénarios utilisés pour les compromis. Il faut comprendre ces éléments afin de mettre les résultats de l'enquête dans le contexte approprié. Le chapitre explore ensuite la force des divers attributs et paramètres quant à leur impact sur le ***niveau d'aise*** avec le partage de renseignements personnels liés au lieu géographique. Pour y arriver, une analyse conjointe fondée sur les choix a été menée afin de mesurer le niveau d'aise des personnes avec le partage de renseignements lorsque ces attributs et paramètres sont changés. On explore ensuite le niveau d'aise et leur ***volonté*** de partager de l'information dans diverses situations ainsi que les conséquences connexes lorsque les attributs et les paramètres clés sont changés. Enfin, nous étudions les conséquences sur le niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements personnels liés au lieu géographique en traitant de sujets plus précis, notamment les conséquences liées à divers types d'organismes et à leurs politiques, la sensibilité perçue de l'adresse et du code postal et les conséquences du fait d'avoir déjà été victime d'une atteinte à la protection des renseignements personnels.

3.2 Compromis entre la confidentialité et les avantages obtenus

3.2.1 Modèle de la recherche utilisé pour connaître les compromis

Définition des données géospatiales : la recherche qualitative a permis de constater, comme prévu, que très peu de gens comprennent de manière générale le terme « données géospatiales ». De plus, les répondants ont eu de la difficulté à expliquer des termes plus génériques comme « renseignements liés au lieu géographique » ou « renseignements personnels liés au lieu géographique ». Par conséquent, la recherche qualitative a permis de mettre à l'essai et de préciser une définition des renseignements personnels liés au lieu géographique pouvant être utilisée à l'étape quantitative des travaux. La définition utilisée dans le cadre de la recherche quantitative est énoncée ci-dessous. Des modifications suggérées durant la recherche qualitative ont été apportées à la définition initiale. Il est important de mentionner que la capacité des répondants d'émettre une opinion sur les services actuels utilisant les renseignements liés au lieu géographique s'est grandement améliorée après la lecture de la définition suivante.

Les prochaines questions concernent le sujet de « renseignements personnels liés à votre lieu géographique ». Par cela, nous entendons les renseignements personnels qui vous concernent et qui sont liés à un lieu géographique. Les renseignements personnels incluent, entre autres, votre nom, votre âge, vos antécédents médicaux, vos renseignements financiers ou les achats que vous avez faits. Le lieu géographique peut être aussi précis que votre adresse résidentielle ou aussi vaste que votre quartier, votre région ou votre province.

Mentionnons aussi qu'il a été clairement indiqué aux répondants au début de l'enquête dans le cadre des questions que l'on parle des renseignements liés au lieu géographique déjà recueillis par un organisme, que ce soit un ministère ou un organisme privé, et qui sont maintenant partagés avec un autre organisme à des fins autres que celles pour lesquelles les renseignements avaient initialement été recueillis.

Détermination des attributs et des paramètres : un autre objectif essentiel de la recherche qualitative était de cerner les facteurs clés (c.-à-d. attributs et paramètres) qui influent sur le niveau d'aise des Canadiens à l'égard du partage de renseignements personnels liés au lieu géographique. Durant la phase qualitative, il a d'abord été demandé aux répondants d'indiquer les facteurs ou les situations qui influent sur leur niveau d'aise. Les interviewers n'orientaient pas cette section de l'enquête. Nous avons ensuite discuté de cinq attributs soulevés dans le cadre d'une séance de travail avec des membres du personnel de RNCan et des conseillers externes. Les répondants devaient ensuite attribuer une note à chaque attribut abordé selon son importance relative (c.-à-d. ceux qu'ils ont mentionnés et ceux soulevés par l'équipe de RNCan). Tel qu'il est indiqué au tableau ci-dessous, cinq facteurs ont été considérés comme importants au chapitre du niveau d'aise : l'objectif global du partage de renseignements (objectif), personnes ou organismes à qui l'information sera divulguée (accès), utilisation de l'information (type d'utilisation), connaissance de la personne visée et mesure du contrôle de celle-ci (contrôle) et liens potentiels de l'information avec l'emplacement de la personne (proximité). Il est important de mentionner deux décisions qui ont déterminé les attributs utilisés dans le cadre de la recherche.

- *Objectif global :* l'étendue des possibilités dans cette catégorie est considérable. Afin que les attributs et les paramètres puissent être gérés dans le cadre de la recherche, le personnel de RNCan a sélectionné des objectifs globaux pour les scénarios de base. Cela comprend la sécurité publique, les soins de santé, l'activité économique et le réseautage social.
- *Type d'information et sensibilité des renseignements partagés :* la sensibilité des renseignements partagés touche aussi le niveau d'aise à l'égard de la diffusion de l'information et de la volonté de partager. Encore une fois, afin que les attributs et les paramètres puissent être gérés facilement, il a été décidé d'inclure seulement les renseignements sensibles plutôt que de créer des scénarios avec des renseignements de sensibilité faible ou élevée. La recherche qualitative a révélé que les antécédents et les dossiers médicaux, certains problèmes de santé (p. ex. ITS, trouble mental) et les renseignements financiers précis étaient considérés comme sensibles par la plupart des répondants. Cette information a été utilisée dans les scénarios de base.

La recherche qualitative a également permis de déterminer les divers niveaux ou paramètres de ces attributs. La figure 3.1 montre les attributs et les paramètres déterminés dans le cadre de la phase qualitative, qui ont constitué le fondement de la recherche quantitative.

Figure 3.1 – Attributs et paramètres découlant de la phase qualitative

Attribut	Paramètres
1. Contexte (l'objectif global du partage de l'information, mais aussi le principal détenteur et le type d'information)	1. Sécurité publique (gouvernement et santé) 2. Soins de santé (secteur privé et santé) 3. Soins de santé (gouvernement et santé) 4. Réseautage social (outil de réseautage social et renseignements personnels de nature générale et autobiographique) 5. Activité économique (banques et finances)
2. Accès (à qui l'information sera diffusée)	1. Tous les niveaux de gouvernement (c.-à-d. fédéral, provincial et municipal) 2. Secteur privé 3. Instituts de recherche, organismes sans but lucratif et établissements universitaires 4. Grand public
3. Utilisation (comment l'information sera utilisée)	1. Offrir un service général, de recherche, de surveillance et de suivi qui profitera à tous les Canadiens ou à un groupe de Canadiens 2. Information pour la commercialisation sélective 3. Information pour la commercialisation non sélective (p. ex. connaître la demande pour un produit ou un service dans une région, planification générale d'entreprise)
4. Contrôle (connaissance du partage d'information et contrôle à cet égard)	1. Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ignorez que les données que vous divulguez peuvent être partagées 2. Connaissance, mais aucun contrôle – vous savez que les données peuvent être partagées, mais vous n'avez aucun contrôle à cet égard 3. Contrôle de l'information – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier, mais vous ne pouvez pas refuser qu'on les partage 4. Contrôle de la participation – vous savez que les données peuvent être partagées, vous ne pouvez ni les voir ni les modifier, mais vous pouvez refuser le partage ou y renoncer en tout temps. 5. Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez.
5. Proximité (la proximité entre l'information et un endroit précis)	1. Votre emplacement en temps réel 2. Votre adresse résidentielle (aucun nom fourni) 3. Votre quartier 4. Votre ville, municipalité ou réserve 5. Votre province ou région

Établissement de scénarios pour l'analyse des compromis : la recherche qualitative a également révélé des problèmes qui ont grandement influé sur la conception de la recherche quantitative. Elle a d'abord confirmé qu'il ne s'agit pas d'un sujet (c.-à-d. partage secondaire de renseignements liés au lieu géographique) auquel la plupart des répondants ont réfléchi *sérieusement*. Les gens semblent réagir aux situations individuelles qui surviennent. Autrement dit, la plupart des répondants ont de la difficulté à émettre une opinion mesurée si les questions ne sont pas fondées sur un scénario concret. De plus, le nombre d'attributs (5) et de paramètres connexes (22) sont grandement interreliés, ce qui ajoute à la complexité du sujet présenté. Le nombre d'énoncés qu'il faudrait présenter aux répondants pour explorer l'interaction entre les attributs et les paramètres serait exagéré et irréaliste. La meilleure façon de recueillir ce type d'information est une technique connue sous le nom d'analyse conjointe fondée sur les choix.

Les questionnaires d'analyse conjointe fondée sur les choix demandent aux répondants de lire un ensemble de scénarios réalistes et d'en choisir un. Ainsi, ils sont obligés de faire un choix difficile entre les options qui s'offrent à eux, comme dans la vraie vie. Le fait de poser cette question un certain nombre de fois et de varier les combinaisons permet d'estimer l'utilité ou la valeur relative de chaque attribut et des paramètres connexes.

Afin de mener l'analyse conjointe, il a fallu créer des scénarios hypothétiques. Comme mentionné précédemment, les scénarios hypothétiques nous ont permis de placer les attributs et les paramètres d'intérêt dans un contexte réaliste afin que nous puissions explorer et quantifier les compromis que les Canadiens sont prêts à faire quant à la diminution de la protection de leurs renseignements personnels pour obtenir des services ou tirer des avantages. Comme la définition de « renseignements personnels liés au lieu géographique », l'ébauche des scénarios a été mise à l'essai dans le cadre de la phase qualitative de la recherche et modifiée en conséquence. La figure 3.2 montre les « scénarios de base » utilisés pour la recherche. Les scénarios de base indiquent l'objectif global, le détenteur de l'information et le type d'information partagée.

Figure 3.2 – Contextes présentés et précisés dans le cadre de la phase qualitative

Objectif global	Description du scénario de base	Exemple de paragraphe fondé sur le scénario de base
Sécurité publique	Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux pour les services d'urgence. *Détenteur de l'information :* gouvernement *Type d'information :* dossiers médicaux	Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un service d'ambulance privé pour aider à la planification de nouveaux programmes d'aide d'urgence. Les renseignements contiendront votre adresse exacte (mais pas votre nom). On vous avertit du fait que cette information sera partagée et que vous pouvez la voir et la modifier, mais vous ne pouvez pas refuser de participer.
Soins de santé (secteur privé et information sur la santé)	Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer les médicaments que vous a prescrits votre médecin pour traiter une infection transmissible sexuellement (ITS). En vous remettant le médicament, le pharmacien vous souligne qu'il partage l'information sur les patients qui prennent des médicaments délivrés sur ordonnance similaires à des fins relatives aux soins de santé. *Détenteur de l'information :* gouvernement *Type d'information :* renseignements médicaux de nature délicate	Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer les médicaments que vous a prescrits votre médecin pour traiter une infection transmissible sexuellement (ITS). En vous remettant le médicament, le pharmacien vous indique que l'information sur les patients qui se procurent des médicaments délivrés sur ordonnance similaires est transmise à un organisme de santé gouvernemental. Les renseignements sur votre ordonnance aideront à prévoir les besoins en matière d'approvisionnement de médicaments dans une région. Vos renseignements seront liés à votre quartier. Vous devez donner votre consentement pour partager votre information et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble, mais vous ne pouvez ni visionner ni modifier l'information partagée.

Soins de santé (gouvernement et information sur la santé)	Le gouvernement partagera de l'information publique concernant le lieu de résidence et les antécédents médicaux à partir de la naissance de Canadiens nés depuis 1920 à des fins relatives aux soins de santé. *Détenteur de l'information :* gouvernement *Type d'information :* antécédents médicaux	Le gouvernement partagera avec un important institut de recherche médicale de l'information publique sur le lieu de résidence et les antécédents médicaux à partir de la naissance de Canadiens nés depuis 1920. Ces renseignements sont partagés à des fins de recherche concernant les facteurs environnementaux qui peuvent influer sur le développement du cancer. L'information indiquera l'ensemble des villes, des municipalités ou des réserves où vous avez vécu depuis votre naissance. Vous n'êtes pas au courant du partage de cette information.
Réseautage social	Un site de réseautage social auquel vous êtes inscrit partagera les renseignements personnels que vous y avez affichés à des fins liées au réseautage social. *Détenteur de l'information :* service de réseautage social *Type d'information :* profil personnel	Un site de réseautage social auquel vous êtes inscrit diffusera à une agence de marketing les renseignements personnels que vous y avez affichés. Vos renseignements sont partagés afin de vous envoyer de l'information ciblée sur des programmes, des services ou des produits qui pourraient vous intéresser, selon votre profil. L'information sera liée à votre emplacement en temps réel grâce au GPS de votre téléphone cellulaire. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée.
Activité économique (banques et finances)	Votre banque envisage de partager des renseignements de vos relevés bancaires aux fins d'activités économiques. *Détenteur de l'information :* banque *Type d'information :* information de relevés bancaires	Votre banque envisage de partager avec des détaillants locaux des renseignements de vos relevés bancaires. Vos données sont partagées pour aider à la planification de nouvelles entreprises et de nouveaux services dans une région, selon les besoins des consommateurs. Vos renseignements seront liés à votre quartier. Vous devez donner votre consentement pour que votre information soit partagée et pouvez renoncer au partage quand bon vous semble, mais vous ne pouvez ni visionner ni modifier l'information partagée.

Conception de l'analyse conjointe fondée sur les choix : aux fins de la recherche, il était demandé aux répondants d'effectuer quatre tâches fondées sur des choix. Chaque tâche comprenait trois scénarios de base, et les répondants devaient choisir le scénario qui leur convenait le mieux. Ils pouvaient également indiquer « Mon niveau de confort est le même dans tous les cas ». Plus particulièrement, voici ce qui était demandé aux répondants : « Imaginez-vous dans chacune des situations suivantes : dans laquelle de ces situations seriez-vous le plus à l'aise à partager vos renseignements personnels? »

Les tâches ont été utilisées pour présenter les paramètres de chaque attribut des trois scénarios. Les tâches fondées sur des choix ont été établies à l'aide d'un processus de conception expérimentale aléatoire créant des groupes les plus indépendants possible. Ainsi, chaque paramètre était présenté le même nombre de fois avec tous les autres paramètres (p. ex. le paramètre A était présenté avec le paramètre B le même nombre de fois qu'il était présenté avec le paramètre C). Le tableau suivant traite d'un scénario de base et montre comment le scénario peut changer selon le paramètre utilisé.

Figure 3.3 – Scénario de base sur la sécurité publique avec divers paramètres

	Changement de l'accès	Changement de l'utilisation	Changement de l'accès, de l'utilisation, de la proximité et du contrôle
Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme sans but lucratif **(accès)** pour améliorer les services d'urgence **(utilisation)** en cernant les endroits où les besoins au chapitre de l'aide sont les plus urgents. Les renseignements contiendront votre adresse exacte (mais pas votre nom) **(proximité)**. Vous ne savez pas que cette information est partagée **(contrôle)**.	Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un service d'ambulance privé pour améliorer les services d'urgence en cernant les endroits où les besoins au chapitre de l'aide sont les plus urgents. Les renseignements contiendront votre adresse exacte (mais pas votre nom). Vous ne savez pas que cette information est partagée.	Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme sans but lucratif pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes et les services d'aide d'urgence locaux. Les renseignements contiendront votre adresse exacte (mais pas votre nom). Vous ne savez pas que cette information est partagée.	Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme de santé gouvernemental pour aider à la planification de nouveaux programmes d'aide d'urgence. Vos renseignements seront liés à votre quartier. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée.

Remarque : le texte est surligné et en gras à des fins de démonstration seulement et n'a pas été affiché ainsi dans le cadre de la recherche.

Il a également été demandé à tous les répondants de « retenir » une autre tâche sans variation des paramètres. Le but était de recueillir de l'information pour la mesurer et la comparer à celle de l'analyse conjointe. Les scénarios de la figure 3.4 ci-dessous sont ceux qui ont été utilisés à cet égard et donne un bon exemple de tâche unique fondée sur des choix.

Figure 3.4 – Exemples de tâches fondées sur des choix

Exemple 1	Exemple 2	Exemple 3
Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme sans but lucratif **(accès)** pour améliorer les services d'urgence **(utilisation)** en cernant les endroits où les besoins au chapitre de l'aide sont les plus urgents. Les renseignements contiendront votre adresse exacte (mais pas votre nom **(proximité)**. Vous ne savez pas que cette information est partagée **(contrôle)**. **Objectif global : sécurité publique**	Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer les médicaments que vous a prescrits votre médecin pour traiter une infection transmissible sexuellement (ITS). En vous remettant le médicament, le pharmacien vous indique que l'information sur les patients qui se procurent des médicaments délivrés sur ordonnance similaires est transmise à un organisme de santé gouvernemental **(accès)**. Les renseignements sur votre ordonnance aideront à surveiller les taux et la propagation de maladies semblables dans une région **(utilisation)**. Vos renseignements seront liés à votre quartier **(proximité)**. Vous pourrez visionner ou modifier l'information pour assurer son exactitude, mais vous ne pouvez pas refuser le partage ou y renoncer **(contrôle)**. **Objectif global : soins de santé**	Votre banque envisage de partager avec des détaillants locaux **(accès)** des renseignements de vos relevés bancaires. Vos données sont partagées pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes, les services ou les produits qui pourraient vous intéressés selon vos habitudes de consommation **(utilisation)**. Vos renseignements seront liés à votre adresse exacte (mais pas votre nom) **(proximité)**. Vous devez donner votre consentement pour que votre information soit partagée et pouvez renoncer au partage quand bon vous semble, mais vous ne pouvez ni visionner ni modifier l'information partagée **(contrôle)**. **Objectif global : activité économique**

Remarque : le texte est surligné et en gras à des fins de démonstration seulement et n'a pas été affiché ainsi dans le cadre de la recherche.

3.2.2 Attributs et paramètres importants quant aux compromis

Aperçu

Un des objectifs clés de l'analyse des compromis est de connaître la mesure dans laquelle divers attributs et paramètres influent sur le niveau d'aise d'une personne à l'égard du partage de renseignements personnels liés au lieu géographique. La recherche révèle que le *contrôle des renseignements qui sont partagés et le contexte (en particulier l'objectif global) sont les facteurs clés influant sur le niveau d'aise* à partager des renseignements personnels. Plus particulièrement, les répondants sont plus à l'aise s'ils ont un plus grand contrôle sur les renseignements et si ceux-ci sont partagés dans le but d'améliorer les services liés à la sécurité publique ou aux soins de santé. L'utilisation particulière, la proximité et les personnes qui ont accès à ces renseignements ont une importance secondaire. Inversement, lorsque les renseignements sont liés à un lieu géographique en temps réel ou servent à des fins de commercialisation sélective, lorsqu'il n'y a aucun contrôle ou très peu, lorsque les renseignements sont partagés avec le secteur privé ou le grand public, et pour des raisons associées à l'activité économique, tous ces facteurs sont susceptibles de diminuer le niveau d'aise à l'égard du partage de ces renseignements. Toutes les combinaisons de ces paramètres provoqueraient sans aucun doute un niveau de malaise élevé.

Le tableau ci-dessous montre l'impact que divers paramètres des cinq attributs ont sur le niveau d'aise d'un répondant à l'égard du partage de ses renseignements personnels liés au lieu géographique et de sa volonté de les partager. Dans l'ensemble, le premier scénario du tableau ci-dessous présente le

pourcentage le plus élevé de répondants à l'aise. Dans ce cas, l'objectif global est lié à la sécurité publique. Les dossiers médicaux d'une personne seront partagés avec d'autres ministères en vue de fournir un service général, et les participants ont le contrôle total de l'information, qui est liée à leur province ou leur région de résidence. En ce qui concerne ce scénario, plus de quatre répondants sur dix sont à l'aise avec le partage de renseignements liés à leur lieu géographique.

Le deuxième scénario présenté ci-dessous obtient le plus faible pourcentage de répondants à l'aise. Dans ce cas, l'objectif global est lié à l'activité économique. Les renseignements des relevés bancaires d'une personne seront partagés avec le grand public à des fins de commercialisation sélective, les participants ne sont pas au courant du partage et n'ont aucun contrôle sur l'information partagée, qui sera liée à leur emplacement en temps réel. Pour ce qui est de ce scénario, pratiquement tous les répondants ne sont pas à l'aise à l'égard du partage de renseignements liés à leur lieu géographique.

Figure 3.5 – Scénarios présentant le pourcentage le plus élevé et le plus faible de répondants à l'aise

Contexte	Accès	Utilisation	Contrôle	Proximité	% d'aise	% volonté de partager
1. Sécurité publique (gouvernement détenant de l'information sur la santé)	Gouvernement (tous les niveaux)	Service général	Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez	Province ou région	**43 %**	**39,1 %**
2. Activité économique (secteur privé détenant de l'information bancaire)	Grand public	Information pour la commercia-lisation sélective	Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ne savez pas que les données peuvent être partagées au moment de les divulguer	Votre emplacement en temps réel	**0,4 %**	**0,5 %**

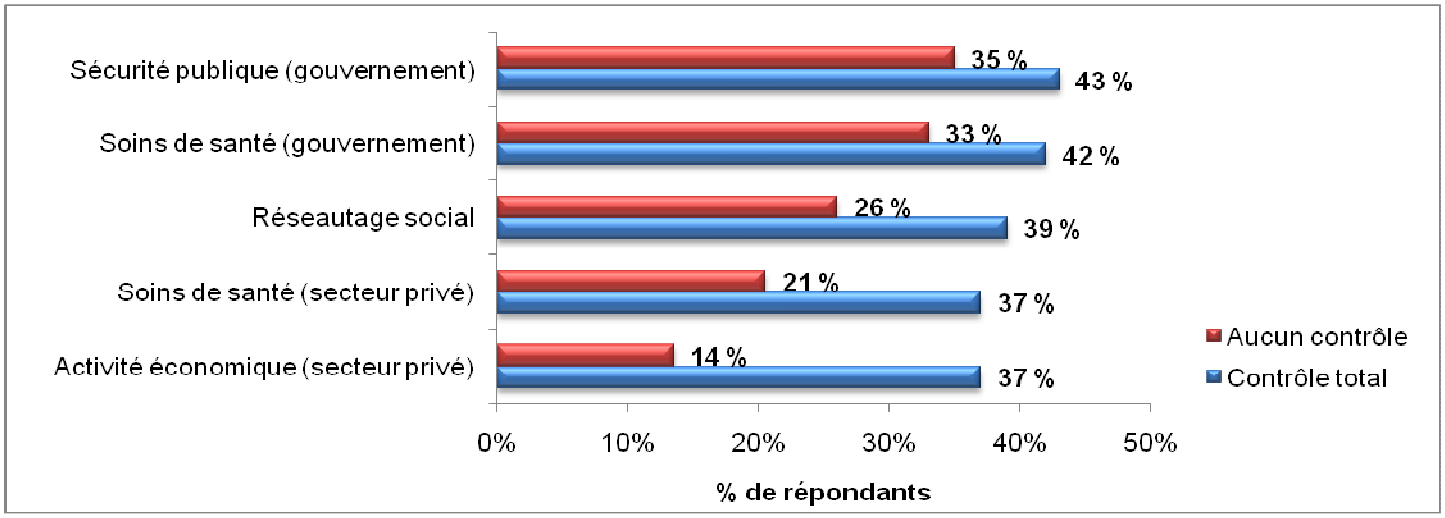
Le tableau ci-dessous montre l'impact des deux attributs les plus importantes (c.-à-d. objectif global et niveau de contrôle). Il affiche le pourcentage du niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements liés au lieu géographique lorsque l'objectif global et le niveau de contrôle changent. Ces pourcentage reflètent les scénarios dont les attributs demeurent constants et pour lesquels les paramètres les plus susceptibles d'augmenter le niveau d'aise sont utilisés. Il est question de situations où l'information est fournie à des organismes gouvernementaux (accès) en vue de fournir un service général (utilisation) et est liée à la province ou à la région de résidence des personnes (proximité). Mentionnons les constatations suivantes :

- le niveau d'aise varie de façon importante dans les situations où il n'y a aucun contrôle sur l'information partagée. Par exemple, s'il n'y a aucun contrôle, 35 % des répondants sont à l'aise de partager de l'information en vue d'améliorer la sécurité publique. Cependant, seulement 14 % sont prêts à partager leurs renseignements à des fins d'activité économique, ce qui constitue un écart de 21 %.
- Par contre, dans les cas de contrôle total, les motifs du partage de l'information présentent peu de différences. Par exemple, dans le cas d'un contrôle total, 43 % des répondants sont à l'aise de

partager de l'information en vue d'améliorer la sécurité publique ou les soins de santé. Cependant, cela chute à 38 % pour des raisons liées à une activité économique.

(Rappel : ces chiffres concernent les situations où l'information est partagée avec des organismes gouvernementaux en vue de fournir un service général et est liée à la province ou à la région de résidence des personnes).

Figure 3.6 – Niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements personnels lorsque l'accès, l'utilisation et la proximité sont constants



Importance des attributs et des paramètres

La modélisation hiérarchique bayésienne a été utilisée pour analyser l'importance relative des divers attributs et paramètres. L'objectif de cette modélisation est de créer des utilités individuelles pour chaque répondant. Une utilité constitue un nombre représentant l'attrait de chaque caractéristique d'une étude conjointe[2]. On compte deux éléments principaux : l'importance moyenne des attributs et l'utilité moyenne des paramètres.

« Importance » moyenne des attributs

Ces résultats de l'analyse conjointe montrent l'« importance » relative de chaque attribut. Pour ce faire, on se penche sur la différence que chaque attribut pourrait faire quant au choix du scénario rendant les répondants le plus à l'aise. L'importance est mesurée pour chaque personne, puis la moyenne est établie pour tous les répondants.

[2] Les utilités individuelles sont pratiques, car elles facilitent la segmentation et permettent de repérer divers groupes. Puisque toutes les personnes sont différentes et ont leurs propres préférences, il n'est pas toujours approprié de prévoir un seul ensemble d'utilités pour un échantillon. Grâce aux utilités individuelles, il est possible de repérer les segments en désaccord et de les traiter séparément. Il est également possible de prévoir les choix des personnes et d'établir des scénarios appropriés correspondant aux préférences des répondants.

La figure 3.4 montre que le contrôle constitue l'attribut le plus marqué avec une moyenne importante de 37 %. Le contexte est le deuxième attribut avec une importance moyenne de 31,2 %. La proximité est le troisième attribut (14,8 %), suivi des personnes qui ont accès (8,9 %) et du type d'utilisation (8,1 %).

Figure 3.7 – Importance moyenne des attributs

Attribut	Importance moyenne
Contrôle	37 %
Contexte	31,2 %
Proximité	14,8 %
Accès	8,9 %
Type d'utilisation	8,1 %

L'analyse par variables clés indique certaines différences intéressantes selon l'origine ethnique, les ménages sans enfant, la profession et le revenu. Mentionnons les différences importantes suivantes :

- Contexte : plus important pour les personnes d'origine arabe (35,5 %) et moins important pour celles d'origine asiatique de l'Est et du Sud-Est (27,4 %).
- Contrôle : moins important pour les personnes d'origine antillaise (29,3 %).
- Proximité : plus importante pour les Premières nations (16 %) et les personnes d'origine antillaise (18,6 %) et moins importante pour les couples sans enfant (13,8 %).
- Accès : plus important pour les personnes d'origine européenne du Sud-Est (10,6 %).
- Type d'utilisation : plus important pour les répondants âgés de 18 à 34 ans (8,4 %), les Premières nations (9 %), les personnes d'origine européenne du Sud-Est (9,6 %), les hommes (8,4 %), les étudiants (9,1 %) et les personnes ayant un revenu de moins de 20 000 $ (8,7 %).

« Utilité » moyenne de chaque paramètre

L'analyse conjointe a également été utilisée pour calculer les « utilités » de chaque paramètre. On constate l'influence ou l'importance de chaque paramètre au moment d'évaluer le niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements personnels liés au lieu géographique. Les utilités sont initialement évaluées sur 500 puisqu'il y a cinq attributs. Cependant, nous avons converti l'évaluation à une échelle sur 100 afin que les répondants aient plus de facilité à la concevoir.

Compte tenu des résultats précédents, il n'est pas surprenant que la figure 3.5 montre que le paramètre « contrôle total » de l' « attribut contrôle » présente l'utilité moyenne la plus élevée avec un total de 16,3 %. Le paramètre « sécurité publique (gouvernement et information sur la santé) » de l'« attribut contexte » constitue la deuxième utilité moyenne d'importance. En fait, 4 paramètres sur 22 (c.-à-d. les 2 présentant le niveau le plus élevé de contrôle et les deux situations où l'information est partagée avec le gouvernement en vue d'améliorer les services liés à la sécurité publique et aux soins de santé) comptent pour la moitié des points. Inversement, la recherche indique que les situations suivantes sont les plus susceptibles de réduire le niveau d'aise :

- partage d'information aux fins d'une activité économique;
- information partagée avec le secteur privé ou le grand public;
- aucun contrôle ou très peu;
- renseignements utilisés aux fins d'information pour la commercialisation sélective; et
- renseignements liés à l'emplacement en temps réel d'une personne.

Évidemment, toute combinaison de ces derniers paramètres entraînerait probablement un niveau élevé de malaise.

Figure 3.8 – « Points » d'utilité moyenne pour les paramètres

Attribut	Paramètre	Points moyens	Pourcentage des points
Contrôle	Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez.	81,5	16,3 %
Contexte	Sécurité publique (gouvernement et information sur la santé)	64,8	13 %
Contrôle	Contrôle de la participation – vous savez que les données peuvent être partagées, vous ne pouvez ni les voir ni les modifier, mais vous pouvez refuser le partage ou y renoncer.	53,9	10,8 %
Contexte	Santé et environnement (gouvernement et information résidentielle et sur la santé)	53,7	10,7 %
Contrôle	Contrôle de l'information – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier, mais vous ne pouvez pas refuser qu'on les partage	29,2	5,8 %
Contexte	Réseautage social (outil de réseautage social et renseignements personnels de nature générale et autobiographique)	26,2	5,2 %
Proximité	Province ou région	26,1	5,2 %
Proximité	Quartier	20,5	4,1 %
Proximité	Ville, municipalité ou réserve	19,8	4,0 %
Proximité	Votre adresse résidentielle (sans votre nom)	19,7	3,9 %
Accès	Gouvernement (tous les niveaux)	15,5	3,1 %
Utilisation	Offrir un service général, de recherche, de surveillance et de suivi qui profitera à tous les Canadiens ou à un groupe de Canadiens	13,7	2,7 %
Contrôle	Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ignorez que les données que vous divulguez peuvent être partagées	13,6	2,7 %
Accès	Instituts de recherche, organismes sans but lucratif et établissements universitaires	13,2	2,6 %
Contexte	Soins de santé (secteur privé et information sur la santé)	12,2	2,4 %
Utilisation	Information pour la commercialisation non sélective (p. ex. planification générale d'entreprise)	11,4	2,3 %
Contexte	Activité économique (banques et finances)	6,1	1,2 %
Accès	Secteur privé	5,4	1,1 %
Accès	Grand public	5,2	1 %
Contrôle	Connaissance, mais aucun contrôle – vous savez que les données peuvent être partagées, mais vous n'avez aucun contrôle à cet égard	4,2	0,8 %
Utilisation	Information pour la commercialisation sélective	2,1	0,4 %
Proximité	Votre emplacement en temps réel	1,7	0,3 %
Total		**500**	100 %

3.3 Niveau d'aise à l'égard de divers scénarios

La simulation d'un marché constitue un outil pratique découlant d'un projet conjoint. La simulation sert à convertir des données conjointes brutes (importance) en quelque chose de plus utile : des choix simulés. Les situations peuvent être présentées au moyen de divers scénarios, et la simulation permet de prévoir le pourcentage de répondants qui choisiront chaque scénario. Dans le cadre de notre recherche, la simulation peut servir à estimer le pourcentage de répondants qui choisiront un scénario donné pour lequel ils sont le plus à l'aise à l'égard du partage de leurs renseignements personnels.

Pour calculer les pourcentages du niveau d'aise et de la volonté à l'égard du partage de l'information, nous avons simulé un scénario particulier, sélectionné les personnes susceptibles d'y associer un niveau d'aise important et examiné le pourcentage de répondants ayant indiqué être à l'aise (4 ou 5 sur 5) avec les scénarios présentés[3].

Scénario présentant le niveau d'aise le plus élevé : les estimations découlant de la simulation conjointe indiquent que le scénario avec lequel le plus grand nombre de répondants sont à l'aise est une situation où :

- l'objectif global touche la sécurité publique;
- l'information sera partagée avec des organismes gouvernementaux;
- les renseignements concernent ce qui suit :

  « Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme de santé gouvernemental pour aider à la planification de nouveaux programmes d'aide d'urgence. Vos renseignements seront liés à votre province ou territoire. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée. »

La figure 3.7 montre les attributs et les paramètres associés à ce scénario, le pourcentage de répondants à l'aise à cet égard et le pourcentage de répondants prêts à partager l'information.

[3] Cette approche est jugée appropriée pour plusieurs raisons. D'abord, mentionnons que le modèle conjoint utilise l'information de tous les choix d'un répondant particulier (et de tous les autres répondants) pour calculer l'importance de chaque paramètre pour chaque répondant. La simulation permet ensuite d'utiliser les résultats relatifs à l'importance (non seulement le choix « très à l'aise ») pour calculer la probabilité qu'un répondant choisisse ce scénario. Enfin, les résultats de l'enquête téléphonique confirment que ces estimations coïncident avec les tâches retenues.

Figure 3.9 – Scénario présentant le pourcentage le plus élevé de répondants à l'aise

Contexte	**Accès**	**Utilisation**	Contrôle	Proximité	**% d'aise**	**% volonté de partager**
Sécurité publique (gouverne-ment détenant de l'information sur la santé)	Gouverne-ment (tous les niveaux)	Fournir un service général	Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez	Province ou territoire	**43 %**	**39,1 %**

L'analyse des variables clés révèle que certains groupes de répondants sont plus à l'aise avec ce scénario que d'autres. Il s'agit particulièrement des parents seuls avec enfants (51 %), des répondants des Prairies (51 %) ainsi que des répondants d'origine européenne de l'Est (51 %) et française (49 %). Inversement, les répondants provenant des Caraïbes étaient moins à l'aise (22 %).

Les figures 3.8 et 3.9 présentent l'impact de divers paramètres sur le pourcentage de répondants à l'aise avec ce scénario. Le texte en gras indique l'attribut et le paramètre qui ont été changés. Conformément à d'autres résultats, l'impact le plus important sur le niveau d'aise et la volonté de partager l'information a lieu lorsque le contrôle change de « contrôle total » à « aucune connaissance »; dans ce cas, le pourcentage d'aise diminue de 8 %.

Figure 3.10 – impact de divers paramètres sur le scénario présentant le niveau d'aise le plus élevé

Contexte	Accès	Utilisation	Contrôle	Proximité	% d'aise	% volonté de partager
Sécurité publique (gouvernement détenant de l'information sur la santé)	**Grand public**	Fournir un service général	Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez	Région ou province	**41,5 %**	**38 %**
*« Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux **avec le grand public pour aider à la planification de nouveaux programmes d'aide d'urgence**. Vos renseignements seront liés à votre province ou territoire. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée. »*						
Sécurité publique (gouvernement détenant de l'information sur la santé)	Gouvernement (tous les niveaux)	**Information pour la commercialisation sélective**	Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez	Région ou province	**41,5 %**	**38,1 %**
*« Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme de santé gouvernemental **pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes et les services d'aide d'urgence locaux**. Vos renseignements seront liés à votre province ou territoire. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée. »*						
Sécurité publique (gouvernement détenant de l'information sur la santé)	Gouvernement (tous les niveaux)	Fournir un service général	**Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ignorez que les données que vous divulguez peuvent être partagées**	Région ou province	**34,8 %**	**32,8 %**
*« Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme de santé gouvernemental pour aider à la planification de nouveaux programmes d'aide d'urgence. Vos renseignements seront liés à votre province ou territoire. **Vous ne savez pas que cette information est partagée.** »*						
Sécurité publique (gouvernement détenant de l'information sur la santé)	Gouvernement (tous les niveaux)	Fournir un service général	Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez	**Votre emplacement en temps réel**	**39,9 %**	**36,9 %**
« Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme de santé gouvernemental pour aider à la planification de nouveaux programmes d'aide d'urgence. Vos renseignements seront liés à votre emplacement en temps réel grâce au GPS de votre téléphone cellulaire. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée. »						

Scénario présentant le niveau d'aise le plus faible : le scénario présentant le pourcentage de répondants à l'aise le plus faible était le suivant :

> *« Votre banque envisage de partager avec des détaillants locaux des renseignements de vos relevés bancaires. Vos données sont partagées pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes, les services ou les produits qui pourraient vous intéresser selon vos habitudes de consommation. Vos renseignements seront liés à votre emplacement en temps réel grâce à la puce d'identification par radiofréquence (IRF) de votre carte de crédit. Vous ne savez pas que cette information est partagée. »*

La figure 3.11 montre l'attribut et le paramètre associés à ce scénario et le pourcentage de répondants indiquant qu'ils sont à l'aise et qu'ils accepteraient de divulguer leur information.

Figure 3.11 – Scénario présentant le pourcentage le plus faible de répondants à l'aise

Contexte	**Accès**	**Utilisation**	Contrôle	Proximité	**% d'aise**	**% volonté de partager**
Activité économique (information bancaire et financière)	Grand public	Information pour la commercialisation sélective	Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ignorez que les données que vous divulguez peuvent être partagées	Votre emplacement en temps réel	**0,4 %**	**0,5 %**

L'analyse des variables clés révèle que seules les personnes d'origine asiatique étaient à l'aise (5 %) à cet égard.

La figure 3.10 montre l'impact de certains paramètres sur le pourcentage de répondants à l'aise avec ce scénario. L'impact le plus important survient lorsque le contexte (renseignements précis) change de l'activité économique à la sécurité publique. Le niveau d'aise augmente alors de 25,1 points de pourcentage. Un autre impact important survient lorsque le contrôle passe de « aucune connaissance ni aucun contrôle » à « contrôle total ». Lorsque cela se produit, le niveau d'aise augmente de 24,9 points de pourcentage. Les autres changements apportés à ce scénario qui présentent le plus faible niveau d'aise ont peu d'impact.

Figure 3.10 – Impact de divers paramètres sur le scénario présentant le niveau d'aise le plus faible

Contexte	**Accès**	**Utilisation**	Contrôle	Proximité	**% d'aise**	**% volonté de partager**
Activité économique (information bancaire et financière)	**Gouvernement (tous les niveaux)**	Information pour la commercialisation sélective	Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ignorez que les données que vous divulguez peuvent être partagées	Votre emplacement en temps réel	**2,7 %**	**2 %**
*« Votre banque envisage de partager **avec un organisme d'économie et de finances gouvernemental** des renseignements de vos relevés bancaires. Vos données sont partagées pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes, les services ou les produits qui pourraient vous intéresser selon vos habitudes de consommation. Vos renseignements seront liés à votre emplacement en temps réel grâce à la puce d'identification par radiofréquence (IRF) de votre carte de crédit. Vous ne savez pas que cette information est partagée. »*						
Activité économique (information bancaire et financière)	Grand public	**Offrir un service général, de recherche, de surveillance et de suivi qui profitera à tous les Canadiens ou à un groupe de Canadiens**	Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ignorez que les données que vous divulguez peuvent être partagées	Votre emplacement en temps réel	**1,7 %**	**1,4 %**
*« Votre banque envisage de partager avec le grand public des renseignements de vos relevés bancaires. **Vos données sont partagées pour aider à surveiller l'activité économique.** Vos renseignements seront liés à votre emplacement en temps réel grâce à la puce d'identification par radiofréquence (IRF) de votre carte de crédit. Vous ne savez pas que cette information est partagée. »*						
Activité économique (information bancaire et financière)	Grand public	Information pour la commercialisation sélective	**Contrôle total – vous savez que les données peuvent être partagées, vous pouvez les voir et les modifier et vous pouvez refuser le partage ou y renoncer, si vous le désirez**	Votre emplacement en temps réel	**25,3 %**	**22,9 %**
*« Votre banque envisage de partager avec le grand public des renseignements de vos relevés bancaires. Vos données sont partagées pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes, les services ou les produits qui pourraient vous intéresser selon vos habitudes de consommation. Vos renseignements seront liés à votre emplacement en temps réel grâce à la puce d'identification par radiofréquence (IRF) de votre carte de crédit. **Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée.** »*						
Activité économique (information bancaire et financière)	Grand public	2. Information pour la commercialisation sélective	Aucune connaissance ni aucun contrôle – vous ignorez que les données que vous divulguez peuvent être partagées	**Région ou province**	**4,5 %**	**3,9 %**
*« Votre banque envisage de partager avec le grand public des renseignements de vos relevés bancaires. Vos données sont partagées pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes, les services ou les produits qui pourraient vous intéresser selon vos habitudes de consommation. **Vos renseignements seront liés à votre province ou territoire.** Vous ne savez pas que cette information est partagée. »*						

3.4 Confiance envers les organismes et niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements entre organismes

La recherche a également permis d'explorer la mesure dans laquelle les répondants font confiance à divers types d'organismes pour protéger leurs renseignements personnels, l'importance de divers facteurs influant sur leur niveau de confiance à l'égard de la protection de leurs renseignements personnels par un organisme et leur niveau d'aise à l'égard du partage intergouvernemental de leurs renseignements personnels liés au lieu géographique.

Dans l'ensemble, les répondants font surtout confiance aux établissements médicaux (p. ex. les hôpitaux, les grands instituts de recherche), le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Les sites de réseautage social, suivis des entreprises privées, sont les organismes auxquels les répondants font le moins confiance. Divers facteurs sont considérés comme très importants par une forte majorité de répondants pour qu'ils soient assurés que leurs renseignements seront protégés. Parmi les facteurs les plus importants, mentionnons l'existence de mesures de sécurité technologique efficaces et des peines sévères pour l'utilisation abusive des renseignements. En ce qui concerne le niveau d'aise à l'égard du partage intergouvernemental de renseignements personnels liés au lieu géographique, les répondants étaient partagés : environ les deux cinquièmes étaient à l'aise avec tout type de partage intergouvernemental d'information, tandis qu'environ le tiers ne l'était pas.

La confiance envers tous les niveaux de gouvernement et le niveau d'aise à l'égard du partage intergouvernemental d'information ont tendance à diminuer avec l'âge, tandis que l'importance de tous les facteurs contribuant à la protection des renseignements a tendance à augmenter. Les répondants les plus préoccupés par la protection de leurs renseignements personnels en général, ainsi que les propriétaires, ont un niveau de confiance plus faible et sont moins à l'aise à l'égard du partage intergouvernemental et donnent plus d'importance à tous les facteurs.

Le niveau de confiance des répondants aux enquêtes téléphonique et en ligne à l'égard de la protection de leurs renseignements par les organismes était similaire. Cependant, les répondants à l'enquête téléphonique ont moins confiance envers les organismes privés, tandis que le niveau de confiance à cet égard des répondants à l'enquête en ligne était plutôt modéré.

3.4.1 Confiance envers divers organismes pour la protection des renseignements personnels

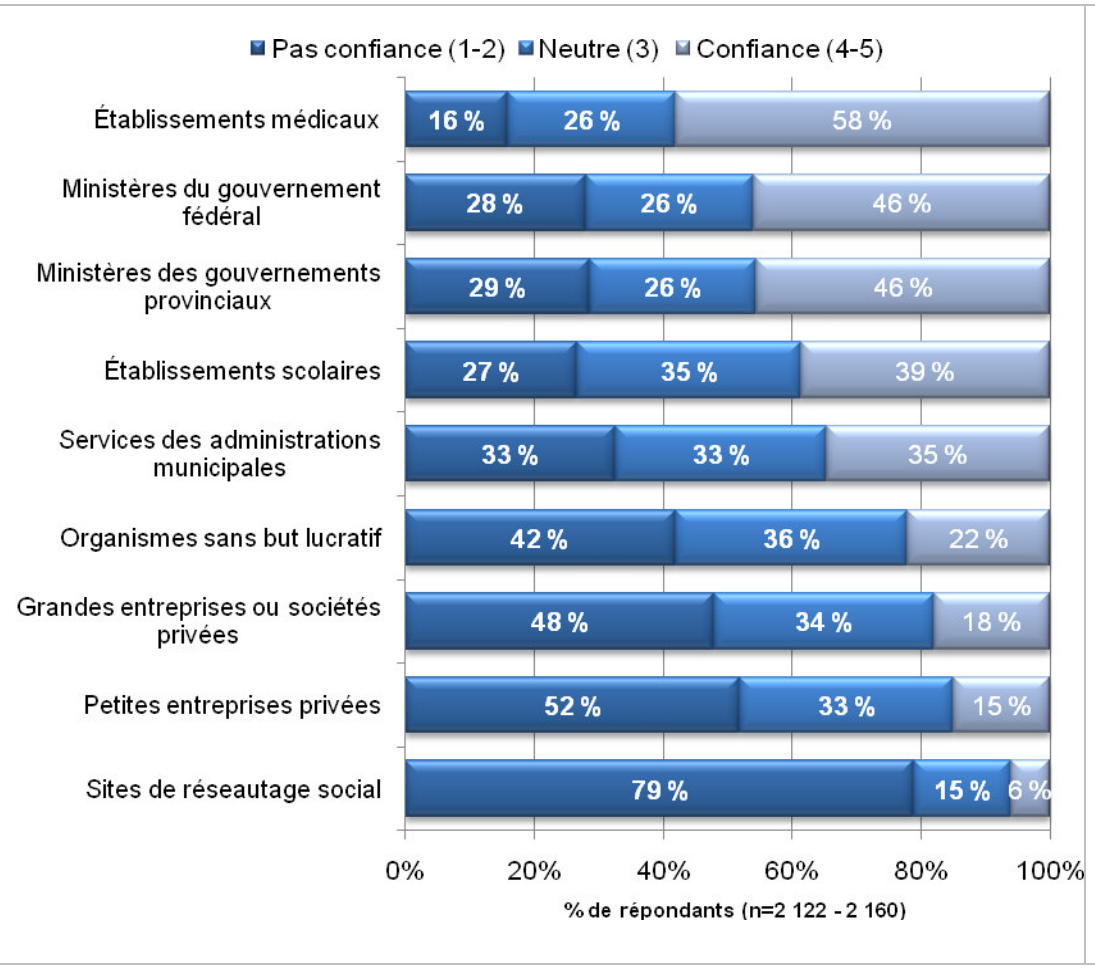
Nous avons demandé aux répondants d'indiquer la mesure dans laquelle ils font généralement confiance à divers types d'organismes pour protéger leurs renseignements personnels. Comme l'indique la figure 3.11, les répondants font le plus confiance aux établissements médicaux (58 %), suivis des gouvernements fédéral et provinciaux (46 %). Cependant, plus du quart des répondants ont indiqué qu'ils ne font confiance ni aux ministères ni aux organismes fédéraux et provinciaux pour protéger leurs renseignements personnels (28 % et 29 %).

Les répondants ont présenté des niveaux de confiance similaires quant aux grandes et petites entreprises privées, seulement 18 % et 15 % respectivement leur font confiance, et près de la moitié (52 % et 48 %) ne font confiance ni à l'un ni à l'autre. Le niveau de confiance est à son plus bas pour les sites de réseautage social : seulement 6 % des répondants ont indiqué qu'ils leur font confiance pour protéger leurs renseignements personnels, et la majorité (79 %) ont indiqué le contraire.

Il est intéressant de souligner que la confiance envers les ministères fédéraux et provinciaux et les services des administrations municipales a tendance à diminuer avec l'âge : les répondants âgés de 18 à 24 ans sont ceux qui font le plus confiance à tous les niveaux de gouvernement, et les répondants âgés de 65 ans et plus sont ceux qui leur font le moins confiance. Les jeunes répondants étaient également plus susceptibles de faire confiance aux :

- grandes entreprises ou sociétés privées (28 % des répondants âgés de 18 à 24 ans par rapport à 13 à 18 % pour les répondants âgés de 25 ans et plus);
- petites entreprises privées (25 % par rapport à 12 à 15 %);
- sites de réseautage social (13 % par rapport à 2 à 5 %);
- établissements scolaires (58 % par rapport à 29 à 42 %);
- organismes sans but lucratif (32 % par rapport à 18 à 25 %); et
- établissements médicaux (71 % par rapport à 52 à 60 %).

Figure 3.11 – Niveau de confiance envers divers organismes



Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex. accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Principale activité :* les répondants aux études étaient plus susceptibles que les autres de faire confiance aux sites de réseautage social (14 % par rapport à 3 à 5 %) et aux établissements scolaires (54 % par rapport à 34 à 40 %). Les répondants à la retraite étaient plus nombreux à ne pas du tout faire confiance (5 sur 5) aux sites de réseautage social (71 % par rapport à 40 à 55 %) et aux organismes sans but lucratif (26 % par rapport à 3 à 17 %).

- *Type d'organisme :* les répondants travaillant pour le gouvernement étaient les plus nombreux à faire confiance aux ministères fédéraux et provinciaux (57 % pour les deux) que les répondants travaillant pour un organisme sans but lucratif étaient moins susceptibles d'avoir confiance en eux (36 % et 31 %). Les répondants travaillant dans un établissement scolaire étaient moins nombreux que les autres à faire confiance aux grandes entreprises ou sociétés privées (7 % par rapport à 14 à 19 %). En effet, aucun répondant travaillant dans un établissement scolaire n'a indiqué faire entièrement confiance aux grandes entreprises ou sociétés privées.

- *Préoccupations à l'égard de la protection des renseignements personnels :* le niveau de confiance envers tous les niveaux de gouvernement ainsi que les établissements scolaires diminuait de façon considérable à mesure que la préoccupation générale à l'égard de la protection des renseignements personnels augmentait.

- *Région :* les répondants du Québec étaient considérablement plus nombreux que ceux des autres régions à faire confiance aux ministères fédéraux (56 % par rapport à 38 à 48 %) et provinciaux (58 % par rapport à 41 à 47 %) et aux établissements médicaux (65 % par rapport à 54 à 59 %).

- *Origine ethnique* : les répondants d'origine française ou autochtone étaient plus susceptibles que les autres de faire confiance aux ministères fédéraux (55 et 58 % par rapport à 34 à 44 %) et provinciaux (55 et 58 % par rapport à 44 à 50 %). Le fait que les répondants d'origine française ou autochtone sont plus susceptibles de faire confiance au gouvernement fédéral peut être attribuable au fait qu'une proportion plus élevée de répondants d'origine autochtone ou, dans une moindre mesure, française, travaillent pour le gouvernement fédéral que les autres répondants. Les répondants d'origine autochtone ou française qui travaillent pour le gouvernement fédéral font considérablement plus confiance au gouvernement fédéral, tandis que la différence du niveau de confiance entre les employés du gouvernement fédéral et autres employés chez les répondants d'une autre origine n'est pas marquée. Autrement dit, la proportion de répondants d'origine française ou autochtone travaillant pour le gouvernement fédéral était plus élevée, et ceux qui travaillent pour le gouvernement fédéral ont davantage confiance en celui-ci; par conséquent, il semble que le niveau de confiance de ce groupe envers le gouvernement fédéral soit plus élevé en général.

Le pourcentage de répondants faisant confiance à chaque type d'organisme pour protéger leurs renseignements personnels n'est pas vraiment différent par type d'enquête. Cependant, les répondants à l'enquête téléphonique étaient plus susceptibles que les répondants à l'enquête en ligne de ne pas faire confiance aux établissements scolaires (38 % par rapport à 27 %), aux grandes entreprises ou sociétés privées (64 % par rapport à 48 %) et aux petites entreprises privées (68 % par rapport à 52 %). Les répondants à l'enquête en ligne étaient plus nombreux que les répondants à l'enquête téléphonique à faire modérément confiance à ces organismes.

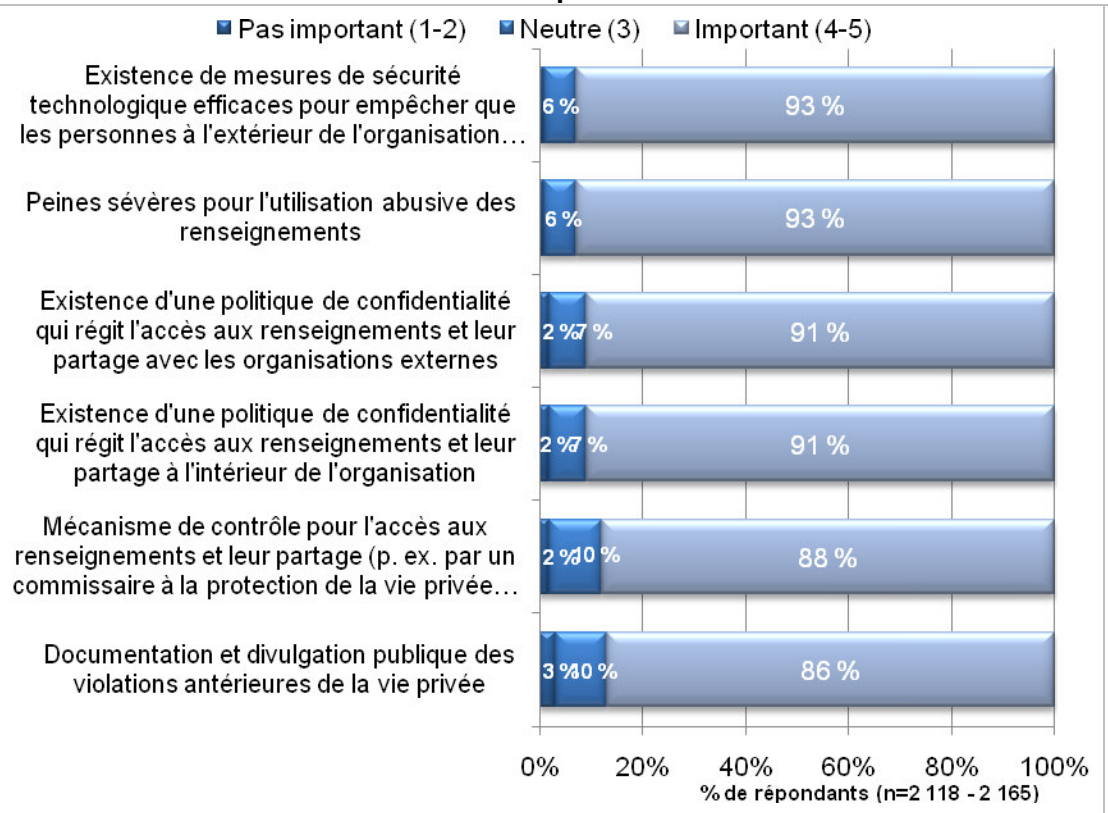
Figure 3.12 – Niveau de confiance envers divers organismes par type d'enquête

	En ligne (n=2 122 – 2 160)		Téléphonique (n=535 – 550)	
	Confiance (4-5)	**Pas confiance (1-2)**	**Confiance (4-5)**	**Pas confiance (1-2)**
Établissements médicaux	58 %	16 %	57 %	18 %
Ministères des gouvernements provinciaux	46 %	29 %	38 %	33 %
Ministères du gouvernement fédéral	46 %	28 %	43 %	31 %
Établissements scolaires	39 %	27 %	36 %	38 %
Services des administrations municipales	35 %	33 %	28 %	38 %
Organismes sans but lucratif	22 %	42 %	18 %	49 %
Grandes entreprises ou sociétés privées	18 %	48 %	13 %	64 %
Petites entreprises privées	15 %	52 %	12 %	68 %
Sites de réseautage social	6 %	79 %	5 %	88 %

3.4.2 Facteurs augmentant la confiance à l'égard de la protection des renseignements personnels

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure les facteurs présentés à la figure 3.13 augmentaient leur niveau de confiance envers la protection de leurs renseignements personnels par un organisme. Une forte majorité de répondants ont considéré l'ensemble des facteurs comme importants, et l'existence de mesures de sécurité technologique efficaces (93 %) et des peines sévères pour l'utilisation abusive des renseignements (93 %) étaient jugées légèrement plus importantes que les autres.

Figure 3.13 – Facteurs augmentant la confiance envers la protection des renseignements personnels



Question 15 : Supposons que vous songiez à partager des renseignements personnels avec une organisation. Quelle est l'importance de chacun des facteurs suivants sur votre confiance en ce qui concerne la protection de vos renseignements personnels (p. ex. accès limité aux personnes autorisées seulement)?

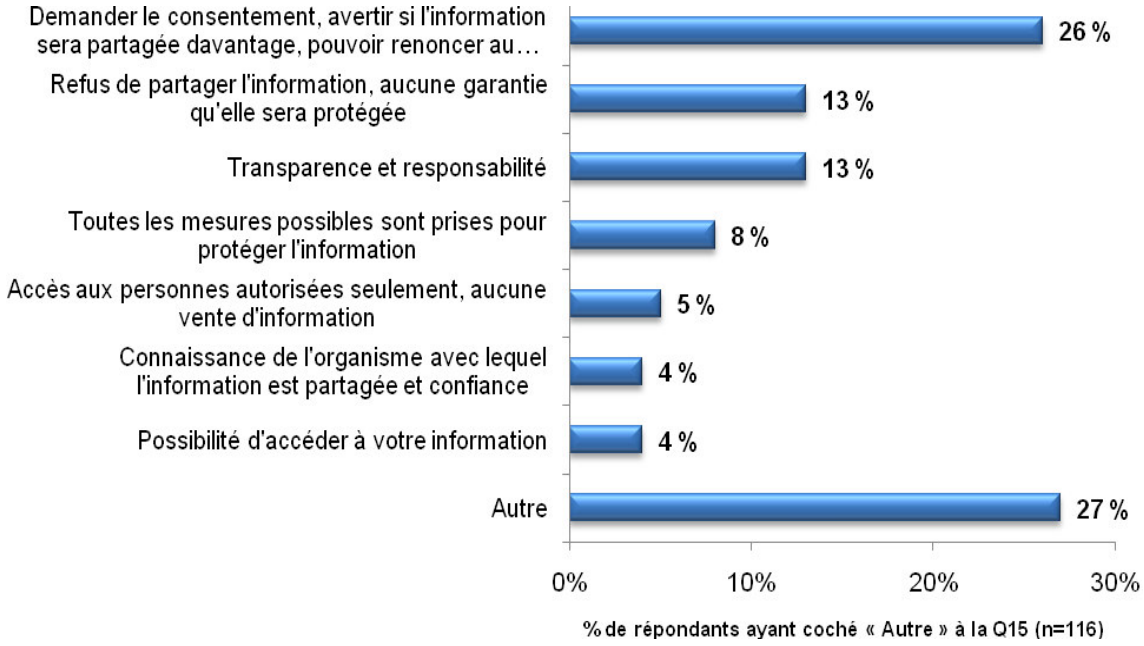
L'importance de tous les facteurs augmentait avec l'âge, le revenu du ménage et la préoccupation générale à propos de la protection des renseignements personnels. Les propriétaires considéraient aussi tous les facteurs comme plus importants que les locataires.

Mentionnons que les répondants âgés de moins de 25 ans étaient moins susceptibles que les autres d'accorder de l'importance aux peines sévères pour l'utilisation abusive des renseignements (80 % par rapport à 92 à 99 %), au mécanisme de contrôle pour l'accès aux renseignements et leur partage (75 % par rapport à 86 à 95 %) et à la documentation et à la divulgation publique des violations antérieures de la vie privée (77 % par rapport à 81 à 93 %). Probablement en raison de la proportion

élevée de jeunes répondants dans ces groupes, les répondants résidant avec plusieurs personnes (p. ex. colocataires) et les étudiants accordaient eux aussi moins d'importance à ces facteurs.

Autres facteurs augmentant la confiance à l'égard de la protection des renseignements personnels : nous avons demandé aux répondants de décrire d'autres facteurs qui augmenteraient leur niveau de confiance quant à la protection des renseignements personnels qu'ils divulgueraient à un organisme. Leurs réponses ont été regroupées par thèmes similaires. Parmi les répondants ayant affirmé que des facteurs autres que ceux énoncés à la question 15 touchaient leur niveau de confiance, le plus courant était le fait de donner son consentement pour partager leur information et de pouvoir renoncer au partage (26 %). Cela souligne l'importance du « contrôle » dont il est question à la section 3.2.2. Un peu plus de un dixième des répondants ont indiqué qu'ils ne partageraient leur information dans aucune circonstance puisque rien ne leur garantit que leurs renseignements seraient protégés (13 %). Un nombre semblable a indiqué que la transparence et la responsabilité de l'organisme influeraient sur le niveau de confiance (13 %).

Figure 3.14 – Autres facteurs augmentant la confiance à l'égard de la protection des renseignements personnels
(Question Autre – Veuillez préciser)



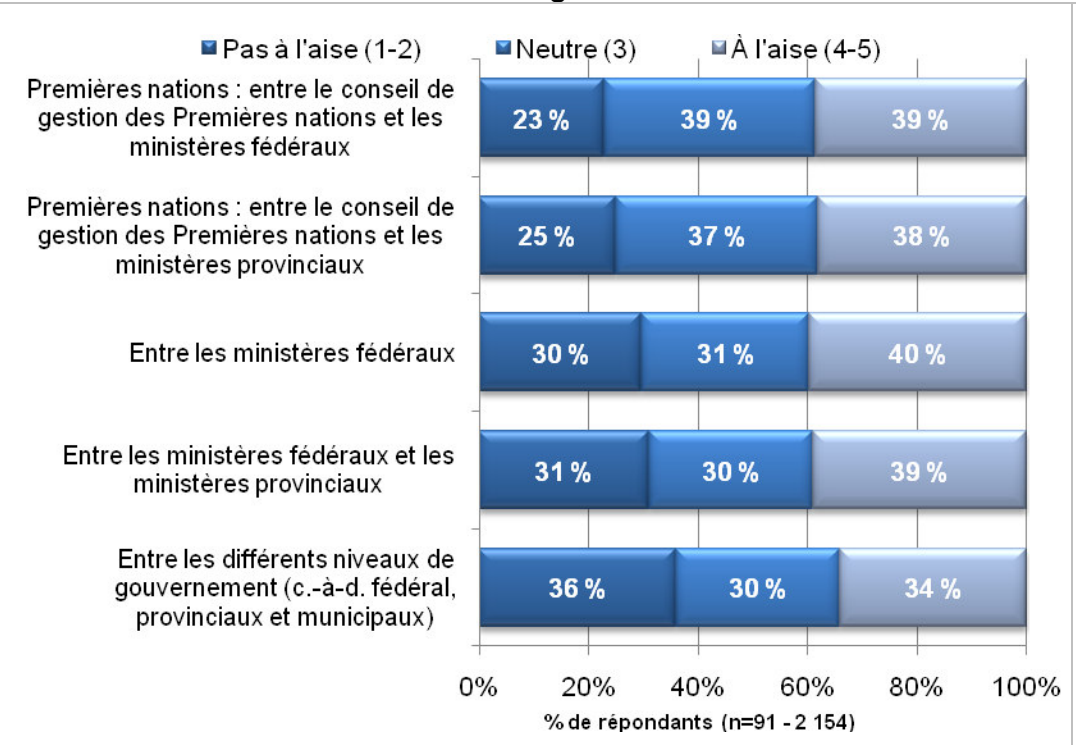
3.4.3 Niveau d'aise à l'égard du partage de l'information entre divers niveaux de gouvernement

Nous avons demandé aux répondants quels seraient leur niveau d'aise si leurs renseignements personnels liés au lieu géographique seraient partagés entre divers niveaux de gouvernement. Comme le montre la figure 3.15, le niveau d'aise des répondants à l'égard du partage intergouvernemental de leurs renseignements personnels liés au lieu géographique ne diffère pas beaucoup par organisation. Environ les deux cinquièmes des répondants étaient à l'aise avec le partage de leurs renseignements entre ministères fédéraux (40 %) et entre ministères fédéraux et provinciaux (39 %) et un peu plus du tiers n'étaient pas à l'aise avec le partage entre divers niveaux de gouvernement (30 % et 31 % respectivement). Le niveau d'aise était légèrement plus faible pour le partage entre tous les niveaux de

gouvernement (34 %), et la proportion de répondants qui n'étaient pas à l'aise avec ce type de partage était légèrement plus élevée (36 %).

Dans le même ordre d'idées, parmi les répondants des Premières nations, près des deux cinquièmes étaient à l'aise avec le partage entre le conseil local et le gouvernement fédéral (39 %) et les ministères fédéraux et provinciaux (38 %). Environ le quart d'entre eux n'étaient pas à l'aise avec le partage d'information entre le conseil local des Premières nations et d'autres niveaux de gouvernement (23 % et 25 %).

Figure 3.15 – Niveau d'aise avec le partage de renseignements personnels entre organisations



Question 17 : De façon générale, quel est votre niveau de confort avec le partage de vos renseignements personnels liés à un lieu géographique entre les organisations suivantes?

Le niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements personnels liés au lieu géographique entre les niveaux de gouvernement a tendance à diminuer avec l'âge : les répondants âgés de moins de 45 ans sont plus à l'aise avec tous les types de partage que les répondants plus âgés. Les répondants les plus à l'aise sont ceux du Québec, les personnes d'origine autochtone ou française, les personnes ayant des enfants âgés de moins de 10 ans, les étudiants et ceux qui travaillent pour le gouvernement. Les répondants qui étaient préoccupés ou très préoccupés par la protection de leurs renseignements personnels en général étaient moins à l'aise avec tous les types de partage, tout comme les répondants qui ont déjà eu une expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels et ceux qui travaillent pour un organisme sans but lucratif.

3.5 Impact d'une expérience d'atteinte à la vie privée

La présente section explore les diverses expériences d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels auxquelles ont fait face des répondants ou leur famille immédiate ainsi que l'impact de ces expériences sur la préoccupation quant à la protection des renseignements personnels en général. Dans l'ensemble, un peu moins de la moitié des répondants à l'enquête ont eu une expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels. Les expériences les plus courantes sont le vol de renseignements financiers ou d'une carte de crédit, le vol d'une pièce d'identité personnelle et la fraude. Les répondants résidant dans un centre urbain, ceux dont le revenu du ménage ou le niveau de scolarité est élevé et les travailleurs autonomes étaient plus susceptibles d'avoir été victimes d'un vol de renseignements financiers ou d'une carte de crédit. Le fait d'avoir eu une expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels avait un impact petit, mais important, sur le niveau général de préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels.

3.5.1 Expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer si un membre de leur famille ou eux-mêmes avaient eu certaines expériences d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels. Les répondants pouvaient aussi préciser d'autres types d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes ont vécus. Les réponses ont ensuite été regroupées en trois catégories : ceux qui n'ont jamais eu l'expérience d'une atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse des renseignements personnels (52 % des répondants), ceux qui ont eu l'expérience d'une violation sans préjudice clair et permanent (23 %) et ceux qui ont eu l'expérience d'une violation avec préjudices clairs et permanents (25 %) (voir la figure 3.16).

Parmi les répondants qui ont eu l'expérience d'une violation avec préjudices clairs et permanents, les victimes de fraude (13 % des répondants) ou de vol de fonds d'un compte bancaire (11 %) étaient les plus nombreuses. En ce qui concerne les répondants qui ont eu l'expérience d'une violation sans préjudice clair et permanent, le vol de renseignements financiers ou d'une carte de crédit (21 %) était le plus courant, suivi du vol d'une pièce d'identité personnelle (16 %) et le vol d'un NIP bancaire (12 %).

Figure 3.16 – Expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels

Figure 3.17 – Expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels vécue par les Canadiens
(Question à choix multiples)
% des répondants (n=2 200)

Préjudices clairs et permanents		Aucun préjudice clair et permanent	
Fraude	13 %	Vol de renseignements financiers ou d'une carte de crédit	21 %
Vol de fonds dans un compte bancaire	11 %	Vol d'une pièce d'identité personnelle (p. ex. vol de passeport, de NAS, de permis de conduire, de carte de santé)	16 %
Harcèlement criminel	7 %	Vol de NIP bancaire	12 %
Autre : - Vol par effraction dans une maison ou une voiture - Vol d'identité	1 %	Autre : - Vol d'un ordinateur ou d'un portefeuille contenant des renseignements personnels - Courriel ou autre compte en ligne (p. ex. EBay) piraté - Renseignements personnels ou coordonnées partagés sans le consentement - Renseignements partagés par le gouvernement sans consentement - Renseignements médicaux partagés sans consentement	1 %

Question 18 : Est-ce que vous ou un membre de votre famille immédiate avez été victime de l'une ou l'autre de ces atteintes à la vie privée?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants *les plus susceptibles d'être victimes d'un vol de NIP bancaire* incluent :
  - les répondants âgés de moins de 55 ans (de 11 à 17 % par rapport à 6 et 7 % des répondants âgés de 55 ans et plus);
  - les répondants de l'Ontario et du Québec (13 et 17 % par rapport à 4 à 7 % des répondants des autres régions);
  - les parents seuls avec enfants (21 % par rapport à 10 à 14 % des répondants issus d'un autre type de ménage); et
  - les répondants travaillant pour le gouvernement (18 %) ou étant travailleurs autonomes (17 % par rapport à 7 à 14 %).

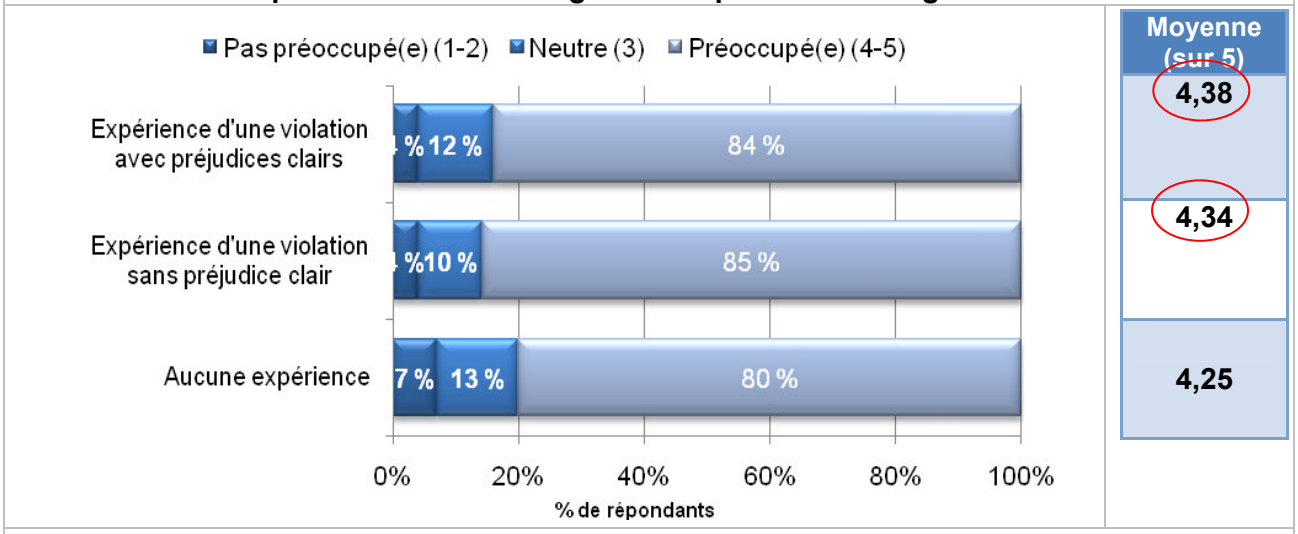
- Les répondants *les plus susceptibles d'être victimes d'un vol de renseignements financiers ou d'une carte de crédit* incluent :
  - les répondants de l'Ontario, de l'Ouest et des Prairies (de 20 à 26 % par rapport à 14 et 15 % des répondants du Québec et des Maritimes);
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est de 80 000 $ ou plus (29 % par rapport à 17 à 23 % des répondants dont le revenu annuel du ménage est moins élevé);
  - les répondants ayant fait des études supérieures (28 % par rapport à 16 à 23 % des personnes ayant un plus faible niveau de scolarité);
  - les répondants vivant dans un centre urbain dont la population compte plus de 100 000 habitants (27 % par rapport à 15 à 19 % des répondants vivant dans des régions moins peuplées); et

- les répondants travaillant dans un établissement scolaire ou d'enseignement supérieur (34 %) ou étant travailleurs autonomes (31 % par rapport à 21 et 22 %).

3.5.2 Impact de l'expérience d'une atteinte à la vie privée sur le niveau de préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels

La figure 3.18 ci-dessous montre l'impact d'une expérience, vécue directement ou indirectement par l'entremise d'un membre de la famille immédiate, d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels sur le niveau de préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels. Les répondants qui ont été victimes d'une violation, peu importe le type, étaient plus préoccupés par la protection des renseignements personnels en général que les autres. Cependant, la différence n'était pas considérable.

Figure 3.18 – Impact d'une expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels sur le niveau de préoccupation à l'égard de la protection des renseignements personnels en général



Question 17 : De façon générale, quel est votre niveau de confort avec le partage de vos renseignements personnels liés à un lieu géographique entre les organisations suivantes?

3.6 Opinions concernant l'adresse, le code postal et le quartier

Afin de mieux comprendre le niveau d'aise à l'égard du partage de renseignements liés au lieu géographique, nous avons exploré dans le cadre de la recherche les facteurs sous-jacents : l'opinion des répondants sur la sensibilité de l'adresse et du code postal et leur opinion sur le paramètre « quartier » de l'attribut « proximité » (voir la section 3.2.1). En ce qui concerne la sensibilité de l'adresse et du code postal, la majorité des répondants ont convenu que, si une personne détient leur adresse, elle pourrait la lier facilement à leur nom et étaient préoccupés par le fait d'être identifiés seulement au moyen de leur adresse. Les répondants ont affirmé qu'ils étaient à l'aise de fournir leur nom et leur adresse aux organismes auxquels ils font confiance, même si une petite majorité estime que l'adresse constitue un renseignement personnel, même si le nom n'est pas mentionné, et seulement le tiers d'entre eux sont plus à l'aise de divulguer leur adresse sans leur nom. Contrairement à leur adresse, la majorité des répondants ne considèrent pas leur code postal comme un renseignement personnel.

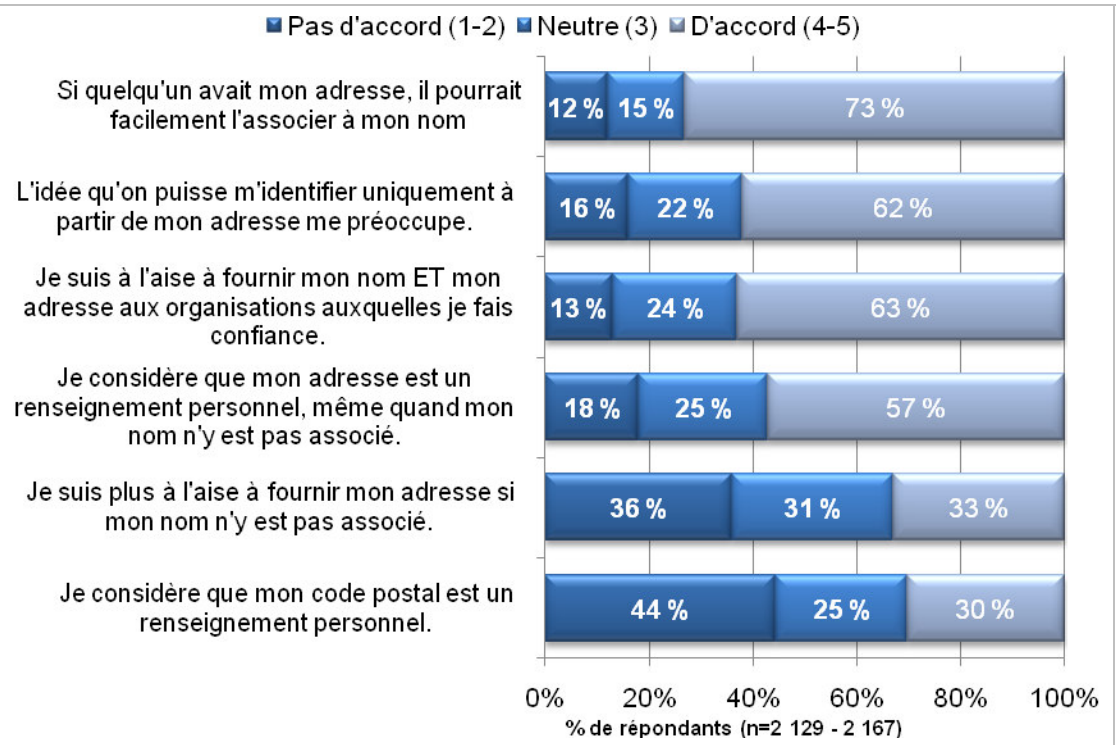
Les répondants plus âgés, ceux résidant à l'extérieur du Québec, les femmes, les Autochtones, les parents seuls avec enfants, les retraités, les propriétaires et les personnes préoccupées par la protection de leurs renseignements personnels en général sont plus susceptibles de considérer leur code postal et leur adresse comme des renseignements personnels et craignaient davantage d'être identifiés personnellement par des personnes seulement à l'aide de leur adresse.

En ce qui concerne la définition de « quartier », les répondants donnaient des définitions assez variables, peu importe si nous leur demandions de le décrire en termes de taille géographique ou d'estimer le nombre de maisons dans leur quartier. Un pâté de maisons ou les rues entourant leur maison, une subdivision, la collectivité ou la zone entourant leur lieu de résidence et la rue ou une partie de la rue dans laquelle ils habitent étaient les réponses les plus courantes. Il n'est pas surprenant que les personnes vivant en centre urbain étaient plus nombreuses à définir leur quartier comme les pâtés de maisons avoisinants ou leur subdivision, tandis que les personnes résidant en région rurale ou éloignée ou dans une petite municipalité considéraient plutôt l'ensemble de leur village comme leur quartier. Pour ce qui est du nombre de résidences, les réponses variaient grandement (de 0 à 99 999), et plus du tiers (34 %) des répondants n'étaient pas certains. Cependant, la moitié d'entre eux ont indiqué qu'il y avait moins de 500 maisons.

3.6.1 Sensibilité de l'adresse et du code postal

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer leur degré d'accord ou de désaccord avec une série d'énoncés concernant la sensibilité de leur adresse et de leur code postal. Près des trois quarts des répondants (73 %) ont convenu que, si une personne avait leur adresse, elle pourrait facilement l'associer à leur nom. La majorité d'entre eux ont affirmé que le fait qu'une personne pourrait les identifier en utilisant seulement leur adresse les préoccupe, même si un nombre similaire de répondants sont prêts à divulguer leur adresse et leur nom aux organismes auxquels ils font confiance (62 %). Une faible majorité (57 %) considère que l'adresse est un renseignement personnel, même si le nom n'y est pas associé, et seulement le tiers (33 %) est plus à l'aise de fournir une adresse si le nom n'y est pas associé. Enfin, moins du tiers (30 %) des répondants considèrent leur code postal comme un renseignement personnel.

Figure 3.19 – Opinions concernant la sensibilité de l'adresse et du code postal



Question 21 : Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :* les répondants âgés de plus de 45 ans étaient plus susceptibles que les autres :
  - de considérer leur code postal comme un renseignement personnel (32 à 40 % par rapport à 22 à 25 %);
  - de convenir que, si quelqu'un avait leur adresse, il pourrait facilement l'associer à leur nom (75 à 82 % par rapport à 63 à 72 %); et
  - d'être préoccupés à l'idée qu'on puisse les identifier uniquement à partir de leur adresse (65 à 80 % par rapport à 45 à 52 %).

- *Emplacement :* les répondants du Québec étaient moins préoccupés par l'idée qu'une personne puisse les identifier uniquement à partir de leur adresse (55 % par rapport à 60 à 68 %). Les répondants en région rurale ou éloignée étaient légèrement plus nombreux à considérer leur adresse comme un renseignement personnel, même si leur nom n'y est pas associé (62 % par rapport à 51 à 57 %).

- *Origine ethnique :* les répondants autochtones étaient plus nombreux à considérer leur adresse comme un renseignement personnel, même si leur nom n'y est pas associé (65 % par rapport à 54 à 58 % des répondants d'une autre origine ethnique).

- *Sexe :* les femmes avaient plus tendance à considérer leur adresse comme un renseignement personnel, même si leur nom n'y est pas associé (62 % par rapport à 53 % des hommes) et à être préoccupées par l'idée que l'on puisse les identifier uniquement à partir de leur adresse (67 % par rapport à 57 %).

- *Niveau de scolarité :* les répondants ayant fait des études secondaires étaient plus nombreux à considérer leur adresse comme un renseignement personnel, même si leur nom n'y est pas associé (63 %) et ceux qui ont fait des études supérieures étaient les moins susceptibles de penser ainsi (49 %). Les personnes ayant fait des études supérieures étaient moins préoccupées par l'idée qu'une personne puisse les identifier uniquement avec leur adresse (53 % par rapport à 62 à 64 %).

- *Ménage :* les parents seuls avec enfants (48 % par rapport à 22 à 32 %) et les retraités (38 % par rapport à 24 à 34 %) étaient plus susceptibles de considérer leur code postal comme un renseignement personnel.

- *Propriétaires et locataires :* les propriétaires étaient considérablement plus nombreux que les locataires à dire que l'on pourrait les identifier uniquement à partir de leur adresse (80 % par rapport à 69 %).

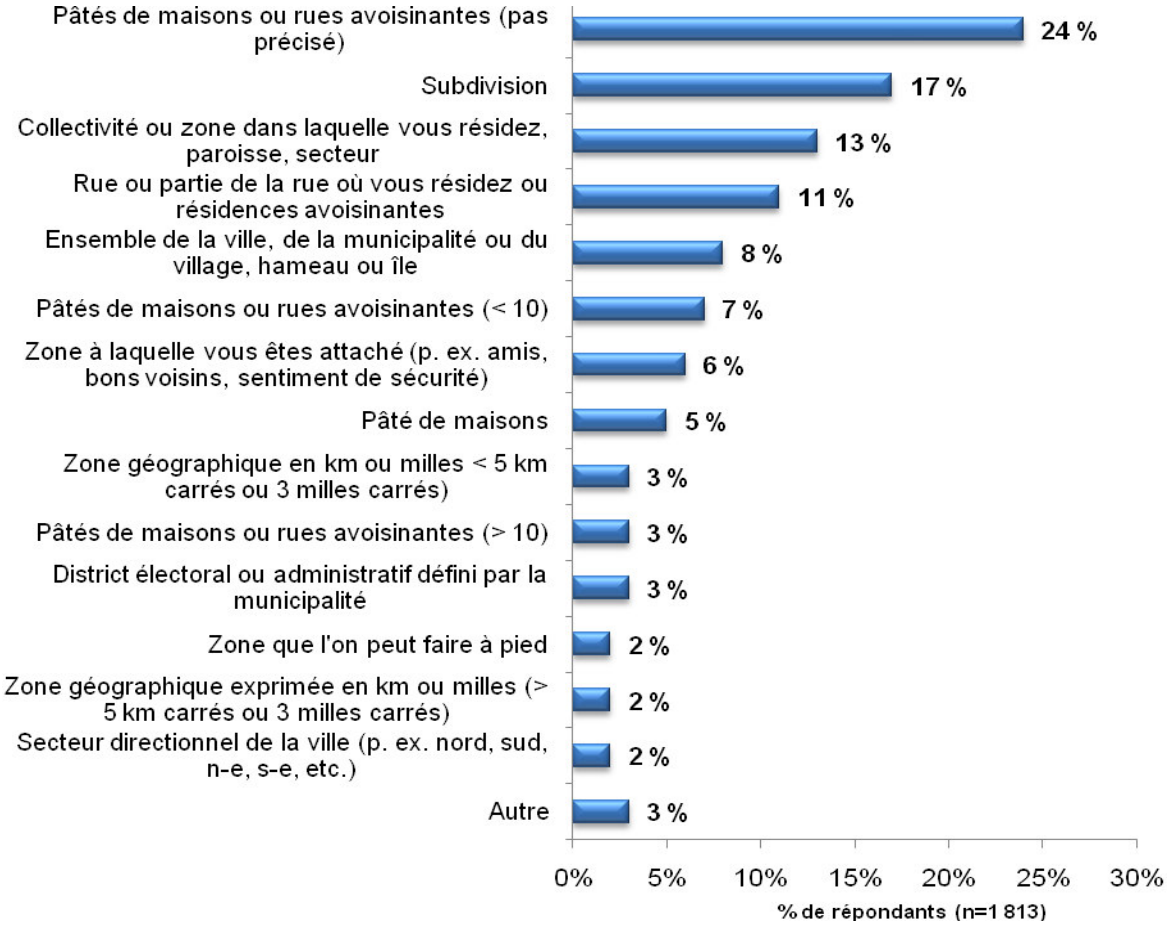
Les répondants à l'enquête téléphonique étaient légèrement plus nombreux que les répondants à l'enquête en ligne à considérer leur code postal comme un renseignement personnel (39 % par rapport à 30 %). Aucune autre différence n'a été observée entre les deux types d'enquête.

3.6.2 Le quartier selon les Canadiens

Définition de « quartier »

Nous avons demandé aux répondants de décrire en termes de taille géographique un « quartier ». Près du quart (24 %) d'entre eux associent le quartier à un pâté de maisons ou aux rues entourant leur résidence, mais n'ont donné aucun chiffre précis. Leur subdivision (17 %), la collectivité ou la zone entourant leur résidence (13 %) et la rue ou une partie de la rue dans laquelle ils résident (11 %) étaient les autres réponses les plus courantes. Il n'est pas surprenant que les personnes vivant en centre urbain étaient plus nombreuses à définir leur quartier comme les pâtés de maisons avoisinants ou leur subdivision, tandis que les personnes résidant en région rurale ou éloignée ou dans une petite municipalité considéraient plutôt l'ensemble de leur village comme leur quartier.

Figure 3.20 – Définition de quartier

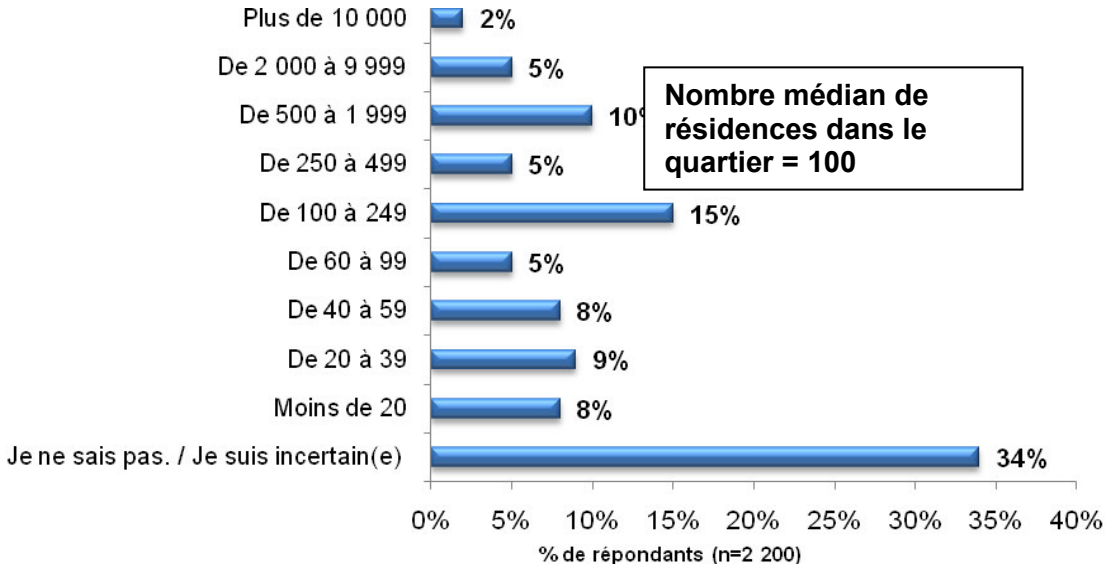


Question 19 : Quand vous utilisez le mot « quartier », à quoi pensez-vous? Comment décririez-vous votre quartier en termes d'étendue géographique (p. ex. votre rue, quelques pâtés de maisons, une subdivision, etc.)?

Nombre de résidences dans le quartier

Nous avons aussi demandé aux répondants de fournir une estimation approximative du nombre de résidences dans leur quartier. Les réponses à cette question variaient grandement (de 0 à 99 999), et plus du tiers (34 %) des répondants n'étaient pas certains. Toutefois, 30 % ont indiqué qu'il y avait moins de 100 maisons dans leur quartier, et 20 %, qu'il y avait entre 100 et 499 résidences.

Figure 3.21 – Nombre de résidences dans le quartier



Question 20 : Veuillez fournir une estimation très approximative du nombre de ménages dans votre quartier.

4.0 *Repérage de personnes en temps réel*

4.1 Utilisation de dispositifs de repérage et opinions à cet égard

La présente section explore l'utilisation par les répondants de dispositifs de repérage et leur opinion à cet égard. Nous avons d'abord demandé aux répondants quels dispositifs de repérage ils utilisent actuellement s'il y a lieu. Nous leur avons ensuite demandé de décrire les avantages, le cas échéant, de la technologie, des dispositifs et des services de repérage et d'évaluer la mesure dans laquelle ils appuient diverses utilisations de la technologie de repérage. Nous avons également demandé aux répondants dans quelle mesure ils avaient réfléchi aux problèmes potentiels de la technologie de repérage quant à la protection des renseignements personnels avant de participer à l'enquête. Les répondants qui y avaient déjà réfléchi ont ensuite évalué leur niveau global de préoccupation à l'égard de l'utilisation frauduleuse potentielle de la technologie, expliqué leur préoccupation et évalué la mesure dans laquelle des problèmes précis liés à la technologie de repérage les préoccupent. Les « *points saillants »* clés sont présentés ci-dessous.

Dispositifs de repérage utilisés actuellement : La plupart des répondants n'utilisent pas actuellement de dispositifs de repérage. Parmi ceux qui en utilisent, les systèmes de navigation GPS portables ou intégrés au véhicule et les téléphones cellulaires avec GPS intégré sont les dispositifs les plus courants. Les jeunes répondants, les parents seuls avec enfants, les travailleurs et les étudiants étaient les plus nombreux à utiliser un téléphone cellulaire avec GPS intégré. Les répondants les mieux nantis, ceux résidant dans une maison unifamiliale, les propriétaires, les retraités et les personnes travaillant dans un établissement scolaire ou d'enseignement supérieur sont les plus susceptibles d'utiliser un système de navigation GPS portable ou intégré à leur véhicule.

Avantages perçus et appui des utilisations potentielles : Près du quart des répondants ont indiqué qu'ils ne voient aucun avantage à la technologie de repérage, et un autre quart n'était pas certain des avantages de cette technologie. Les répondants qui ne connaissaient pas les avantages de la technologie de repérage ou étaient incertains à cet égard comprenaient les personnes âgées, celles dont le revenu annuel du ménage était bas, celles ayant un faible niveau de scolarité, les répondants résidant en région rurale ou éloignée ou dans un village, les personnes vivant seules et les parents seuls.

Parmi les avantages de la technologie de repérage les plus populaires, mentionnons mieux protéger les enfants et assurer sa propre sécurité, faciliter les services d'urgence, aider à trouver une destination ou faciliter la navigation. À propos de la mesure dans laquelle ils sont d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour diverses activités, les répondants sont allés dans le même sens et ont indiqué être d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour faciliter les services d'urgence, mieux faire respecter la loi et mieux protéger les enfants. Au contraire, les répondants ont tendance à être en désaccord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour accroître la productivité au travail. Les répondants âgés et ceux grandement préoccupés par la protection de leurs renseignements personnels en général appuient davantage l'utilisation de la technologie de repérage pour mieux protéger les enfants et mieux faire respecter la loi.

Préoccupation à l'égard de l'utilisation frauduleuse : Une petite majorité de répondants ont réfléchi aux problèmes de protection des renseignements personnels que pourrait poser l'utilisation de dispositifs de repérage avant de participer à l'enquête. Les répondants scolarisés, les personnes sans emploi ou à la recherche d'un emploi et celles préoccupées par la protection des renseignements personnels en général étaient plus nombreux à y avoir réfléchi. Les répondants mieux nantis, les retraités, les personnes au foyer et les répondants travaillant pour un organisme sans but lucratif

étaient moins susceptibles d'avoir réfléchi aux problèmes liés à la protection des renseignements personnels.

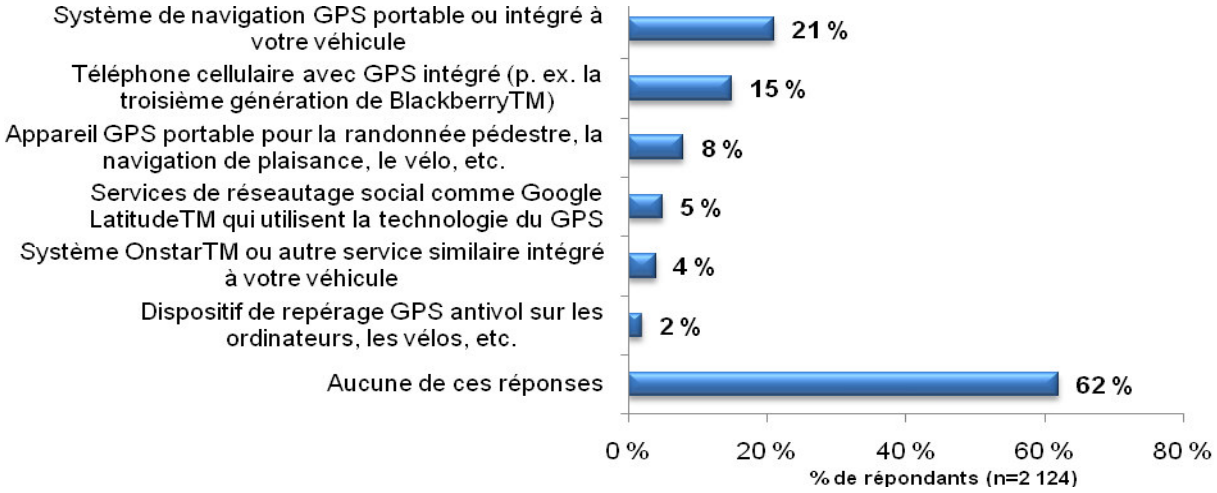
Ceux qui avaient déjà réfléchi à cette question étaient très préoccupés par l'utilisation frauduleuse potentielle des renseignements recueillis par l'intermédiaire de la technologie de repérage. Une majorité de répondants ont indiqué être préoccupés, et la proportion augmentait avec l'âge. Les répondants autochtones et les personnes vivant seules ont également exprimé un niveau de préoccupation plus élevé que les autres. Les répondants ont expliqué leur préoccupation de diverses façons, et les explications les plus courantes étaient l'atteinte à la vie privée, la peur de « Big Brother » et la victimisation potentielle (p. ex. crime contre des personnes, harcèlement criminel, etc.). Les répondants d'origine française ou autochtone ainsi que les résidents du Québec étaient particulièrement susceptibles de mentionner l'atteinte à la vie privée et la peur de « Big Brother » pour expliquer leur niveau de préoccupation. Les répondants dont le revenu annuel du ménage ou le niveau de scolarité étaient faible étaient plus nombreux à mentionner la victimisation potentielle.

La majorité des répondants étaient préoccupés par tous les problèmes liés à la technologie de repérage qu'ils devaient évaluer. Les répondants étaient surtout préoccupés par les images de leur emplacement sur Internet en temps réel qui sont affichées sans leur consentement, la vente de renseignements relatifs aux mouvements à des tierces parties et les pirates informatiques qui ont accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré. Comme les répondants qui ont spontanément fait part de leurs préoccupations, plus des trois quarts se préoccupaient du fait que les autorités pourraient utiliser le GPS pour surveiller les personnes à leur insu. Compte tenu de la mention fréquente de la victimisation potentielle comme raison de préoccupation, il n'est pas surprenant que la majorité des répondants craignaient l'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes en vue de commettre un crime. Le fait de ne pas savoir pendant combien de temps sont conservés les renseignements sur leurs déplacements préoccupait aussi la plupart des répondants. Les répondants âgés, les retraités, les femmes, les Autochtones et les personnes vivant seules avaient tendance à afficher un niveau de préoccupation plus élevé à l'égard de divers problèmes.

4.1.1 Dispositifs de repérage actuellement utilisés

Nous avons d'abord demandé aux répondants d'indiquer les dispositifs de repérage qu'ils utilisent actuellement, s'il y a lieu. Les systèmes de navigation GPS portables ou intégrés à leur véhicule (21 %) et les téléphones cellulaires avec GPS intégré (15 %) étaient les plus utilisés, suivis des appareils GPS portables pour la randonnée pédestre, le camping, etc. (8 %). Seuls 5 % des répondants ont affirmé utiliser Google Latitude ou un service de réseautage social similaire utilisant le GPS. Cependant, près des deux tiers (62 %) des répondants ont indiqué ne pas utiliser de dispositifs de repérage actuellement.

Figure 4.1 – Dispositifs de repérage utilisés actuellement (Question à choix multiples)



Question 26 : Lesquels de ces services ou dispositifs de repérage utilisez-vous?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants *les plus susceptibles d'utiliser un téléphone cellulaire avec GPS intégré* incluent :
  - les répondants âgés de moins de 45 ans (de 17 à 21 % par rapport à 7 à 12 % des personnes âgées de 45 ans et plus);
  - les parents seuls avec enfants (23 % par rapport à 12 à 15 % des répondants issus d'un autre type de ménage); et
  - les répondants occupant un emploi ou les étudiants (16 à 20 % par rapport à 6 à 12 % des répondants menant une autre activité principale).

- Les répondants les plus susceptibles *d'utiliser un système de navigation GPS portable ou intégré à leur véhicule* incluent :
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage était de 80 000 $ ou plus (32 % par rapport à 14 à 22 % des répondants dont le revenu annuel du ménage est moins élevé);
  - les hommes (24 % par rapport à 17 % des femmes);
  - les répondants du Québec (29 % par rapport à 12 à 18 % des répondants des autres régions);
  - les répondants résidant dans une maison unifamiliale (26 % par rapport à 12 à 14 % des répondants résidant dans un autre type d'habitation);

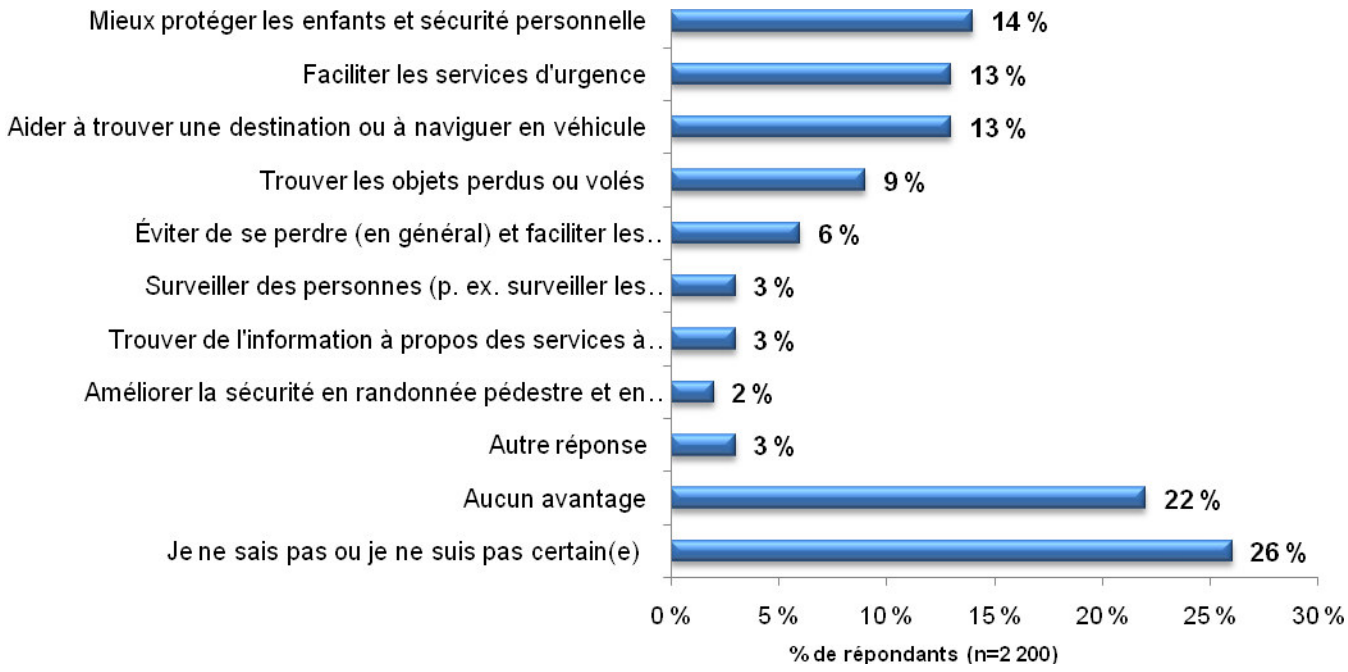
- les couples avec ou sans enfants (24 à 27 % par rapport à 10 à 15 % des répondants issus d'un autre type de ménage);
- les retraités (27 % par rapport à 16 à 22 % des répondants menant une autre activité principale);
- les répondants travaillant dans un établissement scolaire ou d'enseignement supérieur (29 % par rapport à 14 à 21 % des répondants travaillant dans un autre type d'organisation); et
- les propriétaires (27 % par rapport à 14 % des locataires).

4.1.2 Avantages perçus de la technologie, des dispositifs et des services de repérage

Nous avons demandé aux répondants de répondre à une question ouverte pour qu'ils puissent décrire, s'il y a lieu, les avantages de la technologie, des dispositifs et des services de repérage. Près du quart (22 %) d'entre eux ont indiqué qu'ils ne voient aucun avantage à la technologie de repérage, et un autre 26 % ont mentionné qu'ils ne sont pas certains des avantages liés à la technologie de repérage. Cependant, l'amélioration de la protection des enfants et de la sécurité personnelle (20 %), l'aide aux services d'urgence (18 %) et l'aide pour trouver une destination ou naviguer (17 %) étaient les avantages les plus mentionnés.

Les répondants du Québec étaient moins nombreux que ceux des autres régions à considérer l'amélioration de la sécurité personnelle et de la protection des enfants (10 % par rapport à 15 à 19 %) ou l'aide aux services d'urgence (7 % par rapport à 14 à 17 %) comme des avantages de la technologie de repérage. Ils étaient aussi plus nombreux à indiquer qu'ils ne voient aucun avantage à la technologie de repérage (29 % par rapport à 16 à 21 %).

Figure 4.2 – Avantages perçus non déterminés de la technologie, des dispositifs et des services de repérage (Question ouverte et à choix multiples)



Question 26: Veuillez décrire les avantages que vous offrent, le cas échéant, les technologies de repérage.

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants *les plus susceptibles d'indiquer qu'ils ne sont pas certains des avantages de la technologie de repérage* sont :
  - les personnes âgées de 65 ans et plus (38 % par rapport à 20 à 29 %);
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est de moins de 30 000 $ (29 % par rapport à 17 à 25 %);
  - les répondants n'ayant terminé que leurs études secondaires (37 % par rapport à 21 à 23 %);
  - les répondants qui n'ont jamais eu l'expérience d'une atteinte à la vie privée ou de la divulgation frauduleuse de renseignements personnels (30 % par rapport à 20 à 23 %);
  - les répondants vivant en région rurale ou éloignée ou dans un petit village (de 30 à 32 % par rapport à 21 à 25 %);
  - les répondants vivant seuls (30 %) et les parents seuls avec enfants (34 % par rapport à 18 à 27 %); et
  - les retraités et les personnes atteintes d'une invalidité de longue durée (35 % par rapport à 13 à 28 %).

- Les répondants *les plus susceptibles d'indiquer l'amélioration de la sécurité personnelle ou de la protection des enfants comme avantage de la technologie de repérage* sont :
  - les répondants ayant eu l'expérience d'une atteinte à la vie privée ou d'une divulgation frauduleuse de renseignements personnels avec préjudices clairs et permanents (22 % par rapport à 11 à 14 % des répondants n'ayant pas eu une telle expérience); et

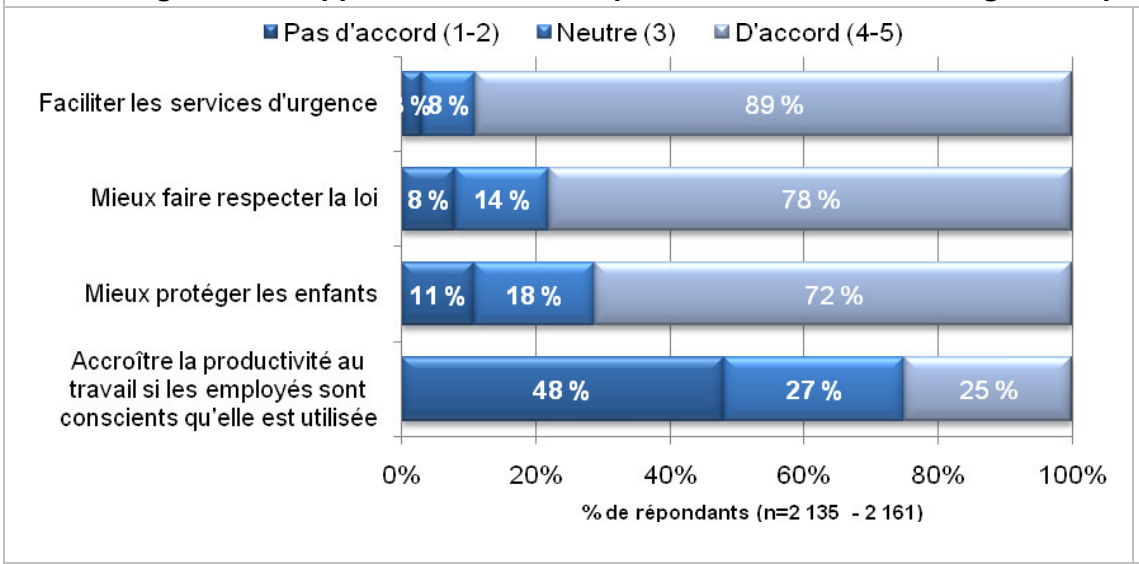
- les répondants dont l'activité principale était d'être une personne au foyer ou de s'occuper de membres de la famille (21 % par rapport à 11 à 16 % des répondants menant une autre activité principale).

4.1.3 Appui pour les utilisations potentielles de la technologie de repérage

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer la mesure dans laquelle ils sont d'accord avec les utilisations présentées ci-dessous de la technologie de repérage. L'appui pour faciliter les services d'urgence (89 % des répondants) était le plus élevé. Une majorité de répondants ont également appuyé l'utilisation de la technologie de repérage pour mieux faire respecter la loi (78 %) et mieux protéger les enfants (72 %). L'appui était le plus faible pour accroître la productivité au travail, même avec le consentement des employés; seuls 25 % des répondants étaient d'accord avec cette utilisation et près de la moitié (44 %) d'entre eux ne l'étaient pas.

Le niveau d'appui pour l'utilisation de la technologie de repérage pour mieux protéger les enfants augmente de façon constante avec l'âge; en effet, les répondants âgés de moins de 25 ans étaient moins nombreux à appuyer cette utilisation (56 %), tandis que les répondants âgés de 65 ans et plus affichaient le niveau d'appui le plus élevé (85 %), suivis des répondants du milieu (de 65 à 78 %). L'appui à l'égard de l'utilisation de la technologie de repérage pour mieux faire respecter la loi a également tendance à augmenter avec l'âge; les répondants âgés de 45 ans et plus étaient considérablement plus susceptibles d'appuyer cette utilisation que les autres (82 à 89 % par rapport à 68 à 74 %).

Figure 4.3 – Appui des utilisations potentielles de la technologie de repérage



Question 28 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour chacune des activités suivantes?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

Les répondants *les moins susceptibles d'appuyer l'utilisation de la technologie de repérage pour mieux protéger les enfants* incluent :

- les résidents du Québec (64 % par rapport à 69 à 76 % des résidents des autres régions);
- les répondants résidant avec plusieurs personnes (61 % par rapport à 68 à 75 % des personnes vivant dans un autre type d'habitation);
- les étudiants (52 % par rapport à 72 à 84 % des répondants menant une autre activité principale);
- les personnes travaillant dans un établissement scolaire ou d'enseignement supérieur (59 % par rapport à 66 à 75 % des répondants travaillant dans un autre type d'organisation); et
- les répondants nés au Canada (71 % par rapport à 80 % des personnes nées à l'étranger).

Les répondants *les moins susceptibles d'appuyer l'utilisation de la technologie de repérage pour mieux faire respecter la loi* incluent :

- les répondants résidant avec plusieurs personnes (69 % par rapport à 75 à 82 %);
- les étudiants, les personnes à la recherche d'un emploi et les travailleurs (69 à 75 % par rapport à 81 à 90 % des personnes au foyer, des personnes atteintes d'une invalidité de longue durée et des retraités);
- les personnes travaillant pour un organisme sans but lucratif (63 % par rapport à 72 à 81 %); et
- les hommes (73 % par rapport à 83 % des femmes).

Aucune différence importante entre les répondants à l'enquête téléphonique et les répondants à l'enquête en ligne n'a été observée sur le plan de l'appui des utilisations de la technologie de repérage.

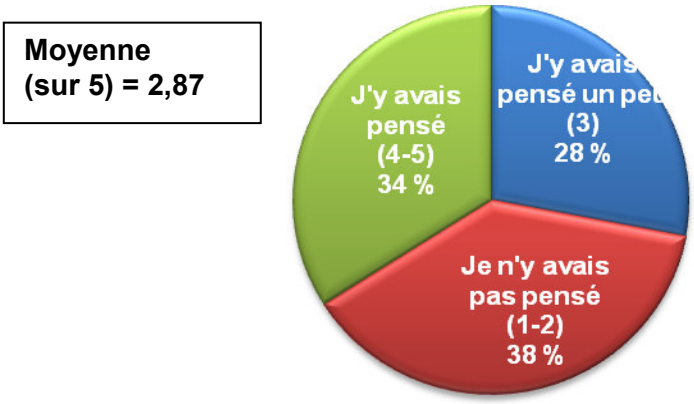
4.1.4 Problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie de repérage

Niveau de réflexion précédent à l'égard des problèmes d'atteinte à la vie privée liés aux dispositifs de repérage

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils ont pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée que pourrait causer l'utilisation de dispositifs de repérage avant de participer à l'enquête (figure 4.4). Dans l'ensemble, près du tiers d'entre eux ont indiqué qu'ils y avaient réfléchi (34 %) et 28 % ont mentionné qu'ils y ont pensé un peu. Près des deux cinquièmes des répondants (38 % ont affirmé qu'ils n'ont pas beaucoup pensé à ce sujet.

La mesure dans laquelle les répondants avaient réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie de repérage augmente avec le niveau de scolarité : les répondants ayant fait des études supérieures étaient plus susceptibles d'y avoir réfléchi (42 %), suivis des personnes ayant fait des études universitaires ou collégiales (36 %) et de celles ayant fait des études secondaires (28 %).

Figure 4.4 – Niveau de réflexion précédent à l'égard des problèmes d'atteinte à la vie privée liés aux dispositifs de repérage



Pourcentage de répondants (n=2 147)

Question 29 : Avant aujourd'hui, dans quelle mesure aviez-vous pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée que pourrait causer l'utilisation de dispositifs de repérage?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants *les moins susceptibles d'avoir pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie de repérage (réponse de un ou deux sur cinq)* incluent :
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est plus élevé que 80 000 $ (45 % par rapport à 34 à 37 % des répondants dont le revenu annuel du ménage est moins élevé);
  - les retraités (49 % par rapport à 27 à 37 % des autres répondants); et
  - les répondants travaillant pour un organisme sans but lucratif (41 % par rapport à 27 à 35 % des répondants travaillant pour un autre type d'organisation).

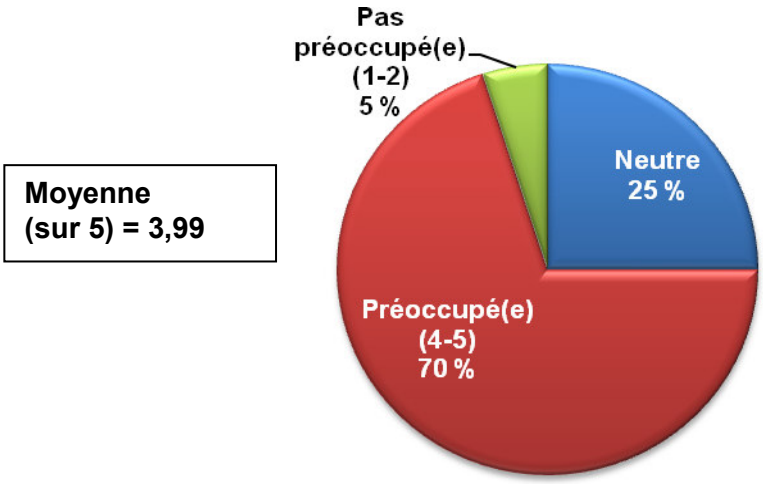
- Les répondants *les moins susceptibles d'avoir pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie de repérage (réponse de un ou deux sur cinq)* incluent :
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est plus élevé que 80 000 $ (45 % par rapport à 34 à 37 % des répondants dont le revenu annuel du ménage est moins élevé);
  - les retraités (49 % par rapport à 27 à 37 % des autres répondants); et
  - les répondants travaillant pour un organisme sans but lucratif (41 % par rapport à 27 à 35 % des répondants travaillant pour un autre type d'organisation).

Aucune différence importante entre les répondants à l'enquête téléphonique et les répondants à l'enquête en ligne n'a été observée quant à la mesure dans laquelle ils avaient réfléchi aux problèmes liés à la technologie de repérage.

Préoccupations globales à propos de l'utilisation abusive potentielle des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage

Les répondants qui avaient réfléchi au moins quelque peu aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés aux dispositifs de repérage (c.-à-d. ceux qui ont répondu au moins 3 à la question précédente) devaient indiquer leur niveau de préoccupation global à l'égard de l'utilisation abusive potentielle des renseignements concernant les déplacements en temps réel d'une personne recueillis à l'aide des technologies de repérage (figure 4.5). Le niveau de préoccupation était élevé : la majorité des répondants (70 %) se sont dits préoccupés, tandis que seulement 5 % n'ont exprimé aucune préoccupation.

Figure 4.5 – Préoccupation globale à propos de l'utilisation abusive potentielle des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage



Pourcentage de répondants ayant déjà réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés aux technologies de repérage (Q29 ≥3) (n=1 261)

Question 30 : De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage pour surveiller les déplacements en temps réel d'une personne?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :* les répondants âgés de 18 à 24 ans étaient les moins préoccupés à propos de l'utilisation abusive potentielle des renseignements sur les déplacements en temps réel d'une personne recueillis à l'aide de technologies de repérage (54 %), tandis que ceux âgés de 45 à 54 ans étaient les plus préoccupés (79 % par rapport à 62 à 72 % des répondants des autres groupes d'âge).

- *Origine ethnique :* les répondants d'origine britannique ou française étaient les moins préoccupés à propos de l'utilisation abusive potentielle des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage (63 %), tandis que ceux d'origine autochtone étaient les plus préoccupés (81 % par rapport à 72 à 75 % des répondants d'une autre origine ethnique).

- *Composition du ménage :* les répondants vivant seuls étaient plus préoccupés à propos de l'utilisation abusive potentielle que les personnes issues d'un type de ménage différent (77 % par rapport à 65 à 72 %).

- Les répondants *les <u>moins</u> préoccupés à propos de l'utilisation abusive des renseignements concernant les déplacements en temps réel d'une personne recueillis à l'aide de technologies de repérage* incluent :
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est de moins de 30 000 $ (62 % par rapport à 72 à 75 % des répondants dont le revenu du ménage est plus élevé que 30 000 $);
  - les répondants n'ayant jamais eu l'expérience d'une atteinte à la vie privée ou d'une divulgation frauduleuse de renseignements personnels (66 % par rapport à 73 et 74 % des répondants ayant eu une telle expérience);
  - les parents et les tuteurs d'enfants âgés de moins de 10 ans (56 % par rapport à 69 à 72 % des autres répondants);
  - les étudiants et les personnes au foyer (58 et 61 % par rapport à 68 à 74 % des autres répondants);
  - les répondants travaillant pour un organisme sans but lucratif et les travailleurs autonomes (62 et 65 % par rapport à 73 à 76 % des répondants travaillant pour un autre type d'organisation).

Les répondants à l'enquête en ligne étaient plus préoccupés à propos de l'utilisation abusive des renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide des technologies de repérage que les répondants à l'enquête téléphonique (70 % par rapport à 58 %). Cela est attribuable au fait qu'une proportion plus élevée de répondants à l'enquête téléphonique avaient une opinion neutre sur ce sujet (32 % par rapport à 25 %).

Préoccupations à l'égard de l'utilisation abusive potentielle des renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de technologies de repérage

Nous avons demandé aux répondants qui se sont dits préoccupés par l'utilisation abusive potentielle des renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de technologies de repérage (c.-à-d. ceux qui ont répondu 4 ou 5 à la question 30 – voir la figure 4.5) d'en donner la raison. L'atteinte à la vie privée, la violation des droits de la personne (27 %), « Big Brother » et un contrôle excessif du gouvernement (23 %) et la possibilité de victimisation ou de harcèlement (p. ex. devenir la cible d'un crime, harcèlement criminel, agression sexuelle) (22 %) étaient les raisons les plus courantes.

Figure 4.6 – Préoccupations des répondants quant à l'utilisation abusive potentielle de l'information sur les déplacements en temps réel des personnes recueillie à l'aide de technologies de repérage
(Question ouverte et à choix multiples)

Question 31 : Vous avez mentionné que vous étiez préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage pour surveiller les déplacements en temps réel d'une personne. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquer pourquoi vous êtes préoccupé(e).

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :* les répondants âgés de plus de 65 ans étaient moins susceptibles de mentionner « Big Brother » comme motif de préoccupation (12 % par rapport à 24 à 28 % des répondants âgés de moins de 65 ans) et plus nombreux à être préoccupés par l'utilisation abusive en général (31 % par rapport à 12 à 20 %).

- *Région :* les répondants de l'Ontario avaient moins tendance à mentionner l'atteinte à la vie privée comme motif de préoccupation (19 % par rapport à 28 à 34 % des répondants des autres régions). Les répondants des Maritimes et du Québec étaient moins portés à être préoccupés par la victimisation potentielle (12 et 16 % par rapport à 23 à 30 %). Les répondants du Québec étaient plus nombreux à mentionner « Big Brother » comme motif de préoccupation (30 % par rapport à 17 à 24 %).

- *Origine ethnique :* les répondants d'origine française ou autochtone étaient plus nombreux que les autres à mentionner l'atteinte à la vie privée (33 et 34 % par rapport à 20 à 27 %) et « Big Brother » (31 et 34 % par rapport à 17 à 25 %) comme motifs de préoccupation. Les répondants d'origine française étaient moins préoccupés par la victimisation potentielle (13 % par rapport à 22 à 30 %).

- *Revenu du ménage :* les répondants dont le revenu annuel du ménage est de 50 000 $ ou plus étaient moins susceptibles que les autres de mentionner la victimisation potentielle comme motif de préoccupation (15 à 18 % par rapport à 26 à 28 %) et plus nombreux à mentionner « Big Brother » (27 à 30 % par rapport à 16 à 20 %).

- *Niveau de scolarité :* les répondants ayant fait des études supérieures étaient plus nombreux que ceux ayant un niveau de scolarité moins élevé à mentionner l'atteinte à la vie privée (33 % par rapport à 22 à 28 %), « Big Brother » (32 % par rapport à 20 à 23 %) et l'utilisation de l'information à des fins commerciales et de marketing (15 % par rapport à 2 et 3 %) comme motifs de préoccupation. Les répondants ayant fait des études secondaires étaient plus nombreux que ceux ayant fait des études supérieures à mentionner la victimisation potentielle comme motif de préoccupation (29 % par rapport à 18 à 20 %).

- *Lieu de résidence :* les répondants résidant dans un centre urbain ayant une population de 5 000 à 100 000 habitants étaient plus susceptibles que les autres de mentionner la victimisation potentielle comme motif de préoccupation (30 % par rapport à 16 à 24 %).

- *Composition du ménage :* les parents seuls avec enfants avaient davantage tendance à mentionner l'atteinte à la vie privée comme motif de préoccupation (41 %), tandis que les répondants vivant avec plusieurs personnes et les couples avec enfants étaient les moins susceptibles de le faire (15 et 20 % par rapport à 25 à 35 % des autres répondants). Les parents seuls avec enfants étaient également plus nombreux à indiquer qu'il n'y a aucune raison de rendre ces renseignements disponibles comme motif de préoccupation (17 % par rapport à 5 à 12 %). Les répondants vivant avec plusieurs personnes étaient plus nombreux à être préoccupés par la victimisation potentielle (31 % par rapport à 17 à 24 %).

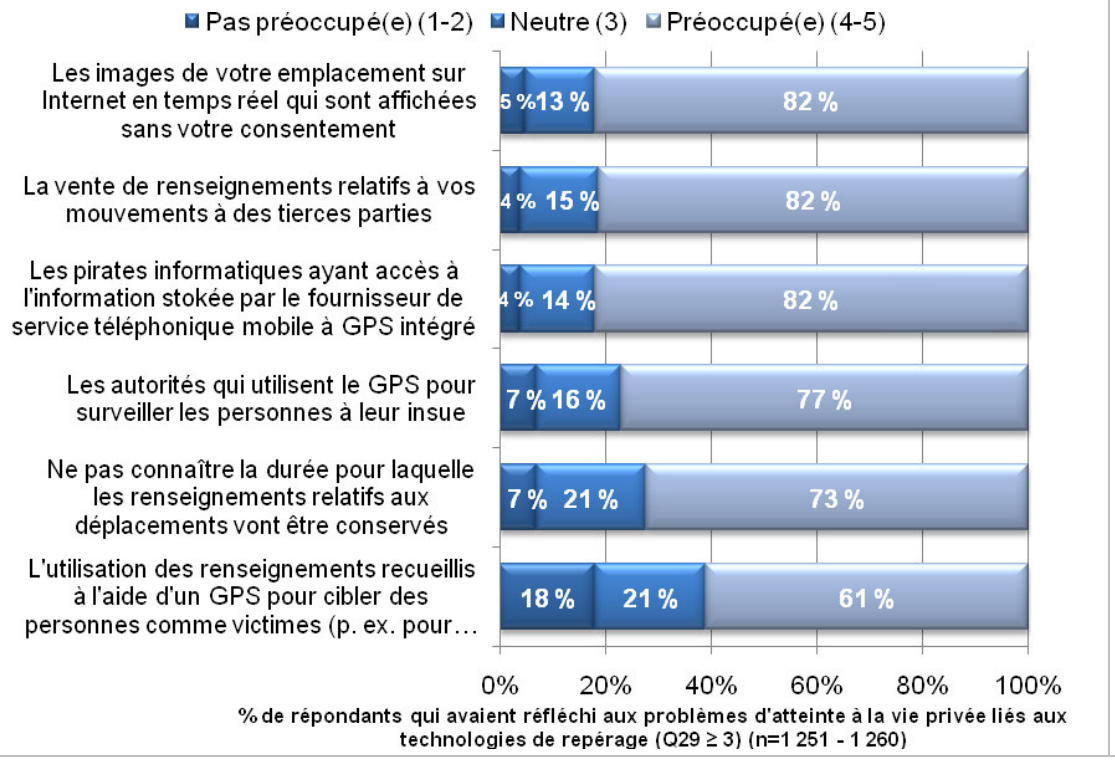
Importance de préoccupations précises à propos de la collecte de renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de technologies de repérage

Nous avons demandé aux répondants qui avaient déjà réfléchi un peu aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés aux dispositifs de repérage (c.-à-d. ceux qui ont répondu au moins 3 à la question 29 – voir la figure 4.4) d'indiquer la mesure dans laquelle ils sont préoccupés par les problèmes mentionnés ci-dessous liés à la collecte de renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes à l'aide de technologies de repérage. Les répondants étaient surtout préoccupés par les images de leur emplacement sur Internet en temps réel qui sont affichées sans leur consentement (82 %), la vente de renseignements relatifs aux mouvements à des tierces parties (82 %) et les pirates informatiques qui ont accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré (82 %).

Comme les répondants qui ont spontanément fait part de leurs préoccupations à propos de l'atteinte à la vie privée et de « Big Brother », plus des trois quarts (77 %) craignaient que les autorités utilisent de tels renseignements pour surveiller les personnes à leur insu. Compte tenu de la mention fréquente de la victimisation potentielle comme motif de préoccupation, il n'est pas non plus surprenant que 61 % des répondants étaient préoccupés par l'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes comme victimes.

Enfin, 73 % des répondants ont indiqué que le fait de ne pas connaître la durée pour laquelle les renseignements relatifs à leurs déplacements vont être conservés est une source de préoccupation.

Figure 4.7 – Importance de préoccupations précises quant à la collecte de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de technologies de repérage



Moyenne (sur 5)
4,37
4,35
4,32
4,18
4,07
3,69

Question 32 : Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex., téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :* le niveau de préoccupation à l'égard de la plupart des problèmes a tendance à augmenter avec l'âge. Par exemple :
  - les répondants âgés de 45 ans et plus étaient considérablement plus préoccupés par le fait que des pirates informatiques puissent avoir accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré que les autres (84 à 91 % par rapport à 74 à 78 %);
  - les répondants âgés de 35 ans et plus étaient plus préoccupés par le fait de ne pas connaître la durée pour laquelle les renseignements relatifs aux déplacements vont être conservés (73 à 84 % par rapport à 58 à 64 %);
  - les répondants âgés de 45 ans et plus étaient considérablement plus préoccupés à propos de la vente de renseignements relatifs aux mouvements à des tierces parties (88 à 90 % par rapport à 71 à 79 %);
  - les répondants âgés de 45 ans et plus étaient considérablement plus préoccupés par le fait que les autorités pourraient utiliser le GPS pour surveiller les personnes à leur insu (83 à 88 % par rapport à 69 à 75 %); et
  - les répondants âgés de 45 ans et plus étaient considérablement plus préoccupés par les images de leur emplacement sur Internet en temps réel qui sont affichées sans leur consentement (88 à 94 % par rapport à 70 à 80 %).

- *Origine ethnique :* les répondants d'origine autochtone ou autre étaient plus préoccupés que les autres par le fait de ne pas connaître la durée pour laquelle les renseignements relatifs aux déplacements vont être conservés (77 et 79 % par rapport à 65 à 72 %). Les répondants d'origine autochtone étaient également plus préoccupés par la vente de renseignements à des tierces parties (89 % par rapport à 77 à 84 %) et le fait que les autorités puissent utiliser le GPS pour surveiller les personnes à leur insu (83 % par rapport à 73 à 78 %).

- *Région :* même s'ils étaient moins susceptibles de mentionner spontanément la victimisation potentielle comme motif de préoccupation, les répondants du Québec étaient considérablement plus préoccupés que les répondants des autres régions à propos de l'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes comme victimes (68 % par rapport à 56 à 61 %). Les répondants de la région de l'Ouest étaient plus nombreux que les autres à être préoccupés par le fait de ne pas connaître la durée pour laquelle les renseignements relatifs au déplacement vont être conservés (78 % par rapport à 66 à 73 %) et la vente de renseignements relatifs aux mouvements à des tierces parties (89 % par rapport à 77 à 81 %).

- *Composition du ménage :* les répondants vivant seuls étaient plus préoccupés que les autres à propos du fait que des pirates informatiques puissent avoir accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré (88 % par rapport à 73 à 80 %), de l'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes comme victimes (79 % par rapport à 54 à 61 %) et de la vente de renseignements à des tierces parties (90 % par rapport à 76 à 85 %). Les parents seuls avec enfants étaient plus préoccupés que les autres par le fait que les autorités puissent utiliser le GPS pour surveiller les personnes à leur insu (87 % par rapport à 73 à 80 %).

Les répondants à l'enquête en ligne ont exprimé des niveaux de préoccupation plus élevés que les répondants à l'enquête téléphonique quant à l'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes comme victimes (61 % par rapport à 42 %) et au fait que les autorités puissent utiliser le GPS pour surveiller les personnes à leur insu (77 % par rapport à 65 %). Les deux types d'enquête n'ont présenté aucune autre différence. Ces résultats peuvent être attribuables en partie au fait que nous avons demandé aux répondants à l'enquête en ligne de décrire leurs préoccupations liées aux technologies de repérage avant de leur présenter cette série de questions. Les répondants à l'enquête téléphonique n'ont pas eu à répondre à ces questions. Par conséquent, les répondants à l'enquête en ligne étaient peut être plus au courant de ces préoccupations que les autres.

4.2 Utilisation de la technologie d'identification par radiofréquence (IRF) et préoccupations connexes

La présente section explore l'utilisation par les répondants, leur connaissance et leurs préoccupations quant à la technologie d'identification par radiofréquence (IRF). Nous avons d'abord demandé aux répondants s'ils utilisent actuellement des dispositifs d'IRF. Ils ont ensuite évalué leur niveau de connaissance globale de cette technologie, et ceux qui connaissaient au moins un peu la technologie d'IRF ont précisé la mesure dans laquelle ils avaient pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée relatifs à l'IRF avant de participer à l'enquête. Ceux qui avaient réfléchi au moins un peu aux problèmes d'atteinte à la vie privée devaient aussi évaluer leur niveau de préoccupation quant à l'utilisation abusive potentielle des renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de technologies d'IRF et expliquer leurs préoccupations.

La majorité des répondants n'utilisaient pas de dispositifs d'IRF, et ceux qui en avaient recours détenaient surtout une carte de crédit munie d'une puce à IRF, comme les répondants dont le revenu

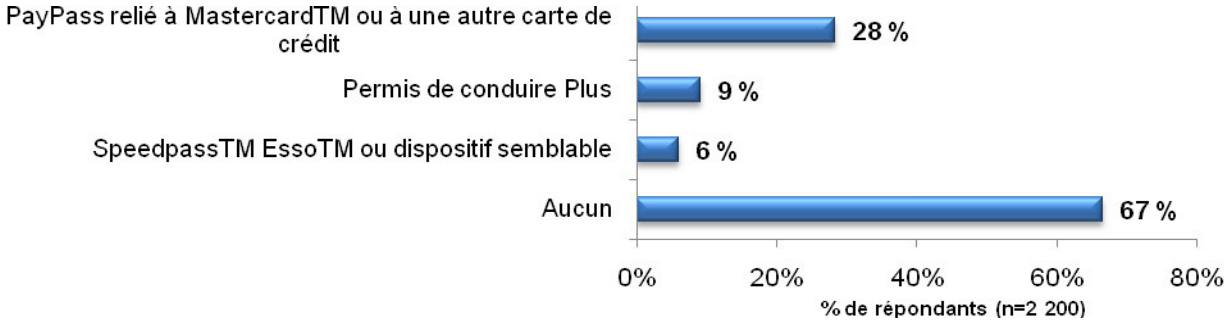
annuel du ménage est supérieur à 30 000 $, les couples sans enfant et les personnes travaillant pour le gouvernement.

Comme pour l'utilisation par les répondants de dispositifs d'IRF, la connaissance de cette technologie était plutôt faible : seulement le tiers des répondants ont indiqué connaître au moins un peu la technologie d'IRF. Les répondants qui connaissaient le mieux la technologie d'IRF étaient des hommes âgés de moins de 35 ans ayant fait des études supérieures. Il est intéressant de souligner que la majorité des répondants qui connaissaient la technologie d'IRF avaient déjà également réfléchi aux problèmes potentiels de protection des renseignements personnels liés à cette technologie. La majorité de ces répondants étaient également préoccupés par l'utilisation abusive potentielle des renseignements sur les déplacements en temps réels des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF. Les motifs de préoccupation les plus courants étaient la victimisation potentielle et l'atteinte à la vie privée.

Utilisation de dispositifs d'IRF

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer quels dispositifs d'IRF énoncés à la figure 4.8 ils utilisaient à ce moment-là, le cas échéant. Les deux tiers (67 %) ont indiqué qu'ils n'utilisent aucun dispositif d'IRF. Les cartes de crédit munies d'une puce étaient les dispositifs les plus courants (28 %).

Figure 4.8 – Dispositifs d'IRF actuellement utilisés
(Questions à choix multiples)



Question 33 : L'identification par radiofréquence est une technologie qui utilise les ondes radioélectriques pour lire l'information contenue sur une puce pouvant être intégrée à divers documents d'identification personnelle, comme les cartes de crédit et les passeports. Possédez-vous l'un ou l'autre de ces instruments ou cartes munis d'une puce à identification par radiofréquence (IRF)?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

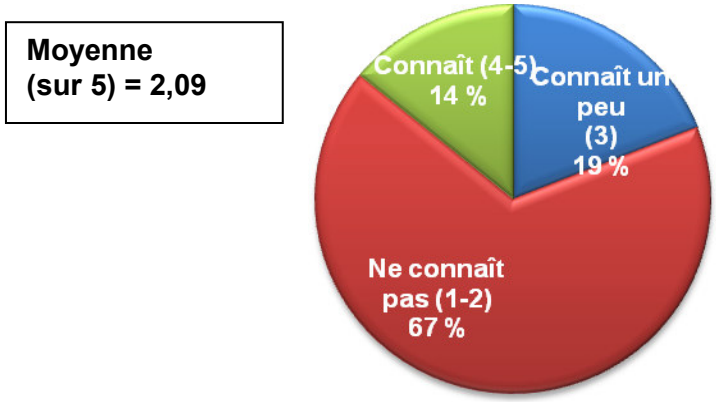
Les répondants *les <u>plus</u> susceptibles d'utiliser une carte de crédit munie d'une puce à IRF* incluent :

- les personnes dont le revenu annuel du ménage est de plus de 30 000 $ (28 à 34 % par rapport à 20 % des personnes dont le revenu annuel du ménage est de moins de 30 000 $);
- les couples sans enfant (34 % par rapport à 24 à 27 % des personnes issues d'un autre type de ménage); et
- les répondants travaillant pour le gouvernement (36 % par rapport à 26 à 29 % des autres travailleurs).

Connaissance de la technologie d'IRF

Nous avons ensuite demandé aux répondants d'indiquer leur niveau de connaissance de la technologie d'IRF. Les deux tiers (67 %) ne connaissaient pas cette technologie. Un peu moins de un cinquième (19 %) seulement d'entre eux connaissaient un peu la technologie, et seuls 14 % la connaissaient bien.

Figure 4.9 – Niveau de connaissance de la technologie d'IRF



Pourcentage de répondants (n=2 125)

Question 34 : Comment évaluez-vous votre niveau de connaissance avec la technologie d'identification par radiofréquence (IRF)?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

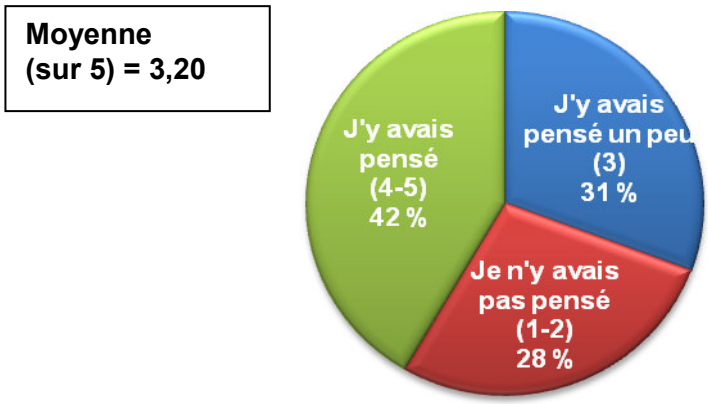
Les répondants les plus susceptibles de connaître la technologie d'IRF incluent :

- les hommes (21 % par rapport à 7 % des femmes);
- les répondants âgés de moins de 35 ans (17 à 19 % par rapport à 11 à 13 % des personnes âgées de 35 ans et plus);
- les répondants ayant fait des études supérieures (19 % par rapport à 10 à 15 % des personnes ayant un niveau de scolarité moins élevé); et
- les répondants vivant avec plusieurs personnes ou ceux qui vivent avec leurs parents ou d'autres membres de leur famille ou qui s'occupent d'eux (19 et 21 % par rapport à 4 à 14 % des répondants issus d'un autre type de ménage).

Mesure dans laquelle les répondants ont déjà réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie d'IRF

Nous avons demandé aux répondants qui connaissaient au moins un peu la technologie d'IRF (c.-à-d. ceux qui ont répondu au moins 3 à la question 34) de préciser la mesure dans laquelle ils avaient déjà réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie d'IRF avant de participer à l'enquête. Une majorité (73 %) des personnes connaissant la technologie d'IRF ont indiqué qu'elles avaient déjà réfléchi du moins un peu aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie d'IRF.

Figure 4.10 – Mesure dans laquelle les répondants ont déjà réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie d'IRF



Pourcentage de répondants connaissant la technologie d'IRF (Q34 ≥ 3) (n=657)

Question 35 : Avant aujourd'hui, dans quelle mesure aviez-vous pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée que pourraient provoquer les appareils munis d'un dispositif d'IRF?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :* les répondants âgés de 18 à 24 ans étaient les plus susceptibles d'avoir réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie liés à la technologie d'IRF (63 %), et ceux âgés de 65 ans et plus étaient les moins nombreux à y avoir pensé (31 % par rapport à 35 à 45 % des répondants âgés de 25 à 64 ans).

- *Niveau de scolarité :* les répondants ayant fait des études secondaires étaient moins susceptibles d'avoir réfléchi aux problèmes de protection d'atteinte à la vie privée liés à la technologie d'IRF que ceux qui ont fait des études supérieures (36 % par rapport à 44 et 45 %).

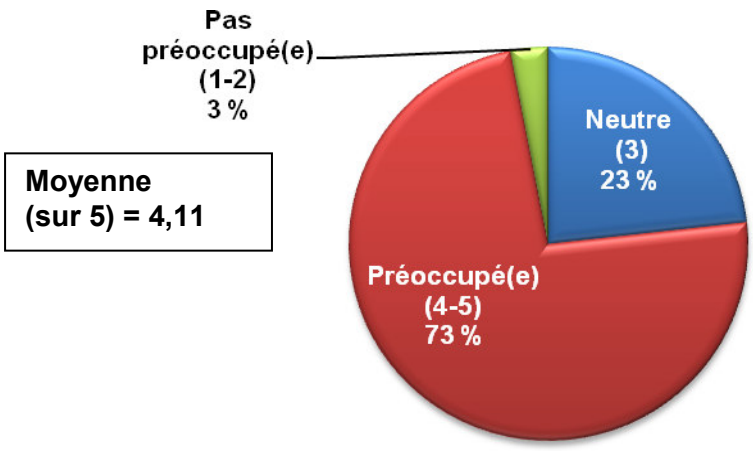
- *Expérience d'une violation :* les répondants qui ont eu l'expérience d'une atteinte à la vie privée ou d'une divulgation frauduleuse de renseignements personnels avec préjudices clairs et permanents étaient les plus nombreux à avoir réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à la technologie d'IRF (54 % par rapport à 33 à 40 %).

- *Sexe :* les hommes étaient plus susceptibles d'avoir déjà réfléchi à cette question que les femmes (46 % par rapport à 35 %), ainsi que les locataires (52 % par rapport à 33 % des propriétaires).

Préoccupations globales à l'égard de l'utilisation abusive potentielle des renseignements recueillis à l'aide de la technologie d'IRF

Nous avons demandé aux répondants connaissant au moins un peu la technologie d'IRF et qui ont déjà réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée potentiels liés à cette technologie (c.-à-d. ceux qui ont répondu 3 ou plus aux questions 34 et 35) d'indiquer la mesure dans laquelle ils étaient préoccupés par l'utilisation abusive potentielle des renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF. Près des trois quarts (73 %) de ces répondants étaient préoccupés par cela, et seulement 3 % ont indiqué qu'ils n'en font aucun cas.

Figure 4.11 – Préoccupations globales à l'égard de l'utilisation abusive potentielle des renseignements recueillis à l'aide de la technologie d'IRF



Pourcentage de répondants connaissant la technologie d'IRF (Q34 ≥ 3) qui ont déjà pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à cette technologie (Q35 ≥ 3) (n=466)

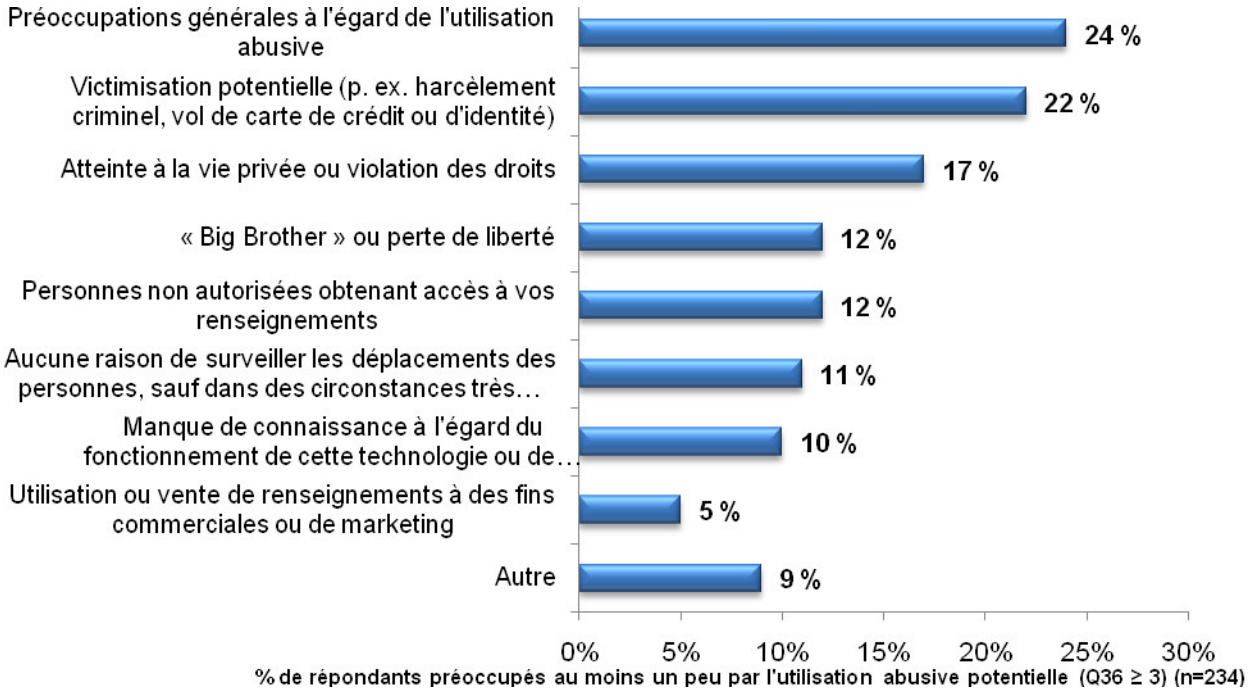
Question 36 : De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements sur les mouvements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF?

Les répondants qui ont eu une expérience d'atteinte à la vie privée ou de divulgation frauduleuse de renseignements personnels (78 et 80 % par rapport à 67 %), ceux résidant en région rurale ou éloignée (80 % par rapport à 68 à 74 %), ceux vivant dans une maison jumelée, en rangée ou de ville ou une maison transformée (85 % par rapport à 70 à 73 %) et les répondants autochtones (81 % par rapport à 72 à 76 %) ont exprimé un niveau de préoccupation plus élevé quant à l'utilisation abusive des renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF.

Préoccupations liées à l'utilisation abusive potentielle des renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF

Nous avons demandé aux répondants qui étaient préoccupés par l'utilisation abusive potentielle des renseignements recueillis à l'aide de la technologie d'IRF (c.-à-d. ceux qui ont répondu 4 ou plus à la question 36) de s'expliquer. Les réponses à la question ouverte étaient généralement similaires aux préoccupations exprimées par les répondants concernant les technologies de repérage. Les préoccupations les plus courantes étaient la victimisation potentielle (22 %) et l'atteinte à la vie privée (17 %).

Figure 4.12 – Préoccupations non précisées liées à l'utilisation abusive potentielle des renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF
(Question ouverte et à choix multiples)



Question 37 : Vous avez mentionné que vous êtes préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements sur les mouvements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquer pourquoi vous êtes préoccupé(e).

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :* les répondants âgés de moins de 25 ans étaient les moins susceptibles de mentionner la victimisation potentielle (15 % par rapport à 20 à 29 % des répondants âgés de 25 ans ou plus) ou l'atteinte à la vie privée (6 % par rapport à 13 à 23 %) comme motif de préoccupation et étaient plus nombreux à indiquer un manque de connaissance ou de confiance envers la sécurité des dispositifs d'IRF (35 % par rapport à 3 à 12 %).

- *Région :* les répondants du Québec étaient plus susceptibles que ceux des autres régions de mentionner la victimisation potentielle (32 % par rapport à 18 à 23 %) et « Big Brother » (23 % par rapport à 4 à 14 %).

- *Origine ethnique :* les répondants d'origine française ou autochtone avaient davantage tendance à mentionner « Big Brother » (19 et 22 % par rapport à 4 à 10 % des autres répondants).

4.3 Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada

La présente section explore la mesure dans laquelle les répondants estiment qu'il est important que le gouvernement fédéral réglemente la collecte et le partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes. Nous avons d'abord demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer la collecte et le partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes. Ceux qui ont affirmé qu'il est du moins quelque peu important que le gouvernement du Canada réglemente cela (c.-à-d. ceux qui ont répondu 3 ou plus à cette question) ont ensuite évalué l'importance de réglementer plusieurs aspects de la collecte et du partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes.

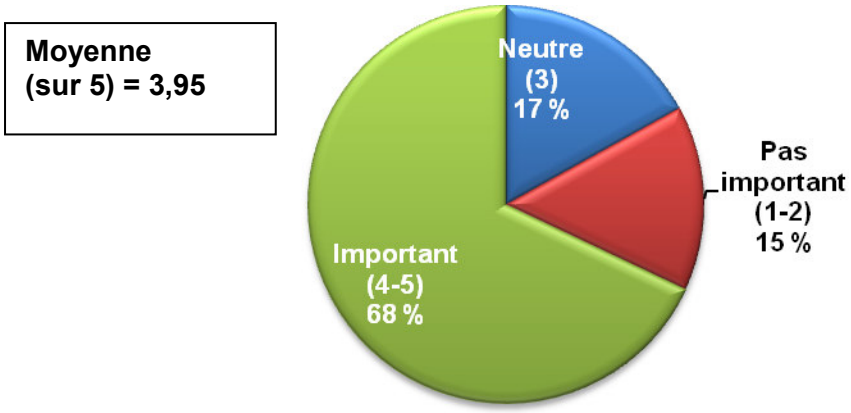
Une majorité de répondants (68 %) ont indiqué qu'il est important que le gouvernement du Canada réglemente la collecte et le partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes. Ceux qui estimaient qu'il était important de les réglementer avaient généralement un revenu annuel de ménage élevé, étaient préoccupés par la protection des renseignements personnels en général, avaient un niveau de scolarité élevé, vivaient dans une maison unifamiliale, une maison jumelée, en rangées ou de ville ou une maison transformée et travaillaient pour une organisation (c.-à-d. pas des travailleurs autonomes).

Les répondants qui jugeaient important que le gouvernement du Canada réglemente la collecte et le partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes ont également évalué l'importance de réglementer des aspects précis. Tous les aspects présentés étaient considérés comme importants sur le plan de la réglementation. Les restrictions concernant les parties avec lesquelles les renseignements peuvent être partagés, la réglementation sur la nécessité d'obtenir le consentement des personnes avant de recueillir les renseignements qui les concernent et les restrictions qui limitent l'utilisation secondaire des renseignements étaient considérées comme les plus importantes. Les répondants qui ont accordé le plus d'importance à ces aspects étaient les personnes âgées, celles au foyer, les femmes, les répondants dont le revenu annuel du ménage est élevé, ceux ayant un niveau de scolarité élevé, les personnes préoccupées par la protection des renseignements personnels en général, les travailleurs autonomes et les répondants travaillant pour un gouvernement ou un organisme sans but lucratif.

Importance globale d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour la collecte et le partage des renseignements concernant les mouvements en temps réel des personnes

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer la mesure dans laquelle ils estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer la collecte et le partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes. Les répondants ont grandement appuyé une réglementation par le gouvernement du Canada : plus des deux tiers (68 %) ont indiqué que cela est important, et seulement 15 % n'y ont pas accordé d'importance particulière.

Figure 4.13 – Importance globale d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour la collecte et le partage de renseignements relatifs aux mouvements en temps réel des personnes



Pourcentages de répondants (n=2 072)

Question 38 : Dans quelle mesure est-ce important que le gouvernement du Canada réglemente la collecte et le partage des renseignements relatifs aux mouvements en temps réel des personnes?

Les répondants *les moins susceptibles de considérer comme importante une réglementation par le gouvernement du Canada concernant la collecte et le partage de renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes* incluent :

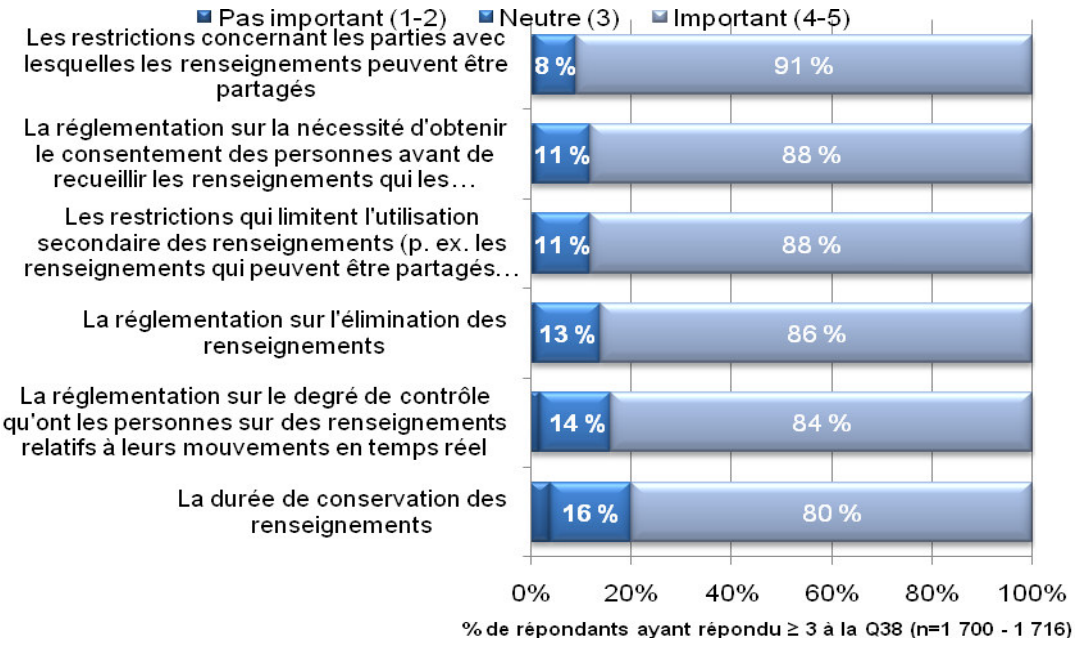
- les répondants dont le revenu annuel du ménage est de moins de 30 000 $ (60 % par rapport à 71 à 73 % des répondants dont le revenu annuel du ménage est de 30 000 $ ou plus);
- les répondants ayant fait des études secondaires (57 % par rapport à 72 à 75 % des répondants ayant fait des études collégiales ou universitaires ou supérieures); et
- les répondants vivant en appartement ou en condominium (62 % par rapport à 68 à 74 % des personnes vivant dans un autre type de résidence).

Les répondants aux enquêtes en ligne et téléphonique ont appuyé de façon similaire une réglementation par le gouvernement du Canada à cet égard.

Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour des aspects précis de la collecte et du partage de renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes

Nous avons demandé aux répondants qui ont accordé une certaine importance à une réglementation par le gouvernement du Canada pour la collecte et le partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes (c.-à-d. ceux qui ont répondu 3 ou plus à la question 38) d'indiquer la mesure dans laquelle ils estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer six aspects précis. Parmi ces répondants, la majorité a accordé une importance à tous les aspects. Les restrictions concernant les parties avec lesquelles des renseignements peuvent être partagés (91 %), la réglementation sur la nécessité d'obtenir le consentement des personnes avant de recueillir les renseignements qui les concernent (88 %) et les restrictions qui limitent l'utilisation secondaire des renseignements (88 %) étaient considérées comme les aspects les plus importants. Une importance a aussi été accordée à la réglementation sur l'élimination des renseignements (86 %), à la réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur leurs renseignements (84 %) et à la réglementation sur la durée de conservation des renseignements (80 %).

Figure 4.14 – Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour des aspects précis de la collecte et du partage de renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes



Question 39 : Dans quelle mesure est-ce important que le gouvernement du Canada réglemente chacun des aspects suivants de la collecte et du partage des renseignements relatifs aux mouvements en temps réel des personnes?

Les répondants les plus susceptibles *d'accorder plus d'importance à la réglementation des six aspects* incluent :

- les répondants âgés de 45 ans et plus (par rapport aux répondants âgés de moins de 45 ans);
- les retraités (par rapport aux répondants menant une autre activité principale, particulièrement les étudiants);
- les répondants dont le revenu annuel du ménage est de 30 000 $ ou plus (par rapport à ceux dont le revenu annuel du ménage est de moins de 30 000 $);
- les répondants ayant fait des études collégiales, universitaires ou supérieures (par rapport à ceux qui ont fait des études secondaires);
- les répondants travaillant pour un gouvernement ou un organisme sans but lucratif ainsi que les travailleurs autonomes (par rapport à ceux qui travaillent pour d'autres types d'organismes);
- les propriétaires (par rapport aux locataires); et
- les femmes, qui étaient plus nombreuses que les hommes à considérer tous les aspects comme très importants (c.-à-d. réponse de 5 sur 5) au chapitre de la réglementation.

Proportion estimée des répondants appuyant chaque aspect de la réglementation

Seuls les 85 % des répondants qui ont indiqué qu'il était au moins quelque peu important que le gouvernement du Canada réglemente la collecte et le partage de renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes ont évalué les énoncés de la figure 4.14. Ces proportions

exagèrent donc le pourcentage de « tous » les répondants qui ont considéré tous les aspects comme importants. Par conséquent, nous avons multiplié la proportion de répondants qui ont considéré tous les aspects comme importants par la proportion de répondants à qui chaque énoncé a été présenté (c.-à-d. 85 %) pour obtenir une estimation de l'importance de tous les aspects pour l'ensemble des répondants (figure 4.15).

Ainsi, l'importance relative de chaque aspect ne change pas, mais brosse un portrait plus exact de l'appui général. Nous constatons que 75 % ou plus seraient susceptibles d'appuyer les restrictions concernant les parties avec lesquelles les renseignements peuvent être partagés, les restrictions qui limitent l'utilisation secondaire des renseignements et la réglementation sur la nécessité d'obtenir le consentement des personnes avant de recueillir les renseignements qui les concernent.

Figure 4.15 – Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour les aspects précis de la collecte et du partage de renseignements sur les déplacements en temps réel des personnes
(Pourcentage estimé des répondants)

	% des répondants
Les restrictions concernant les parties avec lesquelles les renseignements peuvent être partagés	77 %
Les restrictions qui limitent l'utilisation secondaire des renseignements (p. ex. les renseignements qui peuvent être partagés uniquement à certaines fins)	75 %
La réglementation sur la nécessité d'obtenir le consentement des personnes avant de recueillir les renseignements qui les concernent	75 %
La réglementation sur l'élimination des renseignements	73 %
La réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les renseignements relatifs à leurs mouvements en temps réel	71 %
La durée de conservation des renseignements	68 %

5.0 Opinions concernant les outils de cartographie en ligne

5.1 Connaissance et utilisation des outils de cartographie en ligne

La présente section explore la connaissance des répondants et leur utilisation des outils de cartographie en ligne, notamment les cartes traditionnelles, les images satellitaires et les images de la rue. Nous avons demandé aux répondants d'indiquer les types d'outils de cartographie qu'ils connaissent, ceux qu'ils connaissent mais n'ont jamais utilisés, ceux qu'ils ont utilisé un peu et ceux dont ils se servent souvent (voir la figure 5.1).

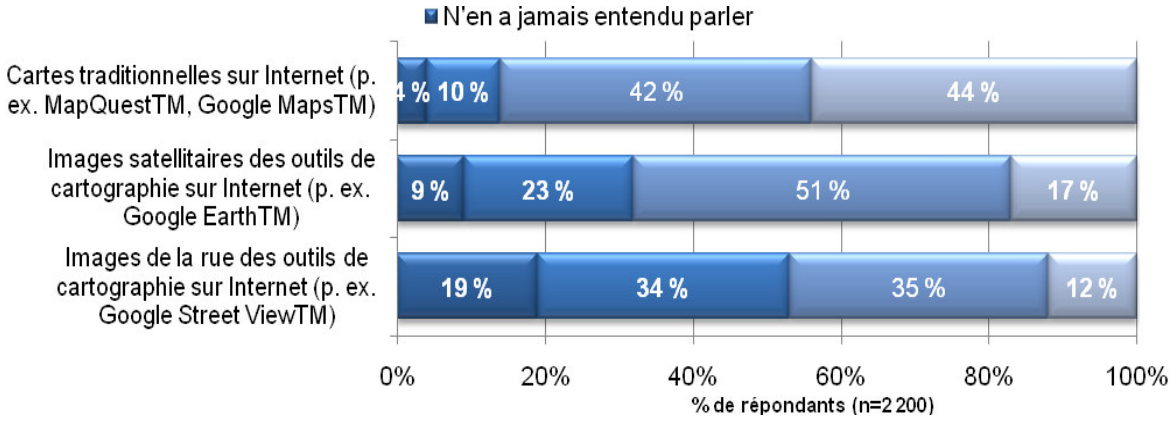
Une grande majorité de répondants (86 %) ont déjà utilisé les cartes traditionnelles sur Internet, et seulement 4 % ont mentionné qu'ils n'ont jamais entendu parler de cet outil. Un nombre moins élevé de répondants, bien que plus des deux tiers (68 %), ont déjà utilisé des images satellitaires, mais la majorité (51 %) d'entre eux s'en sont très peu servi. Un peu moins du quart (23 %) des répondants ont déjà entendu parler des images satellitaires, mais ne s'en sont jamais servi, et 9 % n'ont jamais entendu parler de cet outil. Enfin, moins de la moitié des répondants (47 %) ont utilisé les images de la rue des outils de cartographie sur Internet, tandis que le tiers (34 %) en a entendu parler, mais ne les a jamais utilisées, et 19 % n'en sont pas au courant[4].

En ce qui concerne les cartes traditionnelles sur Internet, les répondants qui les utilisaient le plus étaient jeunes, résidaient en Ontario ou dans l'Ouest, étaient issus d'un ménage dont le revenu annuel était élevé, avaient un niveau de scolarité élevé, étaient aux études, occupaient un emploi ou cherchaient du travail. Les utilisateurs d'images satellitaires des outils de cartographie sur Internet avaient un profil similaire.

Par contre, les utilisateurs des images de la rue des outils de cartographie en ligne affichent un profil quelque peu différent. En général, ces utilisateurs sont des hommes âgés résidant à l'extérieur du Québec, ne sont pas d'origine française ou autochtone et sont à la retraite.

[4] Google StreetView a été lancé dans 12 villes canadiennes le 6 octobre 2009 et a suscité une attention médiatique considérable. La majorité des travaux sur le terrain ont été effectués avant cette date. Les résultats auraient peut-être été différents si la recherche avait été menée après la date de lancement.

Figure 5.1 – Connaissance et utilisation des outils de cartographie en ligne



Question 40 : Pour chacun de ces outils de cartographie en ligne, veuillez indiquer si vous en avez entendu parler, si vous en avez entendu parler, mais ne l'avez jamais utilisé, si vous l'avez utilisé quelques fois ou si vous l'avez utilisé souvent.

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :*
  - Cartes traditionnelles – les répondants âgés de moins de 35 ans étaient les plus nombreux à utiliser souvent les cartes traditionnelles sur Internet (59 à 62 % par rapport à 40 à 46 % des répondants âgés de 35 à 54 ans et à 29 et 30 % des répondants âgés de 55 ans et plus).
  - Images satellitaires – en ce qui concerne les images satellitaires des outils de cartographie en ligne, les répondants âgés de 65 ans et plus étaient plus nombreux à en avoir entendu parler mais à ne les avoir jamais utilisées (33 % par rapport à 16 à 24 % des répondants âgés de moins de 65 ans). Les répondants âgés de moins de 25 ans avaient davantage tendance à avoir utilisé quelques fois ou souvent les images satellitaires (79 % par rapport à 65 à 73 % des répondants âgés de 25 à 64 ans et à 56 % des répondants âgés de 65 ans et plus).
  - Images de la rue – les répondants âgés de 55 ans et plus étaient considérablement plus nombreux à avoir utilisé quelques fois ou souvent les images de la rue des outils de cartographie en ligne (51 à 54 % par rapport à 42 à 47 % des répondants âgés de moins de 55 ans).

- *Région :* les répondants de l'Ontario et de l'Ouest étaient plus susceptibles que les autres d'utiliser souvent les cartes traditionnelles en ligne (45 et 50 % par rapport à 33 à 39 %) et les images satellitaires (69 et 74 % par rapport à 62 à 66 %). Les répondants du Québec étaient plus nombreux que les autres à n'avoir jamais entendu parler des images de la rue (31 % par rapport à 12 à 21 %).

- *Pays d'origine :* les répondants nés à l'étranger étaient plus susceptibles d'avoir utilisé les images de la rue des outils de cartographie sur Internet (60 % par rapport à 46 %), tandis que les personnes nées au Canada étaient plus nombreuses à n'en avoir jamais entendu parler (20 % par rapport à 7 %).

- *Revenu du ménage :* les répondants dont le revenu annuel du ménage était de 80 000 $ ou plus avaient davantage tendance à utiliser souvent les cartes traditionnelles en ligne (60 %), suivis de ceux dont le revenu annuel du ménage était de 50 000 $ à 79 999 $ (49 % par rapport à 38 % des répondants dont le revenu annuel du ménage était de moins de 50 000 $). Les répondants dont le

revenu annuel du ménage était de 50 000 $ ou plus étaient plus susceptibles que les autres d'avoir utilisé souvent les images satellitaires des outils de cartographie en ligne (20 à 23 % par rapport à 13 et 14 % des répondants dont le revenu annuel du ménage était de moins de 50 000 $).

- *Lieu de résidence :* les répondants résidant dans un centre urbain de plus de 100 000 habitants étaient plus susceptibles d'utiliser souvent les cartes traditionnelles en ligne (52 %), suivis de ceux résidant en région rurale ou éloignée ou dans un centre urbain de 5 000 à 100 000 habitants (38 et 43 % par rapport à 29 % des répondants vivant dans une municipalité).

Les répondants à l'enquête en ligne étaient un peu plus nombreux que les répondants à l'enquête téléphonique à avoir utilisé les cartes traditionnelles des outils de cartographie en ligne (86 % par rapport à 76 %, même si la proportion de répondants utilisant « souvent » ces outils était de 44 % dans les deux types d'enquête). La proportion de répondants ayant utilisé les images satellitaires et les images de la rue était semblable dans les deux types d'enquête.

5.2 Niveau d'aise à l'égard du fait que la résidence soit identifiée sur Internet

La présente section explore le niveau d'aise des répondants à l'égard du fait que leur résidence soit identifiée sur Internet de diverses façons. Nous leur avons d'abord demandé d'indiquer leur niveau d'aise à l'égard du fait que leur résidence soit identifiée sur des sites de cartographie en ligne comme un point sur une carte, une image prise d'un satellite ou une photo aérienne ou une image au niveau de la rue. Nous leur avons aussi demandé d'indiquer leur niveau d'aise à l'égard d'images de l'extérieur de leur résidence affichées sur Internet avec des gens à l'extérieur qui peuvent être identifiés ou qui sont visibles, mais ne peuvent pas être identifiés. Pour chaque type d'identification, un échantillon aléatoire de répondants qui n'étaient pas à l'aise avec le fait que leur maison soit identifiée de cette façon ont dû expliquer pourquoi ils n'étaient pas à l'aise. Enfin, ils ont indiqué le niveau de détails avec lequel ils seraient à l'aise pour les images satellitaires et les photos aériennes et la fréquence à laquelle les images satellitaires et de la rue de leur maison pourraient être mises à jour en ligne.

Niveau d'aise à l'égard du fait que des images de la résidence des répondants soient affichées sur Internet : le niveau d'aise varie grandement selon le type d'identification. Une légère majorité de répondants étaient à l'aise à l'égard du fait que leur résidence soit identifiée comme un point sur une carte ou une image prise d'un satellite ou une photo aérienne. Par contre, la majorité des répondants n'étaient pas à l'aise à l'égard du fait que leur résidence soit identifiée au niveau de la rue ou que des images montrent l'extérieur de leur maison, avec des gens à l'extérieur, qu'ils puissent être identifiés ou non. Les répondants qui ont utilisé les outils de cartographie en question étaient plus nombreux à être à l'aise avec le fait que leur résidence puisse être identifiée par de tels moyens. Il est intéressant de mentionner que les répondants qui ont déjà utilisé les images satellitaires ou les images de la rue des outils de cartographie en ligne étaient plus à l'aise que les autres à l'idée qu'il soit affiché des images de l'extérieur de leur résidence, avec des gens à l'extérieur qui sont visibles, mais qui ne peuvent pas être identifiés. Cependant, ils étaient moins à l'aise que ceux qui n'ont jamais entendu parler de ces outils ou qui ne les ont jamais utilisés à l'égard d'images sur lesquelles les personnes peuvent être identifiées.

Le niveau d'aise à l'égard du fait que la résidence d'une personne soit identifiée sur Internet de quelque façon que ce soit a tendance à diminuer avec l'âge, et les hommes étaient plus à l'aise que les femmes. Sans surprise, les répondants qui ne sont ni propriétaires ni locataires (p. ex. ceux qui résident avec leurs parents) étaient plus à l'aise à l'égard de tous les types d'identification que les propriétaires et les locataires.

Raisons du malaise : parmi les répondants qui ont expliqué pourquoi ils n'étaient pas à l'aise avec le fait que leur résidence soit identifiée comme un point sur une carte en ligne, l'atteinte à la vie privée, la sécurité personnelle et la victimisation et le fait qu'il n'y a aucune raison que cette information soit disponible étaient les raisons les plus fréquemment données. Les raisons du malaise à l'égard des images satellitaires ou des photographies aériennes étaient assez semblables, mais la proportion de l'atteinte à la vie privée était légèrement plus élevée. En ce qui a trait aux images de la rue, la sécurité personnelle et la victimisation et le risque d'être repéré par des personnes indésirables étaient les raisons du malaise les plus courantes. Les répondants étaient également plus susceptibles de mentionner l'absence de consentement ou de contrôle sur les images comme raison du malaise à l'égard des images de la rue qu'à l'égard des images satellitaires ou des points sur une carte.

Pour ce qui est des images de l'extérieur de la résidence, les raisons des répondants pour ne pas être à l'aise avec de telles images, avec des gens à l'extérieur qui sont identifiables ou qui sont visibles, mais qui ne peuvent pas être identifiés, étaient plutôt semblables pour les deux types d'image. Dans les deux cas, l'atteinte à la vie privée était la raison la plus mentionnée. En ce qui a trait aux images sur

lesquelles les gens à l'extérieur peuvent être identifiés, les autres raisons les plus mentionnées étaient la sécurité personnelle et le fait qu'il n'y a aucune raison ni avantage d'afficher cette information. Concernant les images sur lesquelles les personnes à l'extérieur sont visibles, mais ne peuvent être identifiées, la deuxième raison du malaise la plus mentionnée était le fait qu'il est tout de même possible d'identifier les personnes à l'aide d'autres détails.

Détails, fréquence et niveau d'aise : de façon générale, les répondants étaient à l'aise à l'égard d'images de leur résidence affichées sur Internet, si elles ne sont pas très détaillées (c.-à-d. seulement si l'on peut voir le profil général de la résidence ou de la propriété) et qu'elles ne sont pas mises à jour trop fréquemment. Cependant, un nombre considérable de répondants ne sont pas à l'aise à l'égard de toute image de leur résidence affichée sur Internet, particulièrement en ce qui concerne les images de la rue. Les répondants les moins à l'aise à l'égard de toute image incluent ceux qui n'ont jamais utilisé les images satellitaires des outils de cartographie en ligne, ceux qui sont âgés de 45 ans et plus, les personnes vivant seules, les femmes, les répondants dont le revenu annuel du ménage est de moins de 80 000 $ et ceux qui ont seulement fait des études secondaires.

Pour ce qui est des images satellitaires et des images de la rue, la plupart des répondants étaient à l'aise avec l'idée que les images soient mises à jour une fois par année ou moins fréquemment. Très peu de répondants (moins de 10 %) étaient à l'aise à l'égard des mises à jour en temps réel. Ceux qui avaient davantage tendance à être à l'aise à l'égard du fait que les images soient mises à jour chaque jour ou chaque mois étaient jeunes, n'étaient pas préoccupés par la protection des renseignements personnels en général et étudiaient. Les répondants travaillant pour un organisme gouvernemental étaient plus susceptibles que les autres d'être à l'aise avec les mises à jour en temps réel.

5.2.1 Niveau d'aise avec le fait que la résidence puisse être identifiée à l'aide d'outils de cartographie en ligne

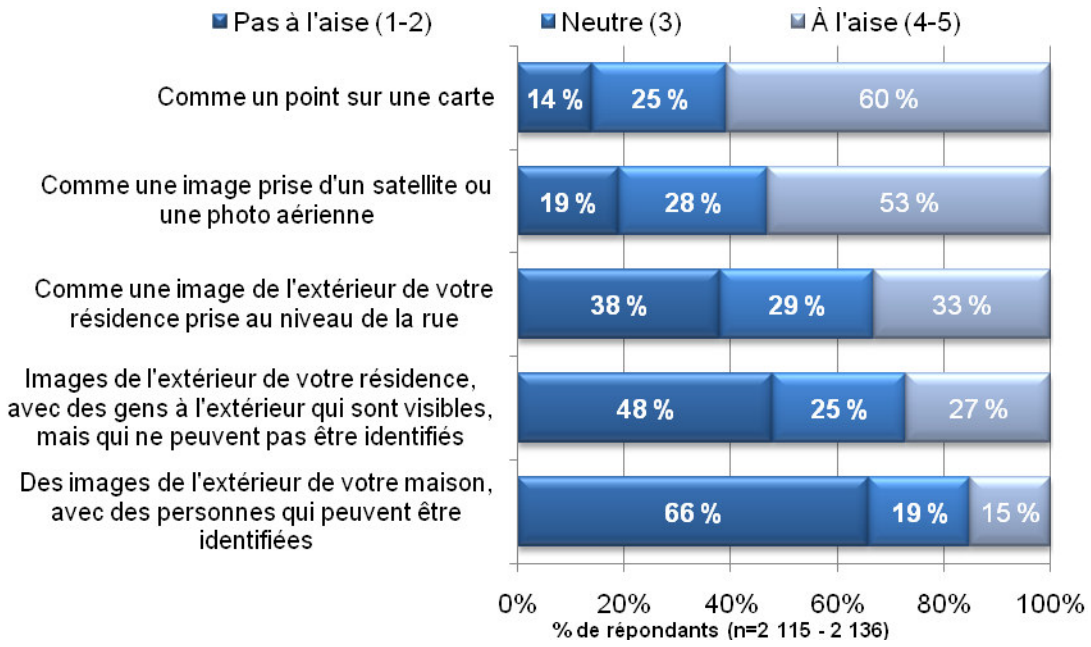
Niveau d'aise avec le fait que la résidence puisse être identifiée à l'aide d'outils de cartographie en ligne

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer la mesure dans laquelle ils sont à l'aise avec le fait que leur résidence soit identifiée sur Internet de diverses façons. Les résultats ci-dessous montrent que le niveau d'aise diffère grandement selon la façon dont la résidence est identifiée.

- Une légère majorité (60 %) de répondants étaient à l'aise à l'idée que leur maison soit identifiée comme un point sur une carte.
- Une très légère majorité (53 %) de répondants étaient à l'aise avec le fait que leur résidence soit identifiée comme une image prise d'un satellite ou une photo aérienne.
- Seulement le tiers (33 %) des répondants étaient à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée sur une image de la rue et près des deux cinquièmes (38 %) n'étaient pas à l'aise à l'égard du fait que leur résidence soit identifiée de cette façon.
- Un peu plus du quart (27 %) d'entre eux étaient à l'aise à l'idée que des images de l'extérieur de leur résidence avec des gens à l'extérieur qui sont visibles, mais qui ne peuvent pas être identifiés, soient affichées sur Internet tandis que près de la moitié (48 %) ne l'était pas.
- Une majorité de répondants (66 %) n'étaient pas à l'aise à l'idée que des images de l'extérieur de leur résidence, avec des gens à l'extérieur qui sont visibles et identifiables, soient affichées sur Internet, et seulement 15 % étaient à l'aise à cet égard.

Le niveau d'aise à l'égard de tous les types d'identification a tendance à diminuer avec l'âge, tandis que le niveau de malaise augmentait avec l'âge. De plus, les répondants nés à l'étranger étaient plus à l'aise que les personnes nées au Canada à l'égard du fait que leur résidence soit identifiée sur Internet de quelque façon que ce soit, et les hommes étaient plus à l'aise que les femmes.

Figure 5.2 – Niveau d'aise à l'égard du fait que la résidence puisse être identifiée à l'aide d'outils de cartographie en ligne



Moyenne (sur 5)
3,71
3,49
2,89
2,64
2,07

Question 41 : De façon générale, quel est votre niveau de confort avec le fait que votre résidence puisse être identifiée des façons suivantes sur des sites facilement accessibles sur Internet?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants les plus susceptibles d'être à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée *comme un point sur une carte* incluent :
  - les répondants qui ont déjà utilisé des cartes traditionnelles en ligne (65 % par rapport à 31 à 33 % des répondants qui n'en ont jamais utilisé);
  - les répondants résidant dans un centre urbain dont la population compte plus de 100 000 habitants (65 % par rapport à 55 à 58 % des répondants vivant dans des zones moins peuplées); et
  - les répondants ayant fait des études collégiales, universitaires ou supérieures (64 et 65 % par rapport à 49 % des répondants ayant seulement fait des études secondaires).

- Les répondants les plus susceptibles d'être à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée *comme une image de l'extérieur de leur résidence prise au niveau de la rue* incluent :
  - les répondants qui ont déjà utilisé les images satellitaires des outils de cartographie en ligne (63 % par rapport à 31 à 33 % de ceux qui en ont jamais utilisé); et
  - les répondants ayant fait des études collégiales, universitaires ou supérieures (56 et 57 % par rapport à 43 % de ceux qui ont seulement fait des études secondaires).

- Les répondants les plus susceptibles d'être à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée *sur une image de la rue montrant l'extérieur de leur résidence* incluent :
  - les répondants qui ont déjà utilisé les images de la rue des outils de cartographie en ligne (43 % par rapport à 22 à 24 % de ceux qui n'en ont jamais utilisé).

Raisons du malaise à l'idée que la résidence soit identifiée à l'aide des outils de cartographie en ligne

Nous avons demandé aux répondants qui n'étaient pas à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée sur Internet (c.-à-d. ceux qui ont répondu moins de 3 à tous les énoncés de la question 41 – voir la figure 5.2) d'expliquer pourquoi ils ressentaient un malaise à cet égard pour au plus deux modes d'identification qui les rendaient mal à l'aise. Les répondants devaient s'expliquer pour au plus deux modes d'identification avec lesquels ils n'étaient pas à l'aise.

La figure 5.3 présente les raisons des répondants pour lesquelles ils ne sont pas à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée à l'aide des outils de cartographie en ligne. Parmi les répondants qui ont expliqué pourquoi ils étaient mal à l'aise à l'idée que leur maison soit identifiée comme un « point sur une carte », l'atteinte à la vie privée (33 %), la sécurité personnelle et la victimisation (27 %) et le fait qu'il n'y a aucune raison pour que cette information soit accessible (22 %) étaient les motifs les plus courants. Les raisons du malaise quant aux « images prises d'un satellite ou aux photos aériennes » étaient largement semblables, mais une proportion légèrement plus élevée de répondants ont mentionné l'atteinte à la vie privée (39 %). Pour ce qui est des images de la rue, la sécurité personnelle et la victimisation (31 %) et le risque d'être repéré par des personnes indésirables (30 %) étaient les motifs de malaise les plus courants. Les répondants étaient également plus susceptibles de mentionner l'absence de consentement ou de contrôle sur les images pour les images de la rue que pour les images satellitaires ou les points sur une carte (10 % par rapport à 2 et 4 %).

Figure 5.3 – Raisons pour ne pas être à l'aise à l'idée que leur résidence puisse être identifiée à l'aide des outils de cartographie en ligne
(Question ouverte et à choix multiples)

	Point sur une carte (n=202)	Image satellitaire (n=280)	Image de la rue (n=421)
Atteinte à la vie privée	**33 %**	**39 %**	27 %
Préoccupation à l'égard de la sécurité personnelle ou du fait que vous-même ou votre résidence puissiez être ciblés en vue d'un crime (p. ex. cambriolage, harcèlement criminel, agression sexuelle)	27 %	23 %	**31 %**
Rien ne justifie le fait que cette information soit divulguée au public ou aucun avantage	22 %	20 %	3 %
Malaise à l'égard du fait que des gens puissent vous épier ou voir votre propriété de façon aussi précise	14 %	14 %	5 %
Risque d'être repéré par des personnes indésirables (p. ex. élèves repérant leur enseignant, protection des témoins)	9 %	7 %	**30 %**
Malaise à l'égard du fait que vous et votre famille puissiez être identifiés dans Internet de quelque façon que ce soit	5 %	3 %	6 %
Préoccupation à l'égard de l'utilisation abusive par le gouvernement ou les organismes d'application de la loi ou « Big Brother »	3 %	3 %	1 %
Absence de consentement et de contrôle sur l'information et les images	2 %	4 %	**10 %**
Préoccupation à l'égard de la protection des enfants	2 %	1 %	8 %
Malaise ou préoccupation à l'égard de l'utilisation abusive en général	2 %	6 %	2 %
Préjudice potentiel contre des personnes ou des invités ou violation potentielle de la liberté d'association	-	-	8 %
Autre	3 %	3 %	3 %

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

Point sur une carte

- *Type d'habitation :* les répondants vivant dans un appartement ou un condominium étaient moins susceptibles que ceux résidant dans une maison (unifamiliale ou autre) de mentionner l'atteinte à la vie privée (14 % par rapport à 36 à 46 %) et plus nombreux à mentionner la sécurité personnelle (43 % par rapport à 15 à 25 %).

- *Origine ethnique :* les répondants d'origine française, européenne ou autochtone avaient davantage tendance à mentionner que rien ne justifie le fait que cette information soit accessible (31 à 40 % par rapport à 13 à 18 %).

Images prises d'un satellite ou photos aériennes

- *Âge :* les répondants âgés de 65 ans et plus étaient moins susceptibles de mentionner l'atteinte à la vie privée (18 % par rapport à 39 à 52 % des répondants moins âgés) ou la sécurité personnelle (13 % par rapport à 26 à 36 %). Les répondants âgés de moins de 25 ans étaient plus nombreux à mentionner un malaise à l'égard du fait que des gens puissent les épier ou voir leur propriété (40 % par rapport à 3 à16 % des répondants âgés de 35 ans et plus).

- *Région :* les répondants de l'Ontario étaient plus susceptibles que ceux des autres régions de mentionner le risque d'être repéré par des personnes indésirables (13 % par rapport à 0 à 3 %).

- *Lieu de résidence :* les répondants résidant dans une municipalité ou un centre urbain comptant moins de 100 000 habitants étaient plus susceptibles que les personnes vivant en région rurale éloignée ou dans un centre urbain de plus de 100 000 habitants de mentionner la sécurité personnelle (31 et 33 % par rapport à 9 et 20 %).

- *Origine ethnique :* les répondants d'origine française ou européenne étaient plus nombreux à mentionner l'atteinte à la vie privée (53 et 58 % par rapport à 23 à 42 %).

Images de la rue

- *Âge :* les répondants âgés de moins de 25 ans étaient les moins nombreux à mentionner l'atteinte à la vie privée (7 %), tandis que les répondants âgés de 35 ans et plus étaient les plus susceptibles de le faire (34 à 41 % par rapport à 26 % des répondants âgés de 25 à 34 ans).

- *Revenu du ménage :* les répondants dont le revenu annuel du ménage était faible (moins de 30 000 $) ou élevé (plus de 80 000 $) étaient plus susceptibles que les personnes dont le revenu du ménage se situait entre 30 000 $ et 80 000 $ de mentionner la sécurité personnelle (40 et 42 % par rapport à 16 à 27 %). Les répondants dont le revenu annuel du ménage était de plus de 80 000 $ étaient moins nombreux à indiquer un malaise à l'égard du fait qu'eux-mêmes ou leur famille puissent être identifiés sur Internet de quelque façon que ce soit (1 % par rapport à 8 à 15 %) et plus susceptibles de mentionner l'absence de consentement ou de contrôle sur les images (12 % par rapport à 1 à 5 %).

- *Composition du ménage :* les couples avec enfants étaient plus nombreux que ceux issus d'un autre type de ménage à mentionner l'absence de consentement ou de contrôle sur les images (14 % par rapport à 2 à 8 %).

Raisons du malaise à l'égard d'images de la résidence avec des personnes visibles affichées sur Internet

La figure 5.4 présente les motifs des répondants pour ne pas être à l'aise avec les images de l'extérieur de leur résidence avec des gens qui peuvent être identifiés et les images avec des gens qui sont visibles, mais qui ne peuvent pas être identifiés. Les raisons du malaise des répondants étaient assez semblables pour les deux types d'image. Dans chaque cas, l'atteinte à la vie privée était la raison la plus courante (32 % et 31 %, respectivement).

En ce qui concerne les images sur lesquelles les personnes peuvent être identifiées, les raisons les plus fréquemment mentionnées étaient la sécurité personnelle (18 %) et le fait que rien ne justifie que cette information soit accessible (17 %). Les répondants étaient aussi plus susceptibles de mentionner qu'ils étaient à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée, mais pas les personnes (16 %). En ce qui a trait aux images sur lesquelles les personnes sont visibles, mais pas identifiables, la deuxième raison la plus fréquente était le malaise à l'égard du fait que, si les personnes sont visibles, il y a toujours moyen de les identifier à l'aide d'autres détails (27 %). Ce motif était suivi par le fait que rien ne justifie que cette information soit accessible (18 %) et la sécurité personnelle (15 %).

Figure 5.4 – Raisons du malaise à l'égard des images de la résidence avec des personnes visibles affichées sur Internet
(Question ouverte et à choix multiples)

	Personnes pouvant être identifiées (n=582)	Personnes ne pouvant pas être identifiées (n=465)
Atteinte à la vie privée	32 %	31 %
Préoccupation à l'égard de la sécurité personnelle ou du fait que vous-même ou votre résidence puissiez être ciblés en vue d'un crime (p. ex. cambriolage, harcèlement criminel, agression sexuelle)	18 %	15 %
Rien ne justifie le fait que cette information soit divulguée au public ou aucun avantage	17 %	18 %
A l'aise à l'idée que la résidence soit identifiée, mais pas les personnes	**16 %**	2 %
Absence de consentement et de contrôle sur l'information et les images	**11 %**	4 %
Malaise à l'égard du fait que des gens puissent vous épier ou voir votre propriété de façon aussi précise	10 %	8 %
Malaise à l'égard du fait que vous et votre famille puissiez être identifiés dans Internet de quelque façon que ce soit	8 %	5 %
Malaise ou préoccupation à l'égard de l'utilisation abusive en général	8 %	6 %
Préoccupation à l'égard de la protection des enfants	7 %	5 %
Préjudice potentiel contre des personnes ou des invités ou violation potentielle de la liberté d'association	6 %	3 %
Risque d'être repéré par des personnes indésirables (p. ex. élèves repérant leur enseignant, protection des témoins)	4 %	1 %
Préoccupation à l'égard de l'utilisation abusive par le gouvernement ou les organismes d'application de la loi ou « Big Brother »	3 %	2 %
Malaise à l'égard du fait que des images de personnes puissent être affichées en général – elles pourront toujours être identifiées à l'aide d'autres détails	-	**27 %**
Autre	2 %	3 %

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse sont soulignées ci-dessous.

En ce qui concerne les images de l'extérieur de la résidence, *avec des gens à l'extérieur qui peuvent être identifiés* :

- *Âge :* les répondants âgés de 55 à 64 ans étaient plus nombreux à mentionner l'atteinte à la vie privée (48 % par rapport à 25 à 34 %).

- *Région :* les répondants du Québec et des Prairies et du Nord étaient plus susceptibles d'être à l'aise à l'idée que la résidence soit identifiée, mais pas les personnes (23 et 31 % par rapport à 8 à 14 %).

- *Lieu de résidence :* les répondants résidant dans un centre urbain comptant entre 5 000 et 100 000 habitants étaient plus nombreux à mentionner l'atteinte à la vie privée (42 % par rapport à 27 à 30 %).

- *Origine ethnique :* les répondants autochtones et « autres » (p. ex. origine asiatique, arabe) étaient plus susceptibles de mentionner l'atteinte à la vie privée (42 et 51 % par rapport à 28 à 31 %) et de ressentir un malaise à l'égard du fait que des gens puissent les épier ou voir leur propriété de façon aussi précise (18 et 25 % par rapport à 5 à 9 %).

En ce qui concerne les images de l'extérieur de la propriété *avec des gens qui sont visibles mais qui ne peuvent pas être identifiés* :

- Les répondants les plus susceptibles de mentionner *l'atteinte à la vie privée* incluent :
  - les répondants âgés de 55 à 64 ans (41 % par rapport à 22 à 34 % des autres répondants);
  - les répondants du Québec et de l'Ouest (37 et 41 % par rapport à 23 à 28 % des répondants des autres régions);
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est de 80 000 $ ou moins (31 à 37 % par rapport à 21 % des répondants dont le revenu annuel du ménage est plus élevé); et
  - les répondants ayant seulement fait des études secondaires (50 % par rapport à 15 à 26 % des répondants ayant fait des études supérieures).

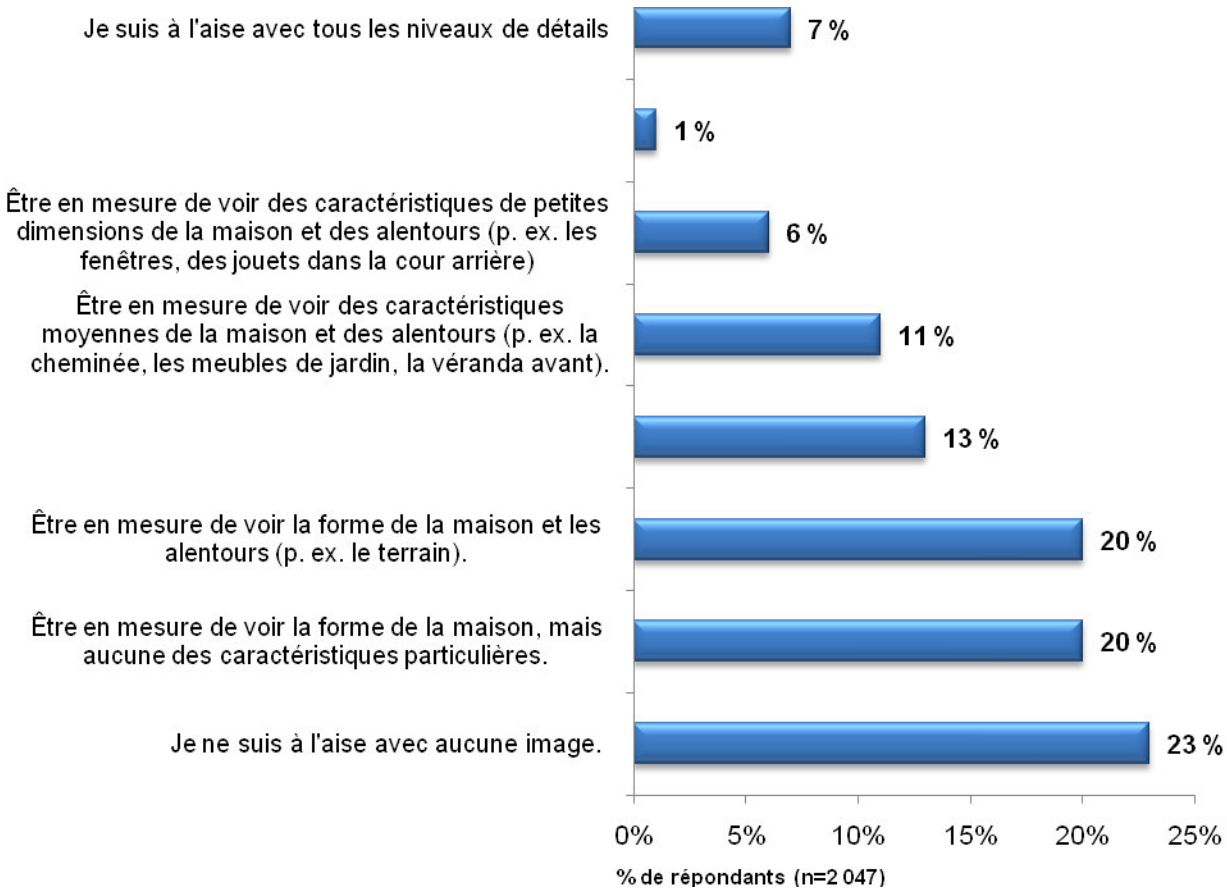
- Les répondants les plus susceptibles de mentionner un *malaise à l'égard du fait que les personnes visibles peuvent tout de même être identifiées à l'aide d'autres détails* incluent :
  - les répondants dans les centres urbains (population de plus de 5 000 habitants) (25 à 34 % par rapport à 16 à 19 % des répondants résidant dans d'autres lieux);
  - les répondants vivant dans un appartement ou un condominium (44 % par rapport à 20 à 28 % de ceux résidant dans un autre type d'habitation);
  - les répondants vivant avec plusieurs personnes (61 % par rapport à 14 à 33 % des répondants issus d'un autre type de ménage);
  - les répondants qui ne sont pas les parents ou les tuteurs d'enfants (36 % par rapport à 12 à 20 % des répondants qui sont des parents ou des tuteurs); et
  - les locataires (39 % par rapport à 19 % des propriétaires).

5.2.3 Niveaux de détails acceptables et fréquence des mises à jour

Niveau de détails le plus acceptable pour les images satellitaires et les photos aériennes des résidences affichées sur Internet

Nous avons demandé aux répondants de réfléchir aux images prises d'un satellite ou aux photos aériennes de leur résidence et de préciser le niveau de détails avec lequel ils seraient à l'aise pour les images présentées sur Internet (voir la figure 5.5). La majorité (63 %) n'était pas à l'aise avec tout niveau de détails allant au-delà de la forme de la résidence et du terrain. Près du quart (23 %) d'entre eux ont indiqué qu'ils ne seraient pas à l'aise avec toute image satellitaire ou photo aérienne affichée sur Internet. Un cinquième des répondants seraient à l'aise s'ils étaient en mesure de voir la forme de la maison, mais aucune des caractéristiques particulières, et un autre cinquième des répondants serait à l'aise d'être en mesure de voir la forme de la maison et les alentours (p. ex. le terrain). Seulement 14 % des répondants ont indiqué qu'ils seraient à l'aise avec un niveau élevé de détails (p. ex. être en mesure de voir des caractéristiques de petites dimensions ou détaillées ou tous les niveaux de détails).

Figure 5.5 – Niveau de détails le plus acceptable pour les images satellitaires et les photos aériennes de la résidence présentées sur Internet



Question 47 : Pensez aux images de votre résidence qui ont été prises du haut des airs (p. ex. par satellite ou d'un avion). Laquelle de ces descriptions se rapproche le plus du niveau de détails avec lequel vous seriez à l'aise pour les images présentées sur Internet? (**Remarque :** Si vous habitez dans un immeuble à logements, imaginez comment vous vous sentiriez SI vous habitiez dans une maison).

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse sont soulignées ci-dessous.

- *Connaissance des outils de cartographie en ligne :* les répondants qui n'avaient jamais entendu parler des images satellitaires des outils de cartographie en ligne ou qui ne les avaient jamais utilisées étaient plus susceptibles d'indiquer qu'ils ne seraient pas à l'aise avec toute image satellitaire ou photo aérienne de leur résidence affichée sur Internet (40 et 45 % par rapport à 16 % de ceux qui ont déjà utilisé ces outils). Ceux qui ont déjà utilisé les images satellitaires des outils de cartographie en ligne étaient plus à l'aise à l'idée d'être en mesure de voir des caractéristiques de dimensions grandes et moyennes de leur maison et des alentours (29 % par rapport à 6 à 13 %) ou un niveau de détails élevé (16 % par rapport à 6 à 11 %).

- *Âge :* le niveau de détails considéré comme acceptable a tendance à diminuer avec l'âge. Les répondants âgés de 45 ans et plus étaient plus nombreux à indiquer qu'ils ne seraient pas à l'aise avec tout type d'image (25 à 34 % par rapport à 12 à 20 % des répondants âgés de moins

de 45 ans). Les répondants âgés de moins de 25 ans étaient plus susceptibles que les répondants âgés de 25 ans et plus à être à l'aise avec des niveaux élevés de détails (26 % par rapport à 8 à 13 %).

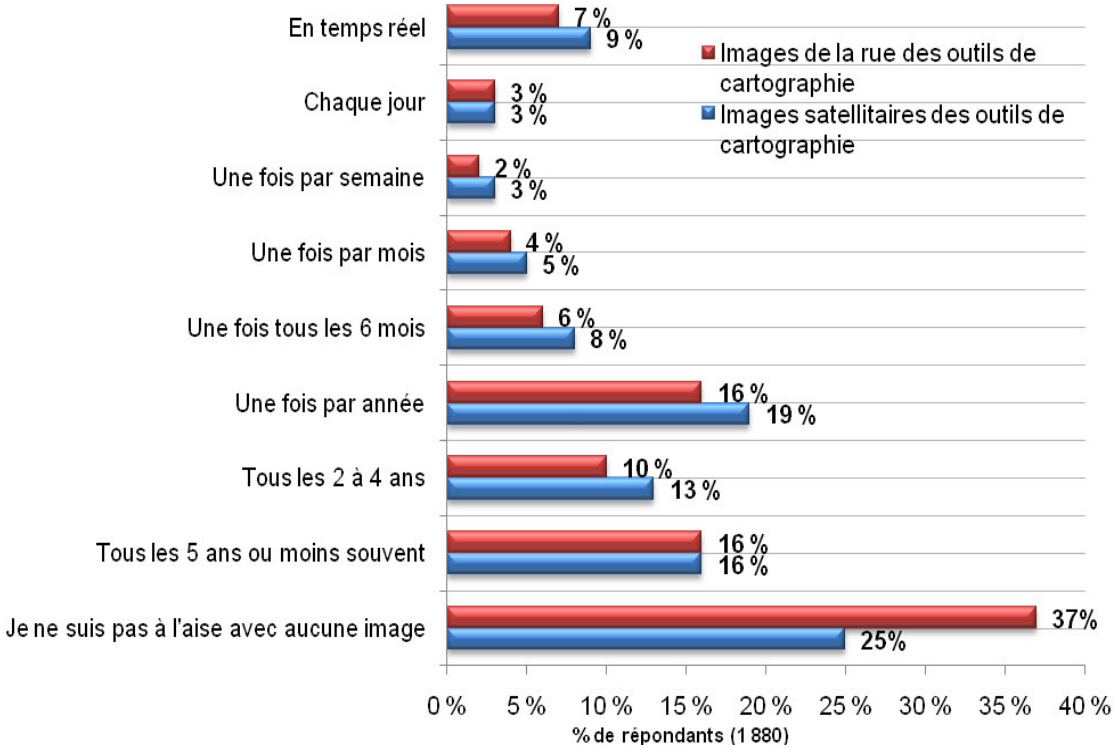
- *Composition du ménage :* les répondants vivant seuls étaient plus susceptibles de ne pas être à l'aise avec tout type d'image (32 % par rapport à 16 à 23 %). Les parents seuls avec enfants étaient plus nombreux à indiquer qu'ils seraient à l'aise à l'idée de pouvoir observer la forme de leur maison (54 % par rapport à 35 à 42 %). Les répondants vivant avec plusieurs personnes et les adultes vivant avec leurs parents ou d'autres membres de leur famille ou s'occupant d'eux étaient plus susceptibles d'indiquer qu'ils seraient à l'aise avec des niveaux élevés de détails (20 et 22 % par rapport à 10 à 15 %).

- *Sexe :* les femmes étaient plus nombreuses à indiquer qu'elles seraient mal à l'aise avec tout type d'image (28 % par rapport à 18 % des hommes) auxquels seraient à l'aise à l'idée de voir seulement la forme de leur maison (45 % par rapport à 34 %). Les hommes étaient plus nombreux à être à l'aise avec un niveau de détails très élevé (21 % par rapport à 6 %).

Fréquence maximale acceptable de la mise à jour des images de la résidence sur Internet

Nous avons aussi demandé aux répondants d'indiquer ce qu'ils considéreraient comme la fréquence maximale acceptable (c.-à-d. la fréquence maximale avec laquelle ils seraient à l'aise) de la mise à jour des images satellitaires et des images de la rue des résidences privées des outils de cartographie en ligne (voir la figure 5.6). Une plus grande proportion de répondants n'était pas à l'aise avec toute image de la rue (37 %) qu'avec toute image satellitaire (25 %). Quant aux images satellitaires, 80 % n'étaient pas à l'aise à l'égard de mises à jour effectuées plus souvent qu'aux six mois. Pour ce qui est des images de la rue, 78 % des répondants n'étaient pas à l'aise avec des mises à jour effectuées plus souvent qu'une fois par année. Mentionnons au lecteur que les intervalles de fréquence ont été créés aux fins de la recherche et ne reflètent pas la situation actuelle.

Figure 5.6 –Fréquence maximale acceptable de la mise à jour des images de la résidence des outils de cartographie en ligne



Question 48: Pensez à la fréquence à laquelle les images de votre maison (p. ex. les images satellitaires des outils de cartographie, les images au niveau de la rue des outils de cartographie, etc.) pourraient être mises à jour sur Internet. Quelle est la fréquence maximale avec laquelle vous seriez à l'aise?

Images satellitaires des outils de cartographie en ligne

- Les répondants les plus susceptibles *de n'être à l'aise avec aucune image* incluent :
  - ceux qui n'ont jamais utilisé les images satellitaires des outils de cartographie en ligne;
  - ceux qui sont âgés de 45 ans et plus;
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est de moins de 30 000 $;
  - ceux qui ont seulement fait des études secondaires;
  - les personnes vivant seule;
  - les répondants nés au Canada; et
  - les femmes.

- Les répondants les plus susceptibles d'être à l'aise avec des mises à jour *une fois tous les six mois ou une fois par année* incluent :
  - les répondants qui ont déjà utilisé les images satellitaires des outils de cartographie en ligne (31 % par rapport à 17 à 19 % des répondants qui ne les ont jamais utilisé); et
  - les répondants vivant dans un centre urbain ou en région rurale ou éloignée (24 et 30 % par rapport à 18 % des répondants résidant dans une municipalité).

- Les répondants les plus susceptibles d'être à l'aise avec des *mises à jour quotidiennes ou mensuelles* incluent :
  - les répondants âgés de moins de 35 ans (18 et 19 % par rapport à 6 à 8 % des répondants âgés de 35 ans et plus); et
  - les étudiants (18 % par rapport à 5 à 12 % des répondants menant une autre activité principale).

- Les répondants travaillant pour un organisme gouvernemental sont plus susceptibles d'être à l'aise avec des mises à jour en temps réel (16 % par rapport à 2 à 10 %).

Images de la rue des outils de cartographie en ligne

- Les répondants les plus susceptibles de *n'être à l'aise avec aucune image* incluent :
  - ceux qui n'ont jamais utilisé les images de la rue des outils de cartographie en ligne;
  - ceux qui sont âgés de 45 ans et plus;
  - les répondants dont le revenu annuel du ménage est de moins de 80 000 $;
  - ceux qui ont seulement fait des études secondaires;
  - les personnes vivant seules;
  - les répondants atteints d'une invalidité de longue durée;
  - les répondants nés au Canada; et
  - les femmes.

- *Âge :* les répondants âgés de 25 ans et plus étaient plus nombreux à être à l'aise avec des mises à jour annuelles (16 à 18 % par rapport à 7 %) et moins susceptibles d'être à l'aise avec des mises à jour quotidiennes à mensuelles (4 à 11 % par rapport à 17 %).

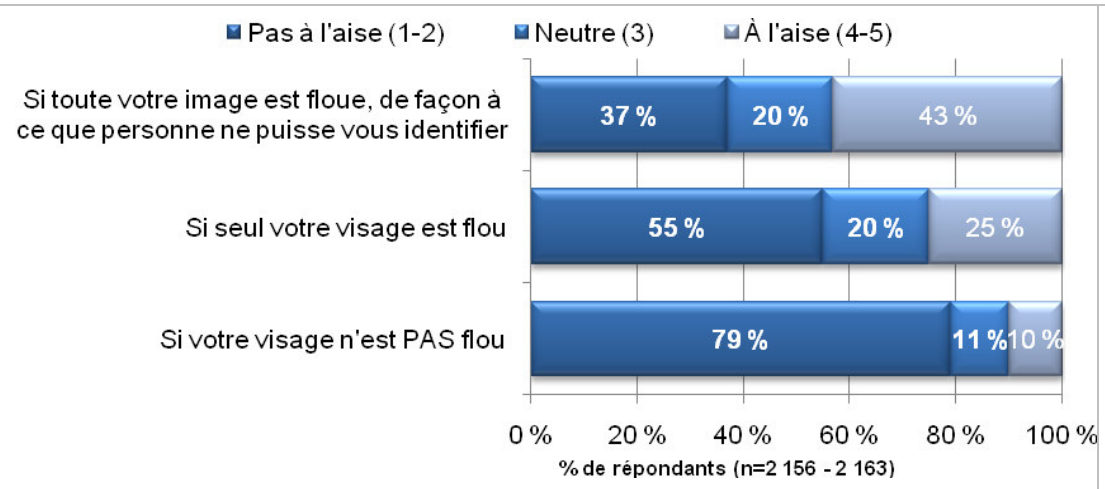
- *Composition du ménage :* les parents seuls avec enfants et les adultes vivant avec leurs parents ou d'autres membres de leur famille ou s'occupant d'eux étaient plus à l'aise avec des mises à jour tous les cinq ans ou moins fréquentes (20 et 26 % par rapport à 12 à 15 %).

- *Type d'organisme :* les répondants travaillant pour un organisme gouvernemental étaient plus susceptibles d'être à l'aise avec les mises à jour en temps réel (13 % par rapport à 1 à 9 %).

5.3 Niveau d'aise à l'égard d'images de soi prises dans des lieux publics

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils sont à l'aise de voir des images d'eux-mêmes prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans leur consentement, selon diverses mesures de précaution prises pour cacher leur identité (voir la figure 5.7). La majorité des répondants n'étaient pas à l'aise de voir des images d'eux-mêmes prises dans des lieux publics et affichées sans leur consentement, peu importent les mesures prises pour cacher leur identité. Les répondants étaient plus à l'aise avec les images d'eux-mêmes prises dans des lieux publics sans leur consentement si toute leur image était floue (43 %). Seulement le quart des répondants étaient à l'aise si seul leur visage était flou (25 %) et 10 % si leur visage n'était pas flou.

Figure 5.7 - Niveau d'aise à l'égard d'images de vous-même prises dans des lieux publics et affichées sur internet sans votre consentement



Moyenne (sur 5)
3,04
2,43
1,68

Question 46 : De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de voir des images de vous-même prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans votre consentement si…?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variables clés d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- *Âge :* peu importe la mesure dans laquelle des mesures sont prises pour cacher l'identité des personnes, le niveau d'aise à l'égard d'images de soi prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans consentement diminue avec l'âge, et le malaise augmente. Les répondants âgés de moins de 25 ans étaient considérablement plus à l'aise à l'idée que leur image soit affichée sans leur consentement, tandis que les répondants âgés de 55 ans et plus étaient beaucoup moins à l'aise à cet égard.

- *Composition du ménage :* les personnes vivant seules, les parents seuls avec enfants et les couples avec ou sans enfants étaient considérablement moins à l'aise dans tous les cas que les répondants vivant avec plusieurs personnes et les adultes vivant avec leurs parents ou d'autres membres de leur famille ou s'occupant d'eux.

- *Sexe* : les femmes étaient constamment moins à l'aise que les hommes à l'égard d'images d'elles-mêmes affichées sur Internet sans leur consentement.

- *Origine ethnique :* les répondants d'origine britannique, française ou européenne étaient plus susceptibles que les répondants autochtones et ceux de la catégorie « AUTRE » d'être à l'aise avec des images d'eux-mêmes prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans leur consentement, si toute leur image est floue, de façon à ce que personne ne puisse les identifier (46 à 51 % par rapport à 35 et 40 %).

Aucune différence importante entre les répondants à l'enquête en ligne et les répondants à l'enquête téléphonique n'a été observée.

5.4 Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada

La présente section explore une réglementation potentielle du gouvernement du Canada concernant les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne. Nous avons d'abord demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne. Ceux qui ont affirmé qu'il est du moins quelque peu important que le gouvernement du Canada réglemente cela (c.-à-d. ceux qui ont répondu 3 ou plus à cette question) ont ensuite évalué l'importance de réglementer des aspects précis liés aux images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne. Ceux-ci devaient ensuite expliquer pourquoi ils estiment qu'une réglementation est importante ou non pour au plus deux aspects potentiels de réglementation.

Les trois quarts des répondants jugeaient « important » ou « très important » que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne. Seulement 10 % des répondants ont clairement indiqué que cela n'est pas important.

Les répondants qui considéraient comme important que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne ont aussi évalué des aspects précis de réglementation potentielle. Dans tous les cas, la majorité des répondants ont indiqué que les aspects étaient « importants » ou « très importants ». Parmi les répondants qui ont répondu à cette question, 80 % estimaient que les aspects ci-dessous étaient importants ou très importants :

- réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur lesquelles des personnes sont bien visibles;
- lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée (aspect le plus important);
- restrictions quant au niveau de détails des images;
- réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leurs résidences privées; et
- réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet.

Les restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images arrivent au dernier rang; 69 % des répondants estimaient qu'il est important de réglementer cet aspect.

Comme nous l'avons déjà mentionné, nous avons demandé aux répondants d'indiquer pourquoi ils estimaient qu'une réglementation pour un aspect donné serait importante ou non. Les motifs des répondants quant à l'importance de la réglementation étaient largement semblables d'un type de réglementation à l'autre. Dans presque tous les cas, la protection des renseignements personnels et la protection des personnes contre le crime étaient les préoccupations les plus courantes. Parmi les autres préoccupations, mentionnons le fait que les mises à jour fréquentes ne sont pas nécessaires et que les personnes devraient avoir le contrôle sur leur information et leurs images.

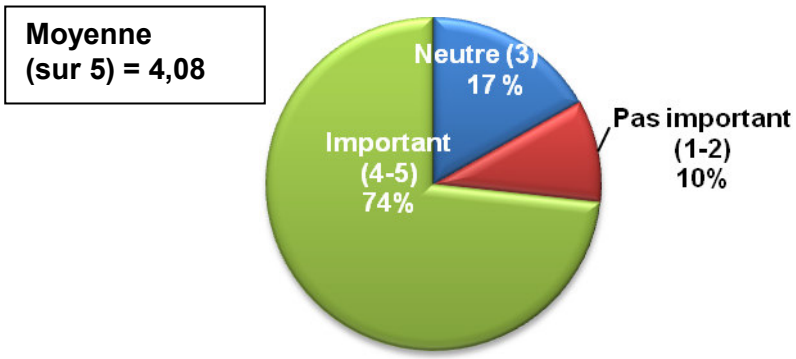
Compte tenu de la grande importance accordée à tous les types de réglementation, dans la plupart des cas, le nombre de répondants n'ayant accordé aucune importance à cela était insuffisant pour générer et présenter des résultats. Les restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images étaient la seule catégorie pour laquelle le nombre de réponses était suffisant. Dans ce cas, les motifs les plus courants étaient le fait qu'il n'est pas nécessaire d'imposer de telles restrictions, qu'il n'est pas important de le faire si d'autres aspects sont réglementés et que les images ne servent à rien si elles sont désuètes ou inexactes.

5.4.1 Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada

Importance globale d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer la mesure dans laquelle ils estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne (voir la figure 5.8). Près des trois quarts (74 %) des répondants ont mentionné que cela est important ou très important, et seulement 10 % n'y ont pas accordé d'importance particulière.

Figure 5.8 – Importance globale d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne



Pourcentage de répondants (n=2 100)

Question 49 : Selon vous, dans quelle mesure est-ce important ou non que le gouvernement du Canada règlemente les images de résidences privées qui apparaissent sur outils de cartographie en ligne.

Mentionnons que les répondants travaillant pour un organisme gouvernemental ou un établissement scolaire ou d'enseignement supérieur étaient un peu plus susceptibles que ceux travaillant pour un autre type d'organisme de considérer comme importante une réglementation par le gouvernement du Canada (78 ou 82 % par rapport à 69 à73 %).

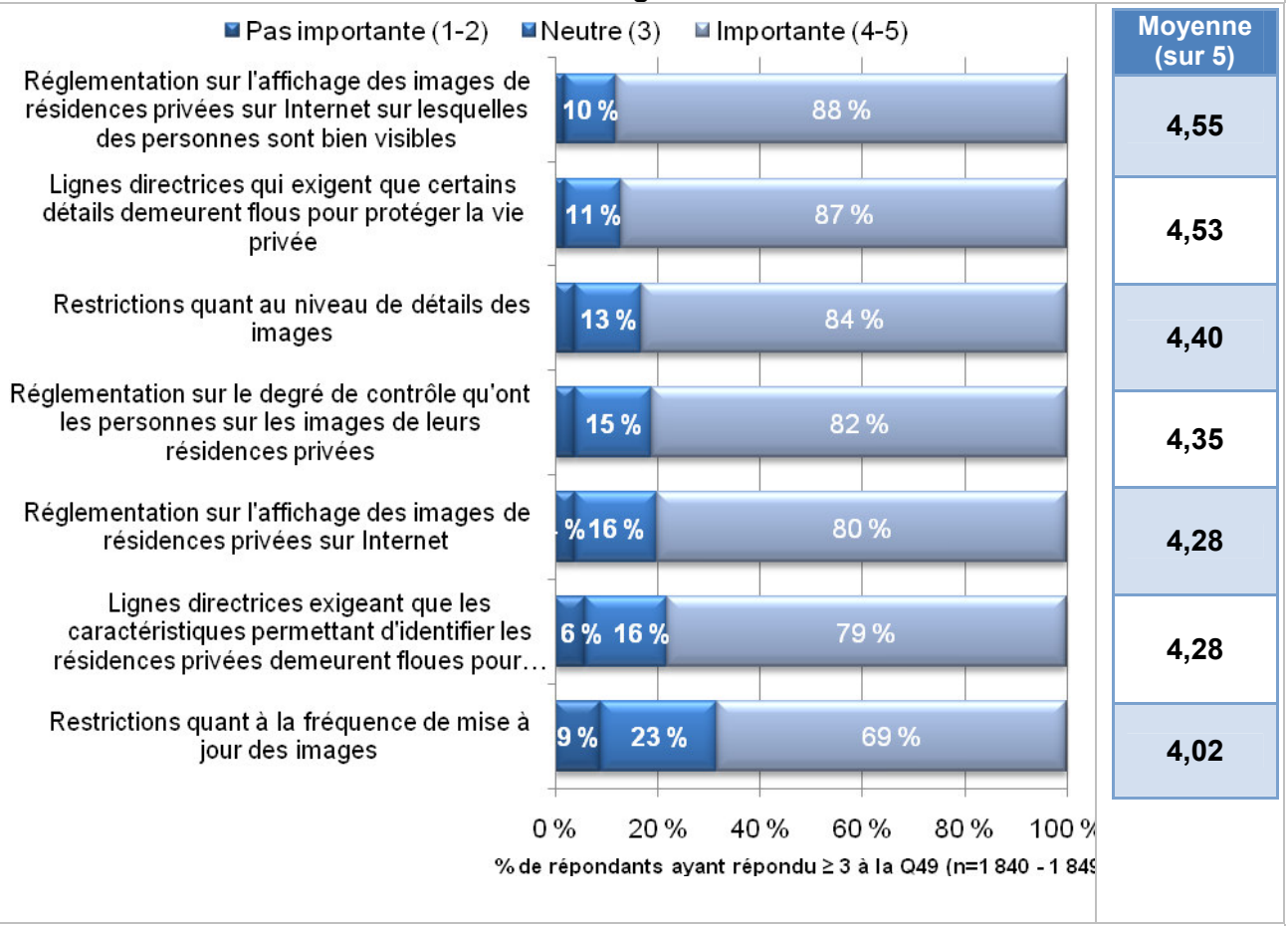
Il est important de souligner que les répondants à l'enquête en ligne étaient considérablement plus nombreux que les répondants à l'enquête téléphonique à considérer comme important que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne (74 % par rapport à 51 %). Cependant, les répondants à l'enquête en ligne ont répondu à plusieurs questions à ce sujet qui n'ont pas été posées aux répondants à l'enquête téléphonique. Cela est attribuable au fait qu'il n'était pas possible de présenter certains aspects par téléphone et à l'importance de réduire au minimum le fardeau du répondant. Ces questions traitaient entre autre du niveau d'aise à l'égard du fait qu'une résidence soit identifiée en ligne sur un site accessible au public, du niveau de détails le plus acceptable pour les images satellitaires de résidences affichées sur Internet et de la fréquence maximale acceptable de mise à jour des images satellitaires et des images de la rue sur des sites de cartographie en ligne. Les répondants à l'enquête en ligne ont eu l'occasion de réfléchir d'avantage aux problèmes liés aux images de résidences affichées sur les sites de cartographie en ligne. La différence entre l'enquête en ligne et l'enquête téléphonique pourrait être

en partie attribuable au fait que des répondants étaient plus préoccupés parce qu'ils étaient mieux informés.

Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour des aspects précis liés aux images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne

Nous avons demandé aux répondants qui ont indiqué qu'il était quelque peu important pour le gouvernement du Canada de réglementer les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne (c.-à-d. ceux qui ont répondu au moins 3 à la question 49, soit 91 % des répondants) de préciser la mesure dans laquelle ils estiment qu'il est important que le gouvernement du Canada réglemente des aspects précis. Ces répondants ont accordé le plus d'importance à la réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur lesquelles des personnes sont bien visibles (88 %) et aux lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée (p.ex. visage des gens dans la rue, plaques d'immatriculation, numéros des maisons, etc.)(87 %). Une plus petite proportion de répondants, bien qu'une majorité (69 %), jugeaient que les restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images étaient importantes.

Figure 5.9 - Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour des aspects précis liés aux images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne



Question 50 : Dans quelle mesure est-ce important ou non que le gouvernement du Canada réglemente chacun de ces aspects concernant la présentation d'images de résidences privées sur Internet?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse, sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants les plus susceptibles de considérer comme importantes les lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée incluent :
  - les répondants âgés de 45 ans et plus (90 à 93 % par rapport à 80 à 85 % des répondants âgés de moins de 45 ans).

- Les répondants les plus susceptibles de considérer comme importantes les *restrictions quant au niveau de détails des images* incluent :
  - les répondants âgés de 45 ans et plus (87 à 89 % par rapport à 78 à 81 % des répondants âgés de moins de 45 ans).

- Les répondants les plus susceptibles de considérer comme importante la *réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leurs résidences privées* incluent :
  - les répondants âgés de 45 ans et plus (84 à 87 % par rapport à 75 à 81 % des répondants âgés de moins de 45 ans); et
  - les femmes (88 % par rapport à 75 % des hommes).

- Les répondants les plus susceptibles de considérer comme importante *la réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet* incluent :
  - les répondants de l'Ontario (84 % par rapport à 73 à 80 % des répondants résidant dans une autre région); et
  - les répondants vivant dans une municipalité ou un centre urbain (80 à 86 % par rapport à 74 % des répondants vivant en région rurale ou éloignée).

- Les répondants les plus susceptibles de considérer comme importantes les *lignes directrices exigeant que les caractéristiques permettant d'identifier les résidences privées demeurent floues pour protéger la vie privée* incluent :
  - les femmes (86 % par rapport à 71% des hommes); et
  - les propriétaires (84 % par rapport à 74 % des locataires).

- Les répondants les plus susceptibles de considérer comme importantes les *restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images* incluent :
  - les répondants âgés de 45 ans et plus (71 à 77 % par rapport à 60 à 66 % des répondants âgés de moins de 45 ans);
  - les femmes (76 % par rapport à 61 % des hommes); et
  - les répondants de l'Ontario (75 % par rapport à 62 à 67 % des répondants vivant dans les autres régions).

Proportion estimée des répondants appuyant chaque aspect de la réglementation

Seuls les 91 % des répondants qui ont indiqué qu'il est au moins quelque peu important que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne ont évalué les énoncés de la figure 5.9. Ces proportions exagèrent donc le pourcentage de tous les répondants qui ont considéré tous les aspects comme importants. Par conséquent, nous avons multiplié la proportion de répondants qui ont considéré tous les aspects comme importants par la proportion de répondants à qui chaque énoncé a été présenté (c.-à-d. 91 %) pour obtenir une estimation de l'importance de tous les aspects pour l'ensemble des répondants (figure 5.10).

Ainsi, l'importance relative de chaque aspect ne change pas, mais brosse un portrait plus exact de l'appui général. Nous constatons que 75 % ou plus seraient susceptibles d'appuyer la réglementation

sur l'affichage des images de résidences privées sur lesquelles des personnes sont bien visibles, les lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée (c.-à-d. visage des gens dans la rue, plaques d'immatriculation, numéros des maisons, etc.), les restrictions quant au niveau de détails des images et la réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leurs résidences privées.

Figure 5.10 – Importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada pour les aspects précis des images de résidence privées affichées sur Internet (Pourcentage estimé des répondants)

	% des répondants
Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet sur lesquelles des personnes sont bien visibles	80 %
Lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée	79 %
Restrictions quant au niveau de détails des images	76 %
Réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leur résidence privée	75 %
Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet	73 %
Lignes directrices qui exigent que les caractéristiques permettant d'identifier les résidences privées demeurent floues pour protéger la vie privée	72 %
Restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images	63 %

5.4.2 Raisons de l'importance ou de la non-importance d'une réglementation par le gouvernement du Canada

Afin de mieux comprendre les motivations des répondants pour vouloir ou ne pas vouloir que le gouvernement du Canada réglemente des aspects précis des images de résidences privées affichées sur Internet, les répondants qui n'ont accordé aucune importance particulière à la réglementation (c.-à-d. ceux qui ont répondu 1 ou 2 à un des énoncés de la question 49) ou qui la jugeaient importante (c.-à-d. ceux qui ont répondu 4 ou 5 à un des énoncés de la question 49) ont dû expliquer leur opinion. Afin de réduire au minimum le fardeau, nous leur avons demandé de formuler des commentaires sur au plus deux aspects de réglementation.

En fait, le nombre de répondants estimant qu'une réglementation n'était pas importante était insuffisant pour générer et présenter des résultats (c.-à-d. au moins 30 répondants).

Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet sur lesquelles des personnes sont bien visibles

Parmi les répondants qui ont dû expliquer pourquoi ils considéraient comme importante une réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet sur lesquelles des personnes sont bien visibles, la protection des renseignements personnels (44 %) était le motif le plus courant, suivi de la protection contre le crime (19 %) et du contrôle des personnes sur leurs renseignements personnels (17 %).

Figure 5.11 – Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet sur lesquelles des personnes sont bien visibles
(Question ouverte et à choix multiples)

Raison de l'importance	% (n=343)
Protection des renseignements personnels	44 %
Protection contre le crime et sécurité des personnes	19 %
Contrôle des personnes sur les renseignements et les images qui leur appartiennent	17 %
Protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement	16 %
Utilisation de l'information à des fins légitimes seulement (p. ex. SMU, acheteurs de maison potentiels)	11 %
Aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images	11 %
Autre	5 %

Lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée

Parmi les répondants qui ont expliqué pourquoi ils considéraient comme importantes les lignes directrices qui exigent que certains détails (p. ex. visages, plaques d'immatriculation) demeurent flous pour protéger la vie privée, la protection des renseignements personnels (49 %) était considérée comme la raison la plus importante, suivie de la protection des personnes contre le crime (22 %) et la protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement (16 %).

Figure 5.12 – Lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée
(Question ouverte et à choix multiples)

Raison de l'importance	% (n=338)
Protection des renseignements personnels	49 %
Protection contre le crime et sécurité des personnes	22 %
Protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement	16 %
Utilisation de l'information à des fins légitimes seulement (p. ex. SMU, acheteurs de maison potentiels)	8 %
Aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images	8 %
Fait que le gouvernement fédéral est ou devrait être le plus compétent pour le faire	7 %
Autre	7 %

Restrictions quant au niveau de détails des images

Parmi les répondants qui considéraient comme importantes les restrictions quant au niveau de détails des images, la protection des renseignements personnels (36 %), la protection contre le crime (24 %) et le fait que le gouvernement du Canada est ou devrait être le plus compétent pour le faire (21 %) étaient les raisons les plus courantes.

Figure 5.13 – Restrictions quant au niveau de détails des images (Question ouverte et à choix multiples)

Raison de l'importance	% (n=325)
Protection des renseignements personnels	36 %
Protection contre le crime et sécurité des personnes	24 %
Fait que le gouvernement fédéral est ou devrait être le plus compétent pour le faire	21 %
Protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement	14 %
Restrictions pour empêcher que les images soient trop détaillées ou que trop de renseignements ne soient divulgués en ligne	14 %
Utilisation de l'information à des fins légitimes seulement (p. ex. SMU, acheteurs de maison potentiels)	11 %
Fait que l'on ne peut pas se fier aux entreprises privées pour se réglementer elles-mêmes ou se préoccuper de la vie privée des gens	4 %
Contrôle des personnes sur les renseignements et les images qui leur appartiennent	3 %
Aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images	3 %
Autre	7 %

Réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leurs résidences privées

Les répondants qui considéraient comme importante une réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leurs résidences privées, la protection des renseignements personnels (44 %) et le contrôle des personnes sur leurs renseignements (37 %) étaient les raisons les plus courantes.

Figure 5.14 – Réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leurs résidences (Question ouverte et à choix multiples)

Raison de l'importance	% (n=325)
Protection des renseignements personnels	44 %
Contrôle des personnes sur les renseignements et les images qui leur appartiennent	37 %
Utilisation de l'information à des fins légitimes seulement (p. ex. SMU, acheteurs de maison potentiels)	9 %
Protection contre le crime et sécurité des personnes	7 %
Fait que le gouvernement fédéral est ou devrait être le plus compétent pour le faire	6 %
Protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement	5 %
Restrictions pour empêcher que les images soient trop détaillées ou que trop de renseignements ne soient divulgués en ligne	4 %
Fait que l'on ne peut pas se fier aux entreprises privées pour se réglementer elles-mêmes ou se préoccuper de la vie privée des gens	3 %
Aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images	3 %
Réglementation pour que les personnes puissent s'assurer de l'exactitude dans leurs renseignements	1 %
Autre	10 %

Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet

Parmi les répondants qui ont considéré comme importante la réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet, la protection des renseignements personnels (45 %) était la raison la plus mentionnée, suivie de la protection contre le crime (21 %) et l'information utilisée seulement à des fins légitimes (17 %).

Figure 5.15 – Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet (Question ouverte et à choix multiples)

Raison de l'importance	% (n=295)
Protection des renseignements personnels	45 %
Protection contre le crime et sécurité des personnes	21 %
Utilisation de l'information à des fins légitimes seulement (p. ex. SMU, acheteurs de maison potentiels)	17 %
Fait que le gouvernement fédéral est ou devrait être le plus compétent pour le faire	11 %
Contrôle des personnes sur les renseignements et les images qui leur appartiennent	7 %
Restrictions pour empêcher que les images soient trop détaillées ou que trop de renseignements ne soient divulgués en ligne	6 %
Fait que l'on ne peut pas se fier aux entreprises privées pour se réglementer elles-mêmes ou se préoccuper de la vie privée des gens	6 %
Aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images	6 %
Protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement	5 %
Autre	8 %

Lignes directrices qui exigent que les caractéristiques permettant d'identifier les résidences privées demeurent floues pour protéger la vie privée

Les répondants qui ont considéré comme importantes les lignes directrices qui exigent que les caractéristiques permettant d'identifier les résidences privées demeurent floues pour protéger la vie privée ont mentionné la protection contre le crime (41 %) et la protection des renseignements personnels (40 %) comme principales raisons. Les autres motifs mentionnés étaient le fait qu'il n'y a aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images (16 %) et la protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement (11 %).

Figure 5.16 – Lignes directrices qui exigent que les caractéristiques permettant d'identifier les résidences privées demeurent floues pour protéger la vie privée (Question ouverte et à choix multiples)

Important	% (n=295)
Protection contre le crime et sécurité des personnes	41 %
Protection des renseignements personnels	40 %
Aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images	13 %
Protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement	11 %
Contrôle des personnes sur les renseignements et les images qui leur appartiennent	6 %
Utilisation de l'information à des fins légitimes seulement (p. ex. SMU, acheteurs de maison potentiels)	5 %
Restrictions pour empêcher que les images soient trop détaillées ou que trop de renseignements ne soient divulgués en ligne	2 %
Fait que le gouvernement fédéral est ou devrait être le plus compétent pour le faire	2 %
Fait que l'on ne peut pas se fier aux entreprises privées pour se réglementer elles-mêmes ou se préoccuper de la vie privée des gens	1 %
Autre	4 %

Restrictions quant à la fréquence de mises à jour des images

Parmi les répondants qui considéraient comme importantes les restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images, la protection des renseignements personnels (30 %) et le fait qu'aucune mise à jour fréquente ne soit nécessaire (26 %) étaient les raisons les plus courantes. Un nombre considérable de répondants ont également mentionné la protection des personnes contre le crime (16 %), le fait que le gouvernement fédéral est ou devrait être le plus compétent pour le faire (12 %) et l'information utilisée seulement à des fins légitimes (10 %).

Parmi les répondants qui n'ont pas considéré comme important que le gouvernement du Canada impose des restrictions quant au niveau de détails des images, le fait que de telles restrictions ne sont pas nécessaires (46 %), que la restriction de la fréquence de mise à jour n'est pas importante si d'autres aspects sont réglementés adéquatement (26 %) et que les images n'ont aucune utilité si elles sont désuètes ou inexactes (21 %) étaient les raisons les plus mentionnées.

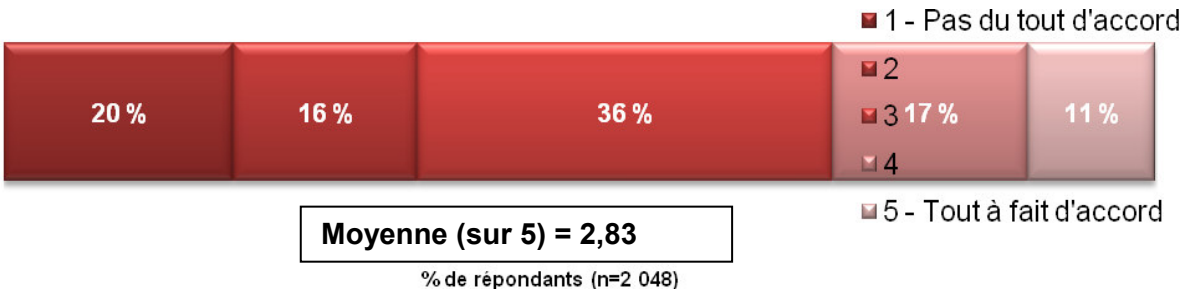
Figure 5.17 – Restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images (Question ouverte et à choix multiples)

Raison de l'importance	% (n=228)	Raison de la non-importance	% (n=42)
Protection des renseignements personnels	30 %	Aucune restriction nécessaire	46 %
Mise à jour fréquente non nécessaire	26 %	Aucune importance si d'autres aspects sont réglementés	26 %
Protection contre le crime et sécurité des personnes	16 %	Images inutiles si elles sont désuètes, imprécises ou inexactes	21 %
Fait que le gouvernement fédéral est ou devrait être le plus compétent pour le faire	12 %	Surréglementation pouvant faire que la technologie ne puisse pas être utilisée à de bonnes fins (p. ex. trouver des enfants disparus)	7 %
Utilisation de l'information à des fins légitimes seulement (p. ex. SMU, acheteurs de maison potentiels)	10 %	Fait que le gouvernement ne devrait pas intervenir ou préoccupation liée à « Big Brother »	1 %
Protection des personnes pour ne pas être identifiées sans leur consentement	5 %	Autre	14 %
Restrictions pour empêcher que les images soient trop détaillées ou que trop de renseignements ne soient divulgués en ligne	5 %		
Fait que l'on ne peut pas se fier aux entreprises privées pour se réglementer elles-mêmes ou se préoccuper de la vie privée des gens	4 %		
Aucune raison de rendre accessibles ces renseignements et ces images	3 %		
Contrôle des personnes sur les renseignements et les images qui leur appartiennent	1 %		
Autre	8 %		

5.4.3 Opinions sur Street-View au Canada

Enfin, nous avons demandé aux répondants dans quelle mesure ils étaient d'accord pour dire que des images de résidences privées prises depuis voie publique (p. ex. images de Google™ Street-View™) devraient être permises au Canada. Les répondants étaient assez divisés. Seulement un peu plus du quart (28 %) des répondants ont indiqué que cela devrait être permis, tandis que 36 % étaient neutres et 36 % n'étaient pas d'accord.

Figure 5.18 – Street-View devrait-il être permis au Canada?



Question 58 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord pour dire que des images des résidences privées prises depuis la voie publique (p. ex., Google Street View™) devraient être permises au Canada?

Quelques constatations supplémentaires importantes, par variable clé d'analyse sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants *les plus susceptibles d'être d'accord (c.-à-d. ceux qui ont répondu 4 ou 5 à la question 58) à ce que Street-View soit permis au Canada* incluent :
  - les hommes (34 % par rapport à 22 % des femmes).

- Les répondants les plus susceptibles d'être en *désaccord (c.-à-d. ceux qui ont répondu 1 ou 2 à la question 58) avec le fait que Street-View soit permis au Canada* incluent :
  - les répondants âgés de 45 ans et plus (39 à 43 % par rapport à 25 à 35 % des répondants âgés de moins de 45 ans);
  - les femmes (41 % par rapport à 30 % des hommes);
  - les répondants résidant dans une municipalité comptant moins de 5 000 habitants (44 % par rapport à 32 à 38 % des répondants vivant en région rurale ou éloignée ou dans un centre urbain);
  - les personnes vivant seules (40 % par rapport à 27 à 36 % des répondants issus d'un autre type de ménage);
  - les répondants à la retraite, les personnes au foyer ou celles atteintes d'une invalidité de longue durée (40 à 44 % par rapport à 29 à 34 % des étudiants, des répondants cherchant un emploi et des travailleurs); et
  - les répondants nés au Canada (38 % par rapport à 22 % des répondants nés à l'étranger).

Aucune différence entre les répondants à l'enquête en ligne et aux répondants à l'enquête téléphonique n'a été observée quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord pour dire que les images de résidences privées prises depuis la voie publique devraient être permises au Canada.

6.0 Conclusions

La présente section montre nos principales conclusions. Il est important de mentionner que les conclusions ci-dessous sont fondées uniquement sur les résultats de la recherche.

Préoccupations concernant la protection des renseignements personnels

- ***De façon générale, les répondants sont très préoccupés par la protection de leurs renseignements personnels.*** La protection des renseignements personnels est une question délicate puisque plus de la moitié des répondants ont dit être « très préoccupés » par la protection de leurs renseignements en général et plus de 80 % se sont dits « préoccupés » ou « très préoccupés ». Malgré un niveau de préoccupation élevé dans tous les groupes, les répondants âgés, les personnes ayant un revenu moyen, les personnes moins scolarisées, les femmes et les répondants d'origine française ou autochtone étaient plus nombreux à être préoccupés à l'égard de la protection de leurs renseignements personnels.

- ***Plus de la moitié des répondants ont été victimes d'atteinte à la vie privée.*** Toutefois, cela n'a eu qu'un faible impact sur le niveau de préoccupation général qui variaient de 80 % à 85 % pour tous les répondants, peu importe qu'ils aient été victimes ou non d'atteinte à la vie privée.

Aise à partager des renseignements personnels liés à l'emplacement

- ***Le contrôle des renseignements qui sont partagés et le contexte (en particulier le but principal) sont les facteurs clés qui influencent le niveau d'aise à partager des renseignements personnels liés à l'emplacement.*** Les répondants sont plus à l'aise s'ils ont un plus grand contrôle sur les renseignements et si ceux-ci sont partagés pour le bien collectif (p. ex., une sécurité publique accrue ou de meilleurs soins de santé). L'utilisation particulière, la proximité (c.-à-d. la proximité avec la personne, comme l'emplacement en temps réel comparativement à la province ou la région) et les personnes qui ont accès à ces renseignements ont une importance secondaire.

- ***Réciproquement, lorsque les renseignements sont liés à un emplacement en temps réel ou servent à des fins de commercialisation sélective, lorsqu'il n'y a aucun contrôle ou très peu, lorsque les renseignements sont partagés avec le secteur privé ou le grand public, et pour des raisons associées à l'activité économique, tous ces facteurs sont susceptibles de diminuer le niveau d'aise avec le partage de ces renseignements.*** Toutes les combinaisons de ces paramètres provoqueraient sans aucun doute un niveau de malaise élevé.

- ***L'étude révèle également que les répondants sont relativement prudents en ce qui a trait au partage de leurs renseignements personnels liés à l'emplacement.*** Même dans les situations où les paramètres sont plus susceptibles de les mettre à l'aise (p. ex. l'information retenue à l'échelle régionale ou provinciale est partagée avec le gouvernement pour fournir un service général en vue d'améliorer la sécurité publique), seulement quatre répondants sur dix sont disposés à partager leurs renseignements personnels liés à l'emplacement ou sont à l'aise de le faire. Dans certains cas, ce nombre peut chuter en-deçà de 1 %. Toutefois, même dans les situations qui suscitent le plus de malaise, un changement de contexte, d'objectif général ou de niveau de contrôle peut augmenter de façon significative le niveau d'aise (p. ex. plus de 20 % des répondants sont plus à l'aise et prêts à partager).

- ***Un peu moins de la moitié (46 %) des répondants font confiance au gouvernement pour la protection de leurs renseignements personnels.*** Cependant, seulement 28 % des répondants ont indiqué ne pas lui faire confiance, un sur quatre étant neutre. Les répondants font un peu moins confiance aux services municipaux, mais tout de même plus qu'aux organismes sans but lucratif et qu'aux entreprises privées, et les sites de réseautage social arrivent derniers.

- ***On observe aussi un malaise à l'égard du partage intergouvernemental d'information.*** Environ quatre répondants sur dix sont à l'aise à l'idée que leurs renseignements soient partagés entre les ministères fédéraux et entre les ministères fédéraux et provinciaux, mais le niveau d'aise diminue légèrement s'il s'agit d'un partage entre tous les ordres de gouvernement.

- ***Divers facteurs font en sorte que les répondants font confiance aux organisations pour protéger leurs renseignements personnels. L'existence de mesures de sécurité technologique efficace et des peines sévères pour l'utilisation abusive des renseignements sont les deux facteurs les plus importants.*** Toutefois, la vaste majorité des répondants (plus de 90 %) considèrent également l'existence d'une politique de confidentialité qui régit l'accès aux renseignements et leur partage à l'intérieur de l'organisation et avec les organisations externes, les mécanismes de contrôle et la divulgation des atteintes antérieures à la vie privée comme des facteurs très importants. Un facteur considéré comme important dans les commentaires concernait le contrôle de l'information divulguée (p. ex. demander le consentement, avertir si l'information sera divulguée à d'autres personnes, être en mesure de renoncer au partage).

- ***Les répondants considèrent leur adresse, et non leur code postal, comme un renseignement personnel.*** La majorité des Canadiens considèrent que leur adresse est un renseignement personnel, même si leur nom n'y est pas associé (57 %) et bien que la plupart d'entre eux acceptent de partager leur adresse avec des organisations auxquelles ils ont confiance (63 %), ils ne le sont généralement pas autant à partager leur adresse même si leur nom n'y est pas associé. Cependant, trois répondants sur dix considèrent leur code postal comme un renseignement personnel.

- ***Les répondants savent que, si une personne connaît leur adresse, elle pourrait facilement la lier à leur nom et cela les préoccupe.*** Les répondants les plus préoccupés par cela incluent ceux vivant à l'extérieur du Québec, les femmes, les personnes âgées de 45 ans et plus et celles qui n'ont pas fait d'études supérieures.

Dispositifs de localisation

- ***Près des deux tiers des répondants n'utilisent aucun dispositif de localisation.*** Ceux qui le font utilisent surtout des GPS portatifs ou intégrés au véhicule et des téléphones cellulaires avec GPS intégré. Les jeunes répondants, les parents seuls avec enfants, les travailleurs et les étudiants étaient les plus susceptibles d'utiliser un téléphone cellulaire avec GPS intégré. Les répondants les mieux nantis, ceux résidant dans une maison unifamiliale, les retraités et les personnes travaillant dans un établissement scolaire ou d'enseignement supérieur étaient plus susceptibles d'utiliser un GPS portatif ou intégré au véhicule.

- ***De nombreux répondants (la moitié) ne voient aucun avantage à utiliser la technologie de localisation ou sont incertains des avantages qu'elle procure.*** Une proportion plus élevée de répondants âgés, dont le revenu annuel du ménage et le niveau de scolarité sont faibles, vivant en région rurale ou éloignée ou dans une petite municipalité, vivant seuls ou étant des parents seuls avec enfants ne voyaient aucun avantage à la technologie de repérage. Ceux qui l'utilisent sont généralement d'avis qu'elle les aide à mieux se protéger et à protéger les enfants, qu'elle facilite les services d'urgence et qu'elle les aide à trouver une destination ou à conduire un véhicule.

- ***Les Canadiens sont en faveur de l'utilisation de la technologie de localisation lorsque les avantages sont importants, notamment pour améliorer les services d'urgence, améliorer la sécurité des adultes et des enfants et améliorer l'efficacité du maintien de la loi.*** Lorsque nous leur avons demandé dans quelle mesure ils étaient d'accord avec l'utilisation de la technologie de localisation pour diverses raisons, la majorité des répondants se sont dits d'accord à ce qu'on utilise la technologie de localisation pour faciliter les services d'urgence (89 %), mieux faire respecter la loi (78 %) et améliorer la sécurité des enfants (72 %). D'autre part, les répondants se sont dits en désaccord avec l'utilisation de la technologie de localisation pour accroître la productivité au travail (25 %).

- ***Deux tiers des répondants ont réfléchi aux questions de protection de la vie privée en rapport avec les technologies de localisation*** (l'autre tiers des répondants y avaient considérablement réfléchi), et la majorité d'entre eux sont préoccupés par l'utilisation abusive de l'information recueillie à l'aide de ces technologies.

- ***Les répondants qui y ont réfléchi sont plus susceptibles d'être préoccupés par l'atteinte à la vie privée, « Big Brother » et le contrôle excessif par le gouvernement et la victimisation potentielle (p. ex. résidence ciblée pour un cambriolage, harcèlement criminel, voies de fait, protection des enfants).*** Cela a été observé lorsque les répondants ont répondu spontanément à une question leur demandant d'expliquer pourquoi ils sont préoccupés à l'égard de l'utilisation abusive potentielle de renseignements liés aux déplacements en temps réel de personnes recueillis à l'aide des technologies de repérage. Les répondants d'origine française ou autochtone ainsi que les répondants du Québec étaient particulièrement nombreux à mentionner l'atteinte à la vie privée ou la peur de « Big Brother ». Les répondants dont le revenu annuel du ménage et le niveau de scolarité sont faibles étaient plus susceptibles de mentionner la victimisation potentielle. Nous leur avons également demandé d'évaluer leur niveau de préoccupation à l'égard de situations précises. Parmi ces répondants, plus de 80 % étaient préoccupés à l'égard des images de leur emplacement affichées en temps réel sur Internet sans leur consentement, de la vente de renseignements concernant leurs déplacements à des tierces parties et des pirates informatiques qui pourraient accéder à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré.

- ***Les répondants sont peu familiers avec la technologie d'IRF.*** Deux tiers des répondants affirment n'utiliser aucun dispositif d'identification par radiofréquence ou ne sont pas familiers avec la technologie. Environ 15 % des répondants semblent être très familiers. Parmi ceux qui la connaissaient au moins un peu, la plupart avaient réfléchi aux problèmes d'atteinte à la vie privée liés à cette technologie et sont préoccupés à l'égard de l'utilisation abusive potentielle. Les motifs de préoccupation sont généralement les mêmes que pour les dispositifs de repérage (c.-à-d. atteinte à la vie privée et victimisation potentielle).

- ***La majorité des répondants (68 %) estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer la collecte et le partage des renseignements liés aux déplacements en temps réel.*** Lorsque nous avons posé des questions sur des aspects précis de la collecte et du partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel de personnes, le niveau d'appui semblait augmenter. La majorité des répondants croient qu'il est important d'imposer des restrictions quant aux parties avec lesquelles des renseignements peuvent être partagés (77 %), un règlement pour obtenir le consentement des personnes avant de recueillir leur information (75 %), des restrictions quant à l'utilisation secondaire de l'information (75 %), un règlement concernant l'élimination des renseignements (73 %) et un règlement sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur leur information (71 %). Une proportion plus élevée de répondants âgés, de retraités, de personnes au foyer, de femmes, de personnes dont le revenu annuel du ménage et le niveau de scolarité sont élevés, de travailleurs autonomes et d'employés d'un gouvernement ou

d'un organisme sans but lucratif étaient plus susceptibles de considérer les restrictions et les règlements ci-dessus comme importants ou très importants.

Outils de cartographie en ligne

- ***La majorité des répondants utilisent les cartes traditionnelles et les images satellitaires des outils de cartographie en ligne. Comme prévu, la connaissance et l'utilisation des images de la rue sont considérablement plus faibles.*** Une vaste majorité (82 %) de répondants ont déjà utilisé les cartes traditionnelles des outils de cartographie en ligne, et, en général, ceux qui ne s'en sont jamais servis n'en ont jamais entendu parler. Un peu moins de répondants, quoiqu'une majorité (68 %), ont déjà utilisé les images satellitaires des outils de cartographie en ligne, et, encore une fois, ceux qui ne s'en sont jamais servis n'en ont jamais entendu parler. Moins de la moitié des répondants ont déjà utilisé les images de la rue, et même si le tiers en a entendu parler mais ne s'en est jamais servi, près de un cinquième n'avait jamais entendu parler des images de la rue des outils de cartographie en ligne avant de participer à l'enquête. Les cartes traditionnelles en ligne sont principalement utilisées par les jeunes, les résidents de l'Ontario et de l'Ouest et ceux dont le revenu annuel du ménage et le niveau de scolarité sont élevés. Le profil des utilisateurs d'images satellitaires des outils de cartographie en ligne est similaire. Par contre, les utilisateurs d'images de la rue des outils de cartographie en ligne sont différents : ce sont des hommes âgés, vivant à l'extérieur du Québec, d'origine autre que française ou autochtone, nés à l'extérieur du Canada et à la retraite.

- ***Une légère majorité de répondants sont à l'aise à l'idée que leur résidence soit identifiée sur Internet comme un point sur une carte, une image satellitaire ou une photo aérienne, mais la proportion diminue de façon considérable lorsqu'il s'agit d'une image de la rue, particulièrement si des personnes sont visibles.*** Dans le dernier cas, seul un répondant sur trois a indiqué être à l'aise avec les images de leur résidence prises au niveau de la rue, et la proportion chute à 27 % si les images montrent des personnes non identifiables, et à 15 % si les personnes sont identifiables. D'après les réponses à la question ouverte, les répondants considèrent cela comme une atteinte à la vie privée, sont préoccupés à propos de leur sécurité personnelle si de telles images sont affichées et croient que les personnes pourront toujours être identifiées.

- ***En général, les répondants étaient à l'aise à l'idée que des images de leur résidence soient affichées sur Internet s'il y a peu de détails (c.-à-d. seule la forme de la maison ou du terrain est visible) et que les mises à jour ne sont pas fréquentes.*** Cependant, une proportion non négligeable (23 %) de répondants n'étaient pas à l'aise à l'idée que toute image de leur résidence soit affichée sur Internet. D'après notre recherche, pour qu'une majorité de personnes soient à l'aise avec les images de la rue, il faut que les mises à jour soient effectuées tous les cinq ans ou plus (64%). En ce qui concerne les images satellitaires, les mises à jour devront avoir lieu tous les deux à quatre ans ou plus. Très peu de répondants (moins de 10 %) étaient à l'aise avec les mises à jour en temps réel.

- ***Les répondants ne sont pas à l'aise avec les images d'eux-mêmes prises dans un lieu public et affichées sur Internet sans leur consentement, même si des mesures ont été prises pour dissimuler leur identité.*** Même si toute l'image est floue, moins de la moitié des répondants (43 %) ont indiqué qu'ils seraient à l'aise avec des images d'eux-mêmes prises dans un lieu public et affichées sur Internet sans leur consentement. Très peu d'entre eux (10 %) sont à l'aise avec ces images affichées sans leur consentement si aucune mesure n'a été prise pour protéger leur identité.

- ***Les répondants estiment qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer les images de résidences privées qui apparaissent sur les outils de cartographie en ligne.*** La vaste majorité d'entre eux (74 %) croient qu'il est important pour le gouvernement du Canada de réglementer les images de résidences privées qui apparaissent sur les outils de cartographie en ligne. Ils réclament particulièrement la réglementation des images de résidences privées où les personnes sont bien visibles, des lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée, des restrictions quant au niveau de détails des images et une réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leur résidence privée. Les répondants âgés sont plus nombreux que les jeunes à juger importants des aspects précis de réglementation. Les propriétaires sont plus susceptibles que les locataires de considérer comme importantes des lignes directrices exigeant que les caractéristiques des résidences privées demeurent floues afin de protéger la vie privée.

- ***Les répondants qui souhaitent que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées sur Internet affirment que c'est principalement pour protéger la vie privée et empêcher les gens d'être victimes d'actes criminels et croient que les personnes devraient pouvoir elles-mêmes contrôler ces renseignements.***

- ***Les opinions des Canadiens à savoir si on devrait permettre d'afficher des images de résidences privées prises au niveau de la rue sur des outils comme Street-View™ de Google™ au Canada sont partagées.*** Un peu plus du quart des répondants (28 %) croient que cela devrait être permis, comparativement à 36 % qui n'ont aucune opinion à ce sujet et 36 % qui estiment que cela devrait être interdit. Il convient de souligner que le moment où le sondage a été réalisé ne reflète l'impact du lancement du service Street View de Google au Canada puisque la vaste majorité des travaux a été effectuée avant l'introduction de ce service dans douze villes canadiennes.

- ***Les jeunes hommes canadiens sont plus à l'aise avec les technologies utilisant les données géospatiales et moins préoccupés par les problèmes d'atteinte à la vie privée qui s'y rattachent.*** Cela a été observé à divers égards, y compris le niveau de confiance envers les organismes privés, le niveau de préoccupation concernant les problèmes d'atteinte à la vie privée liés aux technologies de repérage, le niveau d'aise à l'idée que la résidence d'une personne puisse être identifiée sur Internet et l'appui quant au fait que les images de la rue devraient être permises au Canada. De plus, ils considéraient comme moins important que le gouvernement du Canada réglemente ces technologies, par rapport aux autres groupes démographiques.

Annexe A : Remarques techniques

Différences entre les résultats de l'enquête en ligne et de l'enquête téléphonique

Le principal objectif de l'enquête téléphonique était de valider les résultats de l'enquête en ligne en vue de s'assurer qu'ils étaient représentatifs de la population canadienne. Les deux sondages ont été pondérés selon l'âge, le sexe, la région et le lieu de résidence (urbain ou rural), d'après les données de Statistique Canada. Les ensembles de données pondérées ont ensuite été comparés aux questions communes des deux enquêtes afin de cerner toute différence entre les deux modes de collecte de données. Dans l'ensemble, les résultats des enquêtes en ligne et téléphonique n'étaient pas considérablement différents. Les quelques différences clés entre les deux modes d'enquête sont soulignées ci-dessous.

- Les répondants à l'enquête en ligne étaient plus susceptibles que les répondants à l'enquête téléphonique d'être très préoccupés à l'égard de la protection de leurs renseignements personnels en général, tandis que les répondants à l'enquête téléphonique étaient plus nombreux à présenter un faible niveau de préoccupation (question 8).
- Une proportion plus élevée de répondants à l'enquête téléphonique qu'à l'enquête en ligne ont indiqué qu'ils ne faisaient pas confiance (c.-à-d. note de 1 ou 2 sur 5) aux établissements scolaires, aux petites entreprises privées ainsi qu'aux grandes entreprises ou sociétés privées pour protéger leurs renseignements personnels (question 16).
- Une proportion plus élevée de répondants à l'enquête en ligne que de répondants à l'enquête téléphonique se sont dits préoccupés (c.-à-d. note de 4 ou 5 sur 5) à l'égard de l'utilisation abusive potentielle de renseignements liés aux déplacements en temps réel des personnes recueillis à l'aide des technologies de repérage en général, et particulièrement de l'utilisation de renseignements recueillis à l'aide d'un GPS en vue de commettre un crime contre les personnes (p. ex. cambriolage), et du fait que les autorités pourraient utiliser le GPS pour surveiller les personnes à leur insu (questions 30 et 32).
- Une proportion plus élevée de répondants à l'enquête en ligne que de répondants à l'enquête téléphonique ont considéré comme important (c.-à-d. note de 4 ou 5 sur 5) que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées affichées sur les sites de cartographie en ligne (question 49)[5].

Même si la raison de ces différences n'est pas évidente sur le coup (elle ne semble être liée à aucune différence démographique entre les deux modes d'enquête), il semble raisonnable de supposer qu'elle soit attribuable en partie au fait que les répondants à l'enquête en ligne connaissaient davantage la technologie et les questions de protection des renseignements personnels en général. Comme nous l'avons mentionné à la section 5.4.1, plus les répondants sont exposés à un problème, plus ils semblent préoccupés à cet égard. De plus, les répondants aux enquêtes téléphonique et en ligne qui avaient déjà réfléchi aux problèmes liés aux technologies de repérage et à l'utilisation d'images satellitaires ou d'images de la rue des outils de cartographie en ligne et qui, par conséquent, devraient connaître relativement ces technologies étaient :

- plus préoccupés par la protection des renseignements personnels en général;
- plus susceptibles de juger important que le gouvernement du Canada réglemente la collecte et le partage de renseignements concernant les déplacements en temps réel des personnes, y compris des aspects précis connexes;

[5] Voir à cet égard la section 5.4.1.

- plus susceptibles de juger important que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées affichées en ligne (p. ex. images de la rue sur les sites de cartographie en ligne); et
- plus nombreux à estimer que les images de la rue devraient être permises au Canada.

Ainsi, il semble que, plus les répondants sont au courant de ces technologies, plus ils sont préoccupés, mais aussi plus à l'aise; ils connaissent les problèmes et les pièges potentiels de la technologie, mais aussi les avantages et probablement les mesures qu'ils et les autres peuvent prendre pour se protéger eux-mêmes. Le fait que les répondants à l'enquête en ligne peuvent généralement être considérés comme plus au courant des technologies que les répondants à l'enquête téléphonique expliquerait les différences observées entre les deux types d'enquête. Cela suppose également que, à mesure que les Canadiens connaîtront davantage les nouvelles technologies, ils pourront en être préoccupés davantage en général, mais accepter aussi de faire des compromis quant à la protection des renseignements personnels pour tirer des avantages, tant qu'ils sont raisonnablement assurés du fait que des mesures seront prises pour protéger leurs intérêts.

Les tableaux suivants comparent les données des enquêtes en ligne et téléphonique pour toutes les questions communes. Les pourcentages encerclés soulignent une différence importante.

Comparaisons détaillées

Question i : Quel âge avez-vous?

Âge	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=550)
De 18 à 24 ans	16 %	12 %
De 25 à 34 ans	15 %	16 %
De 35 à 44 ans	19 %	18 %
De 45 à 54 ans	19 %	20 %
De 55 à 64 ans	14 %	16 %
65 ans et plus	17 %	18 %

Question ii : Comment décririez-vous votre statut de citoyen?

Citoyenneté	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=550)
Citoyen canadien	98 %	95 %
Résident permanent ou statut d'immigrant admis	2 %	5 %

Question iii : Dans quelle province ou quel territoire résidez-vous actuellement?

Province	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=550)
Colombie-Britannique	11 %	12 %
Alberta	13 %	12 %
Saskatchewan	2 %	2 %
Manitoba	4 %	3 %
Ontario	38 %	38 %
Québec	24 %	24 %
Nouveau-Brunswick	2 %	3 %
Terre-Neuve-et-Labrador	1 %	1 %
Nouvelle-Écosse	4 %	3 %
Î.-P.-É.	1 %	0 %
Territoires du Nord-Ouest	0 %	1 %
Nunavut	0 %	0 %
Yukon	0 %	1 %

Question iv: Quelle est votre origine ethnique?

Origine ethnique	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=547)
Britannique	33 %	33 %
Française	23 %	19 %
Premières nations	5 %	2 %
Métisse	5 %	3 %
Inuite	0 %	0 %
Autre nord-américaine	7 %	17 %
Européenne de l'Ouest	14 %	12 %
Européenne du Nord	4 %	6 %
Européenne de l'Est	8 %	6 %
Européenne du Sud	2 %	2 %
Autre européenne	4 %	8 %
Des Caraïbes ou Antilles	1 %	1 %
De l'Amérique latine, centrale ou du Sud	1 %	0 %
Africaine	1 %	1 %
Arabe	1 %	0 %
Asiatique de l'Ouest	0 %	1 %
Asiatique du Sud	1 %	2 %
Asiatique de l'Est ou du Sud-Est	2 %	4 %
Océanique	0 %	1 %
Autre	12 %	4 %

Question v : Depuis combien de temps vivez-vous au Canada?

Temps passé au Canada	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=550)
Moins de deux ans	-	1 %
De deux ans à moins de cinq ans	1 %	-
De cinq ans à moins de dix ans	1 %	3 %
Dix ans ou plus, mais pas toute votre vie	10 %	13 %
Toute votre vie	88 %	84 %

Question vi : Êtes-vous...?

Sexe	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=550)
un homme	48 %	51 %
une femme	52 %	50 %

Question vii : Êtes-vous propriétaire ou locataire?

Propriétaire ou locataire	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 194)	Téléphone (n=546)
Propriétaire	54 %	67 %
Locataire	38 %	28 %
Ni l'un ni l'autre (p. ex. habite avec les parents)	9 %	6 %

Question 1 : Quelle est votre principale activité?

Principale activité	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=550)
Occupe un emploi	47 %	53 %
Sans emploi ou à la recherche d'un emploi	9 %	6 %
Aux études	10 %	9 %
Au foyer ou prend soin des membres de la famille	6 %	5 %
À la retraite	22 %	23 %
Invalidité de longue durée	6 %	3 %
Semi-retraité	-	1 %

Question 2 : Pour quel type d'organisation travaillez-vous?

Type d'organisation	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 126)	Téléphone (n=292)
Établissement scolaire ou d'enseignement supérieur	7 %	8 %
Gouvernement fédéral	4 %	11 %
Gouvernement provincial	7 %	10 %
Administration locale ou municipale	5 %	9 %
Organisme sans but lucratif	8 %	7 %
Entreprise privée à but lucratif	58 %	46 %
Je suis travailleur(euse) autonome	10 %	10 %

Question 3 : Laquelle de ces catégories décrit le mieux la composition de votre ménage?

Composition du ménage	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 199)	Téléphone (n=546)
Personne vivant seule	22 %	18 %
Ménage composé de plusieurs personnes (p. ex. colocataires)	9 %	10 %
Couple (marié ou conjoints de fait) vivant avec enfants	26 %	33 %
Couple (marié ou conjoints de fait) vivant sans enfant	30 %	26 %
Chef de famille monoparentale avec enfants	6 %	7 %
Adulte vivant avec ou prend soin des parents ou des membres de la famille	7 %	6 %

Question 4 : Êtes-vous le parent ou le tuteur d'enfants…?

Âge des enfants, s'il y a lieu	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=548)
de moins de 10 ans	14 %	21 %
de 11 à 14 ans	7 %	11 %
de 15 à 18 ans	7 %	11 %
de plus de 18 ans	30 %	37 %
Je ne suis ni un parent ni un tuteur	50 %	35 %

Question 5 : Dans quel type d'habitation vivez-vous?

Type d'habitation	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=540)
Maison unifamiliale	57 %	65 %
Maison jumelée ou condominium	5 %	9 %
Maison en rangée ou de ville	7 %	7 %
Appartement dans une maison transformée	6 %	3 %
Appartement ou condominium dans un immeuble de moins de 5 étages	15 %	10 %
Appartement ou condominium dans un immeuble de 5 étages ou plus	9 %	7 %

Question 7 : Laquelle de ces catégories décrit le mieux le secteur où vous habitez?

Secteur	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=549)
Réserve	<1 %	<1 %
Région éloignée (c.-à-d. aucun accès toute l'année par un réseau ou un système routier principal)	1 %	3 %
Zone rurale (c.-à-d. à l'extérieur d'une municipalité, d'une banlieue ou d'un centre urbain)	19 %	17 %
Municipalité (population de moins de 5 000 habitants)	11 %	17 %
Centre urbain (population entre 5 000 et 100 000 habitants)	28 %	24 %
Centre urbain (population de plus de 100 000 habitants)	41 %	39 %
Autre	-	2 %

Q59 : Quel est le revenu annuel total de votre ménage (avant impôts)?

Revenu du ménage	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 163)	Téléphone (n=530)
Moins de 20 000 $	12 %	6 %
De 20 000 $ à 29 999 $	11 %	9 %
De 30 000 $ à 39 999 $	11 %	12 %
De 40 000 $ à 49 999 $	10 %	11 %
De 50 000 $ à 59 999 $	8 %	7 %
De 60 000 $ à 69 999 $	8 %	7 %
De 70 000 $ à 79 999 $	6 %	4 %
De 80 000 $ à 89 999 $	3 %	4 %
De 90 000 $ à 99 999 $	4 %	5 %
De 100 000 $ à 149 999 $	7 %	11 %
150 000 $ et plus	3 %	7 %
Je préfère ne pas répondre	17 %	19 %

Q60 : Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint?

Études	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=544)
École élémentaire	1%	2 %
Études secondaires incomplètes	9 %	5 %
Diplôme d'études secondaires	21 %	26 %
Études collégiales ou universitaires incomplètes	29 %	17 %
Diplôme d'études collégiales ou universitaires	32 %	39 %
Études supérieures incomplètes	3 %	2 %
Diplôme d'études supérieures	6 %	10 %

Question 8 : De façon générale, dans quelle mesure-êtes vous préoccupé(e) par la protection de vos renseignements personnels?

Préoccupation	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 188)	Téléphone (n=549)
Peu préoccupé(e) (1-3)	18 %	33 %
Préoccupé(e) (4)	26 %	24 %
Très préoccupé(e) (5)	56 %	44 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Ministères du gouvernement fédéral	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 152)	Téléphone (n=547)
Ne fait pas confiance (1-2)	28 %	31 %
Fait un peu confiance (3)	26 %	26 %
Fait confiance (4-5)	46 %	43 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Ministères des gouvernements provinciaux	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 154)	Téléphone (n=548)
Ne fait pas confiance (1-2)	29 %	33 %
Fait un peu confiance (3)	26 %	29 %
Fait confiance (4-5)	46 %	38 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Services des administrations municipales	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 146)	Téléphone (n=550)
Ne fait pas confiance (1-2)	33 %	38 %
Fait un peu confiance (3)	33 %	34 %
Fait confiance (4-5)	35 %	28 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Grandes entreprises ou sociétés privées	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 131)	Téléphone (n=547)
Ne fait pas confiance (1-2)	48 %	64 %
Fait un peu confiance (3)	34 %	24 %
Fait confiance (4-5)	18 %	13 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Petites entreprises privées	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 137)	Téléphone (n=546)
Ne fait pas confiance (1-2)	52 %	68 %
Fait un peu confiance (3)	33 %	20 %
Fait confiance (4-5)	15 %	12 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Sites de réseautage social (p. ex. Facebook™, Twitter™)	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 154)	Téléphone (n=535)
Ne fait pas confiance (1-2)	79 %	88 %
Fait un peu confiance (3)	15 %	8 %
Fait confiance (4-5)	6 %	5 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Établissements d'enseignement supérieur	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 127)	Téléphone (n=544)
Ne fait pas confiance (1-2)	27 %	38 %
Fait un peu confiance (3)	35 %	26 %
Fait confiance (4-5)	39 %	36 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Organismes sans but lucratif	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 122)	Téléphone (n=544)
Ne fait pas confiance (1-2)	42 %	49 %
Fait un peu confiance (3)	36 %	32 %
Fait confiance (4-5)	22 %	18 %

Question 16 : De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

Établissements médicaux	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 160)	Téléphone (n=549)
Ne fait pas confiance (1-2)	16 %	18 %
Fait un peu confiance (3)	26 %	25 %
Fait confiance (4-5)	58 %	57 %

Question 21 : Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

Je considère que mon code postal est un renseignement personnel	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 162)	Téléphone (n=549)
Pas d'accord (1-2)	44 %	44 %
Neutre (3)	25 %	17 %
D'accord (4-5)	30 %	39 %

Question 21 : Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

Je considère que mon adresse est un renseignement personnel, même quand mon nom n'y est pas associé	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 166)	Téléphone (n=549)
Pas d'accord (1-2)	18 %	25 %
Neutre (3)	25 %	19 %
D'accord (4-5)	57 %	56 %

Question 21 : Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

Je suis plus à l'aise à fournir mon adresse si mon nom n'y est pas associé	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 129)	Téléphone (n=547)
Pas d'accord (1-2)	36 %	40 %
Neutre (3)	31 %	25 %
D'accord (4-5)	33 %	35 %

Question 21 : Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

Si quelqu'un avait mon adresse, il pourrait facilement l'associer à mon nom	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 130)	Téléphone (n=548)
Pas d'accord (1-2)	12 %	15 %
Neutre (3)	15 %	14 %
D'accord (4-5)	73 %	70 %

Question 21 : Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

Je suis à l'aise à fournir mon nom ET mon adresse aux organisations auxquelles je fais confiance	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 167)	Téléphone (n=549)
Pas d'accord (1-2)	13 %	21 %
Neutre (3)	24 %	22 %
D'accord (4-5)	63 %	57 %

Question 21 : Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

L'idée qu'on puisse m'identifier uniquement à partir de mon adresse me préoccupe	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 160)	Téléphone (n=546)
Pas d'accord (1-2)	16 %	23 %
Neutre (3)	22 %	18 %
D'accord (4-5)	62 %	60 %

Q26 : Lesquels de ces services ou dispositifs de repérage utilisez-vous, le cas échéant?

Dispositifs de repérage	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 124)	Téléphone (n=543)
Système de navigation GPS portable ou intégré à votre véhicule	21 %	27 %
Système OnStar^{IM} ou autre service similaire intégré à votre véhicule	4 %	5 %
Appareil GPS portable pour la randonnée pédestre, la navigation de plaisance, le vélo, etc.	8 %	20 %
Téléphone cellulaire avec GPS intégré (p. ex. la 3^{e} génération de BlackBerry™)	15 %	25 %
Services de réseautage social comme Google Latitude^{TM} qui utilise la technologie GPS	5 %	13 %
Dispositif de repérage GPS antivol sur les ordinateurs, les vélos, etc.	2 %	9 %
Aucune de ces réponses	62 %	46 %

Question 28 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour chacune des activités suivantes?

Faciliter les services d'urgence	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 161)	Téléphone (n=545)
Pas d'accord (1-2)	3 %	5 %
Neutre (3)	8 %	4 %
D'accord (4-5)	89 %	91 %

Question 28 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour chacune des activités suivantes?

Augmenter la productivité au travail si les employés sont conscients qu'elle est utilisée	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 135)	Téléphone (n=547)
Pas d'accord (1-2)	48 %	52 %
Neutre (3)	27 %	21 %
D'accord (4-5)	25 %	27 %

Question 28 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour chacune des activités suivantes?

Protéger les enfants	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 146)	Téléphone (n=548)
Pas d'accord (1-2)	11 %	15 %
Neutre (3)	18 %	18 %
D'accord (4-5)	72 %	67 %

Question 28 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour chacune des activités suivantes?

Mieux faire respecter la loi	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 156)	Téléphone (n=541)
Pas d'accord (1-2)	8%	9%
Neutre (3)	14%	13%
D'accord (4-5)	78%	78%

Question 29 : Avant aujourd'hui, dans quelle mesure aviez-vous pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée que pourrait causer l'utilisation de dispositifs de repérage?

Problèmes d'atteinte à la vie privée liés à l'utilisation de dispositifs de repérage	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 147)	Téléphone (n=549)
N'y avait pas pensé (1-2)	38 %	42 %
Y avait pensé un peu (3)	28 %	27 %
Y avait pensé (4-5)	34 %	31 %

Question 30 : De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage pour surveiller les déplacements en temps réel d'une personne?

Préoccupations quant au repérage – déplacements en temps réel	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 261)	Téléphone (n=295)
Pas préoccupé(e) (1-2)	5 %	10 %
Un peu préoccupé(e) (3)	25 %	32 %
Préoccupé(e) (4-5)	70 %	58 %

Question 32 : Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex. téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

Les pirates informatiques qui ont accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 260)	Téléphone (n=294)
Pas préoccupé(e) (1-2)	4 %	10 %
Un peu préoccupé(e) (3)	14 %	10 %
Préoccupé(e) (4-5)	82 %	80 %

Question 32 : Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex. téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

L'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes comme victimes (p. ex. pour un cambriolage)	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 251)	Téléphone (n=290)
Pas préoccupé(e) (1-2)	18 %	31 %
Un peu préoccupé(e) (3)	21 %	27 %
Préoccupé(e) (4-5)	61 %	42 %

Question 32 : Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex. téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

L'incertitude quant à la durée pour laquelle les renseignements relatifs aux mouvements sont conservés	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 257)	Téléphone (n=292)
Pas préoccupé(e) (1-2)	7 %	14 %
Un peu préoccupé(e) (3)	21 %	15 %
Préoccupé(e) (4-5)	73 %	72 %

Question 32 : Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex. téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

La vente de renseignements relatifs aux mouvements à des tierces parties	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 255)	Téléphone (n=291)
Pas préoccupé(e) (1-2)	4 %	12 %
Un peu préoccupé(e) (3)	15 %	13 %
Préoccupé(e) (4-5)	82 %	75 %

Question 32 : Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex. téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

Les autorités qui utilisent le GPS pour surveiller les personnes à leur insu	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 258)	Téléphone (n=294)
Pas préoccupé(e) (1-2)	7 %	19 %
Un peu préoccupé(e) (3)	16 %	16 %
Préoccupé(e) (4-5)	77 %	65 %

Question 32 : Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex. téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

Les images de votre emplacement en temps réel qui sont affichées sur Internet sans votre consentement	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=1 258)	Téléphone (n=295)
Pas préoccupé(e) (1-2)	5 %	14 %
Un peu préoccupé(e) (3)	13 %	13 %
Préoccupé(e) (4-5)	82 %	73 %

Question 38 : Dans quelle mesure est-ce important que le gouvernement du Canada réglemente la collecte et le partage des renseignements relatifs aux mouvements en temps réel des personnes?

Réglementation de la collecte et du partage des renseignements relatifs aux mouvements en temps réel	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 072)	Téléphone (n=545)
Pas important (1-2)	15 %	18 %
Un peu important (3)	17 %	18 %
Important (4-5)	68 %	64 %

Question 40 : Pour chacun de ces outils de cartographie en ligne, veuillez indiquer si vous en avez entendu parler, si vous en avez entendu parler, mais ne l'avez jamais utilisé, si vous l'avez utilisé quelques fois ou si vous l'avez utilisé souvent.

Cartes traditionnelles sur Internet	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=547)
Ne l'a jamais utilisé	4 %	9 %
En a entendu parler, mais ne l'a jamais utilisé	10 %	15 %
L'a utilisé quelques fois	42 %	32 %
L'a souvent utilisé	44 %	44 %

Question 40 : Pour chacun de ces outils de cartographie en ligne, veuillez indiquer si vous en avez entendu parler, si vous en avez entendu parler, mais ne l'avez jamais utilisé, si vous l'avez utilisé quelques fois ou si vous l'avez utilisé souvent.

Images satellitaires des outils de cartographie sur Internet	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=549)
Ne l'a jamais utilisé	9 %	14 %
En a entendu parler, mais ne l'a jamais utilisé	23 %	24 %
L'a utilisé quelques fois	51 %	42 %
L'a souvent utilisé	17 %	20 %

Question 40 : Pour chacun de ces outils de cartographie en ligne, veuillez indiquer si vous en avez entendu parler, si vous en avez entendu parler, mais ne l'avez jamais utilisé, si vous l'avez utilisé quelques fois ou si vous l'avez utilisé souvent.

Images de la rue des outils de cartographie sur Internet	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 200)	Téléphone (n=546)
Ne l'a jamais utilisé	19 %	22 %
En a entendu parler, mais ne l'a jamais utilisé	34 %	35 %
L'a utilisé quelques fois	35 %	33 %
L'a souvent utilisé	12 %	9 %

Question 46 : De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de voir des images de vous-même prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans votre consentement si…?

…votre visage n'est PAS flou	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 163)	Téléphone (n=549)
Pas à l'aise (1-2)	79 %	77 %
Un peu à l'aise (3)	11 %	10 %
À l'aise (4-5)	10 %	12 %

Question 46 : De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de voir des images de vous-même prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans votre consentement si…?

…seul votre visage est flou	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 158)	Téléphone (n=548)
Pas à l'aise (1-2)	55 %	60 %
Un peu à l'aise (3)	20 %	13 %
À l'aise (4-5)	25 %	27 %

Question 46 : De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de voir des images de vous-même prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans votre consentement si…?

…toute votre image est floue, de façon à ce que personne ne puisse vous identifier	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 156)	Téléphone (n=548)
Pas à l'aise (1-2)	37 %	42 %
Un peu à l'aise (3)	20 %	15 %
À l'aise (4-5)	43 %	44 %

Question 49 : Selon vous, dans quelle mesure est-ce important ou non que le gouvernement du Canada réglemente les images de résidences privées qui apparaissent sur des outils de cartographie en ligne?

Réglementation des images de résidences privées qui apparaissent sur des outils de cartographie en ligne	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 100)	Téléphone (n=540)
Pas important (1-2)	10 %	27 %
Un peu important (3)	17 %	22 %
Important (4-5)	74 %	51 %

Question 58 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord que des images des résidences privées prises depuis la voie publique (p. ex. Google Street View™) devraient être permis au Canada?

Images de la rue de résidences privées permises au Canada	Mode de collecte de données	
	En ligne (n=2 048)	Téléphone (n=541)
Pas d'accord (1-2)	36 %	34 %
Neutre (3)	36 %	35 %
D'accord (4-5)	28 %	32 %

Taux de réponse

Le taux de réponse à l'enquête en ligne a été calculé d'après le nombre de personnes jointes qui ont accédé à l'enquête par l'intermédiaire du courriel d'invitation (c.-à-d. celles qui ont cliqué sur le lien vers l'enquête et qui ont commencé à répondre aux questions), divisé par le nombre total de courriels d'invitation envoyés.

Le taux de réponse à l'enquête téléphonique a été calculé d'après le nombre de personnes jointes qui ont accepté de participer à l'enquête (avant toute question de vérification), divisé par le nombre total de numéros de téléphone valides composés.

	Mode de collecte de données	
	En ligne	Téléphone
Nombre de personnes jointes	57 286	17 817
Nombre de réponses	4 526	1 170
Taux de réponse	7,9%	6,6%

Annexe B : Questionnaires

Confidentialité et utilisation des données géospatiales
Recherche qualitative – Guide détaillé des entrevues téléphonique et en ligne – Français

[Les notes en gras et en italique sont à l'intention de l'intervieweur.]

1.0 Introduction

Bonjour. Mon nom est _____ et je représente Phase 5, une entreprise indépendante d'étude de marché. Je vous remercie d'avoir accepté de participer à l'entrevue. Comme nous vous l'avons mentionné auparavant, nous avons été embauchés par GéoConnexions Canada, un programme national de partenariat de Ressources naturelles Canada, pour mener des entrevues téléphoniques avec des Canadiens afin de mieux comprendre leur niveau de connaissance des données géoréférencées, l'utilisation qu'ils en font et leurs attitudes envers ce type d'information.

Ne pas le mentionner, sauf si de plus amples renseignements sont requis pour rendre le répondant à l'aise → GéoConnexions Canada **aide les décideurs à utiliser l'information géoréférencée en ligne, comme des cartes et des images satellitaires, pour répondre à des besoins pressants au Canada.** Les données géoréférencées ou géospatiales fournissent de l'information sur certains lieux géographiques, comme l'incidence d'une maladie dans une région, l'emplacement des aéroports et des gares et le nombre de personnes âgées qui habitent dans une ville. Ce type d'information peut être très utile pour l'élaboration de politiques et de programmes.

Avant de commencer, j'aimerais attirer votre attention sur certains points.

- La séance sera **enregistrée sur bande audio**. Tout ce que vous direz demeurera confidentiel. Nous utiliserons l'enregistrement pour rédiger notre rapport. Aucun nom ne sera associé aux commentaires que nous aurons obtenus.

- Soyez **ouvert et sincère**. Nous voulons entendre vos plus sincères opinions et suggestions.

- Je ne suis **pas un(e) employé(e) de Ressources naturelles Canada ou de GéoConnexions**. Il est possible que je ne puisse répondre à toutes vos questions sur les données géoréférencées personnelles, mais je me ferai un plaisir de vous mettre en contact avec un représentant de l'une ou l'autre de ces organisations.

Avez-vous des questions avant de commencer?

Tout d'abord, j'aimerais en savoir un peu plus sur vous pour m'aider à mieux situer vos commentaires.

1. Quelle est votre principale activité? Avez-vous un emploi? Êtes-vous à la retraite? Une personne au foyer? Un(e) étudiant(e)? ***Questions supplémentaires :***
    a. ***Si la personne travaille :*** Quelle est votre profession? Quel poste occupez-vous et quelles sont vos principales fonctions? Utilisez-vous l'information géoréférencée au travail?
    b. ***Si elle est aux études :*** Quel établissement fréquentez-vous? Dans quel domaine étudiez-vous?

2. Décrivez-moi la composition de votre ménage.

3. Parlez-moi un peu de l'endroit où vous habitez. Habitez-vous au centre-ville, en banlieue, dans une petite municipalité, une zone rurale ou une région éloignée?

4. Dans quel type d'habitation vivez-vous (p. ex., maison individuelle, maison en rangée, appartement, etc.)? **Si pertinent :** Avez-vous une cour avant et/ou arrière?

2.0 Contexte

Parlons tout d'abord de vos impressions de l'information personnelle géoréférencée.

5. Avez-vous déjà entendu parler des « données géospatiales »? If yes: Qu'est-ce que cela signifie pour vous? Comment les définissez-vous?

6. Que signifie pour vous « l'information géoréférencée »? Que signifie pour vous « l'information personnelle géoréférencée »?

7. Pouvez-vous me donner des exemples d'information géospatiale ou géoréférencée? Pouvez-vous me donner des exemples d'information géospatiale ou géoréférencée en ligne?

8. Je vais vous lire la définition de « données géospatiales » ou « information géoréférencée personnelle ». Dites-moi si elle est claire et facile à comprendre. ***Lisez la définition suivante et posez ensuite les questions en dessous. Consultez le site Web pour voir la définition.***

   Définition proposée : *L'information géoréférencée personnelle désigne les renseignements personnels qui vous concernent et qui sont liés à un lieu géographique. Les renseignements personnels peuvent inclure votre nom, votre âge, vos antécédents médicaux ou les articles que vous avez achetés. Le lieu peut être aussi précis que la rue où vous habitez ou aussi vaste que votre quartier, région ou province. Les renseignements peuvent aussi inclure vos allées et venues à tout moment, que ce soit au magasin, chez un ami ou chez le médecin.*

   a. Est-ce que cette définition est facile à comprendre? Est-ce que l'expression « information géoréférencée » est claire? Avez-vous une autre expression à suggérer qui serait plus claire?
   b. Y a-t-il des expressions ou des mots qui ne sont pas clairs ou dont vous ne comprenez pas le sens?
   c. Y a-t-il quoi que ce soit que vous ajouteriez ou changeriez pour clarifier la définition? Soyez aussi précis que possible.

9. Dans quelles situations ou pour quels services utilise-t-on l'information personnelle géoréférencée? ***Parlez du niveau d'aise et établissez-le à l'aide des éléments mentionnés et des motifs d'aise ou de malaise.***

10. Je vais vous énumérer une liste de services qui utilisent l'information personnelle géoréférencée. Pour chacun d'eux, dites-moi si vous en avez entendu parler et si vous l'avez utilisé. Dans ce cas, dites-moi comment vous l'avez utilisé.
    a. Les outils de cartographie en ligne (p. ex., MapQuest, Google Maps, Street-View)
    b. Google Earth
    c. Les systèmes de navigation GPS (p. ex., voiture, bateau, randonnée pédestre)
    d. Les services intégrés à votre véhicule, comme On Star
    e. Les réseaux sociaux, tels que Google Latitude qui vous permet de retrouver vos amis et parents en tout temps
    f. Autre

    Parlez du niveau d'aise et établissez-le à l'aide des éléments mentionnés et des motifs d'aise ou de malaise.

11. Selon vous, à quoi servira l'information personnelle géoréférencée à l'avenir? ***Parlez du niveau d'aise et établissez-le à l'aide des éléments mentionnés et des motifs d'aise ou de malaise.***

12. Que pensez-vous de la confidentialité de votre information personnelle en général? Dans quelle mesure cela vous inquiète-t-il? Dans quelle mesure est-ce une préoccupation? Questions supplémentaires :

    a. De façon générale, quelles sont les utilisations légitimes ou les avantages à partager l'information personnelle? Quels sont les effets négatifs?
    b. Quel **genre** d'information personnelle hésiteriez-vous le plus à partager ou préféreriez-vous garder confidentielle? Pourquoi cela vous préoccupe-t-il?
    c. Dans quelles situations accepteriez-vous de partager ce genre d'information personnelle?

13. Que pensez-vous de la confidentialité de l'information personnelle géoréférencée en particulier? Dans quelle mesure cela vous inquiète-t-il? Dans quelle mesure est-ce une préoccupation?
    a. De façon générale, quelles sont selon vous les utilisations légitimes ou les avantages à partager l'information personnelle géoréférencée? Quels sont les effets négatifs?
    b. Quel **genre** d'information personnelle géoréférencée hésiteriez-vous le plus à partager ou préféreriez-vous garder confidentielle? Pourquoi cela vous préoccupe-t-il?
    c. Dans quelles situations accepteriez-vous de partager ce genre d'information personnelle?

3.0 Exploration des attributs et des paramètres

Un des objectifs de la recherche consiste à mieux comprendre les facteurs qui influencent le sentiment d'aise des gens à partager l'information personnelle géoréférencée. Dans ce contexte, il s'agit des données personnelles géoréférencées qui ont déjà été recueillies par une organisation, que ce soit un ministère gouvernemental, une entreprise privée ou un organisme sans but lucratif, et qui seront partagées avec une autre organisation, à des fins autres que celle pour laquelle elles ont été recueillies.

> ***Répétez la définition : Définition proposée –*** *L'information géoréférencée personnelle désigne les renseignements personnels qui vous concernent et qui sont liés à un lieu géographique. Les renseignements personnels peuvent inclure votre nom, votre âge, vos antécédents médicaux ou les articles que vous avez achetés. Le lieu peut être aussi précis que la rue où vous habitez ou aussi vaste que votre quartier, région ou province. Les renseignements peuvent aussi inclure vos allées et venues à tout moment, que ce soit au magasin, chez un ami ou chez le médecin.*

Donnez des exemples, au besoin : *Par exemple, les organismes de santé qui utilisent des renseignements personnels sur l'état de santé pour surveiller l'incidence d'une maladie dans différentes régions du Canada et élaborer des programmes, une entreprise d'entretien ou de vente de piscines qui utilise Google Earth pour savoir combien il y a de piscines dans un quartier et qui utilise ces renseignements à des fins de marketing, des ministères de l'Éducation qui veulent connaître le nombre d'enfants qui habitent dans la région et leur âge pour planifier et construire de nouvelles écoles.*

14. Quels sont les facteurs ou les situations qui influencent votre sentiment d'aise à partager votre information personnelle géoréférencée?

Obtenez une liste de facteurs et posez ensuite les questions ci-dessous. S'ils correspondent aux facteurs énoncés aux questions 15 à 19, posez ces questions.

- De façon générale, quelle importance a [***insérez le facteur***] sur votre sentiment d'aise à partager votre information personnelle géoréférencée?

- Quels sont les niveaux de [***insérez le facteur***] qui influencent votre sentiment d'aise à partager votre information personnelle géoréférencée?
- À quel moment n'êtes-vous plus à l'aise et pourquoi?

En ce qui concerne les questions 15 à 19, posez celles qui n'ont pas été abordées à la Q14.

15. Un des facteurs qui pourraient influencer votre sentiment d'aise à partager l'information est le type d'information qui est partagé – certains renseignements sont plus sensibles ou délicats que d'autres. Dans quelle mesure la sensibilité de l'information personnelle liée à un endroit influence-t-elle votre sentiment d'aise vis-à-vis le partage de cette information avec d'autres organisations?
    Questions supplémentaires :
    - Pouvez-vous me donner des exemples d'information personnelle que vous ne considérez pas sensible?
    - Quel type d'information considérez-vous sensible ou trop sensible? Pourquoi?
    - Dans quelles circonstances seriez-vous à l'aise de partager de l'information hautement sensible?

16. Un autre facteur qui pourrait influencer votre sentiment d'aise est la précision de l'emplacement. Dans quelle mesure la précision influence-t-elle votre sentiment d'aise à partager votre information personnelle géoréférencée? À quelle proximité serait-on trop près?
    Questions supplémentaires pour connaître le niveau d'aise lié aux renseignements suivants :
    - ***Votre adresse exacte***
    - ***La proximité – à quelle distance (p. ex., nombre d'habitations, différence entre les gens qui habitent dans des maisons comparativement à des appartements)***
    - ***La collectivité locale – définir « locale »***
    - ***La région ou la province***
    - Dans quelles circonstances seriez-vous à l'aise de fournir votre adresse exacte?
    - Quels éléments de proximité utiliseriez-vous? Quels sont ceux qui influenceraient votre sentiment d'aise?

17. Un autre facteur pourrait être ceux qui ont accès à l'information. De façon générale, avec quels types d'organisations seriez-vous à l'aise de partager l'information? Celles avec lesquelles vous ne seriez pas à l'aise?
    Questions supplémentaires pour connaître le niveau d'aise lié au partage de renseignements avec les organisations suivantes :
    - ***Le gouvernement***
    - ***Les différents ordres de gouvernement, dans la mesure où on précise lequel (municipal, provincial et fédéral)***
    - ***Le milieu universitaire, les organismes sans but lucratif et les instituts de recherche***
    - ***Le secteur privé***
    - Dans quelles circonstances seriez-vous à l'aise de partager votre information personnelle géoréférencée avec [insert least comfortable]?
    - Comment regrouperiez-vous ces organisations? ***Répétez les groupes, au besoin.***

18. Dans quelle mesure l'usage qui est fait de l'information influence-t-il votre sentiment d'aise? Comment? Quels sont les usages de l'information personnelle géoréférencée avec lesquels vous êtes à l'aise et ceux avec lesquels vous n'êtes pas à l'aise?
    Questions supplémentaires pour connaître le niveau d'aise lié au partage pour les raisons suivantes :
    - ***La prestation de services (comme le service de police)***
    - ***La surveillance ou le suivi (p. ex., de la propagation d'une maladie)***

- ***La commercialisation***
- ***Les réseaux sociaux (comme Google Latitude)***
- Dans quelles circonstances seriez-vous à l'aise de partager votre information personnelle géoréférencée pour qu'elle soit utilisée par [insert least comfortable]?
- Est-ce que cette distinction entre les différents usages est logique? Auriez-vous d'autres catégories à suggérer? ***Répétez les catégories, au besoin.***

19. Dans quelle mesure votre niveau de contrôle sur l'information personnelle géoréférencée qui est partagée influence-t-il votre sentiment d'aise? Comment? Quel genre de contrôle ferait en sorte que vous seriez à l'aise de partager votre information personnelle géoréférencée? Quel est celui qui ferait en sorte que vous ne seriez pas à l'aise de partager cette information?
    Questions supplémentaires pour connaître le degré d'importance de ce qui suit :
    - ***Le fait de pouvoir choisir ceux qui ont accès à l'information***
    - ***Le fait de savoir que l'information pourrait être partagée avec d'autres organisations au moment de fournir cette information (c.-à-d. que vous puissiez permettre ou refuser qu'on partage l'information)***
    - ***La possibilité d'accepter ou de refuser en tout temps***
    - ***La possibilité de voir l'information et de la modifier au besoin***
    - Est-ce que les « niveaux de contrôle » sont logiques? En auriez-vous d'autres à suggérer?

4.0 Exploration des interactions entre les paramètres et les attributs à l'aide de scénarios

Maintenant que nous avons examiné certains facteurs qui influencent votre sentiment d'aise à partager votre information personnelle géoréférencée, j'aimerais vous présenter quelques scénarios hypothétiques et vous demander si vous seriez à l'aise de partager votre information dans chacune de ces situations.

Mettez beaucoup l'accent sur ceci : **Je tiens à souligner que ces scénarios sont strictement hypothétiques et qu'ils serviront uniquement à des fins de recherche. Ils ont été conçus pour évaluer l'influence de certains facteurs sur votre sentiment d'aise à partager votre information personnelle dans différentes situations, et non pour obtenir vos réactions envers des activités existantes ou prévues.**

Scénario 1
Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer les antibiotiques que vous a prescrits votre médecin pour traiter une bronchite. En vous remettant le médicament, le pharmacien vous informe que l'information sur les patients qui se procurent des antibiotiques sera transmise au gouvernement pour effectuer un suivi sur la durée de maladies similaires et les régions affectées, et vous demande la permission de partager l'information sur votre prescription et votre quartier. Vous seriez en mesure de voir et de modifier l'information qui est partagée pour s'assurer qu'elle est exacte.

20. Seriez-vous à l'aise à ce qu'on partage votre information dans cette situation? Pourquoi ou pourquoi pas?
21. ***Si pas à l'aise :*** En quoi la situation devrait-elle être différente pour que vous soyez à l'aise à partager votre information?
22. ***Si à l'aise :*** En quoi la situation pourrait-elle changer pour que vous ne soyez plus à l'aise à partager votre information?
23. ***Si nécessaire, questions supplémentaires pour connaître l'impact de l'adaptation à chacun des facteurs soulignés.***
24. Si vous deviez remplacer la bronchite par une condition plus délicate ou hautement délicate, quelle serait-elle?
25. Est-ce que ce scénario est simple à comprendre? Si non, expliquez. Vous semble-t-il réaliste?

Scénario 2
Vous êtes une personne âgée à mobilité réduite. Le gouvernement a obtenu cette information dans votre dossier médical et souhaite la partager avec les ambulanciers pour aider les services de planification des mesures d'urgence. Il souhaite leur transmettre de l'information sur votre état de santé et votre adresse personnelle, de façon à repérer les résidences qui ont un besoin d'aide plus pressant en situation d'urgence. Vous seriez en mesure de voir et de modifier l'information pour s'assurer qu'elle est exacte, mais vous ne pourriez ni refuser ni consentir à ce qu'on partage votre information ou demander à ce qu'on la supprime des dossiers.

26. Seriez-vous à l'aise à ce qu'on partage votre information dans cette situation? Pourquoi ou pourquoi pas?
27. ***Si pas à l'aise :*** En quoi la situation devrait-elle être différente pour que vous soyez à l'aise à partager votre information?
28. ***Si à l'aise :*** En quoi la situation pourrait-elle changer pour que vous ne soyez plus à l'aise à partager votre information?
29. ***Si nécessaire, questions supplémentaires pour connaître l'impact de l'adaptation à chacun des facteurs soulignés.***
30. Est-ce que ce scénario est simple à comprendre? Si non, expliquez. Vous semble-t-il réaliste?

Scénario 3
Le gouvernement souhaite évaluer l'efficacité des programmes de relèvement économique à l'échelle locale en exigeant des banques qu'elles partagent les renseignements sur les dettes et les actifs des clients à intervalles réguliers. Les banques partageraient de l'information sur vos dettes, vos actifs et votre collectivité, mais pas votre nom ni votre adresse. Vous pourriez refuser de participer à ce suivi et vous retirer en tout temps, mais vous ne pourriez ni voir ni modifier l'information partagée.

31. Seriez-vous à l'aise à ce qu'on partage votre information dans cette situation? Pourquoi ou pourquoi pas?
32. ***Si pas à l'aise :*** En quoi la situation devrait-elle être différente pour que vous soyez à l'aise à partager votre information?
33. ***Si à l'aise :*** En quoi la situation pourrait-elle changer pour que vous ne soyez plus à l'aise à partager votre information?
34. ***Si nécessaire, questions supplémentaires pour connaître l'impact de l'adaptation à chacun des facteurs soulignés.***
35. Comment décririez-vous la sensibilité de l'information sur vos dettes et vos actifs? Diriez-vous qu'elle n'est pas du tout sensible, un peu sensible, plutôt sensible ou très sensible?
36. Est-ce que ce scénario est simple à comprendre? Si non, expliquez. Vous semble-t-il réaliste?

Scénario 4
Un important institut de recherche médicale mène une étude sur les facteurs environnementaux susceptibles d'influencer le développement du cancer. Pour cela, il doit déterminer les taux de cancer dans les différentes régions. Le gouvernement partagera les dossiers médicaux avec l'institut de recherche pour l'aider dans ses efforts. Les noms et les adresses seront supprimés des dossiers; les renseignements sur votre état de santé seront uniquement liés à votre région. Vous ignorez que cette information est partagée.

37. Seriez-vous à l'aise à ce qu'on partage votre information dans cette situation? Pourquoi ou pourquoi pas?
38. ***Si pas à l'aise :*** En quoi la situation devrait-elle être différente pour que vous soyez à l'aise à partager votre information?
39. ***Si à l'aise :*** En quoi la situation pourrait-elle changer pour que vous ne soyez plus à l'aise à partager votre information?
40. ***Si nécessaire, questions supplémentaires pour connaître l'impact de l'adaptation à chacun des facteurs soulignés.***

41. Comment décririez-vous la sensibilité de l'information dans votre dossier médical? Diriez-vous qu'elle n'est pas du tout sensible, un peu sensible, plutôt sensible ou très sensible? ***Si pas très sensible :*** Qu'est-ce qui serait plus sensible?
42. Est-ce que ce scénario est simple à comprendre? Si non, expliquez. Vous semble-t-il réaliste?

Scénario 5

Les relevés de cartes de crédit et de comptes bancaires indiquent les endroits où vous avez magasiné. Votre banque s'est jointe à des entreprises de marketing pour partager avec eux votre adresse et de l'information sur les endroits où vous avez récemment fait des achats, afin de vous faire parvenir de la publicité ciblée susceptible de vous intéresser, compte tenu de vos préférences d'achat. Vous pouvez vous inscrire ou vous retirer du programme en tout temps et vous pouvez voir et modifier l'information qui est partagée.

43. Seriez-vous à l'aise à ce qu'on partage votre information dans cette situation? Pourquoi ou pourquoi pas?
44. ***Si pas à l'aise :*** En quoi la situation devrait-elle être différente pour que vous soyez à l'aise à partager votre information?
45. ***Si à l'aise :*** En quoi la situation pourrait-elle changer pour que vous ne soyez plus à l'aise à partager votre information?
46. ***Si nécessaire, questions supplémentaires pour connaître l'impact de l'adaptation à chacun des facteurs soulignés.***
47. Est-ce que ce scénario est simple à comprendre? Si non, expliquez. Vous semble-t-il réaliste?

Scénario 6

Vous avez récemment terminé des travaux sur votre propriété. Votre gouvernement local prévoit partager l'information qui apparaît sur votre permis de construction pour aider un ministère provincial à procéder à une étude d'impact sur l'utilisation des terres. L'information sera liée à votre quartier. On vous informe que cette information sera partagée, mais vous ne pouvez pas refuser de partager l'information, non plus que vous ne pouvez la voir ou la modifier.

48. Seriez-vous à l'aise à ce qu'on partage votre information dans cette situation? Pourquoi ou pourquoi pas?
49. ***Si pas à l'aise :*** En quoi la situation devrait-elle être différente pour que vous soyez à l'aise à partager votre information?
50. ***Si à l'aise :*** En quoi la situation pourrait-elle changer pour que vous ne soyez plus à l'aise à partager votre information?
51. ***Si nécessaire, questions supplémentaires pour connaître l'impact de l'adaptation à chacun des facteurs soulignés.***
52. Est-ce que ce scénario est simple à comprendre? Si non, expliquez. Vous semble-t-il réaliste?

Mettez beaucoup l'accent sur ceci : **Je tiens encore une fois à souligner que ces scénarios sont strictement hypothétiques et qu'ils serviront uniquement à des fins de recherche. Ils ont été conçus pour évaluer l'influence de certains facteurs sur votre sentiment d'aise à partager votre information personnelle dans différentes situations, et non pour obtenir vos réactions envers des activités existantes ou prévues.**

53. Maintenant que vous avez eu le temps d'y réfléchir plus longuement, y a-t-il d'autres facteurs auxquels vous n'aviez jamais pensé, mais qui influenceraient votre sentiment d'aise avec le partage de votre information personnelle géoréférencée?

54. Nous avons discuté de plusieurs facteurs qui pourraient influencer votre sentiment d'aise avec le partage de votre information personnelle géoréférencée, notamment :

a. Le caractère délicat ou la sensibilité de l'information
b. La précision (p. ex., l'adresse exacte plutôt que la ville ou la région)
c. L'usage qui sera fait de l'information
d. Votre niveau de contrôle sur la façon dont l'information est utilisée
e. Ceux qui ont accès à l'information
f. Indiquez les facteurs qu'ils ont ajoutés.

Je suis conscient(e) qu'aucun de ces facteurs ne peut être examiné seul, mais je souhaite connaître ceux qui ont le plus d'importance à vos yeux. Pouvez-vous les classer en ordre de 1 à ?, 1 étant celui qui influence le plus votre sentiment d'aise avec le partage de votre information personnelle géoréférencée et ?, celui qui l'influence le moins.

55. À votre avis, quelles sont les lignes directrices ou les limites qui devraient être imposées pour le partage de l'information personnelle géoréférencée?

Questions supplémentaires :

- ***L'accès***
- ***La divulgation***
- ***Le contrôle ou la permission pour usage secondaire***
- ***La précision***
- ***L'effet des différentes utilisations, la raison d'être des lignes directrices et des limites (p. ex., la sécurité publique versus le marketing)***
- ***Les règles devraient-elles varier selon les utilisateurs (p. ex., le gouvernement versus le secteur privé)?***
- ***Les règles devraient-elles varier selon les différents types de données (p. ex., sensibilité élevée versus faible sensibilité)?***

5.0 Niveau d'aise à l'égard des images de résidences privées

J'aimerais maintenant en savoir un peu plus sur votre sentiment d'aise concernant les différents types d'images représentant votre maison, comme les images satellitaires, la photographie aérienne et la photographie ou la vidéo au sol.

56. Pour la cartographie vidéo ou par satellite, comme GoogleEarth, à quelle proximité de votre maison doit-on se trouver pour que vous soyez à l'aise à ce qu'elle soit présentée dans une zone Internet accessible à la majorité des utilisateurs? A quel point se rapproche-t-on trop près?

57. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise avec la présentation d'une vue de votre rue sur Internet? Considérez-vous l'extérieur de votre maison comme un espace personnel ou privé?

58. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise avec le périmètre de votre maison représenté par des photos aériennes ou des images satellitaires et apparaissant sur Internet (p. ex., votre cour, balcon, véranda avant, entrée de garage, etc.)? Considérez-vous que cet espace est personnel ou privé?

Questions supplémentaires :

- Avez-vous déjà pensé au fait que toute personne qui peut voir les images de votre maison peut aussi voir ce que vous possédez? Dans quelle mesure cela vous préoccupe-t-il?
    - Prenez cet exemple : Une entreprise d'aménagement paysager ou d'accessoires de piscine pourrait utiliser les images des maisons de GoogleEarth pour identifier les quartiers à cibler par des campagnes de marketing. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise ou non avec une telle utilisation des images de votre maison? Pourquoi?

59. À votre avis, quelles sont les lignes directrices ou les limites qui devraient être imposées pour la visualisation de votre maison (photos aériennes, images satellitaires ou vidéo au niveau de la rue)?
Questions supplémentaires :
- ***La fréquence des photos – fréquence des mises à jour***
- ***L'échelle***
- ***La divulgation***
- ***La permission pour un usage secondaire***

7.0 Sommaire

60. Voilà qui termine l'entrevue. Avez-vous d'autres commentaires à faire en terminant?

RECONFIRMEZ L'ADRESSE POSTALE.

MERCI INFINIMENT DE VOTRE COLLABORATION ET DE VOS COMMENTAIRES. ILS NOUS ONT ÉTÉ FORT UTILES.

Privacy and the Use of Geospatial Data
Qualitative Research – In-depth Telephone and Online Interview Guide - English

[Notes to the interviewer are in bold, italics.]

1.0 Introduction

Hi, my name is _____. I am with Phase 5, an independent market research company. I would like to thank you for participating in this interview. As you know from our phone call to you, our company has been hired by GeoConnections Canada, a national partnership led by Natural Resources Canada. The research involves a series of telephone interviews with Canadians to better understand their awareness, use, and attitudes towards the use of location-based information.

Do not offer, but if more information is needed to make the respondent comfortable → GeoConnections Canada helps decision-makers use online location-based information, such as maps and satellite images, to tackle some of Canada's important challenges. Location-based or geospatial data links data or information to specific geographic locations e.g. incidence of disease in a specific area, locations of airports and train stations, number of seniors living in a city. This type of information can be very useful for policy and program development.

Before we begin, there are a couple of things I would like to point out about the session.

- We would like to **audio tape the interview**. Anything you say will be treated in confidence. We will use the tape to help us write the report. When we prepare our report no comment will be linked to a specific person.

- We ask that you be **open and frank**. We want to hear your honest views and suggestions.

- I am **not an employee of Natural Resources Canada or GeoConnections**. There may be questions you have about location-based personal information that I won't be able to answer but, if you have unanswered questions we can have someone from those organizations contact you.

Do you have any questions before we begin?

First, I would like to learn a little about you in order to help me situate your comments.

1. What is your main activity? Are you currently employed, retired, working in the home, going to school? ***Probe:***
    a. ***If employed:*** What is your occupation? What is your position and key responsibilities? Do you use location-based information at work?
    b. ***If studying:*** Where are you going to school? What are you studying?

2. Can you describe the make-up of your household?

3. Tell me a bit about where you live. Do you live in the city centre, the suburbs, town, or rural or remote location?

4. What type of residence do you live in (e.g. detached home, townhouse, apartment, etc.)? **If relevant:** Do you have a front and / or back yard?

2.0 Context

To begin our discussion, we are going to explore some of your thoughts related to location-based personal information.

5. Have you ever heard of the term 'geospatial data'? If yes: What does it mean to you? How would you define it?

6. When I say the term 'location-based information', what does that mean to you? When I say the term 'location-based personal information' what does that mean to you?

7. Can you think of examples of geospatial or location-based information? How about examples of online geospatial or location-based information?

8. I am going to provide you with a definition of 'geospatial data' or 'location-based personal information' and I would like to know if it is clear and easy to understand. ***Read the following definition and then ask the questions that follow.***

   Proposed definition: *By location-based personal information we mean that personal information about you has been tied to a geographic location. Personal information could include things like your name, age, health history or items you have bought. Location could be as precise as the street address of your home or broader such as your neighbourhood, region or province. It could also include your whereabouts at any moment and time, such as a store, a friend's home or a doctor's office.*

   a. To what extent is this definition easy to understand? Is the term 'location-based information' clear? Can you think of another term that would be clearer?
   b. Are there any terms or words you find unclear – you are not sure what is meant?
   c. Is there anything you would add or change that would make the definition clearer? Be as specific as possible.

9. Can you think of any situations or services that use location-based personal information? ***Discuss and probe level of comfort with items mentioned and reasons for comfort/discomfort.***

10. I'm going to list some services that use location-based personal information and for each one would like you to tell me whether you have heard of it and if you have used it. If you have used it, describe what you have used it for.
    a. Online mapping tools e.g. MapQuest, Google Maps, Street-View
    b. Google Earth
    c. GPS Navigation Systems e.g. car, boat, hiking
    d. Services like On Star in your vehicle
    e. Social networking tools such as Google Latitude that allow you to find out where friends and family in your network are at any given moment
    f. Others???

    Discuss and probe level of comfort with items mentioned and reasons for comfort/discomfort.

11. What do you see location-based personal information being used for in the future? ***Discuss and probe level of comfort with items mentioned and reasons for comfort / discomfort.***

12. How do you feel about the privacy of your personal information in general? To what extent is it something you worry about? To what extent is it a concern? Probe:

a. In general, what do you see as some of the legitimate uses or advantages of sharing personal information? What are some of the potential negative effects?
b. What **type** of personal information, if any, would you be most concerned about sharing or keeping private? Why is this a concern?
c. Are there situations when you would be willing to share this type of personal information?

13. How do you feel about the privacy of location-based personal information in particular? To what extent is this something you worry about? To what extent is it a concern?
    a. In general, what do you see as some of the legitimate uses or advantages of sharing location-based personal information? What are some of the potential negative effects?
    b. What **type** of location-based personal information, if any, would you be most concerned about sharing or keeping private? Why is this a concern?
    c. Are there situations when you would be willing to share this type of personal information?

3.0 Exploring Dimensions and Parameters

Part of the goal of this research is to understand the factors that influence people's level of comfort in the sharing of location-based personal information. In this context, by 'sharing' we are talking about location-based personal information that has already been collected by an organization, be it a government department, private sector company, or not-for-profit organization, and that is now going to be shared with another organization for purposes other than those it was originally collected for.

> ***Repeat definition: Proposed definition:*** *By location-based personal information we mean that personal information about you has been tied to a geographic location. Personal information could include things like your name, age, health history or items you have bought. Location could be as precise as the street address of your home or broader such as your neighbourhood, region or province. It could also include your whereabouts at any moment and time, such as a store, a friend's home or a doctor's office.*

Provide some examples if necessary *e.g. health organizations using personal health information to track the incidence of decease in different areas of Canada to assist with program development, a pool cleaning and supply company using Google earth to see how many pools are in a neighbourhood and using this for marketing purposes, ministries of education looking at the number and ages of children in local residences to assist with the planning and construction of new schools*

14. What factors or situations affect your level of comfort with sharing your location-based personal information?

Get a list of factors and then ask the following questions. If they match the factors in Q15 – Q19, ask those questions.

- Generally speaking how important is [***insert factor***] to your level of comfort with your location-based information being shared?
- Are there different ranges or levels related to [***insert factor]*** that would impact your level of comfort with your location-based information being shared?
- At what point, if any, do you become uncomfortable and why?

For questions 15 – 19, asked those not addressed in Q14.

15. One factor that might impact comfort with sharing could be the type of information that is being shared – you may consider some information more sensitive than others. To what extent would the sensitivity of the personal information that is being linked to a location affect your comfort with it being shared between organizations?
Probe on:
    - Can you give examples of personal information that you do not consider sensitive?
    - What types of information, if any, do you consider sensitive / too sensitive? Why?
    - What circumstances, if any, would you be comfortable sharing highly sensitive information?

16. Another factor that might impact your level of comfort is the preciseness of the location. To what extent does preciseness impact your level of comfort with personal location-based information being shared? How close would be too close?
Probe to find out comfort with information being tied to:
    - ***Your exact address***
    - ***A nearby range – how big of a range e.g. number of households, difference between people living in houses versus apartments***
    - ***Local community – define how local***
    - ***Regional/provincial***
    - In what circumstances, if any, would you be comfortable providing your exact address?
    - What ranges would you use? What ranges have an impact on your level of comfort?

17. Another consideration could be who has access to the information. Generally speaking, what type of organizations, if any, would you be comfortable with your information being shared with and what types of organizations, if any, would make you uncomfortable?
Probe on comfort with information being shared with:
    - ***Government***
    - ***Different levels of government and whether they distinguish between them (i.e., municipal, provincial, and federal)***
    - ***Academia / not-for-profit organizations / research institutes***
    - ***Private sector***
    - What circumstances, if any, would you be comfortable having your personal location-based information shared with [insert least comfortable]?
    - How would you group organizations for this purpose? ***Repeat groups if necessary.***

18. To what extent would the purpose for which the information is being shared affect your level of comfort? How so? For what purposes would you be comfortable with your location-based personal information being shared and what purposes would make you uncomfortable?
Probe on comfort with information being shared for:
    - ***Providing public services (such as policing)***
    - ***Monitoring / tracking (e.g. tracking the spread of a disease)***
    - ***Marketing***
    - ***Social networking (e.g. Google latitude)***
    - What circumstances, if any, would be comfortable having your personal location-based information shared for the purpose of [insert least comfortable]?
    - Does this distinction between purposes make sense to you? Would you suggest different categories? ***Repeat categories if necessary.***

19. To what extent would your level of control over the location-based personal information being shared affect your level of comfort? How so? What kind of control would make you feel comfortable with your location-based personal information being shared and what would make you feel uncomfortable?
Probe to find out if it matters:

- ***Whether you are allowed to say who may access the data***
- ***Whether you are aware that the data may be shared with other organizations at the time you initially give it (i.e., can you grant/deny permission for sharing)?***
- ***If you are able to opt-in or out when you want***
- ***If you can see the information and make adjustments to it if necessary***
- Do the 'levels of control' make sense to you? Would you suggest different levels?

4.0 Exploring Interactions Between Parameters and Dimensions Through Scenarios

Now that we have talked about some of the factors that might affect your comfort with your location-based personal information being shared, we would like you to consider the following hypothetical scenarios, and how comfortable you would be with your information being shared in each case.

Strongly emphasize: **I want to emphasize that these scenarios are strictly hypothetical, and are for research purposes only. The scenarios have been designed so we can explore how a range of factors impact your level of comfort with sharing personal information under different situations. They have not been designed to gain your reactions to actual or planned activities.**

Scenario #1:
You go to a local pharmacy to fill a prescription for antibiotics to treat bronchitis. When the pharmacist gives you your prescription, they make you aware that they are sharing information about people who have filled prescriptions for antibiotics with the government, to aid the tracking of the duration and location of similar diseases and request your permission to share your prescription and neighbourhood. You would be able to view and make adjustments to the information that is shared to ensure that it is accurate.

20. Would you be comfortable with your information being shared in this situation? Why or why not?
21. ***If not comfortable:*** What would have to change in the situation for you to feel comfortable with your information being shared?
22. ***If comfortable:*** What could change in the situation that would make you not feel comfortable with your information being shared?
23. ***If necessary, probe the impact of adjustments to each of the underlined factors?***
24. If you were to replace bronchitis with a more personally sensitive / highly sensitive illness, what would it be?
25. To what extent is this scenario easy to understand? If not, discuss. Does it seem realistic?

Scenario #2:
You are a senior citizen with mobility issues. The government has this information from your health records, and would like to share it with ambulance operators to aid emergency planning services. They would share your condition and individual address, so that homes with a more urgent need for assistance in the event of emergencies could be identified. You would be able to view and make adjustments to the information to ensure that it is accurate but you cannot refuse to give permission for the sharing or ask to have it removed from their files.

26. Would you be comfortable with your information being shared in this situation? Why or why not?
27. ***If not comfortable:*** What would have to change in the situation for you to feel comfortable with your information being shared?
28. ***If comfortable:*** What could change in the situation that would make you not feel comfortable with your information being shared?
29. ***If necessary, probe the impact of adjustments to each of the underlined factors?***
30. To what extent is this scenario easy to understand? If not, discuss. Does it seem realistic?

Scenario #3:
The government wishes to assess the effectiveness of economic relief programs at the community level by having banks share information concerning people's debt and assets at regular intervals. The banks would share information about debt, assets, and community, but not your name or address. You are able to refuse to participate in this tracking and may drop-out at any time, but you are not able to view or make adjustments to the information shared.

31. Would you be comfortable with your information being shared in this situation? Why or why not?
32. ***If not comfortable:*** What would have to change in the situation for you to feel comfortable with your information being shared?
33. ***If comfortable:*** What could change in the situation that would make you not feel comfortable with your information being shared?
34. ***If necessary, probe the impact of adjustments to each of the underlined factors?***
35. How would you describe the sensitivity of information on your debts and assets? Would you say not at all, a little, somewhat or very sensitive?
36. To what extent is this scenario easy to understand? If not, discuss. Does it seem realistic?

Scenario #4:
A major medical research institute is investigating environmental factors that may influence the development of cancer. To do this they need to identify cancer rates within and across different regions. The government is going to share medical records with the research institute to aid this effort. Names and addresses will be removed from the records; your health information will only be tied to your region. You are not aware that this information is being shared.

37. Would you be comfortable with your information being shared in this situation? Why or why not?
38. ***If not comfortable:*** What would have to change in the situation for you to feel comfortable with your information being shared?
39. ***If comfortable:*** What could change in the situation that would make you not feel comfortable with your information being shared?
40. ***If necessary, probe the impact of adjustments to each of the underlined factors?***
41. How would you describe the sensitivity of information in your medical records? Would you say not at all, a little, somewhat or very sensitive? If not very sensitive, what would be more sensitive?
42. To what extent is this scenario easy to understand? If not, discuss. Does it seem realistic?

Scenario #5:
Credit card and bank account statements show where you have shopped. Your bank has partnered with marketing firms to share your address and where you have shopped recently with marketers in order to send you targeted advertising that is likely to be of interest to you based on your shopping preferences. You are able to opt-in or out of this program as you wish, and are able to view and adjust the information that is shared.

43. Would you be comfortable with your information being shared in this situation? Why or why not?
44. ***If not comfortable:*** What would have to change in the situation for you to feel comfortable with your information being shared?
45. ***If comfortable:*** What could change in the situation that would make you not feel comfortable with your information being shared?
46. ***If necessary, probe the impact of adjustments to each of the underlined factors?***
47. To what extent is this scenario easy to understand? If not, discuss. Does it seem realistic?

Scenario #6:
You recently completed work on your property. Your local government plans to share the information that appears on your construction permit in order to assist a provincial ministry with environmental assessments related to land use. The information will be tied to your neighbourhood. You are told that this information sharing will occur, but you are not able to refuse to share your information or view or make adjustments to it.

48. Would you be comfortable with your information being shared in this situation? Why or why not?
49. ***If not comfortable:*** What would have to change in the situation for you to feel comfortable with your information being shared?
50. ***If comfortable:*** What could change in the situation that would make you not feel comfortable with your information being shared?
51. ***If necessary, probe the impact of adjustments to each of the underlined factors?***
52. To what extent is this scenario easy to understand? If not, discuss. Does it seem realistic?

Strongly emphasize: **I want emphasize again that these scenarios are strictly hypothetical, and are for research purposes only. The scenarios have been designed so we can explore how a range of factors impact your level of comfort with sharing personal information under different situations. They have not been designed to gain your reactions to actual or planned activities.**

53. Now that you have thought about it a bit more, are there are any other factors that you hadn't thought of before, but that you now feel would affect your comfort with your location-based personal information being shared?

54. We have discussed a number of factors that may impact your level of comfort with location-based information being shared. These include:
    a. Sensitivity of the information
    b. Preciseness e.g. exact address versus city or region
    c. Purpose for sharing the information
    d. Your level of control over how it is used
    e. Who has access
    f. Include factors they have added.

    We appreciate that none of these factors appears in isolation, but I am interested in learning about those most important to you. Can you rank them from 1 to ?, with one having the greatest impact on your level of comfort with your location-based information being shared and '?' having the least impact.

55. What guidelines or limits concerning the sharing of location-based personal information overall do you feel should be put in place?
    Probe on:
    - ***Access***
    - ***Disclosure***
    - ***Control / Permission for secondary use***
    - ***Preciseness***
    - ***Impact of different uses / purposes on guidelines/limits e.g. public safety vs. marketing***
    - ***Should there be different rules for different users e.g. government versus private sector***
    - ***Different guidelines for different type of data e.g. high versus low sensitivity***

5.0 Comfort with Imaging of Home

We would now like to understand a bit about your comfort with your home being imaged in different ways, such as satellite imaging, aerial photography, and ground level photography or video.

56. For something like satellite or video mapping, such as on GoogleEarth, how close to your home are you comfortable having presented in a generally accessible area of the Internet? At what point, if at all, does it become too close?

57. To what extent, are you comfortable with street views of your home appearing on the Internet? Do you consider the exterior of your home to be personal or private?

58. To what extent are you comfortable with the perimeter of your home being visualized by aerial photos or satellite images and appearing on the Internet (for example, your backyard, balcony, front porch, driveway, and so on)? To what extent do you consider this space to be personal or private?

Probe on:

- To what extent have you thought about the fact that anyone that can see images of your home may gain some knowledge of your personal assets? To what extent, if at all, does this concern you?
    - Consider the following example: A landscaping company or pool supply company could use images of homes from GoogleEarth to identify neighborhoods at which to target marketing efforts. To what extent are you comfortable or uncomfortable with this kind of use of images of your home? Why?

59. What guidelines or limits concerning the visualization (via aerial photos, satellite, or street-level video) of your home do you feel should be put in place?
Probe on:
    - ***Frequency of photo – how often updated***
    - ***Scale***
    - ***Disclosure***
    - ***Permission for secondary use***

7.0 Summary

60. That is all the questions I have for you today. Do you have any final comments for me?

RECONFIRM MAILING ADDRESS

THANK YOU VERY MUCH FOR YOUR TIME AND COMMENTS. IT HAS BEEN VERY HELPFUL.

Confidentialité et utilisation des données géospatiales
Recherche quantitative – Enquête en ligne – Français

INSTRUCTIONS POUR LA PROGRAMMATION EN GRAS ET MAJUSCULES

REMARQUES POUR LA PROGRAMMATION
- ❍ **Questions à une seule réponse**
- ❑ **Questions à choix multiples**

ÉCRAN D'ACCUEIL DE L'ENQUÊTE

AJOUT DES LOGOS du gouvernement du Canada, de *GéoConnexions* et de *Phase 5*

Welcome, and thank you for taking the time to complete this survey.
Bienvenue et merci de prendre le temps de répondre au sondage.

Please choose a language for the survey.
Veuillez choisir la langue de votre choix pour répondre au sondage.

English/Anglais
Français/French

ÉCRAN D'OUVERTURE DE SESSION

AJOUT DES LOGOS du gouvernement du Canada, de GéoConnexions et de Phase 5

Nous vous remercions infiniment d'avoir accepté de participer!

En participant au sondage, vous aidez GéoConnexions, un programme du gouvernement du Canada administré par Ressources naturelles Canada (RNCan), à mieux comprendre le niveau de connaissance et les attentes des Canadiens envers l'utilisation des renseignements personnels qui les concernent et qui sont liés à un lieu géographique. Les résultats du sondage serviront à faire la lumière sur les préoccupations et les problèmes qui requièrent l'attention du gouvernement du Canada.

Tous les renseignements recueillis demeureront confidentiels et seront analysés sous forme agrégée. Aucun nom ne sera associé aux commentaires obtenus.

Votre participation **est volontaire** et essentielle au succès de cette initiative. Le sondage devrait durer de 20 à 25 minutes.

ÉCRAN DE FIN DE SESSION

Si vous souhaitez terminer le sondage plus tard, cliquez simplement sur le lien qui apparaît dans le premier courriel que vous avez reçu. Vous serez automatiquement dirigé(e) vers la dernière question à laquelle vous avez répondue avant de quitter.

ÉCRAN À PROPOS de GéoConnexions

À propos de GéoConnexions

GéoConnexions est un programme de partenariat national administré par Ressources naturelles Canada qui a pour mandat de mettre au point une infrastructure canadienne de données géospatiales. **GéoConnexions aide les décideurs à utiliser de l'information géoréférencée (ou géospatiale) disponible en ligne, comme des cartes et des images satellitaires, pour répondre à des besoins pressants au Canada. Le programme s'emploie essentiellement à tisser des partenariats dans les domaines de la santé publique, de la sécurité publique, de l'environnement et du développement durable, et des enjeux autochtones.**

ÉCRAN À PROPOS de RNCan

À propos de Ressources naturelles Canada (RNCan)

Ressources naturelles Canada (RNCan) cherche à renforcer le développement et l'utilisation responsables des ressources naturelles du Canada et la compétitivité des produits tirés des ressources naturelles du pays. Le Ministère est un chef de file établi dans les domaines de l'énergie, des forêts et des minéraux et métaux. Il utilise aussi son expertise dans le domaine des sciences de la terre afin de bâtir et de tenir à jour une base de connaissances sur la masse continentale du Canada. RNCan élabore des politiques et des programmes qui renforcent la contribution du secteur des ressources naturelles à l'économie et améliorent la qualité de vie de tous les Canadiens et les Canadiennes. En dirigeant des travaux scientifiques innovateurs dans tous les coins du pays, RNCan stimule les idées et le transfert de technologies. Le Ministère défend les intérêts internationaux du Canada et aide le pays à s'acquitter de ses obligations internationales à l'égard du développement durable des ressources naturelles.

VÉRIFICATION POUR LES QUOTAS

i. Quel âge avez-vous?

- ❍ Moins de 18 ans → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**
- ❍ 18-24 ans
- ❍ 25-34 ans — **VISEZ 27 % DE L'ÉCHANTILLON**
- ❍ 35-44 ans
- ❍ 45-54 ans — **VISEZ 40 % DE L'ÉCHANTILLON**
- ❍ 55-64 ans
- ❍ 65 ans ou plus — **VISEZ 33 % DE L'ÉCHANTILLON**

ii. Comment décririez-vous votre statut de citoyen? **Cochez une seule réponse**.

- ❍ Citoyen canadien
- ❍ Résident permanent / Statut d'immigrant admis
- ❍ Personne vivant temporairement au Canada (p. ex., pour les études, le travail, etc.) → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**
- ❍ Visiteur au Canada → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**
- ❍ Autre → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**

iii. Dans quelle province ou quel territoire résidez-vous actuellement? **Cochez une seule réponse**.

- ❍ Colombie-Britannique
- ❍ Alberta
- ❍ Saskatchewan
- ❍ Manitoba
- ❍ Ontario →
- ❍ Québec →
- ❍ Nouveau-Brunswick
- ❍ Terre-Neuve-et-Labrador
- ❍ Nouvelle-Écosse
- ❍ Île-du-Prince-Édouard
- ❍ Territoires du Nord-Ouest
- ❍ Nunavut
- ❍ Yukon

ASSUREZ LA DISTRIBUTION ÉGALE DES RÉPONDANTS (AU MOINS 400 RÉPONDANTS PAR RÉGION)

iv. Quelle est votre origine ethnique? **Cochez tout ce qui s'applique**.

- ❍ Îles Britannique
- ❍ Française
- ❍ Premières Nations
- ❍ Inuit
- ❍ Métis — **VISEZ 200 PARTCIPATIONS COMPLÈTES POUR L'ENSEMBLE DE CES GROUPES**
- ❍ Autre nord-américain
- ❍ Européen(ne) de l'ouest
- ❍ Européen(ne) du nord
- ❍ Européen(ne) de l'est
- ❍ Européen(ne) du sud
- ❍ Autre européen(ne)
- ❍ Des Caraïbes / Antilles
- ❍ Latine, centrale, ou sud-américain

- ❍ Africain(e)
- ❍ Arabe
- ❍ Asiatique de l'ouest
- ❍ Asiatique du sud
- ❍ Asiatique de l'est ou du sud-est
- ❍ Océanie
- ❍ Autre → **veuillez préciser : _____**

v. Depuis combien de temps vivez-vous au Canada? **Cochez une seule réponse.**

1. Moins d'un an
2. **De 1 an à moins de 2 ans**
3. **De 2 ans à moins de 5 ans**
4. De 5 ans à moins de 10 ans
5. 10 ans ou plus
6. Depuis toujours

vi. Êtes-vous…?

- ❍ un homme
- ❍ une femme

vii. Êtes-vous propriétaire ou locataire? **Cochez une seule réponse.**

- ❍ Propriétaire
- ❍ Locataire
- ❍ Ni l'un ni l'autre (p. ex., habite avec les parents)
- ❍ Incertain(e)

REMERCIEZ ET TERMINEZ S'IL S'AGIT D'UNE PERSONNE ÂGÉE DE MOINS DE 18 ANS : NOUS SOMMES À LA RECHERCHE DE PARTICIPANTS DE 18 ANS ET PLUS. MERCI DE VOTRE INTÉRÊT.

REMERCIEZ ET TERMINEZ S'IL NE S'AGIT PAS D'UN CITOYEN CANADIEN OU D'UN RÉSIDENT PERMANENT : NOUS SOMMES À LA RECHERCHE DE PARTICIPANTS QUI SONT DES CITOYENS CANADIENS OU DES RÉSIDENTS PERMANENTS DU CANADA. MERCI DE VOTRE INTÉRÊT.

REMERCIEZ ET TERMINEZ SI LE QUOTA RÉGIONAL A DÉJÀ ÉTÉ ATTEINT : EN CE MOMENT, NOUS SOMMES À LA RECHERCHE DE PARTICIPANTS DE DIFFÉRENTES RÉGIONS. MERCI DE VOTRE INTÉRÊT.

A. Renseignements contextuels

Tout d'abord, nous aimerions vous poser quelques questions de nature générale pour nous aider à interpréter vos réponses.

1. Quelle est votre principale activité? **Cochez une seule réponse.**

   - ❍ Occupe un emploi
   - ❍ Sans emploi / à la recherche d'un emploi → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Aux études → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Au foyer / prend soin des membres de la famille → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ À la retraite → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Invalidité de longue durée → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Autre → **Veuillez préciser : _____ → PASSEZ À LA Q3**

2. Pour quel type d'organisation travaillez-vous? **Cochez une seule réponse.**

   - ❍ Établissement scolaire / établissement d'enseignement supérieur
   - ❍ Gouvernement fédéral
   - ❍ Gouvernement provincial
   - ❍ Administration locale ou municipale
   - ❍ Organisme sans but lucratif
   - ❍ Entreprise privée à but lucratif
   - ❍ Je suis travailleur(euse) autonome.

3. Laquelle de ces catégories décrit le mieux la composition de votre ménage?

   - ❍ Personne vivant seule
   - ❍ Ménage composé de plusieurs personnes (p. ex., colocataires)
   - ❍ Couple (marié ou conjoints de fait) vivant avec enfants
   - ❍ Couple (marié ou conjoints de fait) vivant sans enfant
   - ❍ Chef de famille monoparentale avec enfants
   - ❍ Adulte vivant avec / prend soin des parents / des membres de la famille
   - ❍ Autre → **Veuillez préciser : _____**

4. Êtes-vous le parent ou le tuteur d'enfants…? **Cochez tout ce qui s'applique.**

   - ❑ de moins de 10 ans
   - ❑ de 11 à 14 ans
   - ❑ de 15 à 18 ans
   - ❑ de plus de 18 ans
   - ❑ Je ne suis ni un parent ni un tuteur. **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**

5. Dans quel type d'habitation vivez-vous?

   - ❍ Maison unifamiliale
   - ❍ Maison jumelée / condominium
   - ❍ Maison en rangée
   - ❍ Appartement – dans une maison transformée
   - ❍ Appartement / condominium – dans un immeuble de moins de 5 étages → **PASSEZ À LA Q7**
   - ❍ Appartement / condominium – dans un immeuble de 5 étages ou plus → **PASSEZ À LA Q7**

6. Lesquelles de ces caractéristiques votre habitation possède-t-elle? **Cochez tout ce qui s'applique.**

   - ❑ Entrée de cour
   - ❑ Terrain avant
   - ❑ Cour arrière
   - ❑ Terrasse / patio
   - ❑ Piscine
   - ❑ Aucune de ces réponses **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**

7. Laquelle de ces catégories décrit le mieux le secteur où vous habitez?

   - ❍ **PREMIÈRES NATIONS SEULEMENT :** Sur une réserve
   - ❍ Région éloignée (c.-à-d. qui n'est pas accessible à longueur d'année par un réseau ou un système routier)
   - ❍ Zone rurale (c.-à-d. à l'extérieur d'une municipalité, d'une banlieue ou d'un centre urbain)
   - ❍ Municipalité (population moins de 5 000 habitants)
   - ❍ Centre urbain (population entre 5,000 et 100,000 habitants)
   - ❍ Centre urbain (population plus de 100,000 habitants)
   - ❍ Autre → **Veuillez préciser : _____**

8. De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par la protection de vos renseignements personnels?

1 Pas du tout préoccupé(e)	**2**	**3**	**4**	**5 Très préoccupé(e)**	**Je ne sais pas**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

B. Questions relatives aux scénarios

Les prochaines questions concernent le sujet de « *renseignements personnels liés à votre lieu géographique* ». Nous vous présentons ci-dessous une définition de ce que cela signifie pour les fins de notre étude. **Veuillez lire attentivement cette définition avant de poursuivre.**

Par *renseignements personnels liés à votre lieu géographique*, nous entendons les renseignements personnels qui vous concernent et qui sont liés à un lieu géographique. Les renseignements personnels incluent, entre autres, votre nom, votre âge, vos antécédents médicaux, vos renseignements financiers ou les achats que vous avez faits. Le lieu géographique peut être aussi précis que votre adresse résidentielle ou aussi vaste que votre quartier, votre région ou votre province.

9. Après avoir lu cette définition, dans quelle mesure la signification de « *renseignements personnels liés à votre lieu géographique* » est-elle claire pour vous? **POUR LE PRÉTEST SEULEMENT, PASSEZ CETTE QUESTION À L'ENQUÊTE RÉELLE.**

1 Pas claire du tout	**2**	**3**	**4**	**5 Très claire**	**Je ne sais pas**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

INSTRUCTIONS POUR LES TÂCHES FONDÉES SUR DES CHOIX

INSTRUCTIONS IMPORTANTS, VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT

Les prochaines questions présentent une série de situations hypothétiques où des renseignements personnels seront liés à votre lieu géographique. Dans chaque cas, trois scénarios vous seront présentés et vous devez choisir le scénario avec lequel vous seriez le plus à l'aise. L'exercice est répété à quatre reprises..

Même si vous n'êtes pas entièrement à l'aise avec ces situations, choisissez celle avec laquelle vous êtes **le plus** à l'aise.

Certaines situations peuvent sembler similaires, mais **elles sont toutes différentes**! Veuillez les lire attentivement.

Important : Ces situations sont purement hypothétiques et servent uniquement à des fins de recherche. Elles ont pour but de mesurer l'effet de certains facteurs sur votre niveau de confort à l'égard du partage de renseignements personnels dans des situations précises. Elles n'ont pas été conçues pour obtenir vos réactions envers les activités existantes ou prévues.

ADMINISTRATION DES TÂCHES FONDÉES SUR DES CHOIX

Imaginez-vous dans chacune des situations suivantes. Dans laquelle de ces situations seriez-vous le plus à l'aise à partager vos renseignements personnels?

QUATRE TÂCHES FONDÉES SUR DES CHOIX SERONT PRÉSENTÉES À CHAQUE RÉPONDANT. CHAQUE TÂCHE SERA AFFICHÉE À L'ÉCRAN ET COMPRENDRA QUATRE OPTIONS – TROIS SCÉNARIOS ET L'OPTION « Mon niveau de confort est le même dans tous les cas ». LE TEXTE SERA AFFICHÉ POUR CHAQUE SCÉNARIO GÉNÉRÉ.

AU DÉBUT DE CHAQUE PAGE, AFFICHEZ LE NUMÉRO DE TÂCHE (C.-À.-D. PREMIÈRE PAGE – « TÂCHE 1 SUR 4 », DEUXIÈME PAGE – « TÂCHE 2 SUR 4 », ETC.).

Attributs	Niveaux
1. Scénario de base (5 niveaux)	6. Sécurité publique (le gouvernement et la santé) 7. Soins de santé (le secteur privé et la santé) 8. Santé et environnement (le gouvernement et la santé des ménages) 9. Réseautage social (outil de réseautage social et renseignements personnels de nature générale et autobiographique) 10. Activité économique (les banques et les finances)
2. Accès (4 niveaux)	5. Gouvernement (tous les niveaux) 6. Secteur privé 7. Instituts de recherche / sans but lucratif / universitaires 8. Grand public
3. But (3 niveaux)	4. Offrir un service de recherche, de surveillance et de suivi qui profitera à tous les Canadiens ou à un groupe de Canadiens 5. Information sur la commercialisation sélective 6. Information sur la commercialisation non sélective (p. ex., la planification d'entreprise)
4. Contrôle (5 niveaux)	6. Aucune connaissance ni aucun contrôle – Vous ignorez que les renseignements sont partagés. 7. Connaissance, mais aucun contrôle – Vous avez été informé(e) que les renseignements seraient partagés, mais vous ne pouvez pas refuser qu'on partage ces renseignements, non plus que vous ne pouvez les voir ou les modifier. 8. Contrôle sur l'information – Vous pouvez voir et modifier les renseignements pour garantir leur exactitude, mais vous ne pouvez pas refuser qu'on les partage. 9. Contrôle sur la participation – On vous demande votre consentement pour partager vos renseignements et vous pouvez refuser en tout temps, mais vous ne pouvez ni voir ni modifier ces renseignements. 10. Contrôle total – On vous demande votre consentement pour partager vos renseignements, vous pouvez les voir et les modifier pour garantir leur exactitude et vous pouvez refuser en tout temps.
5. Proximité (5 niveaux)	6. Votre emplacement en temps réel **[IMPOSSIBLE SI L'ATTRIBUT 1 (SCÉNARIO DE BASE) = NIVEAU 3 OU SI L'ATTRIBUT 2 (ACCÈS) = NIVEAU 4]** 7. Votre adresse résidentielle (aucun nom fourni) **[IMPOSSIBLE SI L'ATTRIBUT 2 (ACCÈS) = NIVEAU 4]** 8. Votre quartier 9. Votre ville / municipalité / réserve 10. Votre province / région

RÉPÉTEZ LES QUESTIONS 10 À 14 APRÈS CHAQUE TÂCHE SÉLECTIONNÉE, SAUF SI L'OPTION « Mon niveau de confort est le même dans tous les cas » EST SÉLECTIONNÉE. AFFICHEZ TOUTES LES QUESTIONS DANS UN SEUL ÉCRAN. L'OPTION SÉLECTIONNÉE DOIT AUSSI FIGURER À L'ÉCRAN.

10. Dans la situation que vous avez choisie, comment évalueriez-vous la sensibilité des renseignements personnels qui sont partagés?

1 – Pas du tout sensibles	2	3	4	5 – Très sensibles	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

11. Dans la situation que vous avez choisie, comment évalueriez-vous votre niveau de confort avec les renseignements qui sont partagés?

1 – Pas du tout à l'aise	2	3	4	5 – Très à l'aise	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

12. Dans la situation que vous avez choisie, dans quelle mesure seriez-vous consentant(e) à ce qu'on partage vos renseignements personnels (c.-à-d. si cela ne dépendait que de vous, dans quelle mesure accepteriez-vous qu'on partage ces renseignements)?

1 – Pas du tout consentant(e)	2	3	4	5 – Très consentant(e)	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

13. Dans la situation que vous avez choisie, dans quelle mesure seriez-vous consentant(e) à ce qu'on partage vos renseignements personnels SI on vous offrait un incitatif (p. ex., de l'argent, une participation à un concours, un rabais, etc.)?

1 – Pas du tout consentant(e)	2	3	4	5 – Très consentant(e)	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

14. Dans la situation que vous avez choisie, dans quelle mesure seriez-vous confiant(e) que vos renseignements personnels seront protégés par l'organisation avec laquelle ils sont partagés?

1 – Pas du tout confiant(e)	2	3	4	5 – Très confiant(e)	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

C. Autres questions sur les renseignements personnels liés au lieu géographique

15. Supposons que vous songiez à partager des renseignements personnels avec une organisation. Quelle est l'importance de chacun des facteurs suivants sur votre confiance en ce qui concerne la protection de vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Pas du tout important	2	3	4	5 – Très important	Je ne sais pas
a. L'existence d'une politique de confidentialité qui régit l'accès aux renseignements et leur partage à l'intérieur de l'organisation.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. L'existence d'une politique de confidentialité qui régit l'accès aux renseignements et leur partage avec les organisations externes.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Des peines sévères pour l'utilisation abusive des renseignements.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Un mécanisme de contrôle pour l'accès aux renseignements et leur partage (p. ex., par un commissaire à la protection de la vie privée ou un comité d'éthique pour la recherche).	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. La documentation et la divulgation publique des violations antérieures de la vie privée.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. L'existence de mesures de sécurité technologique efficaces pour empêcher que des personnes à l'extérieur de l'organisation aient accès aux renseignements.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Autre → **Veuillez préciser :** _____	❍	❍	❍	❍	❍	❍

16. De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels (p. ex., accès limité aux personnes autorisées seulement)?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Je ne leur fais pas du tout confiance	2	3	4	5 – Je leur fais entièrement confiance	Je ne sais pas
a. Les ministères du gouvernement fédéral	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Les ministères des gouvernements provinciaux	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Les services des administrations municipales	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Les grandes entreprises ou sociétés privées	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Les petites entreprises privées	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Les sites de réseautage social (p. ex., Facebook™, Twitter™, Google Latitude™, MySpace™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Les établissements scolaires	❍	❍	❍	❍	❍	❍
h. Les organismes sans but lucratif	❍	❍	❍	❍	❍	❍
i. Les établissements médicaux (p. ex., les hôpitaux, les grands instituts de recherche)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

17. De façon générale, quel est votre niveau de confort avec le partage de vos renseignements personnels liés à un lieu géographique entre les organisations suivantes?

	1 – Pas du tout à l'aise	2	3	4	5 – Très à l'aise	Je ne sais pas
a. Entre les ministères fédéraux	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Entre les ministères fédéraux et les ministères provinciaux	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Entre les différents niveaux de gouvernement (c.-à-d. fédéral, provinciaux et municipaux)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. **PREMIÈRES NATIONS SEULEMENT :** Entre le conseil de gestion des Premières nations et les ministères fédéraux	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. **PREMIÈRES NATIONS SEULEMENT :** Entre le conseil de gestion des Premières nations et les ministères provinciaux	❍	❍	❍	❍	❍	❍

18. Est-ce que vous ou un membre de votre famille immédiate avez été victime de l'une ou l'autre de ces atteintes à la vie privée? **Cochez tout ce qui s'applique.**

- ❑ Vol d'une pièce d'identité personnelle (p. ex., vol de passeport, de numéro d'assurance sociale, de permis de conduire ou de carte santé)
- ❑ Fraude
- ❑ Harcèlement criminel
- ❑ Vol de renseignements financiers ou d'une carte de crédit
- ❑ Vol d'un NIP bancaire
- ❑ Vol de fonds dans un compte
- ❑ Autre chose? → **Veuillez préciser : _____**
- ❑ Aucune de ces réponses **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**

19. Quand vous utilisez le mot « quartier », à quoi pensez-vous? Comment décririez-vous votre quartier en termes d'étendue géographique (p. ex., votre rue, quelques pâtés de maisons, une subdivision, etc.)?

❍ Je ne sais pas. / Je suis incertain(e).

20. Veuillez fournir une estimation très approximative du nombre de ménages dans votre quartier.

___ ménages **PAS PLUS DE CINQ CARACTÈRES**

❍ Je ne sais pas. / Je suis incertain(e).

21. Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacun des énoncés suivants.

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Pas du tout d'accord	2	3	4	5 – Tout à fait d'accord	Je ne sais pas
a. Je considère que mon code postal est un renseignement personnel.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Je considère que mon adresse est un renseignement personnel, même quand mon nom n'y est pas associé.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Je suis plus à l'aise à fournir mon adresse si mon nom n'y est pas associé.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Si quelqu'un avait mon adresse, il pourrait facilement l'associer à mon nom.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Je suis à l'aise à fournir mon nom ET mon adresse aux organisations auxquelles je fais confiance.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. L'idée qu'on puisse m'identifier uniquement à partir de mon adresse me préoccupe.	❍	❍	❍	❍	❍	❍

D. Surveillance des déplacements en temps réel des personnes

Dispositifs de repérage

AFFICHEZ LE TEXTE : Les prochaines questions concernent les technologies de repérage, certaines pouvant recueillir l'information sur les déplacements en temps réel d'une personne. Ces technologies pourraient inclure les téléphones cellulaires/mobiles, les appareils cellulaires munis d'un GPS, les services de réseautage social qui utilisent une technologie de repérage, les cartes de crédit à puce, et les passeports électronique.

26. Lesquels de ces services ou dispositifs de repérage utilisez-vous? **Cochez tout ce qui s'applique.**

- ❑ Système de navigation GPS portable ou intégré à votre véhicule
- ❑ Système OnStar™ ou autre service similaire intégré à votre véhicule
- ❑ Appareil GPS portable pour la randonnée pédestre, la navigation de plaisance, le vélo, etc.
- ❑ Téléphone cellulaire avec GPS intégré (p. ex., la 3e génération de BlackBerry™)
- ❑ Services de réseautage social comme Google Latitude™ qui utilise la technologie du GPS pour garder contact en temps réel avec les amis et les membres de la famille qui utilisent ce service
- ❑ Dispositif de repérage GPS antivol sur les ordinateurs, les vélos, etc.
- ❑ Autre → **Veuillez préciser : _____**
- ❑ Aucune de ces réponses **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**
- ❑ Je ne sais pas. / Je suis incertain(e). **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**

27. Dans l'espace ci-dessous, veuillez décrire les avantages que vous offre, le cas échéant, les technologies de repérage, le cas échéant.

- ❍ Je ne vois aucun avantage à utiliser la technologie de repérage.
- ❍ Je ne sais pas. / Je suis incertain(e).

28. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour chacune des activités suivantes?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Pas du tout d'accord	2	3	4	5 – Tout à fait d'accord	Je ne sais pas
a. Pour faciliter les services d'urgence (p. ex., repérer des personnes impliquées dans un accident grâce à un GPS dans un véhicule ou un téléphone cellulaire)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Pour accroître la productivité au travail si les employés sont conscients qu'elle est utilisée (p. ex., les employeurs qui utilisent des téléphones cellulaires munis d'un GPS ou des véhicules équipés d'un GPS pour surveiller les déplacements de leurs employés au travail)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Pour mieux protéger les enfants (p. ex., les parents qui utilisent des services pour repérer leurs enfants grâce à des téléphones cellulaires munis d'un GPS)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Pour mieux faire respecter la loi (p. ex., pour localiser un suspect ou surveiller ses mouvements au moment où un crime a été commis ou pour retrouver des personnes disparues)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

29. Avant aujourd'hui, dans quelle mesure aviez-vous pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée que pourrait causer l'utilisation de dispositifs de repérage?

1 – Je n'y avais pas du tout pensé	2	3	4	5 – J'y avais beaucoup pensé	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

30. **PASSEZ SI Q29 < 3.** De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage pour surveiller les déplacements en temps réel d'une personne?

1 – Pas du tout préoccupé(e)	2	3	4	5 – Très préoccupé(e)	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

31. **PASSEZ SI Q29 < 3 ou Q30 < 4.** Vous avez mentionné que vous étiez préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage pour surveiller les déplacements en temps réel d'une personne. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquer pourquoi vous êtes préoccupé(e).

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

32. **PASSEZ SI Q29 < 3.** Pensez aux situations où on pourrait découvrir l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex., téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.). Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacune de ces situations?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	**1 – Pas du tout préoccupé(e)**	**2**	**3**	**4**	**5 – Très préoccupé(e)**	**Je ne sais pas**
a. Les pirates informatiques qui ont accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. L'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes comme victime (p. ex., pour un cambriolage)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Ne pas connaitre la durée pour laquelle les renseignements relatifs à déplacements vont être conservés	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. La vente de renseignements relatifs à mouvements à des tierces parties	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Les autorités qui utilisent le GPS pour surveiller les personnes à leur insu	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Les images de votre emplacement sur Internet en temps réel qui sont affichées sans votre consentement (p. ex., votre photo et votre emplacement qui sont partagés sans votre permission)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

IRF

33. L'identification par radiofréquence est une technologie qui utilise les ondes radioélectriques pour lire l'information contenue sur une puce pouvant être intégrée à divers documents d'identification personnelle, comme les cartes de crédit et les passeports. Possédez-vous l'un ou l'autre de ces instruments ou cartes munis d'une puce à identification par radiofréquence (IRF)?

	Oui	**Non**	**Je ne sais pas**
Permis de conduire Plus	❍	❍	❍
PayPass relié à Mastercard™ ou à une autre carte de crédit (REMARQUE : Interac™, les cartes débit et Visa™ à puce n'utilisent PAS l'IRF)	❍	❍	❍
Speedpass™ Esso™	❍	❍	❍
Autre → **Veuillez préciser : _____**	❍	❍	❍

34. Comment évaluez-vous votre niveau de connaissance avec la technologie d'identification par radiofréquence (IRF)?

1 – Je ne suis pas du tout familier(ère) avec cette technologie	2	3	4	5 – Je suis très familier(ère) avec cette technologie	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

35. **PASSEZ SI Q34 < 3.** Avant aujourd'hui, dans quelle mesure aviez-vous pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée que pourraient provoquer les appareils munis d'un dispositif d'IRF?

1 – Je n'y avais pas du tout pensé	2	3	4	5 – J'y avais beaucoup pensé	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

36. **PASSEZ SI Q33 = NON OU Q34 < 3 OU Q35 < 3.** De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements sur les mouvements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF?

1 – Pas du tout préoccupé(e)	2	3	4	5 – Très préoccupé(e)	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

37. **DEMANDEZ SEULEMENT SI Q36 > 3**. Vous avez mentionné que vous êtes préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements sur les mouvements en temps réel des personnes recueillis à l'aide de la technologie d'IRF. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquer pourquoi vous êtes préoccupé(e).

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

38. Dans quelle mesure est-ce important que le gouvernement du Canada règlemente la collecte et le partage des renseignements relatifs aux mouvements en temps réel des personnes?

1 –Pas du tout important	2	3	4	5 – Très important	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

39. **PASSEZ SI Q38 < 3.** Dans quelle mesure est-ce important que le gouvernement du Canada règlemente chacun des aspects suivants de la collecte et du partage des renseignements relatifs aux mouvements en temps réel des personnes?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Pas du tout important	2	3	4	5 – Très important	Je ne sais pas
a. La durée de conservation des renseignements	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Les restrictions qui limitent l'utilisation secondaire des renseignements (p. ex., les renseignements qui peuvent être partagés uniquement à certaines fins)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Les restrictions concernant les parties avec lesquelles les renseignements peuvent être partagés	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. La réglementation sur l'élimination des renseignements	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. La réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les renseignements relatifs à leurs mouvements en temps réel	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. La réglementation sur la nécessité d'obtenir le consentement des personnes avant de recueillir les renseignements qui les concernent	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Autre → **Veuillez préciser :** _____	❍	❍	❍	❍	❍	❍

E. Niveau d'aise à l'égard de l'identification de résidences dans Internet

40. Pour chacun de ces outils de cartographie en ligne, veuillez indiquer si vous en avez entendu parler, si vous en avez entendu parler, mais ne l'avez jamais utilisé, si vous l'avez utilisé quelques fois ou si vous l'avez utilisé souvent.

	Je n'en ai jamais entendu parler	J'en ai entendu parler, mais je ne l'ai jamais utilisé	Je l'ai utilisé quelques fois	Je l'ai utilisé souvent
a. Cartes traditionnelles sur Internet (p. ex., MapQuest™, Google Maps™)	❍	❍	❍	❍
b. Images satellitaires des outils de cartographie sur Internet (p. ex., Google Earth™)	❍	❍	❍	❍
c. Images de la rue des outils de cartographie sur Internet (p. ex., Google Street View™)	❍	❍	❍	❍

41. De façon générale, quel est votre niveau de confort avec le fait que votre résidence puisse être identifiée des façons suivantes sur des sites facilement accessibles sur Internet?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Pas du tout à l'aise	2	3	4	5 – Très à l'aise	Je ne sais pas
a. Comme un point sur une carte (p. ex., des cartes traditionnelles sur Internet comme MapQuest™ et Google Maps™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Comme une image prise d'un satellite ou une photo aérienne (p. ex., image satellitaire de Google Earth™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Comme une image de l'extérieur de votre résidence prise au niveau de la rue (p. ex., image de la rue sur Google Street View™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Des images de l'extérieur de votre résidence, avec des gens à l'extérieur qui peuvent être identifiées (p. ex., assis sur votre balcon ou véranda, jouant sur votre terrain, etc.)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Des images de l'extérieur de votre résidence, avec des gens à l'extérieur qui sont visibles, mais qui ne peuvent **pas** être identifiés (p. ex., assis sur votre balcon ou véranda ou qui jouent sur votre terrain, mais dont les visages sont flous)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

REMARQUE : POSEZ À CHAQUE PARTICIPANT JUSQU'À DEUX DES Q42 À Q45, ALÉATOIREMENT

42. **SI Q41A < 3**. Vous avez mentionné que vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée comme un point sur une carte présentée sur un site facilement accessible sur Internet. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquez pourquoi vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée de cette façon.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

43. **SI Q41B < 3**. Vous avez mentionné que vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée comme une image prise d'un satellite ou une photo aérienne sur un site facilement accessible sur Internet. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquez pourquoi vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée de cette façon.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

44. **SI Q41C < 3**. Vous avez mentionné que vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée comme une image de l'extérieur prise au niveau de la rue sur un site facilement accessible sur Internet. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquez pourquoi vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée de cette façon.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

45. **A. SI Q41D < 3**. Vous avez mentionné que vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que des images de l'extérieur de votre résidence, avec des gens à l'extérieur qui sont visibles, mais qui ne peuvent **pas** être identifiés apparaissent sur un site facilement accessible sur Internet. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquez pourquoi vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée de cette façon.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

45. **B. SI Q41E < 3**. Vous avez mentionné que vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que des images de l'extérieur de votre résidence, avec des gens à l'extérieur qui sont visibles, mais qui ne peuvent **pas** être identifiés apparaissent sur un site facilement accessible sur Internet. Dans l'espace ci-dessous, veuillez expliquez pourquoi vous n'êtes pas à l'aise avec le fait que votre résidence puisse être identifiée de cette façon.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

46. De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de voir des images de vous-même prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans votre consentement si…?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	**1 – Pas du tout à l'aise**	**2**	**3**	**4**	**5 – Très à l'aise**	**Je ne sais pas**
a. ... votre visage n'est PAS flou	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. ...seul votre visage est flou	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. …toute votre image est floue, de façon à ce que personne ne puisse vous identifier	❍	❍	❍	❍	❍	❍

47. Pensez aux images de votre résidence qui ont été prises du haut des airs (p. ex., par satellite ou d'un avion). Laquelle de ces descriptions se rapproche le plus du niveau de détails avec lequel vous seriez à l'aise pour les images présentées sur Internet? (**Remarque :** Si vous habitez dans un immeuble à logements, imaginez comment vous vous sentiriez SI vous habitiez dans une maison).

- ❍ Je ne suis à l'aise avec aucune image.
- ❍ Être en mesure de voir la forme de la maison, mais aucune des caractéristiques particulières
- ❍ Être en mesure de voir la forme de la maison et les alentours (p. ex., le terrain)
- ❍ Être en mesure de voir des détails de grandes dimensions de la maison et des alentours (p. ex., la forme de l'entrée de cour, les véhicules qui y sont stationnés)
- ❍ Être en mesure de voir des caractéristiques de dimensions moyennes de la maison et des alentours (p. ex., la cheminée, les meubles de jardin, la véranda avant)
- ❍ Être en mesure de voir des caractéristiques de petites dimensions de la maison et des alentours (p. ex., les fenêtres, des jouets dans la cour arrière)
- ❍ Être en mesure de voir des caractéristiques très détaillées de la maison et des alentours (p. ex., les rideaux dans les fenêtres, les plaques d'immatriculation sur les véhicules)
- ❍ Je suis à l'aise avec tous les niveaux de détails.
- ❍ Je ne sais pas. / Je suis incertain(e).

48. Pensez à la fréquence à laquelle les images de votre maison (p. ex., les images satellitaires des outils de cartographie, les images au niveau de la rue des outils de cartographie, etc.) pourraient être mises à jour sur Internet. Quelle est la fréquence maximale avec laquelle vous seriez à l'aise? **Cochez une réponse par colonne.**

	Images satellite sur des sites de cartes	Images au niveau de la rue sur des sites de cartes
Je ne suis à l'aise avec aucune image.	❍	❍
Tous les 5 ans ou moins souvent	❍	❍
Tous les 2 à 4 ans	❍	❍
Une fois par année	❍	❍
Une fois tous les 6 mois	❍	❍
Une fois par mois	❍	❍
Une fois par semaine	❍	❍
Chaque jour	❍	❍
En temps réel	❍	❍
Je ne sais pas. / Je suis incertain(e).	❍	❍

49. Selon vous, dans quelle mesure est-ce important ou non que le gouvernement du Canada règlemente les images de résidences privées qui apparaissent sur outils de cartographie en ligne?

1 – Pas du tout important	**2**	**3**	**4**	**5 – Très important**	**Je ne sais pas**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

50. **PASSEZ SI Q49 < 3.** Dans quelle mesure est-ce important ou non que le gouvernement du Canada règlemente chacun de ces aspects concernant la présentation d'images de résidences privées sur Internet?

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	**1 – Pas du tout important**	**2**	**3**	**4**	**5 – Très important**	**Je ne sais pas**
a. Restrictions quant au niveau de détails des images	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée (p. ex., visages des gens dans la rue, plaques d'immatriculation, numéros des maisons, etc.)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet (p. ex., images de la rue)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Réglementation sur l'affichage des images de résidences privées sur Internet sur lesquelles des personnes sont bien visibles	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Réglementation sur le degré de contrôle qu'ont les personnes sur les images de leurs résidences privées	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Lignes directrices qui exigent que les caractéristiques permettant d'identifier les résidences privées (p. ex., objets sur le terrain, détails de conception permettant d'identifier une résidence) demeurent floues pour protéger la vie privée	❍	❍	❍	❍	❍	❍
h. Autre → **Veuillez préciser :** _____	❍	❍	❍	❍	❍	❍

REMARQUE : POSEZ À CHAQUE PARTICIPANT JUSQU'À DEUX DES Q42 À Q45, ALÉATOIREMENT, ET ASSUREZ-VOUS D'AVOIR POSÉ CHAQUE QUESTION LE MÊME NOMBRE DE FOIS.

51. **SI Q50A > 3 [ou < 3]**. Vous avez mentionné qu'il est **[**qu'il n'est pas**]** important selon vous que le gouvernement impose des restrictions quant au niveau de détails présentés sur les images. Dans l'espace ci-dessous, veuillez en expliquer les raisons.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

52. **SI Q50B > 3 [ou < 3].** Vous avez mentionné qu'il est **[**qu'il n'est pas**]** important selon vous que le gouvernement impose des lignes directrices qui exigent que certains détails demeurent flous pour protéger la vie privée. Dans l'espace ci-dessous, veuillez en expliquer les raisons.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

53. **A. SI Q50C > 3 [ou < 3]**. Vous avez mentionné qu'il est **[**qu'il n'est pas**]** important selon vous que le gouvernement impose des restrictions quant à la fréquence de mise à jour des images. Dans l'espace ci-dessous, veuillez en expliquer les raisons.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

54. **SI Q50D > 3 [ou < 3]**. Vous avez mentionné qu'il est **[**qu'il n'est pas**]** important selon vous que le gouvernement impose une réglementation qui précise à quelles fins les images de résidences privées peuvent être affichées sur Internet. Dans l'espace ci-dessous, veuillez en expliquer les raisons.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

55. **SI Q50E > 3 [ou < 3]**. Vous avez mentionné qu'il est **[**qu'il n'est pas**]** important selon vous que le gouvernement impose une réglementation qui précise à quelles fins les images de résidences privées sur lesquelles des personnes sont bien visibles peuvent être affichées sur Internet. Dans l'espace ci-dessous, veuillez en expliquer les raisons.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

56. **SI Q50F > 3 [ou < 3]**. Vous avez mentionné qu'il est **[**qu'il n'est pas**]** important selon vous que le gouvernement impose une réglementation pour s'assurer que les personnes exercent un certain contrôle sur les renseignements qui les concernent. Dans l'espace ci-dessous, veuillez en expliquer les raisons.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

57. **SI Q50G > 3 [ou < 3]**. Vous avez mentionné qu'il est **[**qu'il n'est pas**]** important selon vous que le gouvernement impose lignes directrices qui exigent que les caractéristiques permettant d'identifier les résidences privées (p. ex., objets sur le terrain, détails de conception permettant d'identifier une résidence) demeurent floues pour protéger la vie privée. Dans l'espace ci-dessous, veuillez en expliquer les raisons.

❍ Je ne sais pas. / Je n'ai aucun commentaire.

58. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord que des images des résidences privées prisent depuis la voie publique (p. ex., Google Street View™) devraient être permis au Canada?

1 – Pas du tout d'accord	2	3	4	5 – Tout à fait d'accord	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

E. Données démographiques supplémentaires

En terminant, nous aurions quelques questions de nature démographique à vous poser.

59. Quel est le revenu annuel total de votre ménage (avant impôts)? **Cochez une seule réponse.**
- ❍ Moins de 20 000 $
- ❍ 20 000 $ - 29 999 $
- ❍ 30 000 $ - 39 999 $
- ❍ 40 000 $ - 49 999 $
- ❍ 50 000 $ - 59 999 $
- ❍ 60 000 $ - 69 999 $
- ❍ 70 000 $ - 79 999$
- ❍ 80 000 $ - 89 999 $
- ❍ 90 000 $ - 99 999 $
- ❍ 100 000 $ - 149 999 $
- ❍ 150 000 $ ou plus
- ❍ Je ne sais pas. / Je suis incertain(e).
- ❍ Je préfère ne pas répondre.

60. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint? **Cochez une seule réponse.**
- ❍ École élémentaire
- ❍ Études secondaires incomplètes
- ❍ Diplôme d'études secondaires
- ❍ Études collégiales ou universitaires incomplètes
- ❍ Diplôme d'études collégiales ou universitaires
- ❍ Études supérieures incomplètes
- ❍ Diplôme d'études supérieures

ÉCRAN DE FIN D'ENQUÊTE

Merci d'avoir pris le temps de participer à cet important sondage. Veuillez cliquer sur « Suivant » pour soumettre vos réponses.

Exemples de scénarios

Exemples pour le scénario 1 (sécurité publique – gouvernement et information sur la santé)

Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un service d'ambulance privé pour aider à la planification de services d'urgence en cernant les endroits où les besoins au chapitre de l'aide sont les plus urgents. Les renseignements contiendront vos dossiers médicaux et votre adresse exacte, mais pas votre nom. Vous pourrez voir et modifier l'information pour garantir son exactitude, mais vous ne pouvez pas refuser le partage ni y renoncer.

Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme sans but lucratif pour aider à la planification de services d'urgence en cernant les endroits où les besoins au chapitre de l'aide sont les plus urgents. Les renseignements contiendront vos dossiers médicaux et votre quartier. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée pour garantir son exactitude.

Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement aimerait partager vos dossiers médicaux avec un organisme de santé gouvernemental pour vous envoyer de l'information ciblée sur les programmes et les services d'aide d'urgence locaux. Il partagera vos dossiers médicaux, et les renseignements seront liés à votre quartier. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée pour garantir son exactitude.

Exemples pour le scénario 2 (soins de santé – secteur privé et information sur la santé)

Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer les médicaments que vous a prescrits votre médecin pour traiter une infection transmissible sexuellement. En vous remettant le médicament, le pharmacien vous indique que l'information sur les patients qui se procurent des médicaments délivrés sur ordonnance similaires est transmise à une entreprise pharmaceutique. Les renseignements seront utilisés pour vous envoyer de l'information ciblée sur les services, les programmes et les produits locaux qui pourraient vous intéresser. Vous devez donner votre consentement pour que votre ordonnance et votre adresse soient partagées. Vous ne pourrez PAS visionner ni modifier l'information partagée pour garantir son exactitude.

Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer les médicaments que vous a prescrits votre médecin pour traiter une infection transmissible sexuellement. En vous remettant le médicament, le pharmacien vous indique que l'information sur les patients qui se procurent des médicaments délivrés sur ordonnance similaires est transmise à un organisme de santé gouvernemental. Les renseignements aideront à surveiller la maladie dans diverses régions. Vous devez donner votre consentement pour que votre ordonnance et votre quartier soient partagés. Vous pourrez aussi visionner ou modifier l'information pour assurer son exactitude.

Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer les médicaments que vous a prescrits votre médecin pour traiter une infection transmissible sexuellement. En vous remettant le médicament, le pharmacien vous indique que l'information sur les patients qui se procurent des médicaments délivrés sur ordonnance similaires est transmise à un institut de recherche. Les renseignements aideront à surveiller la maladie dans diverses régions. Vous devez donner votre consentement pour partager votre ordonnance et votre emplacement en temps réel à l'aide de votre téléphone cellulaire à GPS intégré. Vous pourrez aussi visionner ou modifier l'information pour assurer son exactitude.

Exemples pour le scénario 3 (environnement et santé – secteur privé et consommation d'énergie)

Le gouvernement partagera avec un important institut de recherche médicale de l'information publique sur le lieu de résidence et les antécédents médicaux à partir de la naissance de Canadiens nés depuis 1960. Ces renseignements sont partagés à des fins de recherche concernant les facteurs environnementaux qui peuvent influer sur le développement du cancer. Pour ce faire, il faut connaître les taux de cancer de diverses régions. L'information indiquera les régions dans lesquelles vous avez vécu. Vous n'êtes pas au courant du partage de cette information.

Le gouvernement partagera avec un ministère chargé des questions liées à la santé et à l'environnement de l'information publique sur le lieu de résidence et les antécédents médicaux à partir de la naissance de Canadiens nés depuis 1960. Ces renseignements sont partagés à des fins de recherche concernant les facteurs environnementaux qui peuvent influer sur le développement du cancer. Pour ce faire, il faut connaître les taux de cancer de diverses régions. L'information indiquera les adresses exactes où vous avez vécu depuis votre naissance. Vous pourrez voir et modifier l'information pour garantir son exactitude, mais vous ne pouvez pas refuser le partage ni y renoncer.

Le gouvernement partagera avec le grand public de l'information publique sur le lieu de résidence et les antécédents médicaux à partir de la naissance de Canadiens nés depuis 1960. Ces renseignements sont partagés à des fins de recherche concernant les facteurs environnementaux qui peuvent influer sur le développement du cancer. Pour ce faire, il faut connaître les taux de cancer de diverses régions. L'information indiquera les quartiers où vous avez vécu depuis votre naissance. On vous indique que le partage aura lieu, mais vous ne pouvez pas le refuser ni visionner ou modifier l'information partagée.

Exemples pour le scénario 4 (réseautage social – outils de réseautage social et renseignements personnels)

Un site de réseautage social partage avec un établissement universitaire les renseignements personnels que vous y avez affichés aux fins d'une recherche sur les conséquences de l'utilisation des sites de réseautage social. L'information est liée à votre emplacement en temps réel afin que vos activités sur le site puissent être surveillées en temps réel. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée pour garantir son exactitude.

Un site de réseautage social partage avec des agences de marketing les renseignements personnels que vous y avez affichés afin de vous envoyer de l'information ciblée sur des produits ou des services qui pourraient vous intéresser, selon votre profil. L'information est liée à votre emplacement en temps réel afin que vous puissiez recevoir des renseignements sur les promotions pertinentes au lieu où vous vous trouvez en ce moment. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés et vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble ainsi que visionner et modifier l'information partagée pour garantir son exactitude.

Un site de réseautage social partage avec un ministère du développement social les renseignements personnels que vous y avez affichés afin d'aider à l'élaboration de programmes sociaux dans une région donnée. L'information est liée à votre emplacement en temps réel afin que vous puissiez recevoir des renseignements sur les promotions pertinentes au lieu où vous vous trouvez en ce moment. Vous devez donner votre consentement pour que vos renseignements soient partagés, mais vous ne pourrez ni visionner ni modifier l'information qui sera en la possession du ministère.

Exemples pour le scénario 5 (finances – carte de crédit avec puce à IRF et information financière)

Votre banque envisage de partager des renseignements de vos relevés bancaires. Elle partagera votre adresse, mais pas votre nom, et les endroits locaux où vous avez magasiné récemment afin de vous envoyer de l'information ciblée sur les produits et services susceptibles de vous intéresser. Vous pouvez renoncer au partage quand bon vous semble, mais vous ne pouvez ni visionner ni modifier l'information partagée.

Votre banque envisage de partager des renseignements de vos relevés bancaires. Elle partagera avec des détaillants locaux votre emplacement en temps réel grâce à la puce à IRF de votre carte de crédit afin de vous envoyer par l'entremise de votre téléphone cellulaire de l'information ciblée sur les produits et services susceptibles de vous intéresser. Vous pouvez renoncer au partage ainsi que visionner et modifier l'information partagée.

Votre banque envisage de partager des renseignements de vos relevés bancaires. Elle partagera avec un organisme des finances gouvernemental votre emplacement en temps réel grâce à la puce à IRF de votre carte de crédit afin de surveiller l'activité économique. Vous pourrez voir et modifier l'information pour garantir son exactitude, mais vous ne pouvez pas refuser le partage ni y renoncer,

Privacy and the Use of Geospatial Data
Quantitative Research - Online Survey - English

PROGRAMMING INSTRUCTIONS IN BOLD CAPS

PROGRAMMING NOTES:
- ❍ **Indicate single response questions**
- ❑ **Indicate multiple response questions**

OPENING SCREEN FOR SURVEY

INCLUDE Government of Canada*, GeoConnections and Phase 5* LOGOS

Welcome, and thank you for taking the time to complete this survey.
Bienvenue et merci de prendre le temps de répondre au sondage.

Please choose a language for the survey.
Veuillez choisir la langue de votre choix pour répondre au sondage.

English/Anglais
Français/French

LOGIN SCREEN:

INCLUDE Government of Canada, GeoConnections and Phase 5 LOGOS

Thank you very much for agreeing to participate!

By completing this survey, you are helping GeoConnections, a Government of Canada program, led by Natural Resources Canada (NRCan), to understand Canadians' current awareness and expectations surrounding the use of personal information linked to your location. The results of this research will be used to highlight concerns and issues requiring leadership by the Government of Canada.

All collected information will be treated as confidential and analyzed in its aggregate form. No individual will be identified in any way.

Your participation **is voluntary** and is important to the success of this initiative. The survey should take approximately 20 to 25 minutes to complete online.

REPEAT AT BOTTOM OF SURVEY PAGE
If you require assistance, please contact Josée Dupont at Phase 5, at joseed@phase-5.com

QUIT SCREEN:

If you would like to return to complete the survey at a later time, click on the link in the original invitation e-mail you received. You will be taken to the last question you had completed when you exited.

ABOUT GeoConnections SCREEN:

About GeoConnections

GeoConnections is a national partnership program led by Natural Resources Canada and is mandated to develop a Canadian Geospatial Data Infrastructure. **GeoConnections helps decision-makers use online location-based (or "geospatial") information, such as maps and satellite images, to tackle some of Canada's most pressing challenges. The program focuses on working with partners in public health, public safety and security, the environment and sustainable development, and Aboriginal matters.**

ABOUT NRCan SCREEN:

About Natural Resources Canada (NRCan)

Natural Resources Canada (NRCan) seeks to enhance the responsible development and use of Canada's natural resources and the competitiveness of Canada's natural resources products. We are an established leader in science and technology in the fields of energy, forests, and minerals and metals and use our expertise in earth sciences to build and maintain an up-to-date knowledge base of our landmass. NRCan develops policies and programs that enhance the contribution of the natural resources sector to the economy and improve the quality of life for all Canadians. We conduct innovative science in facilities across Canada to generate ideas and transfer technologies. We also represent Canada at the international level to meet the country's global commitments related to the sustainable development of natural resources.

SCREENING FOR QUOTAS

i. What is your age?

- ❍ Under 18 → **THANK AND TERMINATE**
- ❍ 18-24
- ❍ 25-34

TARGET 27% OF SAMPLE

- ❍ 35-44
- ❍ 45-54

TARGET 40% OF SAMPLE

- ❍ 55-64
- ❍ 65 or older

TARGET 33% OF SAMPLE

ii. How would you describe your citizenship status? **Select one only**.

- ❍ A Canadian citizen
- ❍ A permanent resident / landed immigrant
- ❍ Temporarily living in Canada (e.g., for school, work, etc.) → **THANK AND TERMINATE**
- ❍ Just visiting Canada → **THANK AND TERMINATE**
- ❍ Other → **THANK AND TERMINATE**

iii. In which province or territory do you currently reside? **Select one only**.

- ❍ British Columbia
- ❍ Alberta
- ❍ Saskatchewan
- ❍ Manitoba
- ❍ Ontario →
- ❍ Quebec →
- ❍ New Brunswick
- ❍ Newfoundland or Labrador
- ❍ Nova Scotia
- ❍ PEI
- ❍ Northwest Territories
- ❍ Nunavut
- ❍ Yukon

ENSURE EVEN REGIONAL DISTRIBUTION OF RESPONDENTS (MINIMUM 400 RESPONDENTS PER REGION)

iv. Which best describes your ethnic background? **Select all that apply.**.

- ❑ British Isles origins
- ❑ French origins
- ❑ First Nations
- ❑ Métis
- ❑ Inuit

TARGET 200 COMPLETES (OVERALL) FROM THESE GROUPS

- ❑ Other North American origins
- ❑ Western European origins
- ❑ Northern European origins
- ❑ Eastern European origins
- ❑ Southern European origins
- ❑ Other European origins
- ❑ Caribbean origins
- ❑ Latin, Central and South American origins
- ❑ African origins
- ❑ Arab origins
- ❑ West Asian origins

- ❑ South Asian origins
- ❑ East and Southeast Asian origins
- ❑ Oceania origins
- ❑ Other → **please specify: _____**

v. How long have you lived in Canada?

- ❍ Less than 1 year
- ❍ 1 year to less than 2 years
- ❍ 2 years to less than 5 years
- ❍ 5 years to less than 10 years
- ❍ 10 years or more but not all of your life
- ❍ All of your life

vi. Are you…?

- ❍ Male
- ❍ Female

vii. Do you own or rent your home? **Select one only.**

- ❍ Own
- ❍ Rent
- ❍ Neither (e.g., live with parents)
- ❍ Not sure

THANK AND TERMINATION TEXT IF UNDER 18: WE ARE LOOKING FOR PARTICIPANTS 18 YEARS OF AGE OR OLDER. THANK YOU FOR YOUR INTEREST.

THANK AND TERMINATION TEXT IF NOT CANADIAN CITIZEN / PERMANENT RESIDENT: WE ARE LOOKING FOR PARTICIPANTS WHO ARE CANADIAN CITIZENS OR PERMANENT RESIDENTS OF CANADA. THANK YOU FOR YOUR INTEREST.

THANK AND TERMINATION TEXT IF REGIONAL QUOTA IS ALREADY MET: AT THIS TIME, WE ARE LOOKING FOR PARTICIPANTS LOCATED IN DIFFERENT REGIONS. THANK YOU FOR YOUR INTEREST.

A. Contextual Information

To begin, we would like to ask you a few background questions to help us situate your responses.

1. What is your main activity? **Check one only.**

   - ❍ Working at a job
   - ❍ Unemployed / looking for work → **SKIP TO Q3**
   - ❍ Going to school → **SKIP TO Q3**
   - ❍ Keeping house / caring for family members → **SKIP TO Q3**
   - ❍ Retired → **SKIP TO Q3**
   - ❍ Long-term disability → **SKIP TO Q3**
   - ❍ Other → **please specify: _____ → SKIP TO Q3**

2. Which type of organization do you currently work for? **Check one only.**

   - ❍ Academic or educational institution
   - ❍ Government – federal
   - ❍ Government – provincial
   - ❍ Government – local/municipal
   - ❍ Not-for-profit organization
   - ❍ Private for-profit business
   - ❍ I am self-employed

3. Which of the following best describes the make-up of your household?

   - ❍ One-person household
   - ❍ Multiple person household (e.g., roommates)
   - ❍ Couple (married or common-law) living with children
   - ❍ Couple (married or common-law) not living with children
   - ❍ Single-parent living with children
   - ❍ Adult living with and/or caring for parent(s) / relatives
   - ❍ Other → **please specify: _____**

4. Are you the parent or guardian of children... **Select all that apply.**

   - ❑ Under the age of 10
   - ❑ Ages 11 to 14
   - ❑ Ages 15 to 18
   - ❑ Over the age of 18
   - ❑ I am not the parent or guardian of any children (**NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**

5. Which of the following best describes the type of residence you live in?

   - ❍ Single detached house
   - ❍ Semi-detached house / condominium
   - ❍ Row/town house
   - ❍ Apartment – in a converted house
   - ❍ Apartment / condominium – in building with fewer than 5 stories → **SKIP TO Q7**
   - ❍ Apartment / condominium – in building with 5 or more stories → **SKIP TO Q7**

6. Which of the following features does your house have? **Select all that apply.**

- ❑ Driveway
- ❑ Front lawn
- ❑ Back yard
- ❑ Deck / patio
- ❑ Pool
- ❑ None of these **(NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**

7. Which of the following best describes the area in which you live?

- ❍ **ONLY INCLUDE IF FIRST NATIONS**: On reserve
- ❍ Remote location (i.e., no year-round access to a major road network or system)
- ❍ Rural (i.e., living outside a town, suburb or city centre)
- ❍ Town (population less than 5,000 people)
- ❍ Urban area (population between 5,000 and 100,000 people)
- ❍ Urban area (population greater than 100,000 people)
- ❍ Other → **please specify: _____**

8. In general, how concerned are you about the privacy of your personal information?

1 Not at all concerned	**2**	**3**	**4**	**5 Very concerned**	**Don't know**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

B. Scenario Conjoint Questions

The next several questions are related to the topic of '*personal information linked to your location*'. Below is a definition of what this means for the purposes of this research. **Please read this definition carefully before proceeding.**

By *personal information linked to your location*, we mean that personal information about you has been tied to a geographic location. Personal information could include, but is not limited to, things like your name, age, health history, financial information, or items you have bought. Location could be as precise as the street address of your home, or broader such as your neighbourhood, region or province.

9.

INSTRUCTIONS FOR CHOICE-BASED TASKS

IMPORTANT INSTRUCTIONS, PLEASE READ CAREFULLY:

The next set of questions presents a series of hypothetical situations where personal information linked to your location is shared. In each case, you will be presented with three situations and asked to choose the situation you would be most comfortable with. You will do this four times.

Even if you are not fully comfortable with any of the choices, select the situation that makes you feel the **most** comfortable.

Some of the situations may seem similar, but **they are all different!** Please read and consider them carefully.

Important Note: These situations are strictly hypothetical, and are for research purposes only. They explore how a range of factors impact your level of comfort with sharing personal information under different situations. They have not been designed to gain your reactions to actual or planned activities.

ADMINISTRATION OF CHOICE-BASED TASKS

Imagine yourself in each of the following situations. In which situation would you be most comfortable with your personal information being shared?

4 CHOICE-BASED TASKS WILL BE PRESENTED TO EACH RESPONDENT. EACH TASK WILL APPEAR ON THE SCREEN AND INCLUDE 4 OPTIONS – 3 SCENARIOS PLUS A 'My level of comfort is the same for all' OPTION. FOR EACH GENERATED SCENARIO, TEXT WILL BE PROVIDED FOR DISPLAY.

AT TOP OF EACH PAGE, DISPLAY TASK NUMBER (I.E., ON FIRST PAGE, "TASK 1 OF 4", ON SECOND PAGE "TASK 2 OF 4", ETC.)

Attributes	Levels
1. Base scenario (5 levels)	11. Public safety (government & health info) 12. Healthcare (private sector & health info) 13. Heath & Environment (government & health / residential information) 14. Social networking (social network tool and general personal/autobiographical information) 15. Economic activity (bank and financial information)
2. Access (4 levels)	9. Government (All Levels) 10. Private sector 11. Research / Not-for-Profit / Academic Institutes 12. General public
3. Purpose (3 levels)	7. Provide a general service / research / monitoring / tracking that will provide benefits to all or a group of Canadians 8. Targeted marketing / information 9. Non-targeted marketing / information (e.g., general business planning)
4. Control (5 levels)	11. No awareness and no control – you are not aware that the data may be shared when you give it 12. Aware but no control – you are aware that the data may be shared but have no control over this 13. Control over information – you are aware data may be shared, you can view and make adjustments, but you can't refuse to share 14. Control over participation – you are aware data may be shared, you cannot view or make adjustments but you are able to refuse/drop-out of sharing 15. Total control – you are aware the data may be shared, you can view and make adjustments to it, and you are able to refuse/drop-out of sharing if desired
5. Proximity (5 levels)	11. Your real-time location **[CANNOT OCCUR WHEN ATTRIBUTE 1 (BASE SCENARIO) = LEVEL 3 OR WHEN ATTRIBUTE 2 (ACCESS) = LEVEL 4]** 12. Your individual street address (no name provided) **[CANNOT OCCUR WHEN ATTRIBUTE 2 (ACCESS) = LEVEL 4]** 13. Neighbourhood 14. City / town / reserve 15. Province / region

REPEAT Q10-Q14 FOLLOWING EACH CHOICE TASK SELECTION UNLESS 'My level of comfort is the same for all' OPTION IS SELECTED. DISPLAY ALL QUESTIONS ON A SINGLE SCREEN. THE SELECTED OPTION SHOULD ALSO APPEAR ON THE SCREEN.

10. In the situation you selected, how would you assess the sensitivity of the personal information being shared?

1 – Not at all sensitive	2	3	4	5 – Very sensitive	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

11. In the situation you selected, how would you rate your level of comfort with the personal information being shared?

1 – Not at all comfortable	2	3	4	5 – Very comfortable	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

12. In the situation you selected, how willing would you be to have your personal information shared (i.e., if it were up to you, how likely would you be to agree to share this information?

1 – Not at all willing	2	3	4	5 – Very willing	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

13. In the situation you selected, how willing would you be to have your personal information shared IF there was an incentive (e.g., money, prize draw, discount, etc.) for doing so?

1 – Not at all willing	2	3	4	5 – Very willing	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

14. In the situation you selected, how confident are you that your personal information will be kept secure by the organization with which it is being shared?

1 – Not at all confident	2	3	4	5 – Very confident	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

C. Other Questions Relating to Location-Linked Personal Information

15. Assume you are considering sharing personal information with any type of organization. How important is each of the following factors in contributing to your confidence that personal information will be kept private and secure (e.g. limit access to authorized persons only)?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all important	2	3	4	5 – Very important	Don't know
a. The existence of a privacy policy governing how information is accessed and shared within the organization.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. The existence of a privacy policy governing how information is accessed and shared with external organizations.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Strict penalties for the misuse of information.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Clear oversight concerning access and sharing of information (e.g., by a privacy commissioner or a research ethics board).	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Documentation and public disclosure of past privacy breaches.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Evidence of strong technological safeguards to prevent information from being accessed by individuals outside the organization.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Other → **please specify: _____**	❍	❍	❍	❍	❍	❍

16. In general, how much do you trust each of the following types of organizations to keep your information private and secure (e.g. limit access to authorized persons only)?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Do not trust at all	2	3	4	5 – Trust completely	Don't know
a. Federal government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Provincial government ministries / departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Municipal government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Large private sector firms or corporations	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Small private sector businesses	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Social networking sites (e.g., Facebook™, Twitter™, Google Latitude™, MySpace™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Academic institutions	❍	❍	❍	❍	❍	❍
h. Not-for-profit organizations	❍	❍	❍	❍	❍	❍
i. Medical institutions (e.g. hospitals, major research institutes)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

17. How comfortable or uncomfortable are you with your personal information linked to your location being shared between each of the following organizations?

	1 – Not at all comfortable	2	3	4	5 – Very Comfortable	Don't know
a. Between federal government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Between federal government departments and provincial government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Between all levels of governments (i.e., federal, provincial, and municipal)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. **ASK ONLY IF ETHNICITY = FIRST NATIONS** Between local first nations governing council and federal government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. **ASK ONLY IF ETHNICITY = FIRST NATIONS** Between local first nations governing council and provincial government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍

18. Have you, or a member of your immediate family, ever experienced any of the following violations of your privacy or personal information? **Select all that apply.**

- ❑ Theft of personal identification (e.g. stolen passport, Social Insurance Number, driver's license, health card)
- ❑ Been a victim of a scam
- ❑ Been a victim of stalking
- ❑ Had financial information or credit card stolen or compromised
- ❑ Had bank account PIN stolen or compromised
- ❑ Had funds stolen from your bank account
- ❑ Anything else? → **please specify: _____**
- ❑ None of these **(NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**

SKIP Q19 & Q20 IF Q7 = RESERVE

19. When you use the term 'neighbourhood' - what do you think of? In terms of geographic size (e.g., your street, a few blocks, subdivision, etc.), what would you describe as being your 'neighbourhood'?

❍ Don't know / not sure

20. Please provide a rough estimate of how many households are in your neighbourhood.

___ households **ALLOW UP TO 5 CHARACTERS**

❍ Don't know / not sure

21. Indicate the extent to which you agree or disagree with the following statements.

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Strongly disagree	2	3	4	5 – Strongly Agree	Don't know
a. I consider my postal code to be private information.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. I consider my address to be private information even when it is not associated with my name.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. I am more comfortable sharing my address if my name is not attached to it.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. If someone had my address, they could easily link it to my name.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. I am comfortable providing my name AND address to organizations I trust.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. The idea that someone could identify me personally using only my address is something I am concerned about.	❍	❍	❍	❍	❍	❍

D. Real-Time Tracking of Individuals

Location Tracking Devices

DISPLAY TEXT: The next few questions relate to location tracking technologies, some of which can be used to collect information concerning individual's real-time movements. Examples of technology that might be used to collect this information include cellular/mobile phone, GPS enabled cellular phone, social networking services that use location tracking technology, chip enabled credit card, and ePassports.

26. Which, if any, of the following location tracking devices or services do you currently use? **Select all that apply.**

- ❑ Portable / built-in GPS navigation system in your vehicle
- ❑ OnStar™ or similar built-in service in your vehicle
- ❑ Portable GPS device for hiking, boating, biking, etc.
- ❑ Cellular phone with built-in GPS (e.g., 3rd generation BlackBerry™)
- ❑ Social networking services such as Google Latitude™ that use GPS technology to keep you in touch in real-time with friends and family members using the service
- ❑ Anti-theft GPS tracking device in laptop, computer, bike, etc.
- ❑ Other → **please specify: _____**
- ❑ None of these (**NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**
- ❑ Don't know / not sure **(NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**

27. In the space below, please describe the benefits, if any, that you think location tracking technology, products and services provide.

- ❍ I don't see any benefits from location tracking technology
- ❍ Don't know / not sure

28. To what extent, if at all, do you support using location tracking technology for the following activities?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Do not support at all	2	3	4	5 – Completely support	Don't know
a. To facilitate emergency services (e.g., locating individuals who have been in an accident through GPS in vehicle or cell phone)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. To increase workplace productivity if employees are aware that it is being used (e.g., employers using GPS equipped cell phones or vehicles to monitor employees whereabouts while they are working)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. To improve child safety (e.g., parents using services to monitor their children's locations through GPS-equipped cell phones)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. To improve law enforcement (e.g., establish a suspect's location / movements during the time a crime was committed, locate missing persons)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

29. Before today, to what extent, if at all, had you thought about potential privacy concerns related to the use of location tracking devices?

1 – Had not thought about this at all	2	3	4	5 – Had thought about this a great deal	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

30. **SKIP IF Q29 < 3 OR DON'T KNOW**. Overall, how concerned or unconcerned are you about potential misuses of information collected through location tracking technology concerning individuals' real-time movements?

1 – Not at all concerned	2	3	4	5 – Very concerned	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

31. **SKIP IF Q29 < 3 OR DON'T KNOW or Q30 < 4 OR DON'T KNOW**. You indicated that you are concerned about potential misuses of information collected through location tracking technology concerning individuals' real-time movements. In the space below, please describe why you are concerned.

❍ Don't know / no comment

32. **SKIP IF Q29 < 3 OR DON'T KNOW**. Think about situations when individuals' real-time location can be collected through location tracking technology (e.g. cellular/mobile phone, GPS enabled cellular phone, social networking services that use location tracking technology such as Google Latitude, chip enabled credit card, ePassport etc .). How concerned or unconcerned are you about each of the following?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all concerned	2	3	4	5 – Very concerned	Don't know
a. Hackers accessing information stored by the GPS enabled mobile phone service provider	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Use of GPS-collected information to target individuals for crime (e.g., burglary)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Not knowing how long information concerning movements will be kept	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Sale of information concerning movements to third-parties	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Authorities using GPS to monitor individuals without their awareness	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Images of your real-time location being posted to the Internet without your permission (e.g., your picture and location being shared without your permission)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

RFID

33. Radio Frequency Identification is a technology that uses radio waves to read information contained on a chip that can be imbedded in a range of personal identification documents such as credit cards and passports. Do you currently have the following cards/instruments containing a Radio Frequency Identification Device (RFID) chip do you currently?

	Yes	No	Don't know
Enhanced Driver's Licence	❍	❍	❍
PayPass chip enabled Mastercard™ or other credit card (NOTE: Interac™/ debit and Visa™ chip cards DO NOT use RFID)	❍	❍	❍
Esso™ Speedpass™	❍	❍	❍
Other → **please specify: _____**	❍	❍	❍

34. How would you rate your level of knowledge concerning Radio Frequency Identification (RFID) technology?

1 – I am not at all familiar with this technology	2	3	4	5 – I am very familiar with this technology	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

35. **SKIP IF Q34 < 3 OR DON'T KNOW.** Before today, to what extent, if at all, had you thought about potential privacy concerns related to the use of RFID-equipped devices?

1 – Had not thought about this at all	2	3	4	5 – Had thought about this a great deal	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

36. **SKIP IF Q34 < 3 OR DON'T KNOW, OR Q35 < 3 OR DON'T KNOW.** Overall, how concerned or unconcerned are you about potential misuses of information concerning individual's real-time movements collected through RFID technology?

1 – Not at all concerned	2	3	4	5 – Very concerned	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

37. **ASK ONLY IF Q36 > 3**. You indicated that you are concerned about potential misuses of information concerning individual's real-time movements collected through RFID technology. In the space below, please describe why you are concerned.

❍ Don't know / no comment

38. How important or unimportant do you feel it is for the Government of Canada to regulate the collection and sharing of information concerning individual's real-time movements?

1 – Not at all important	2	3	4	5 – Very important	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

39. **SKIP IF Q38 < 3 OR DON'T KNOW.** How important or unimportant do you feel it is for the Government of Canada to regulate the following aspects of the collection and sharing of information concerning individual's real-time movements?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all important	2	3	4	5 – Very important	Don't know
a. Length of time information may be kept	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Restrictions limiting secondary use of the information (e.g., information may only be shared for certain purposes)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Restrictions as to who information may be shared with	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Regulations concerning the disposal of information	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Regulations about the degree of control people have over information concerning their real-time movements	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Regulations regarding obtaining consent from individuals prior to collecting their information	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Other → **please specify: _____**	❍	❍	❍	❍	❍	❍

E. Comfort with Identification of Home on the Internet

40. For each of the following online mapping tools, please indicate whether you have never heard of it, heard of it but never used it, used it a little, or used it a lot.

	I have never heard of this tool	I have heard of this tool but never used it	I have used this tool a little	I have used this tool a lot
a. Traditional maps on the Internet (e.g., MapQuest™, Google Maps™)	❍	❍	❍	❍
b. Satellite views in mapping tools on the Internet (e.g., Google Earth™)	❍	❍	❍	❍
c. Street views in mapping tools on the Internet (e.g., Google Street View™)	❍	❍	❍	❍

41. Overall, how comfortable or uncomfortable do you feel with your residence being identified in each of the following ways on an openly accessible area of the Internet?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all comfortable	2	3	4	5 – Very Comfortable	Don't know
a. As a point on a map (such as on traditional Internet maps like MapQuest™, Google Maps™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. As an image taken from above by satellite or aerial photography (such as in the satellite view on Google Earth™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. As an image of the exterior of your residence taken at street level (such as in the street view on Google Street View™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Images of the outside of your residence that includes individuals outside your residence that are identifiable (e.g., sitting on your balcony or porch, playing in your yard, etc.)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Images of the outside of your residence that includes individuals outside your residence that are visible, but **not** identifiable (e.g., sitting on your balcony or porch or playing in youryard, but faces are blurred.)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

NOTE: FOR EACH PARTICIPANT, RANDOMLY ASK UP TO 2 OF Q42 TO Q45B. ENSURE ALL QUESTIONS COME UP EQUALLY OFTEN.

42. **IF Q41A < 3**. You indicated that you are not comfortable with your residence being identified as a point on a map in an openly accessible area of the Internet. In the space below, please describe why you are not comfortable with your home being identified in this way.

❍ Don't know / no comment

43. **IF Q41B < 3**. You indicated that you are not comfortable with your residence being identified as an image taken from above by satellite or aerial photography in an openly accessible area of the Internet. In the space below, please describe why you are not comfortable with your home being identified in this way.

❍ Don't know / no comment

44. **IF Q41C < 3**. You indicated that you are not comfortable with your residence being identified as an image of the exterior of your home taken at street level in an openly accessible area of the Internet. In the space below, please describe why you are not comfortable with your home being identified in this way.

❍ Don't know / no comment

45. **A. IF Q41D < 3**. You indicated that you are not comfortable with images of the outside of your residence that includes individuals outside your residence that are identifiable appearing in an openly accessible area of the Internet. In the space below, please describe why you are not comfortable with your home being identified in this way.

❍ Don't know / no comment

45. **B. IF Q41E < 3**. You indicated that you are not comfortable with images of the outside of your residence that includes individuals outside your residence that are visible, but **not** identifiable appearing in an openly accessible area of the Internet. In the space below, please describe why you are not comfortable with your home being identified in this way.

❍ Don't know / no comment

46. Overall, how comfortable or uncomfortable do you feel with images of yourself taken in public locations being posted to the Internet without your permission if...?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all comfortable	2	3	4	5 – Very Comfortable	Don't know
a. ... your face is NOT blurred out	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. ...only your face is blurred out	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. …your whole image is blurred out and unidentifiable	❍	❍	❍	❍	❍	❍

47. Think about images of your residence taken from above (e,g. by satellite or plane). Which of the following best describes the closest level of detail you would be comfortable with appearing on the Internet? (**Note:** If you live in an apartment building, imagine how you would feel IF you were living in a house).

- ❍ Not comfortable with any images
- ❍ Able to see the general outline of the house but no specific features
- ❍ Able to see the general outline of the house and surrounding area (e.g., yard)
- ❍ Able to see specific large features of the house and surrounding area (e.g.,, shape of driveway, vehicles located in driveway)
- ❍ Able to see specific mid-sized features of the house and surrounding area (e.g., chimney, furniture located in a backyard, front porch)
- ❍ Able to see specific small features of the house and surrounding area (e.g., windows, toys in the backyard)
- ❍ Able to see extremely detailed features of the house and surrounding area (e.g., curtains in windows, licence plate on vehicles)
- ❍ Comfortable at any level of detail
- ❍ Don't know / not sure

48. Think about how frequently images of your home might be updated on the Internet. What best describes the maximum frequency you would be comfortable with for each type of image below?

	Satellite images on mapping tools Select one response	Street-view images on mapping tools Select one response
Not comfortable with any images	❍	❍
Every 5 years or more than 5 years	❍	❍
Every 2 to 4 years	❍	❍
Once a year	❍	❍
Once every 6 months	❍	❍
Once a month	❍	❍
Once a week	❍	❍
Daily	❍	❍
In real-time	❍	❍
Don't know / not sure	❍	❍

49. How important or unimportant do you feel it is for the Government of Canada to regulate images of private residences appearing on Internet mapping tools?

1 – Not at all important	2	3	4	5 – Very important	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

50. **SKIP IF Q49 < 3 OR DON'T KNOW.** How important or unimportant do you feel it is for the Government of Canada to regulate each of the following related to images of private residences appearing on the Internet?

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all important	2	3	4	5 – Very important	Don't know
a. Restrictions as to the level of detail shown in images	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Guidelines requiring certain details be blurred to preserve privacy (e.g., faces of people on the street, licence plates, house numbers, etc.)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Restrictions as to the frequency with which images can be updated	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Regulations guiding the posting of images of private residences on the Internet (e.g., on street-view maps)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Regulations guiding the posting of images on the Internet of private residences with individuals plainly visible	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Regulations about the degree of control individuals have over images of their private residence	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Guidelines requiring any identifying features of private residences (e.g., objects in a yard, design details that would allow others to identify a specific residence) be blurred to preserve privacy	❍	❍	❍	❍	❍	❍
h. Other → **please specify: _____**	❍	❍	❍	❍	❍	❍

NOTE: FOR EACH PARTICIPANT, RANDOMLY ASK UP TO 2 OF Q51 TO Q57. ENSURE ALL QUESTIONS COME UP EQUALLY OFTEN.

51. **IF Q50A > 3 [or < 3]**. You indicated that you **[**do not**]** feel that it is important for there to be government-imposed restrictions as to the level of detail shown in images. In the space below, please describe why you feel this way.

❍ Don't know / no comment

52. **IF Q50B > 3 [or < 3].** You indicated that you **[**do not**]** feel that it is important for there to be government guidelines requiring certain details be blurred to preserve privacy. In the space below, please describe why you feel this way.

❍ Don't know / no comment

53. **A. IF Q50C > 3 [or < 3]**. You indicated that you **[**do not**]** feel that it is important for there to be government-imposed restrictions as to the frequency with which images can be updated. In the space below, please describe why you feel this is way.

❍ Don't know / no comment

54. **IF Q50D > 3 [or < 3]**. You indicated that you **[**do not**]** feel that it is important for there to be government regulations guiding the purposes for which images of private residences may be posted on the Internet. In the space below, please describe why you feel this way.

❍ Don't know / no comment

55. **IF Q50E > 3 [or < 3]**. You indicated that you **[**do not**]** feel that it is important for there to be government regulations guiding the purposes for which images of private residences <u>in which individuals are plainly visible</u> may be posted on the Internet. In the space below, please describe why you feel this way.

❍ Don't know / no comment

56. **IF Q50F > 3 [or < 3]**. You indicated that you **[**do not**]** feel that it is important for there to be government regulations that ensure an individual maintains a degree of control over their information. In the space below, please describe why you feel this way.

❍ Don't know / no comment

57. **IF Q50G > 3 [or < 3]**. You indicated that you **[**do not**]** feel that it is important for there to be guidelines requiring any identifying features of private residences (e.g., objects in a yard, design details that would allow others to identify a specific residence) be blurred to preserve privacy. In the space below, please describe why you feel this way.

❍ Don't know / no comment

58. To what extent do you agree or disagree that street-view images of private residences (e.g,. Google Street View™) should be allowed in Canada?

1 – Strongly disagree	2	3	4	5 – Strongly agree	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

E. Additional Demographics

Finally, we have a few additional demographic questions.

59. What is your annual household income (before taxes)? **Select one only.**
- ❍ Less than $20,000
- ❍ $20,000 - $29,999
- ❍ $30,000 - $39,999
- ❍ $40,000 - $49,999
- ❍ $50,000 - $59,999
- ❍ $60,000 - $69,999
- ❍ $70,000 - $79,999
- ❍ $80,000 - $89,999
- ❍ $90,000 - $99,999
- ❍ $100,000 - $149,999
- ❍ $150,000 or more
- ❍ Don't know / not sure

Prefer not to say

60. What is your highest level of formal education? **Select one only.**
- ❍ Elementary school
- ❍ Some high school
- ❍ High school graduate
- ❍ Some college/University
- ❍ Graduated college/University
- ❍ Some postgraduate
- ❍ Postgraduate degree

END SCREEN:

Thank you for taking the time to complete this important survey. Please click on the 'Next button to submit your responses.

Examples of Scenarios

Examples of Base Scenario #1 (Public safety – government and health information)

You have a condition associated with mobility impairment. The government would like to share your medical records with a privately owned ambulance operator to aid emergency planning services by identifying locations with a more urgent need for assistance in the case of emergencies. They would share your medical records and exact address, but not your name. You would be able to view and make adjustments to the information, to ensure it is accurate, but you cannot refuse to give permission or opt-out from sharing.

You have a condition associated with mobility impairment. The government would like to share your medical records with a not-for-profit organization to aid emergency planning services by identifying locations with a more urgent need for assistance in the case of emergencies. They would share your medical records and neighbourhood. You are asked permission to have your information shared, you would be able to view and make adjustments to the information to ensure that it is accurate and you could opt-out at any time.

You have a condition associated with mobility impairment. The government would like to share medical records with a government health agency to send you targeted information about relevant local programs and services that provide emergency assistance. They would share your medical records and neighbourhood. You are asked permission to have your information shared, you would be able to view and make adjustments to the information to ensure that it is accurate and you could opt-out at any time.

Examples of Base Scenario #2 (Health care – private sector and health information)

You go to a local pharmacy to fill a prescription for medication to treat a sexually transmitted disease. When the pharmacist gives you your prescription, they inform you that they are sharing information about people who have filled similar prescriptions with a pharmaceutical company. Your information will be used to send you targeted information about local services / programs / products that are likely to be relevant to you. They request your permission to share your prescription and address. You would NOT be able to view or make adjustments to the information that is shared to ensure that it is accurate.

You go to a local pharmacy to fill a prescription for medication to treat a sexually transmitted disease. When the pharmacist gives you your prescription, they inform you that they are sharing information about people who have filled similar prescriptions with a government health agency. Your information will be used to help monitor illness in different areas. They request your permission to share your prescription and neighbourhood. You would also be able to view and make adjustments to the information that is shared to ensure that it is accurate.

You go to a local pharmacy to fill a prescription for medication to treat a sexually transmitted disease. When the pharmacist gives you your prescription, they inform you that they are sharing information about people who have filled similar prescriptions with a research institute. Your information will be used to help monitor illness in different areas. They request your permission to share your prescription and your real-time location through the GPS in your cell phone. You would also be able to view and make adjustments to the information that is shared to ensure that it is accurate.

Examples of Base Scenario #3 (Environment and Health– private sector and energy consumption information)

The government is going to share publicly held information concerning areas of residence and medical history from date of birth for individuals born since 1960 with a major medical research institute. This organization is conducting research concerning environmental factors that may influence the development of cancer. To do this they need to identify cancer rates within and across different regions. This information will be tied to the regions in which you have lived. You are not aware that this information is being shared.

The government is going to share publicly held information concerning areas of residence and medical history from date of birth for individuals born since 1960 with a government departments involved in health and environmental issues. This organization is conducting research concerning environmental factors that may influence the development of cancer. To do this they need to identify cancer rates within and across different regions. This information will be tied to the exact addresses in which you have lived since you were born. You would be able to view and make adjustments to the information, to ensure it is accurate, but you cannot refuse to give permission or opt-out from sharing.

The government is going to share publicly held information concerning areas of residence and medical history from date of birth for individuals born since 1960 with the general public. This organization is conducting research concerning environmental factors that may influence the development of cancer. To do this they need to identify cancer rates within and across different regions. This information will be tied to the neighbourhoods in which you have lived since you were born. You are told that this information sharing will occur, but you are not able to refuse to give permission or view / adjust the information that is shared.

Examples of Base Scenario #4 (Social Networking – social network tool and personal information)

A social networking site shares personal information you have posted on the site with an academic institution. They do this to conduct research on the impact of use of social networking sites. The information is linked to your real-time location so that your activity on the site can be monitored in real-time. You are asked permission to have your information shared in this way, you would be able to view and make adjustments to the information to ensure that it is accurate and you could opt-out at any time.

A social networking site shares personal information you have posted on the site with marketing agencies. They do this to send you targeted information about products or services likely to be of interest to you based on the information in your profile. The information is linked to your real-time location so that you can receive information about promotions relevant to your current location. You are asked permission to have your information shared in this way, you would be able to view and make adjustments to the information to ensure that it is accurate and you could opt-out at any time.

A social networking site shares personal information you have posted on the site with a government social development department. They do this to support the development of social programs in an area. The information is linked to your real-time location so that you can receive information about promotions relevant to your current location. You are asked permission to have your information shared in this way, but you would not be able to view and make adjustments to the information the government department will have possession of.

Examples of Base Scenario #5 (Financial – credit card with RFID chip and financial information)

Your bank is planning to share information from your account statements. They will share your address, but not your name and where you have shopped recently with local stores in order to send you targeted information about products or services that are likely to be of interest to you. You are able to opt-in or out of this program as you wish, but you are not able to view and adjust the information that is shared.

Your bank is planning to share information from your account statements. They will share your real-time location through an RFID chip in your credit card with local stores in order to send you targeted information about products or services to your cell phone while you are in the store that is likely to be of interest to you. You are able to opt-in or out of this program as you wish, and are able to view and adjust the information that is shared.

Your bank is planning to share information from your account statements. They will share your real-time location through an RFID chip in your credit card with a government finance agency in order to monitor economic activity. You would be able to view and make adjustments to the information, to ensure it is accurate, but you cannot refuse to give permission or opt-out from sharing.

Confidentialité et utilisation des données géospatiales
Recherche quantitative – Enquête téléphonique – Français

RNCan et GéoConnexions – Confidentialité et utilisation des données géospatiales

INSTRUCTIONS POUR LA PROGRAMMATION EN GRAS ET MAJUSCULES
INSTRUCTIONS POUR LES ENTREVUES EN MAJUSCULES

REMARQUES POUR LA PROGRAMMATION
- ❍ **Questions à une seule réponse**
- ❑ **Questions à choix multiples**

REMARQUE : LES QUESTIONS ONT ÉTÉ NUMÉROTÉES SELON LE NUMÉRO DES QUESTIONS DE L'ENQUÊTE EN LIGNE MENÉE SIMULTANÉMENT. VEUILLEZ VOUS ASSURER QUE LES QUESTIONS FIGURANT DANS LE DOSSIER DE DONNÉES SONT NUMÉROTÉES COMME DANS LE PRÉSENT DOCUMENT.

SI VOUS COMMUNIQUEZ AVEC LE RÉPONDANT

Bonjour. Mon nom est _____ et j'appelle de Phase 5, une entreprise de recherche indépendante, au nom de GéoConnexions, un programme du gouvernement du Canada administré par Ressources naturelles Canada (RNCan). Nous menons une étude pour en apprendre davantage sur le niveau de connaissance et les attentes des Canadiens en ce qui concerne l'utilisation des renseignements personnels liés à un lieu géographique. Les résultats de l'étude serviront à faire la lumière sur les préoccupations et les problèmes qui requièrent l'attention du gouvernement du Canada. Votre participation **est volontaire** et essentielle au succès de l'étude**.**

Tous les renseignements recueillis demeureront confidentiels. Aucun nom ne sera associé aux commentaires que nous aurons obtenus. Les participants ne seront identifiés d'aucune façon. Si vous avez des questions ou des commentaires sur le sondage, vous pouvez communiquer avec Josée Dupont de Phase 5 au 1 866 859-9112.

AU BESOIN, AJOUTEZ : Le sondage devrait durer de 15 à 20 minutes.

EN CAS DE QUESTIONS À PROPOS DE GÉOCONNEXIONS

GéoConnexions est un programme de partenariat national administré par Ressources naturelles Canada qui a pour mandat de mettre au point une infrastructure canadienne de données géospatiales. **GéoConnexions aide les décideurs à utiliser de l'information géoréférencée (ou géospatiale) disponible en ligne, comme des cartes et des images satellitaires, pour répondre à des besoins pressants au Canada. Le programme s'emploie essentiellement à tisser des partenariats dans les domaines de la santé publique, de la sécurité publique, de l'environnement et du développement durable, et des enjeux autochtones.**

EN CAS DE QUESTIONS À PROPOS DE RESSOURCES NATURELLES CANADA (RNCAN)

Ressources naturelles Canada (RNCan) cherche à renforcer le développement et l'utilisation responsables des ressources naturelles du Canada et la compétitivité des produits tirés des ressources naturelles du pays. Le Ministère est un chef de file établi dans les domaines de l'énergie, des forêts et des minéraux et métaux. Il utilise aussi son expertise dans le domaine des sciences de la terre afin de bâtir et de tenir à jour une base de connaissances sur la masse continentale du Canada. RNCan élabore des politiques et des programmes qui renforcent la contribution du secteur des ressources naturelles à l'économie et améliorent la qualité de vie de tous les Canadiens et les Canadiennes. En dirigeant des travaux scientifiques innovateurs dans tous les coins du pays, RNCan stimule les idées et le transfert de technologies. Le Ministère défend les intérêts internationaux du Canada et aide le pays à s'acquitter de ses obligations internationales à l'égard du développement durable des ressources naturelles.

VÉRIFICATION POUR LES QUOTAS

i. Parce que nous souhaitons obtenir les réponses de plusieurs groupes de Canadiens, j'aimerais vous poser quelques questions. D'après vos réponses, je pourrai peut-être vous inviter à participer au sondage. NE LE DEMANDEZ PAS, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

- ❍ Désire participer
- ❍ Ne désire pas participer → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**

ii. Le sondage est administré en ligne, sur le site du Groupe de recherche en ligne des consommateurs de Web Perspectives. Avez-vous participé à d'autres sondages de cette façon? NE LE DEMANDEZ PAS, INSCRIVEZ SEULEMENT

- ❍ Oui → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**
- ❍ Non

iii. Quel âge avez-vous? NE LISEZ PAS LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

- ❍ Moins de 18 ans → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**
- ❍ 18-24 ans
- ❍ 25-34 ans

VISEZ 27 % DE L'ÉCHANTILLON

- ❍ 35-44 ans
- ❍ 45-54 ans

VISEZ 40 % DE L'ÉCHANTILLON

- ❍ 55-64 ans
- ❍ 65 ans ou plus

VISEZ 33 % DE L'ÉCHANTILLON

iv. Comment décririez-vous votre statut de citoyen canadien? LISEZ LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

- ❍ Citoyen canadien
- ❍ Résident permanent / Statut d'immigrant admis
- ❍ Personne vivant temporairement au Canada (p. ex., pour les études, le travail, etc.) → **REMERCIER ET TERMINEZ**
- ❍ Visiteur au Canada → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**
- ❍ Autre → **REMERCIEZ ET TERMINEZ**

v. Dans quelle province ou quel territoire résidez-vous actuellement? NE LISEZ PAS LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

- ❍ Colombie-Britannique
- ❍ Alberta
- ❍ Saskatchewan
- ❍ Manitoba
- ❍ Ontario →
- ❍ Québec →
- ❍ Nouveau-Brunswick
- ❍ Terre-Neuve-et-Labrador
- ❍ Nouvelle-Écosse
- ❍ Île-du-Prince-Édouard
- ❍ Territoires du Nord-Ouest
- ❍ Nunavut
- ❍ Yukon

ASSUREZ LA DISTRIBUTION ÉGALE DES RÉPONDANTS (AU MOINS 100 RÉPONDANTS PAR RÉGION)

vi. Quelle est votre origine ethnique? COMMENCEZ À LIRE LA LISTE, AU BESOIN, ET SÉLECTIONNEZ TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT. SI LE RÉPONDANT INDIQUE « AUTOCHTONE », DEMANDEZ-LUI S'IL S'AGIT DE : PREMIÈRES NATIONS, INUITE OU MÉTISSE.

- Îles Britannique
- Française
- Premières Nations
- Inuit
- Métis
- Autre nord-américain
- Européen(ne) de l'ouest
- Européen(ne) du nord
- Européen(ne) de l'est
- Européen(ne) du sud
- Autre européen(ne)
- Des Caraïbes / Antilles
- Latine, centrale, ou sud-américain
- Africain(e)
- Arabe
- Asiatique de l'ouest
- Asiatique du sud
- Asiatique de l'est ou du sud-est
- Océanie
- Autre → **veuillez préciser : _____**

VISEZ 200 PARTCIPATIONS COMPLÈTES POUR L'ENSEMBLE DE CES GROUPES

vii. Depuis combien de temps vivez-vous au Canada? NE LISEZ PAS LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

7. Moins d'un an
8. De 1 an à moins de 2 ans
9. De 2 ans à moins de 5 ans
10. De 5 ans à moins de 10 ans
11. 10 ans ou plus
12. Depuis toujours

viii. Sexe : NE LE DEMANDEZ PAS

- ❍ Homme
- ❍ Femme

ix. Êtes-vous propriétaire ou locataire? NE LISEZ PAS LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

- ❍ Propriétaire
- ❍ Locataire
- ❍ Ni l'un ni l'autre (p. ex., habite avec les parents)
- ❍ Incertain(e)

REMERCIEZ ET TERMINEZ SI L'ENQUÊTE EN LIGNE A ÉTÉ REMPLIE : MERCI DE VOTRE PARTICIPATION.

REMERCIEZ ET TERMINEZ S'IL S'AGIT D'UNE PERSONNE ÂGÉE DE MOINS DE 18 ANS : NOUS SOMMES À LA RECHERCHE DE PARTICIPANTS DE 18 ANS ET PLUS. MERCI DE VOTRE INTÉRÊT.

REMERCIEZ ET TERMINEZ S'IL NE S'AGIT PAS D'UN CITOYEN CANADIEN OU D'UN RÉSIDENT PERMANENT : NOUS SOMMES À LA RECHERCHE DE PARTICIPANTS QUI SONT DES CITOYENS CANADIENS OU DES RÉSIDENTS PERMANENTS DU CANADA. MERCI DE VOTRE INTÉRÊT.

REMERCIEZ ET TERMINEZ SI LE QUOTA RÉGIONAL A DÉJÀ ÉTÉ ATTEINT : EN CE MOMENT, NOUS SOMMES À LA RECHERCHE DE PARTICIPANTS DE DIFFÉRENTES RÉGIONS. MERCI DE VOTRE INTÉRÊT.

A. Renseignements contextuels

1. Quelle est votre principale activité? LISEZ LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

   - ❍ Vous occupez un emploi.
   - ❍ Vous êtes sans emploi / à la recherche d'un emploi. → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Vous êtes aux études. → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Vous êtes une personne au foyer / vous prenez soin de votre famille. → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Vous êtes à la retraite. → **PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ **Vous êtes en invalidité de longue durée. → PASSEZ À LA Q3**
   - ❍ Autre → **veuillez préciser : _____ → PASSEZ À LA Q3**

2. Pour quel type d'organisation travaillez-vous? NE LISEZ PAS LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

   - ❍ Établissement scolaire / établissement d'enseignement supérieur
   - ❍ Gouvernement fédéral
   - ❍ Gouvernement provincial
   - ❍ Administration locale ou municipale
   - ❍ Organisme sans but lucratif
   - ❍ Entreprise privée à but lucratif
   - ❍ Je suis travailleur(euse) autonome.

3. Comment décririez-vous la composition de votre ménage? NE LISEZ PAS LA LISTE, SAUF SI NÉCESSAIRE, ET SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

   - ❍ Personne vivant seule
   - ❍ Ménage composé de plusieurs personnes (p. ex., colocataires)
   - ❍ Couple (marié ou conjoints de fait) vivant avec enfants
   - ❍ Couple (marié ou conjoints de fait) vivant sans enfant
   - ❍ Chef de famille monoparentale vivant avec enfants
   - ❍ Adulte vivant avec / prends soin des parents / des membres de la famille
   - ❍ Autre → **veuillez préciser : _____**

4. Êtes-vous le parent ou le tuteur d'enfants…? LISEZ LA LISTE, SÉLECTIONNEZ TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT

   - ❑ de moins de 10 ans
   - ❑ de 11 à 14 ans
   - ❑ de 15 à 18 ans
   - ❑ de plus de 18 ans
   - ❑ Vous n'êtes ni un parent ni un tuteur. **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**

5. Dans quel type d'habitation vivez-vous? LISEZ LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

- ❍ Maison unifamiliale
- ❍ Maison jumelée / condominium
- ❍ Maison en rangée
- ❍ Appartement – dans une maison transformée
- ❍ Appartement / condominium – dans un immeuble de moins de 5 étages → **PASSEZ À LA Q7**
- ❍ Appartement / condominium – dans un immeuble de 5 étages ou plus → **PASSEZ À LA Q7**

7. Laquelle de ces catégories décrit le mieux le secteur où vous habitez? LISEZ LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

- ❍ **PREMIÈRES NATIONS SEULEMENT :** Sur une réserve
- ❍ Région éloignée (c.-à-d. qui n'est pas accessible à longueur d'année par un réseau ou système routier)
- ❍ Zone rurale (c.-à-d. à l'extérieur d'une municipalité, d'une banlieue ou d'un centre urbain)
- ❍ Municipalité (population moins de 5 000 habitants)
- ❍ Centre urbain (population entre 5,000 et 100,000 habitants)
- ❍ Centre urbain (population plus de 100,000 habitants)
- ❍ Autre → **veuillez préciser : _____**

8. De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par la protection de vos renseignements personnels? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout préoccupé(e) » et 5, « très préoccupé(e) ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

1 Pas du tout préoccupé(e)	**2**	**3**	**4**	**5 Très préoccupé(e)**	**NSP**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

B. Scénarios et questions connexes aux fins de comparaison

Les prochaines questions concernent le sujet de renseignements personnels liés à votre lieu géographique, c'est-à-dire les renseignements personnels qui vous concernent et qui sont liés à un lieu géographique. Les renseignements personnels incluent, entre autres, votre nom, votre âge, vos antécédents médicaux, vos renseignements financiers ou les achats que vous avez faits. Le lieu géographique peut être aussi précis que votre adresse résidentielle ou aussi vaste que votre quartier, votre région ou votre province.

Je vais vous décrire quelques scénarios hypothétiques où des renseignements personnels liés à votre lieu géographique pourraient être partagés. Après chaque situation, je vous poserai quelques questions. Écoutez attentivement les descriptions et imaginez-vous dans la situation. N'oubliez pas que ces situations sont purement hypothétiques et servent uniquement à des fins de recherche. Elles ont pour but de mesurer votre niveau de confort envers le partage de renseignements dans certaines situations. Elles n'ont pas été conçues pour obtenir vos réactions envers les activités existantes ou celles qui ont été prévues.

Si à tout moment, vous souhaitez que je relise le scenario, dites-le-moi.

9. ALTERNEZ L'ORDRE DE PRÉSENTATION DES SCÉNARIOS

Scénario 1	Vous êtes une personne à mobilité réduite. Le gouvernement souhaite partager votre dossier médical avec un organisme sans but lucratif pour offrir de meilleurs services d'urgence en identifiant les secteurs où les besoins d'aide sont plus pressants en situation d'urgence. Vos renseignements seront liés à votre adresse plutôt qu'à votre nom. Vous ignorez que ce partage de renseignements a lieu.
Scénario 2	Vous vous présentez à la pharmacie du quartier pour vous procurer le médicament qui vous a été prescrit pour traiter une maladie transmise sexuellement. En vous remettant le médicament, le pharmacien vous informe que l'information sur les patients qui se procurent des médicaments semblables sera transmise à un organisme de santé publique. L'information sur votre médicament servira à surveiller les taux d'atteinte et de propagation de maladies similaires dans une région donnée. Vos renseignements seront liés à votre quartier. On vous demande la permission de partager vos renseignements et vous pourrez voir et modifier l'information qui sera partagée pour garantir son exactitude.
Scénario 3	Votre banque songe à partager les renseignements associés à vos relevés de compte, y compris les endroits où vous avez récemment magasiné, avec les commerçants de la région. Vos renseignements serviront à vous envoyer de l'information ciblée sur les produits et les services qui pourraient vous intéresser, en fonction de vos habitudes de magasinage. Vos renseignements seront liés à votre adresse plutôt qu'à votre nom. Vous pourrez choisir d'être inclus ou exclus du programme en tout temps, mais vous ne pourrez ni voir ni modifier les renseignements qui sont partagés.

RÉPÉTEZ LES Q10 À Q14 APRÈS CHAQUE SCÉNARIO

10. Dans cette situation, comment évalueriez-vous la sensibilité des renseignements personnels qui sont partagés? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout sensibles » et 5, « très sensibles ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

1 – Pas du tout sensibles	2	3	4	5 – Très sensibles	NSP
❍	❍	❍	❍	❍	❍

11. Dans cette situation, comment évalueriez-vous votre niveau de confort avec les renseignements qui sont partagés? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout à l'aise » et 5, « très à l'aise ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

1 – Pas du tout à l'aise	2	3	4	5 – Très à l'aise	NSP
❍	❍	❍	❍	❍	❍

12. LISEZ TOUT LE TEXTE, Y COMPRIS LES EXEMPLES ENTRE PARENTHÈSES. Dans cette situation, dans quelle mesure seriez-vous consentant(e) à ce qu'on partage vos renseignements personnels (c.-à-d. si cela ne dépendait que de vous, dans quelle mesure accepteriez-vous qu'on partage ces renseignements)? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout consentant(e) » et 5, « très consentant(e) ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

1 – Pas du tout consentant(e)	2	3	4	5 – Très consentant(e)	NSP
❍	❍	❍	❍	❍	❍

13. Dans cette situation, dans quelle mesure seriez-vous consentant(e) à ce qu'on partage vos renseignements personnels SI on vous offrait un incitatif - par exemple, de l'argent, une participation à un concours, un rabais, etc.? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout consentant(e) » et 5, « très consentant(e) ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

1 – Pas du tout consentant(e)	2	3	4	5 – Très consentant(e)	NSP
❍	❍	❍	❍	❍	❍

14. Dans cette situation, dans quelle mesure seriez-vous confiant(e) que vos renseignements personnels seront protégés par l'organisation avec laquelle ils sont partagés? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout confiant(e) » et 5, « très confiant(e) ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE

1 – Pas du tout confiant(e)	2	3	4	5 – Très confiant(e)	NSP
❍	❍	❍	❍	❍	❍

APRÈS AVOIR LU LE PREMIER ET LE DEUXIÈME SCÉNARIOS ET AVANT DE PROCÉDER AU SCÉNARIO SUIVANT, LISEZ LE TEXTE : → Je vais maintenant vous présenter le scénario suivant.

C. Autres questions sur les renseignements personnels liés au lieu géographique

16. De façon générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune de ces organisations pour protéger vos renseignements personnels. Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « ne fait pas du tout confiance » et 5, « fait entièrement confiance ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE POUR CHAQUE ÉNONCÉ

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Ne fait pas du tout confiance	2	3	4	5 – Fait entièrement confiance	NSP
a. Les ministères du gouvernement fédéral	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Les ministères des gouvernements provinciaux	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Les services des administrations municipales	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Les grandes entreprises ou sociétés privées	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Les petites entreprises privées	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Les sites de réseautage social (p. ex., Facebook™, Twitter™, Google Latitude™, MySpace™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Les établissements d'enseignement supérieur	❍	❍	❍	❍	❍	❍
h. Les organismes sans but lucratif	❍	❍	❍	❍	❍	❍
i. Les établissements médicaux (p. ex., les hôpitaux, les grands instituts de recherche)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

21. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec chacun des énoncés suivants? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout d'accord » et 5, « tout à fait d'accord ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE POUR CHAQUE ÉNONCÉ

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Pas du tout d'accord	2	3	4	5 – Tout à fait d'accord	Je ne sais pas
a. Je considère que mon code postal est un renseignement personnel.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Je considère que mon adresse est un renseignement personnel, même quand mon nom n'y est pas associé.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Je suis plus à l'aise à fournir mon adresse si mon nom n'y est pas associé.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Si quelqu'un avait mon adresse, il pourrait facilement l'associer à mon nom.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Je suis à l'aise à fournir mon nom ET mon adresse aux organisations auxquelles je fais confiance.						
f. L'idée qu'on puisse m'identifier uniquement à partir de mon adresse me préoccupe.	❍	❍	❍	❍	❍	❍

D. Surveillance des déplacements en temps réel des personnes

Dispositifs de repérage

LISEZ LE TEXTE : Les prochaines questions concernent les technologies de repérage, certaines pouvant recueillir l'information sur les déplacements en temps réel d'une personne. Ces technologies pourraient inclure les téléphones cellulaires/mobiles, les appareils cellulaires munis d'un GPS, les services de réseautage social qui utilisent une technologie de repérage, les cartes de crédit à puce, le passeport électronique, etc.

26. Lesquels de ces services ou dispositifs de repérage utilisez-vous, le cas échéant? LISEZ LA LISTE, SÉLECTIONNEZ TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT.

- ❑ Système de navigation GPS portable ou intégré à votre véhicule
- ❑ Système OnStar™ ou autre service similaire intégré à votre véhicule
- ❑ Appareil GPS portable pour la randonnée pédestre, la navigation de plaisance, le vélo, etc.
- ❑ Téléphone cellulaire avec GPS intégré (p. ex., la 3^{e} génération de BlackBerry™)
- ❑ Services de réseautage social comme Google Latitude™ qui utilise la technologie du GPS pour garder contact en temps réel avec les amis et les membres de la famille qui utilisent ce service
- ❑ Dispositif de repérage GPS antivol sur les ordinateurs, les vélos, etc.
- ❑ Autre → **Veuillez préciser : _____**
- ❑ Aucune de ces réponses **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**
- ❑ Ne sait pas / Incertain(e) **(AUCUNE AUTRE OPTION NE PEUT ÊTRE SÉLECTIONNÉE)**

28. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'utilisation de la technologie de repérage pour chacune des activités suivantes? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout d'accord » et 5, « tout à fait d'accord ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE POUR CHAQUE ÉNONCÉ.

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	**1 – Pas du tout d'accord**	**2**	**3**	**4**	**5 – Tout à fait d'accord**	**NSP**
a. Pour faciliter les services d'urgence (p. ex., repérer des personnes impliquées dans un accident grâce à un GPS dans un véhicule ou un téléphone cellulaire)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Pour augmenter la productivité au travail si les employés sont conscients qu'elle est utilisée (p. ex., les employeurs qui utilisent des téléphones cellulaires munis d'un GPS ou des véhicules équipés d'un GPS pour surveiller les déplacements de leurs employés au travail)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Pour mieux protéger les enfants (p. ex., les parents qui utilisent des services pour repérer leurs enfants grâce à des téléphones cellulaires munis d'un GPS)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Pour mieux faire respecter la loi (p. ex., pour localiser un suspect ou surveiller ses mouvements au moment où un crime a été commis ou pour retrouver des personnes disparues)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

29. Avant aujourd'hui, dans quelle mesure aviez-vous pensé aux problèmes d'atteinte à la vie privée que pourrait causer l'utilisation de dispositifs de repérage? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'y aviez pas pensé du tout et 5, que vous y aviez beaucoup pensé. SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

1 – N'y avait pas du tout pensé	**2**	**3**	**4**	**5 – Y avait beaucoup pensé**	**NSP**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

30. **PASSEZ SI Q29 < 3 OU NE SAIT PAS**. De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les utilisations abusives qu'on pourrait faire des renseignements recueillis à l'aide des technologies de repérage pour surveiller les déplacements en temps réel d'une personne? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout préoccupé(e) » et 5, « très préoccupé(e) ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

1 – Pas du tout préoccupé(e)	**2**	**3**	**4**	**5 – Très préoccupé(e)**	**NSP**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

32. **PASSEZ SI Q29 < 3 OU NE SAIT PAS**. Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les situations suivantes et qui concernent la collecte de renseignements sur l'emplacement en temps réel des personnes à l'aide d'une technologie de repérage (p. ex., téléphone cellulaire/mobile, appareil cellulaire muni d'un GPS, service de réseautage social qui utilise une technologie de repérage comme Google Latitude, carte de crédit à puce, passeport électronique, etc.)? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout préoccupé(e) » et 5, « très préoccupé(e) ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE POUR CHAQUE ÉNONCÉ.

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	**1 – Pas du tout préoccupé(e)**	**2**	**3**	**4**	**5 – Très préoccupé(e)**	**NSP**
a. Les pirates informatiques qui ont accès à l'information stockée par le fournisseur de service téléphonique mobile à GPS intégré	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. L'utilisation des renseignements recueillis à l'aide d'un GPS pour cibler des personnes comme victime (p. ex., pour un cambriolage)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. L'incertitude quant à la durée pour laquelle les renseignements relatifs à mouvements sont conservés	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. La vente de renseignements relatifs à mouvements à des tierces parties	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Les autorités qui utilisent le GPS pour surveiller les personnes à leur insu	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Les images de votre emplacement en temps réel qui sont affichées par vos amis sur Internet sans votre consentement (p. ex., votre photo et votre emplacement qui sont partagés sans votre permission)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

38. Dans quelle mesure est-ce important que le gouvernement du Canada règlemente la collecte et le partage des renseignements relatifs aux mouvements en temps réel des personnes? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout important » et 5, « très important ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

1 – Pas du tout important	**2**	**3**	**4**	**5 – Très important**	**NSP**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

E. Niveau d'aise à l'égard de l'identification de résidences dans Internet

40. Pour chacun de ces outils de cartographie en ligne, veuillez me dire si vous l'avez utilisé souvent, si vous l'avez utilisé quelques fois, si vous en avez entendu parler, mais ne l'avez jamais utilisé ou si vous n'en avez jamais entendu parler. SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE POUR CHAQUE ÉNONCÉ.

	L'a souvent utilisé	L'a utilisé quelques fois	En a entendu parler, mais ne l'a jamais utilisé	N'en a jamais entendu parler
a. Cartes traditionnelles sur Internet (p. ex., MapQuest™, Google Maps™)	❍	❍	❍	❍
b. Images satellitaires des outils de cartographie sur Internet (p. ex., Google Earth™)	❍	❍	❍	❍
c. Images de la rue des outils de cartographie sur Internet (p. ex., Google Street View™)	❍	❍	❍	❍

46. De façon générale, sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout à l'aise » et 5, « très à l'aise », dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de voir des images de vous-même prises dans des lieux publics et affichées sur Internet sans votre consentement si…? SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE POUR CHAQUE ÉNONCÉ

ALTERNEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS	1 – Pas du tout à l'aise	2	3	4	5 – Très à l'aise	NSP
a. ... votre visage n'est PAS flou	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. ...seul votre visage est flou	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. …toute votre image est floue, de façon à ce que personne ne puisse vous identifier	❍	❍	❍	❍	❍	❍

49. Selon vous, dans quelle mesure est-ce important ou non que le gouvernement du Canada règlemente les images de résidences privées qui apparaissent sur outils de cartographie en ligne? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout important » et 5, « très important ». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

1 – Pas du tout important	2	3	4	5 – Très important	NSP
❍	❍	❍	❍	❍	❍

58. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord que les images de la rue des résidences privées (p. ex., Google Street View™) devraient être permis au Canada? Utilisez une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas du tout d'accord » et 5, «tout à fait d'accord». SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.

1 – Pas du tout d'accord	2	3	4	5 – Tout à fait d'accord	Je ne sais pas
❍	❍	❍	❍	❍	❍

En terminant, nous aurions quelques questions de nature démographique à vous poser.

59. Quel est le revenu annuel total de votre ménage (avant impôts)? LISEZ LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.
    - ❍ Moins de 20 000 $
    - ❍ 20 000 $ - 29 999 $
    - ❍ 30 000 $ - 39 999 $
    - ❍ 40 000 $ - 49 999 $
    - ❍ 50 000 $ - 59 999 $
    - ❍ 60 000 $ - 69 999 $
    - ❍ 70 000 $ - 79 999$
    - ❍ 80 000 $ - 89 999 $
    - ❍ 90 000 $ - 99 999 $
    - ❍ 100 000 $ - 149 999 $
    - ❍ 150 000 $ ou plus
    - ❍ Je ne sais pas. / Je suis incertain(e).
    - ❍ Je préfère ne pas répondre.

60. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint? NE LISEZ PAS LA LISTE, SÉLECTIONNEZ UNE SEULE RÉPONSE.
    - ❍ École élémentaire
    - ❍ Études secondaires incomplètes
    - ❍ Diplôme d'études secondaires
    - ❍ Études collégiales ou universitaires incomplètes
    - ❍ Diplôme d'études collégiales ou universitaires
    - ❍ Études supérieures incomplètes
    - ❍ Diplôme d'études supérieures

MESSAGE DE FIN D'ENQUÊTE

Merci d'avoir pris le temps de participer à cet important sondage.

Privacy and the Use of Geospatial Data
Quantitative Research - Telephone Survey - English

PROGRAMMING INSTRUCTIONS IN BOLD CAPS
INTERVIEWING INSTRUCTIONS APPEAR IN CAPITALIZED SCRIPT

PROGRAMMING NOTES:
- ❍ **Indicate single response questions**
- ❑ **Indicate multiple response questions**

NOTE: QUESTIONS HAVE BEEN NUMBERED TO REFLECT THE QUESTION NUMBERS IN A SIMULTANEOUS ONLINE VERSION OF THIS SURVEY. PLEASE ENSURE QUESTIONS ARE NUMBERED IN THE DATA FILE AS THEY ARE HERE.

IF CONNECTED TO RESPONDENT:

Hello, my name is _____, and I am calling from Phase 5, an independent research firm on behalf of GeoConnections, a Government of Canada program, led by Natural Resources Canada (NRCan). We are conducting research to learn more about Canadians' awareness and expectations surrounding the use of personal information linked to your location. The results of this research will be used to highlight concerns and issues requiring leadership by the Government of Canada. Your participation is voluntary and is important to the success of the research.

All collected information will be treated as private and confidential. No comments will be linked to an individual. No individual will be identified in any way. If you have any questions or comments regarding this survey, please contact Carol Blackie at Phase 5: 1-866-859-9112.

IF NEEDED SAY: This survey should take approximately 15 to 20 minutes to complete.

IF ASKED ABOUT GEOCONNECTIONS**:**

GeoConnections is a national partnership program led by Natural Resources Canada and is mandated to develop a Canadian Geospatial Data Infrastructure. **GeoConnections helps decision-makers use online location-based (or "geospatial") information, such as maps and satellite images, to tackle some of Canada's most pressing challenges. The program focuses on working with partners in public health, public safety and security, the environment and sustainable development, and Aboriginal matters.**

IF ASKED ABOUT NATURAL RESOURCES CANADA (NRCAN):

Natural Resources Canada (NRCan) seeks to enhance the responsible development and use of Canada's natural resources and the competitiveness of Canada's natural resources products. We are an established leader in science and technology in the fields of energy, forests, and minerals and metals and use our expertise in earth sciences to build and maintain an up-to-date knowledge base of our landmass. NRCan develops policies and programs that enhance the contribution of the natural resources sector to the economy and improve the quality of life for all Canadians. We conduct innovative science in facilities across Canada to generate ideas and transfer technologies. We also represent Canada at the international level to meet the country's global commitments related to the sustainable development of natural resources.

SCREENING FOR QUOTAS

i. Because we are looking for responses from a range of Canadians, I need to ask you a few questions. Based on your responses, I may be able to invite you to participate in the survey. DO NOT ASK, MARK ONE ONLY

- ❍ Willing to participate
- ❍ Not willing to participate → **THANK AND TERMINATE**

ii. We are also administering this survey online, through the Web Perspectives Consumer Research Panel. Have you previously completed this survey through that channel? DO NOT ASK, MARK ONE ONLY

- ❍ Yes → **THANK AND TERMINATE**
- ❍ No

iii. What is your age? DO NOT READ LIST, MARK ONE ONLY

- ❍ Under 18 → **THANK AND TERMINATE**
- ❍ 18-24
- ❍ 25-34

TARGET 27% OF SAMPLE

- ❍ 35-44
- ❍ 45-54

TARGET 40% OF SAMPLE

- ❍ 55-64
- ❍ 65 or older

TARGET 33% OF SAMPLE

iv. How would you describe your Canadian citizenship status? READ LIST, MARK ONE ONLY.

- ❍ A Canadian citizen
- ❍ A permanent resident / landed immigrant
- ❍ Temporarily living in Canada (e.g., for school, work, etc.) → **THANK AND TERMINATE**
- ❍ Just visiting Canada → **THANK AND TERMINATE**
- ❍ Other → **THANK AND TERMINATE**

v. In which province or territory do you currently reside? DO NOT READ LIST, MARK ONE ONLY.

- ❍ British Columbia
- ❍ Alberta
- ❍ Saskatchewan
- ❍ Manitoba
- ❍ Ontario →
- ❍ Quebec →
- ❍ New Brunswick
- ❍ Newfoundland or Labrador
- ❍ Nova Scotia
- ❍ PEI
- ❍ Northwest Territories
- ❍ Nunavut
- ❍ Yukon

ENSURE EVEN REGIONAL DISTRIBUTION OF RESPONDENTS (MINIMUM 100 RESPONDENTS PER REGION)

vi. What is your ethnic background? START TO READ LIST IF NECESSARY, MARK ALL THAT APPLY. IF THEY SAY 'ABORIGINAL' CLARIFY IF THEY MEAN PREMIÈRES NATIONS, INUIT, OR MÉTIS.

- ❑ British Isles origins
- ❑ French origins
- ❑ First Nation
- ❑ Métis
- ❑ Inuit
- ❑ Other North American origins
- ❑ Western European origins
- ❑ Northern European origins
- ❑ Eastern European origins
- ❑ Southern European origins
- ❑ Other European origins
- ❑ Caribbean origins
- ❑ Latin, Central and South American origins
- ❑ African origins
- ❑ Arab origins
- ❑ West Asian origins
- ❑ South Asian origins
- ❑ East and Southeast Asian origins
- ❑ Oceania origins
- ❑ Other → **please specify** _____

TARGET 50 COMPLETES (OVERALL) FROM THESE GROUPS

vii. How long have you lived in Canada?

- ❍ Less than 1 year
- ❍ 1 year to less than 2 years
- ❍ 2 years to less than 5 years
- ❍ 5 years to less than 10 years
- ❍ 10 years or more but not all of your life
- ❍ All of your life

viii. Gender: DO NOT ASK

- ❍ Male
- ❍ Female

ix. Do you own or rent your home? DO NOT READ LIST, MARK ONE ONLY

- ❍ Own
- ❍ Rent
- ❍ Neither (e.g., live with parents)
- ❍ Not sure

THANK AND TERMINATION TEXT IF COMPLETED SURVEY ONLINE: THANK YOU FOR YOUR PARTICIPATION.

THANK AND TERMINATION TEXT IF UNDER 18: WE ARE LOOKING FOR PARTICIPANTS 18 YEARS OF AGE OR OLDER. THANK YOU FOR YOUR PARTICIPATION.

THANK AND TERMINATION TEXT IF NOT CANADIAN CITIZEN / PERMANENT RESIDENT: WE ARE LOOKING FOR PARTICIPANTS WHO ARE CANADIAN CITIZENS OR PERMANENT RESIDENTS OF CANADA. THANK YOU FOR YOUR PARTICIPATION.

THANK AND TERMINATION TEXT IF REGIONAL QUOTA IS ALREADY MET: AT THIS TIME, WE ARE LOOKING FOR PARTICIPANTS LOCATED IN DIFFERENT REGIONS. THANK YOU FOR YOUR PARTICIPATION.

A. Contextual Information

1. What is your main activity? READ LIST, MARK ONE ONLY.

- ❍ Working at a job
- ❍ Unemployed / looking for work → **SKIP TO Q3**
- ❍ Going to school → **SKIP TO Q3**
- ❍ Keeping house / caring for family members → **SKIP TO Q3**
- ❍ Retired → **SKIP TO Q3**
- ❍ Long-term disability → **SKIP TO Q3**
- ❍ Other → **please specify: _____ → SKIP TO Q3**

2. Which type of organization do you currently work for? DO NOT READ LIST, MARK ONE ONLY.

- ❍ Academic or educational institution
- ❍ Government – federal
- ❍ Government – provincial
- ❍ Government – local/municipal
- ❍ Not-for-profit organization
- ❍ Private for-profit business
- ❍ I am self-employed

3. How would you describe the make-up of your household? DO NOT READ LIST UNLESS NEEDED, MARK ONE ONLY.

- ❍ One-person household
- ❍ Multiple person household (e.g., roommates)
- ❍ Couple (married or common-law) living with children
- ❍ Couple (married or common-law) not living with children
- ❍ Single-parent with children
- ❍ Adult living with and/or caring for parent(s) / relatives
- ❍ Other → **please specify: _____**

4. Are you the parent or guardian of children... READ LIST, MARK ALL THAT APPLY

- ❑ Under the age of 10
- ❑ Ages 11 to 14
- ❑ Ages 15 to 18
- ❑ Over the age of 18
- ❑ I am not the parent or guardian of any children (**NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**

❑

5. Which of the following best describes the type of residence you live in? READ LIST, MARK ONE ONLY.

❍ Single detached house
❍ Semi-detached house / condominium
❍ Row/town house
❍ Apartment – in a converted house
❍ Apartment / condominium – in building with fewer than 5 stories → **SKIP TO Q7**
❍ Apartment / condominium – in building with 5 or more stories → **SKIP TO Q7**

7. Which of the following best describes the area in which you live? READ LIST, MARK ONE ONLY.

❍ **ONLY INCLUDE IF FIRST NATIONS**: On reserve
❍ Remote location (i.e., no year-round access to a major road network or system)
❍ Rural (i.e., living outside a town, suburb or city centre)
❍ Town (population less than 5,000 people)
❍ Urban area (population between 5,000 and 100,000 people)
❍ Urban area (population greater than 100,000 people)
❍ Other → **please specify: _____**

8. In general, how concerned are you about the privacy of your personal information? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all concerned' and 5 is 'very concerned'. MARK ONE ONLY

1 Not at all concerned	**2**	**3**	**4**	**5 Very concerned**	**DK**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

B. Scenario Questions for Comparison

The next questions are related to the topic of personal information linked to your location. By this we mean personal information about you that has been tied to a geographic location. Personal information could include things like your name, age, health history, financial information, or items you have bought. Location could be as precise as the street address of your home, or broader such as your neighbourhood, region or province.

I am going to describe a few hypothetical situations where personal information linked to a location could be shared. After each situation, you will be asked a few of follow-up questions. Please listen to the situation carefully and imagine yourself in the situation. Remember, these situations are strictly hypothetical, and are for research purposes only. They explore your level of comfort with sharing personal information under different situations. They have not been designed to gain your reactions to **actual or planned activities**.

If at any point you want me to read the scenario again, please let me know.

9. ROTATE ORDER IN WHICH SCENARIOS ARE PRESENTED

Scenario 1	You have a condition associated with mobility impairment. The government would like to share your medical records with a not-for-profit organization to provide better emergency services by identifying locations with a more urgent need for assistance in the case of emergencies. Your information will be linked to your exact address, but not your name. You are not made aware that this information sharing is occurring.

Scenario 2	You go to a local pharmacy to fill a prescription for medication to treat a sexually transmitted disease. When the pharmacist gives you your prescription, they inform you that they are sharing information about people who have filled similar prescriptions with a government health agency. Your prescription information will be used to help monitor rates and spread of similar illnesses in an area. Your information will be linked to your neighbourhood. You are asked permission to have your information shared, and you would be able to view and make adjustments to the information that is shared to ensure that it is accurate.
Scenario 3	Your bank is planning to share information from your account statements. They will share where you have shopped recently with local retailers. Your information will be used to send you targeted information about products or services that are likely to be of interest to you based on your shopping habits. Your information will be linked to your address, but not your name. You are able to opt-in or out of this program as you wish, but you are not able to view and adjust the information that is shared.

REPEAT Q10-Q14 FOLLOWING EACH SCENARIO.

10. In this situation, how would you assess the sensitivity of the personal information being shared? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all sensitive' and 5 is 'very sensitive'. MARK ONE ONLY

1 – Not at all sensitive	2	3	4	5 – Very sensitive	DK
❍	❍	❍	❍	❍	❍

11. In this situation, how would you rate your level of comfort with the personal information being shared? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all comfortable' and 5 is 'very comfortable'. MARK ONE ONLY

1 – Not at all comfortable	**2**	**3**	**4**	**5 – Very comfortable**	**DK**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

12. READ ALL TEXT, INCLUDING EXAMPLES IN BRACKETS. In this situation, how willing would you be to have your personal information shared (that is, if it were up to you, how likely would you be to agree to share this information)? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all willing' and 5 is 'very willing'. MARK ONE ONLY

1 – Not at all willing	**2**	**3**	**4**	**5 – Very willing**	**DK**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

13. In this situation, how willing would you be to have your personal information shared IF there was an incentive for doing so - such as money, a draw for a prize, a discount, etc.? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all willing' and 5 is 'very willing'. MARK ONE ONLY

1 – Not at all willing	**2**	**3**	**4**	**5 – Very willing**	**DK**
❍	❍	❍	❍	❍	❍

14. In this situation, how confident are you that your personal information will be kept private and secure by the organization that it is being shared with? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all confident' and 5 is 'very confident'? MARK ONE ONLY

1 – Not at all confident	2	3	4	5 – Very confident	DK
❍	❍	❍	❍	❍	❍

AFTER READING FIRST AND SECOND SCENARIO, BEFORE GOING TO NEXT SCENARIO READ TEXT : → I will now read the next scenario.

C. Other Questions Relating to Location-Linked Personal Information

16. In general, how much do you trust each of the following types of organizations to keep your information private and secure? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'do not trust at all' and 5 is 'trust completely'. FOR EACH STATEMENT MARK ONE ONLY

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Do not trust at all	2	3	4	5 – Trust completely	DK
a. Federal government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Provincial government ministries / departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Municipal government departments	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Large private sector firms or corporations	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Small private sector businesses	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Social networking sites (e.g., Facebook™, Twitter™, Google Latitude™, MySpace™)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
g. Academic institutions	❍	❍	❍	❍	❍	❍
h. Not-for-profit organizations	❍	❍	❍	❍	❍	❍
i. Medical institutions (e.g. hospitals, major research institutes)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

18.

21. Indicate the extent to which you agree or disagree with the following statements. Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'strongly disagree' and 5 is 'strongly agree'. FOR EACH STATEMENT MARK ONE ONLY

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Strongly disagree	2	3	4	5 – Strongly Agree	DK
a. I consider my postal code to be private information.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. I consider my address to be private information even when it is not associated with my name.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. I am more comfortable sharing my address if my name is not attached to it.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. If someone had my address, they could easily link it to my name.	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. I am comfortable providing my name AND address to organizations I trust.						
f. The idea that someone could identify me personally using only my address is something I am concerned about.	❍	❍	❍	❍	❍	❍

D. Real-Time Tracking of Individuals

Location Tracking Devices

READ TEXT: The next few questions relate to location tracking technologies, some of which can be used to collect information concerning individuals' real-time movements. Examples of technology that might be used to collect this information include cellular/mobile phone, GPS enabled cellular phone, social networking services that use location tracking technology, chip enabled credit card, ePassport etc.).

26. Which, if any, of the following location tracking devices or services do you currently use? READ LIST, MARK ALL THAT APPLY.

- ❑ Portable / built-in GPS navigation system in your vehicle
- ❑ OnStar™ or similar built-in service in your vehicle
- ❑ Portable GPS device for hiking, boating, biking, etc.
- ❑ Cellular phone with built-in GPS (e.g., 3rd generation BlackBerry™)
- ❑ Social networking services such as Google Latitude™ that use GPS technology to keep you in touch in real-time with friends and family members using the service
- ❑ Anti-theft GPS tracking device in laptop, computer, bike, etc.
- ❑ Other → **please specify: _____**
- ❑ None of these (**NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**
- ❑ Don't know / not sure **(NO OTHER OPTION MAY BE SELECTED)**

28. To what extent, if at all, do you support using location tracking technology for the following activities? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'do not support at all' and 5 is 'completely support'. FOR EACH STATEMENT MARK ONE ONLY.

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Do not support at all	2	3	4	5 – Completely support	DK
a. To facilitate emergency services (e.g., locating individuals who have been in an accident through GPS in vehicle or cell phone)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. To increase workplace productivity if employees are aware that it is being used (e.g., employers using GPS equipped cell phones or vehicles to monitor employees whereabouts while they are working)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. To improve child safety (e.g., parents using services to monitor their children's locations through GPS-equipped cell phones)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. To improve law enforcement (e.g., establish a suspect's location / movements during the time a crime was committed, locate missing persons, etc.)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

29. Before today, to what extent, if at all, had you thought about potential privacy concerns related to the use of location tracking devices? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'I had not thought about this at all' and 5 is 'I had thought about this a great deal'. MARK ONE ONLY.

1 – Had not thought about this at all	2	3	4	5 – Had thought about this a great deal	DK
❍	❍	❍	❍	❍	❍

30. **SKIP IF Q29 < 3 OR DON'T KNOW**. Overall, how concerned or unconcerned are you about potential misuses of information concerning individuals' real-time movements collected through location tracking technology? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'I am not at all concerned' and 5 is 'I am very concerned'. MARK ONE ONLY.

1 – Not at all concerned	2	3	4	5 – Very concerned	DK
❍	❍	❍	❍	❍	❍

32. **SKIP IF Q29 < 3 OR DON'T KNOW**. How concerned or unconcerned are you about the following issues related to information concerning individuals' real-time location being collected through location tracking technology (e.g. cellular/mobile phone, GPS enabled cellular phone, social networking services that use location tracking technology such as Google Latitude, chip enabled credit card, ePassport etc.)? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'I am not at all concerned' and 5 is 'I am very concerned'. FOR EACH STATEMENT MARK ONE ONLY.

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all concerned	2	3	4	5 – Very concerned	DK
a. Hackers accessing information stored by the GPS enabled mobile phone service provider	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. Use of GPS-collected information to target individuals for crime (e.g., burglary)	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. Not knowing how long information concerning movements will be kept	❍	❍	❍	❍	❍	❍
d. Sale of information concerning movements to third-parties	❍	❍	❍	❍	❍	❍
e. Authorities using GPS to monitor individuals without their awareness	❍	❍	❍	❍	❍	❍
f. Images of your real-time location being posted to the Internet without your permission (e.g., friends posting your picture and your location without your permission)	❍	❍	❍	❍	❍	❍

38. How important or unimportant do you feel it is for the Government of Canada to regulate the collection and sharing of information concerning individual's real-time movements? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all important' and 5 is 'very important'. MARK ONE ONLY.

1 – Not at all important	2	3	4	5 – Very important	DK
❍	❍	❍	❍	❍	❍

E. Comfort with Identification of Home on the Internet

40. For each of the following online mapping tools, please indicate whether you have used the tool a lot, used the tool a little, heard of the tool but never used it, or never heard of the tool. FOR EACH STATEMENT MARK ONE ONLY.

	I have used this tool a lot	I have used this tool a little	I have heard of this tool but never used it	I have never heard of this tool
a. Traditional maps on the Internet (e.g., MapQuest™, Google Maps™)	❍	❍	❍	❍
b. Satellite views in mapping tools on the Internet (e.g., Google Earth™)	❍	❍	❍	❍
c. Street views in mapping tools on the Internet (e.g., Google Street View™)	❍	❍	❍	❍

46. Overall, using a scale from 1 to 5 where 1 is 'not at all comfortable' and 5 is 'very comfortable', how comfortable or uncomfortable do you feel with images of yourself taken in public locations being posted to the Internet without your permission if...? FOR EACH STATEMENT MARK ONE ONLY

ROTATE ORDER OF STATEMENTS	1 – Not at all comfortable	2	3	4	5 – Very Comfortable	DK
a. ... your face is NOT blurred out	❍	❍	❍	❍	❍	❍
b. ...only your face is blurred out	❍	❍	❍	❍	❍	❍
c. …your whole image is blurred out and unidentifiable	❍	❍	❍	❍	❍	❍

49. How important or unimportant do you feel it is for the Government of Canada to regulate images of private residences appearing on Internet mapping tools? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'not at all important' and 5 is 'very important'. MARK ONE ONLY.

1 – Not at all important	2	3	4	5 – Very important	DK
❍	❍	❍	❍	❍	❍

58. To what extent do you agree or disagree that street-view images of private residences (e.g,. Google Street View™) should be allowed in Canada? Use a scale from 1 to 5, where 1 is 'strongly disagree' and 5 is 'strongly agree'. MARK ONE ONLY.

1 – Strongly disagree	2	3	4	5 – Strongly agree	Don't know
❍	❍	❍	❍	❍	❍

READ TEXT: Finally, we have a few additional demographic questions.

59. What is your annual household income (before taxes)? **Select one only.**
- ❍ Less than $20,000
- ❍ $20,000 - $29,999
- ❍ $30,000 - $39,999
- ❍ $40,000 - $49,999
- ❍ $50,000 - $59,999
- ❍ $60,000 - $69,999
- ❍ $70,000 - $79,999
- ❍ $80,000 - $89,999
- ❍ $90,000 - $99,999
- ❍ $100,000 - $149,999
- ❍ $150,000 or more
- ❍ Don't know / not sure
- ❍ Prefer not to say

60. What is your highest level of formal education? **Select one only.**
- ❍ Elementary school
- ❍ Some high school
- ❍ High school graduate
- ❍ Some college/University
- ❍ Graduated college/University
- ❍ Some postgraduate
- ❍ Postgraduate degree

END MESSAGE:

Thank you for taking the time to complete this important survey.